DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12669 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry. Directeur : André Fontaine — MERCREDI 23 OCTOBRE 1985

La paix telle qu'Israël...

Comme ils en ont depuis longtemps l'habitude, la plupart des délégués arabes ont quitté l'hémicycle lorsque le premier ministre israélien a pris la parole, lundi 21 octobre, à la tribune de l'ONU. Pourtant, en offrant à la Jordanie d'entamer des négociations de paix directes avant la fin de l'année, M. Shimon Pérès a formulé une proposition qui pourrait ne pas laisser totalement indifférents les pays arabes les plus concernés. A commencer par la Jordanie — même si les premières réactions à Amman sont plutôt fraîches. Jusqu'à présent, le roi Hussein, lié par les résolutions de plusieurs sommets arabes, s'est toujours refusé à envisager de négocier avec Israël sans l'OLP. M. Pérès n'a pas nommément exclu celle-ci de son appel à la négociation mais s'est refusé à ouvrir des pourparlers avec les organisations qui « représentent la terreur ». Tout se passe comme si le premier ministre israélien comptait sur la Jordanie pour mettre l'OLP hors de course.

L'accord conclu en février dernier à Amman entre le roi Hussein et M. Arafat semblait confirmer que l'OLP était engagée sur la voie d'un règlement pacifique du conflit — renonçant dans les faits au terrorisme qu'elle récuse dans les mots. Le triple meurtre de Larnaca et le détournement de l'« Achille-Lauro » ont jeté le doute sur les véritables intentions de l'organisation palestinienne ou, à tout le moins, sur sa capacité à contrôler ses membres. Depuis, les relations entre l'OLP et Amman se sont semble-t-il singulièrement refroidies, et c'est bien évidemment l'atout que M. Pérès cherche à exploiter en proposant des négociations directes à la Jordanie. Sa proposition intervient au moment où la Jordanie amorce un rapprochement encore timide avec la Syrie, ennemi juré de M. Arafat.

M. Pérès a été plus loin. Pour la première fois — dans des termes il est vrai très vagues, — il a envisagé que les négociations aient lieu sous couvert d'une réunion internationale — comme le souhaitent le Kremlin et de nombreux pays arabes, dont la Jordanie. Certes il a exclu que l'URSS, parce qu'elle n'entretient pas de relations diplomatiques avec Israël, puisse participer à une telle conférence. Mais il l'a fait sans lancer d'anathème et, surtout, à un moment où l'échange de « représentants officiels » entre Israël et la Pologne laisse peut-être présager un dégel entre Moscou et Jérusalem.

Fers laissés au feu, portes entrouvertes... M. Pérès a parlé « de petites équipes de travail à réunir sous trente jours » pour accélérer le processus qu'il appelle de ses vœux. C'est précisément le délai qui nous sépare du sommet soviéto-américain des 19 et 20 novembre prochain à Genève.

Que souhaite exactement le premier ministre israélien en réclamant « une nouvelle initiative » dans un conflit qui en a tant connu de vaines ? S'agit-il, à un an de la date prévue pour la relève du chef du gouvernement travailliste par son adjoint et rival du Likoud, M. Shamir, qui déjà hausse le ton, de prendre de vitesse son intransigeance et d'engager « une dynamique de paix » ? Ou plus simplement d'exploiter l'actuel discrédit de l'OLP pour marquer un point contre l'organisation palestinienne ?

(Lire nos informations pages 6 et 44.)

Le CNPF présente ses propositions pour la prochaine législature

- *Accentuation du mouvement de privatisation*
- *Réduction prudente du déficit budgétaire*
- *Suppression des aides aux entreprises*

Le Conseil national du patronat français a présenté, ce mardi 22 octobre, ses *« propositions pour une nouvelle politique économique »*. Partisan d'une croissance plus forte, le CNPF — loin de rompre avec la politique menée par les socialistes depuis 1983 — demande une amplification de cette stratégie orientée vers une restauration de la compétitivité des entreprises.

Effet de modestie pour une organisation dont les thèses ont finalement triomphé, ou pur réalisme, le CNPF se garde de montrer le moindre esprit revanchard. Le temps n'est plus où, à l'orée de cette législature, il avait à faire face à un gouvernement (ou du moins à certains de ses ministres) qui prétendait *« faire rendre gorge aux patrons »*. Depuis, peut affirmer le Conseil national du patronat français, *« l'opinion publique a pris conscience de l'importance vitale de l'entreprise et de la liberté d'entreprendre »*.

Pas seulement l'opinion mais aussi les pouvoirs publics qui ont su, ou dû, se plier à la dure réalité des faits. Aussi bien le CNPF ne tourne-t-il pas le dos à la politique économique actuelle. Il souhaite simplement qu'elle soit plus cohérente et plus centrée sur l'entreprise. Avenue Pierre-1er-de-Serbie, siège de l'organisation patronale, on ne s'inquiète pas de savoir qui mènera la politique préconisée, pourvu que ce soit cette politique. Le CNPF, nous dit-on, a élaboré un programme qui vaudra pour tout gouvernement qu'auront légitimé les élections.

Si on relève point par point les propositions du document patronal établi pour trois ans, force est de constater qu'il s'agit le plus souvent d'une amplification — à un degré significatif, il est vrai — de mesures en cours.

S'agit-il des prélèvements obligatoires ? Le gouvernement actuel en a déjà arrêté leur progression et les a même fait baisser de 0,8 point cette année. Pour le CNPF, il convient de se montrer beaucoup plus hardi, en diminuant d'un point ces prélèvements pendant trois ans de suite et en en faisant profiter essentiellement les entreprises.

Le besoin de financement des entreprises publiques ? Foin de tous ceux qui voudraient faire disparaître d'un seul coup le déficit budgétaire. Cela conduirait à une asphyxie de l'économie. Sur ce point, le CNPF ne fournit pas de chiffres officiels, mais on peut affirmer qu'il a en vue un déficit représentant 2,5 % du produit intérieur brut (contre 3,2 à 3,5 % actuellement).

FRANÇOIS SIMON.

(Lire la suite page 39.)

AUSTÉRITÉ ET AGITATION SOCIALE

Le socialisme grec à « l'heure de la vérité »

De notre envoyée spéciale

Athènes. — La fête est finie. On a décroché les lampions du socialisme triomphant et, après la liesse populaire qui avait accueilli la seconde victoire électorale de M. Papandréou en juin, on a baissé les rideaux de fer des commerces, quitté le bureau ou l'usine et ressorti les banderoles de la contestation. *« Non à l'austérité »*, tel était le slogan de la grève générale qui a donné, lundi 21 octobre à Athènes, le coup d'envoi d'une vague peut-être longue d'agitation sociale.

Moment désagréable pour un premier ministre qui n'est pas rompu à ce genre d'exercice d'impopularité et chez qui l'autoritarisme avait toujours pu jusque-là se combiner à la démagogie. Moment que certains en revanche, à Washington, à Bruxelles ou ailleurs, goûteront sans doute avec un malin plaisir, car c'est aussi celui où M. Papandréou, par la force des choses, est contraint de se plier aux bonnes manières occidentales.

Son socialisme a été, pendant ses quatre premières années, à la fois dispendieux et arrogant. Généreux en réformes sociales d'abord, mais clientéliste et populiste aussi, engraissant un secteur public déjà boulimique et totalement improductif, entretenant soigneusement la population dans l'idée que l'austérité, c'est bon pour les « réactionnaires » américains ou britanniques, mais pas pour la gauche grecque. On demandait l'aide militaire des Américains, l'aide économique des Européens, dans le même temps qu'on dénonçait l'impérialisme des Etats-Unis et que l'on dénigrait le *« club de l'Europe riche »*.

Mais pouvait-il en fait en être autrement ? Ces quatre années ont été celles de l'émancipation pour une gauche de tout temps persécutée ou bridée, qui avait pour la première fois la possibilité de s'exprimer, de même que pour un pays qui attendait de ce gouvernement qu'il flattât son sentiment national trop longtemps humilié. M. Papandréou a mis exactement sept ans (de la chute des colonels en 1974 à son arrivée au pouvoir en 1981) pour réaliser avec le PASOK ce qui a pris des dizaines d'années à la plupart des social-démocraties européennes : constituer une solution de rechange aux gouvernements de droite. On ne pouvait pas s'attendre qu'il cédât d'emblée, contre le mouvement qui le portait, au réalisme économique auquel certains partis frères, autrement plus adultes pourtant, ont cru pendant un temps pouvoir échapper.

Et puis, alors que se dessine une échéance électorale, allez expliquer la rigueur à un pays où l'on considère l'Etat comme une vache à lait, la fraude fiscale comme un sport national, et où l'on est traditionnellement plus tenté, en économie comme en politique, par les opérations immédiatement rentables que par les plans de modernisation à long terme. Des structures familiales encore très solides, des activités parallèles extrêmement dynamiques font que cette société ne connaît pas la pauvreté et qu'elle est moins sensible que d'autres aux dérèglements économiques. L'inconvénient, c'est qu'elle se soucie comme d'une guigne du déficit de la balance des paiements ou des grands équilibres nationaux.

Cependant, comme le disait M. Papandréou en septembre, *« l'heure de la vérité a sonné »* : les élections sont passées, les caisses de l'État sont dramatiquement vides, le FMI menace, les banques étrangères réclament des garanties pour continuer de prêter, les Européens demandent des gages, et Washington estime qu'on a assez plaisanté avec l'antiaméricanisme et qu'il est temps d'en venir à des relations plus sérieuses.

CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 4.)

Les CRS mettent fin à l'occupation des usines Ducellier

Les forces de l'ordre ont investi ce mardi matin les usines Ducellier à Issoire, Sainte-Florine et Verbongheon. Ces trois établissements étaient occupés depuis le 29 septembre par les militants de la CGT.

PAGE 44

La grande misère de Liverpool

Une municipalité dominée par les trotskistes du Parti travailliste défie Mme Thatcher. Sur fond de chômage et de misère, la ville voulait licencier pour trois mois les employés communaux. Les syndicats tentent d'éviter la catastrophe...

PAGE 3

Yémen du Nord : les poignards rengainés du président Saleh

Le chef de l'Etat a placé des militaires à tous les postes-clés, mais le régime se « civilise ».

PAGE 5

M. Juquin propose une « troisième phase » pour le mouvement ouvrier

Dans son livre « Autocritiques », l'ancien porte-parole du PC récuse les modèles capitaliste, social-démocrate et soviétique.

PAGE 13

Québec : le temps du « beau risque »

PAGES 7 à 9

Proust, pour changer

Les digressions de Bernard Frank

PAGE 19

Le Monde

MÉDECINE

Cholestérol : les régulateurs du taux

Deux millions de personnes en France sont atteintes d'anomalies du métabolisme des graisses qui les prédisposent à des accidents de santé et à la mort.

(Page 17, l'article du Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE)

SIDA, LA RECHERCHE DES COUPABLES

Le châtiment des dieux

par JACQUES RUFFIÉ (*)

Aussi loin que remonte l'histoire écrite des peuples de l'Occident méditerranéen, deux interprétations furent données à la maladie. Pour les Egyptiens, la maladie tenait à un dérèglement entre forces externes et forces internes, qui devaient rester en parfait équilibre chez l'homme sain. Le diagnostic, les soins (bien pauvres en ces temps) étaient le fruit d'une observation vigilante. Ce mode de pensée fut repris par les Grecs et parfaitement explicité par l'école de Cos, dominée par Hippocrate, qui décrivit un certain nombre de maladies encore reconnaissables de nos jours.

Dans la Rome impériale, Galien relaie et précise Hippocrate. Après l'effondrement de l'empire d'Occident, les Arabes seront les seuls à conserver la tradition hippocratique en l'améliorant ; ils la transmettront à l'Europe. Celle-ci ne reprendra vraiment son essor médical qu'au cours du dix-neuvième siècle. Elle avait été jusque-là l'héritière du second courant de pensée d'origine sumérienne, qui faisait de la maladie une punition des dieux.

Cette vision sera reprise par le christianisme, par l'intermédiaire de la médecine talmudique, que d'ailleurs il aggravera. Le principe en est simple. Dieu est tout-puissant mais juste. Il châtie les coupables en leur envoyant toutes sortes de maux. Au Moyen Age, un malade amené à l'Hôtel-Dieu était d'abord confessé minutieusement pour savoir de quelle faute il s'était rendu coupable. Puis il recevait l'absolution, premier geste thérapeutique. C'est alors seulement que commençaient les soins proprement dits, résumés il est vrai à peu de chose.

Une société est solidaire, aussi le malade-pêcheur attire la foudre céleste sur tout son groupe. Pendant vingt siècles ou presque, lors de toutes les catastrophes, on recherche les coupables. La grande peste du quatorzième siècle, qui tua le tiers ou la moitié de la population d'Europe, donna lieu partout à des cérémonies expiatoires, à des pénitences collectives, à des pèlerinages.

(Lire la suite page 18.)

(*) Professeur au Collège de France.

débats

DE L'AUTRE COTÉ DE LA MÉDITERRANÉE

Les pieds-noirs recevaient depuis plusieurs années un accueil chaleureux en Algérie. Pourquoi, demande Jacques Roseau, le ton a-t-il changé ? Pourquoi les médias multiplient-ils ces derniers temps les sources de « chicayas » ? De son côté, Mohamed Aït Arab s'attriste de la maladie que traverse aujourd'hui la culture arabe.

La culture arabe en panne d'imagination

La littérature se réfugie dans un formalisme de plus en plus désuet

par MOHAMED AIT ARAB (*)

LA culture arabe est malade. Qui, aujourd'hui, oserait en douter ? Mais de quel mal souffre-t-elle ? Du dirigisme politique dans des pays où, la plupart du temps, sévit le régime du parti unique ? De la censure, voire de l'autocensure ? De la montée de l'intolérance, corollaire sans doute du développement d'un fanatisme religieux rétrograde ? Tout cela existe, bien évidemment, dans le monde arabe et nul ne peut l'ignorer. Mais le plus inquiétant est, sans aucun doute, le manque d'imagination de nos intellectuels. L'écrivain égyptien Yahia Haqqi, cité par Tahar Ben Jelloun, a admirablement résumé la situation en comparant les lettres arabes à *« une dictée rédigée par un élève du cycle primaire »*. A quelques exceptions près, la littérature arabe de ces dernières années brille par sa platitude. Pour un Mahmoud Darwich, combien de plumitifs sans génie et sans talent ?

Or, tandis que la littérature arabe sombre dans la médiocrité, une autre littérature, arabe elle aussi, mais de langue française, donne chaque jour des signes plus éclatants de vitalité. Ce phénomène, proprement maghrébin, est beaucoup plus remarquable en Algérie et au Maroc qu'en Tunisie où, pour diverses raisons, la littérature francophone demeure assez marginale (1). Quel que soit le genre – roman, poésie ou essai – et le domaine choisi – économie, histoire, sociologie..., – la production, ces derniers temps, s'est accrue tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Il serait fastidieux de donner ici une liste exhaustive de tous les ouvrages parus depuis cinq ou dix ans. Citons simplement pour mémoire Abdelfattah Kilito *(l'Auteur et ses doubles)*, Fatima Mernissi *(Sexe, Idéologie, Islam)*, Rachid Mimouni *(le Fleuve détourné, Tombeza)*, Leïla Sebbar *(Shérazade, le Chinois vert d'Afrique)*, Abdallah Sehrane *(Messaouda)*, Halima Ben Haddou *(Aïcha la rebelle)*, Abdallah Bansmaïn... Sans oublier des auteurs plus confirmés comme Rachid Boudjedra, Driss Chraïbi ou Tahar Ben Jelloun.

Comment peut-on expliquer un tel dynamisme ? La renaissance actuelle de la littérature maghrébine de langue française est à rapprocher de celle de la littérature africaine francophone. D'un côté comme de l'autre, nous avons affaire à deux littératures qui sont nées et se sont développées sur le terreau de la colonisation : la dénonciation de l'oppression coloniale était au centre de la plupart des œuvres. Que ce soit Mouloud Mammeri, Mohamed Dib, Kateb Yacine ou Mongo Beti, Sembène Ousmane ou Ferdinand Oyono, l'écrivain s'assignait pour tâche le dévoilement d'une réalité politico-économique.

Puis les pays africains furent illuminés par *le Soleil des indépendances* (2) ; bon nombre de critiques estimèrent, à l'époque, que ces littératures ne survivraient pas à la chute du système colonial qui était, en quelque sorte, leur raison d'être. Si un Ferdinand Oyono, après trois romans prometteurs (3), préféra renoncer à l'écriture pour embrasser la carrière diplomatique, le continent africain se découvrit d'autres auteurs tout aussi talentueux : l'Ivoirien Jean-Marie Adiafi, lauréat du Grand Prix de littérature d'Afrique noire en 1981 ; la Sénégalaise Mariama Ba, trop tôt disparue en 1981, après la publication de son premier et admirable roman, *Une si longue lettre* ; Les Congolais Sony Labou Tansi et Tchicaya U Tamsi, véritables révolutionnaires du langage ; le Zaïrois V.Y. Mudimbe ; le Malien Yambo Ouologuem...

De même, au Maghreb, de jeunes auteurs ont su avec bonheur redonner vie à la littérature de langue française. Car, contrairement aux écrivains de langue arabe, les « francophones » ont su se renouveler. Ils sont également parvenus à s'approprier la langue française tout en demeurant des auteurs arabes (4).

Les lettres arabes agonisent, frappées par un manque d'imagination tragique ; elles se réfugient dans un formalisme qui se révèle chaque jour plus désuet. La situation est-elle pour autant désespérée ? Sans doute pas, mais il est difficile d'être optimiste lorsqu'on entend J. Bencheikh avouer, à juste titre d'ailleurs, que le monde arabe est *« un corps ectoplasmique qui reçoit toutes sortes de choses sans avoir des structures de pensée qui [lui] permettent de poser convenablement les problèmes »*. Certains penseront que ce jugement est trop sévère. Il a au moins le mérite de la franchise.

Difficile également d'attendre, dans l'immédiat tout au moins, un quelconque réveil de la culture arabe quand on sait combien sont douloureuses, dans nos pays, les remises en cause et où l'autosatisfaction et la « brosse à reluire » tiennent lieu de critique littéraire.

(*) Ecrivain.

(1) N'oublions pas tout de même Mustapha Tlili, auteur de *la Rage aux tripes, le Bruit dort, Gloire des sables*.

(2) Titre d'un roman d'Ahmadou Kourouma.

(3) *Une vie de boy, le Vieux Nègre et la Médaille, Chemins d'Europe*.

(4) Sony Labou Tansi, auteur en particulier de *la Vie et demie, l'Anté-peuple* et le plus récemment *les Sept Solitudes de Lorsa Lopez*, a résumé cette dualité entre langue d'origine et langue d'emprunt de la manière suivante : il écrit, dit-il, en français, mais il pense en congolais.

LU

« LE CONTRAT SOCIAL LIBÉRAL », de Serge-Christophe Kolm

Au-delà des slogans

UN pavé de quatre cents pages est tombé dans le marais politique du jour. Comment ! Serge-Christophe Kolm a le cœur à gauche, non ? Pourquoi vient-il donner des leçons de libéralisme à ceux qui inscrivent le *mot* sur leur drapeau, en lettres de plus en plus grosses à mesure que les élections approchent ? On imagine des grincements dans quelques coins de l'opposition, parce qu'une fois de plus Kolm, qui paraît donner des gages à des doctrines politiques, ne se laisse pas circonvenir par leur utilisation de circonstance.

C'est d'un point de vue de Sirius que notre auteur, élargissant le cercle qu'il avait déjà tracé avec *le Libéralisme moderne* (1) va se livrer à un puissant travail d'analyse, reposant sur une connaissance encyclopédique d'auteurs et de concepts. Il prévient dès le début qu'il n'est pas là pour prêcher pour ou contre.

Si vous voulez être libéral, très bien, mais soyez-le alors logiquement et pleinement. On sent le mathématicien sous la carapace de l'économiste et du philosophe, son attrait pour la chaîne des déductions. *« Le libéralisme n'est pas une idéologie »*, proclame-t-il, s'opposant ainsi, sans le dire, à Guy Sorman, qui affirme le contraire dans son *Etat minimum* (2). Au reste, pour Kolm, le libéralisme, ce n'est pas « moins d'Etat » mais plus de liberté.

On n'a pas fini de franchir des barbelés de paradoxes en lisant l'ouvrage. Ainsi, le droit de propriété ne lui paraît pas consubstantiel à la liberté fondamentale ni le droit du premier occupant propre à fonder l'acquisition des ressources naturelles. Il introduit aussi la notion de « transferts sociaux » libéraux.

Le plus subtil dans le cheminement de la pensée est sans doute ce concept de contrat social libéral. Il ne ressemble pas à ceux que J.-J. Rousseau et bien d'autres ont dessinés, qui n'avaient lieu qu'une fois dans un lointain passé mythique entre ancêtres lointains ou des zombies imaginés à cette fin. Ici il s'agit d'une entente implicite, permanente, entre personnes réelles qui légitiment le pouvoir politique. L'Etat réalise les désirs des citoyens qui s'accordent avec leurs droits, quand l'opération ne peut se faire spontanément. L'Etat libéral est donc un « Etat de devoir ».

Dans sa recherche sur la philosophie du libéralisme, Serge-Christophe Kolm n'hésite pas à intégrer l'idée centrale de son dernier ouvrage sur « la bonne économie », celle de la « réciprocité générale ». L'altruisme élargit considérablement le champ des libertés, car vouloir ce que l'autre veut efface bien des contraintes.

Exigeant libéralisme, qui sous la plume de Kolm se présente comme un système pour des hommes doués d'un solide appétit moral. La rigueur est moindre dans l'expression. La pensée de Kolm fuse par trop de canaux. Il chevauche des concepts à perdre haleine, jusqu'à laisser parfois le lecteur en chemin. Dommage !

PIERRE DROUIN.

★ Presses universitaires de France, 416 pages, 95 F.

(1) PUF, 1984.
(2) Editions Albin Michel.

« Ce qui est passé est mort »

Il est absurde de rouvrir les plaies de la guerre d'Algérie

par JACQUES ROSEAU (*)

« *LI Fhet Met !* » « *Ce qui est passé est mort.* » Ce proverbe arabe, couramment employé en Algérie, traduit bien la sensibilité profonde arabo-berbère à l'égard des choses du passé. Tous les témoignages rapportés d'Algérie depuis plusieurs années par des pieds-noirs retournant sur leur terre natale confirmaient, à travers l'accueil chaleureux qui leur était réservé, ce dicton. Les conversations innombrables que l'on pouvait avoir avec d'anciens maquisards reflétaient un état d'esprit identique. Les déclarations du président Chadli lors de son voyage à Paris marquaient dans cette direction le point d'orgue inespéré par le biais d'un appel aux Français d'Algérie.

Mais alors, comment interpréter le changement total d'attitude des médias algériens, donc du gouvernement, qui, depuis la mise en accusation de la France, de son armée, au sujet des soi-disant essais de radiations atomiques à Reggane, ne cessent de multiplier depuis plusieurs mois les sources de « *chicayas* ».

Rouvrir les plaies de cette guerre tragique, absurde, recenser indéfiniment et macabrement les morts, comptabiliser les charniers en les « découvrant » au fil des semaines, comme si le gouvernement algérien voulait entretenir un véritable suspense morbide, cela n'est pas digne d'un Etat qui se veut responsable et crédible aux yeux de la communauté internationale.

Tout le monde sait que la guerre d'Algérie a fait beaucoup de victimes, trop souvent inutiles, et personne n'a oublié que des innocents tombaient quotidiennement de part et d'autre. Aux accusations des médias algériens, l'on pourrait opposer celles qui concernent nos martyrs, nos enfants mutilés, nos femmes éventrées, nos vieillards égorgés, nos soldats torturés, musulmans, israélites ou chrétiens. A quelle sinistre compétition l'Algérie officielle veut-elle se livrer ? Est-elle si sûre d'avoir l'assentiment de ses ressortissants ? Nous sommes loin d'en être persuadés, si nous nous référons aux multiples contacts que nous continuons d'avoir avec nos amis algériens.

Que l'Algérie soit confrontée à de graves problèmes d'ordre économique, démographique, idéologique, voire militaire, si l'on songe au Polisario, nous le comprenons fort bien et souhaitons que la France trouve avec l'Algérie les voies et moyens aptes à éviter les situations conflictuelles.

Mais que l'Algérie tente d'exercer des pressions, d'infléchir des positions diplomatiques, d'obtenir des avantages économiques à « coups de charniers », cela devient intolérable. Car, après tout, qui y a-t-il vraiment dans ces charniers ? Des civils torturés par les DOP ? Des Algériens francophiles au nez coupé ? Des harkis de 1962 ? Des messalistes de Melouza ? Des pieds-noirs enlevés et entassés à Badjara (Kouba-Alger) ou bien ceux du 5 juillet 1962 à Oran ? Des étudiants, victimes de la « bleuite » d'Amirouche dans l'Akfadou en Kabylie ? La liste ne peut être exhaustive tant ce drame aux facettes multiples fut sanglant.

Peut-être parce que nous avons été les premiers à prôner, en tant que pieds-noirs, le rapprochement entre nos deux pays, nous nous permettons de dire aujourd'hui aux responsables algériens : cela suffit ! Cessez donc d'attiser et de ranimer la haine, cessez de violer votre nature profonde et honorable, sous-tendue par « *Li Fhet Met* », car vous ne serez pas authentiques dans cette triste comédie, vous allez y jouer de faux personnages, et vous serez mauvais dans ce rôle.

Mauvais aux yeux de l'opinion française, qui supportera de plus en plus difficilement ces procès. Mauvais aux yeux de vos travailleurs émigrés, dont la situation est déjà délicate, et qui se sentiront de plus en plus mal à l'aise. Mauvais aux yeux des pieds-noirs, dont certains peuvent être des traits d'union, mais qui n'accepteront pas que la France soit traînée dans la boue.

Mauvais aux yeux de vos compatriotes algériens qui, dans leur majorité, estiment que d'excellentes relations doivent être entretenues avec la France. Mauvais aux yeux de l'opinion mondiale, qui ne comprendra pas qu'un pays indépendant depuis près d'un quart de siècle n'ait pas encore acquis la maturité nécessaire pour laisser les morts enterrer les morts.

Alors, jouons plutôt ensemble, car nos complémentarités sont multiples. Sachons écrire notre histoire sans éternellement insulter celle de l'autre, nous recueillir dans la dignité sur les tombes de nos martyrs sans oublier ceux des autres et regarder ensemble un avenir de toute façon difficile, sans tenter de le rendre plus douloureux encore, afin d'écrire ensemble une nouvelle histoire commune, en inscrivant comme prologue au-dessus de la Méditerranée, telle une immense arche de Marseille à Alger : « *Li Fhet Met* » !

(*) Porte-parole du RECOURS.

COURRIER DES LECTEURS

Discrimination

Un certain nombre de ressortissants des anciennes colonies françaises sont victimes d'une grave injustice de la part de la France. Paradoxalement ce sont ceux qui se sont trouvés du côté français. D'une part, les anciens harkis ne voient pas leurs services dans les rangs des supplétifs reconnus comme services dans l'armée. Ceux que je connais n'ont pas de livret militaire.

Lorsque, après l'indépendance, ils ont réussi à rester en Algérie parmi leurs compatriotes, prenant la nationalité algérienne, la France ne les reconnaît plus. Leurs blessures de guerre ne sont reconnues par personne. Ne s'étant pas trouvés dans le camp des vainqueurs, ils ne sont pas bien vus en Algérie et sont au chômage. Un tel qui a été arrêté et emprisonné en Algérie après l'indépendance, arrivé en France, n'a pas obtenu le carnet de soins gratuits auxquels ont droit, en France, ceux qui ont encouru un certain taux d'invalidité au service militaire.

D'autres, qui n'étaient pas dans les supplétifs, mais dans l'armée régulière, engagés volontaires pour les combats de notre libération en 39-45 ou qui ont combattu en Indochine, n'ont pas droit à une pension après quinze ans de service militaire de carrière, parce qu'ils n'ont pas pris la nationalité française en 1962.

N'est-ce pas là une discrimination contraire à la Constitution ? Un tel qui s'est engagé en 1947 à l'âge de vingt-deux ans se croyait français. Il a rempli les exigences de son contrat. La France, elle, ne respecte pas ce contrat. Il n'a droit qu'à une « rente viagère » cristallisée au taux de la pension en 1963 (environ 500 F par mois) (...).

A.M. BERNHARD
(Mulhouse).

L'aide au retour

La FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés) estime que l'article publié dans *le Monde* du 3 octobre, concernant l'aide au retour, n'apportait qu'« *un éclairage* » sur le sujet traité : *« Et si le dispositif d'aide au retour semble être un des moyens actuels de diminuer les effectifs de certaines entreprises, est-ce la solution, alors que se fait jour une théorie d'une meilleure perspective de l'appareil industriel entraînant une création d'emplois »*, s'interroge la FASTI, qui met en cause certains points fondamentaux du dispositif :

– Le retour est définitif puisqu'il s'accompagne du retrait de la carte de séjour pour l'intéressé et sa famille en général.

– Le dispositif est sélectif puisqu'il ne s'applique qu'à des employés « licenciables » d'entreprises ayant signé des conventions avec le gouvernement. Et après, *quid* des chômeurs longue durée, des handicapés qui voudraient tenter quelque chose ?

Le choix est rapide puisque l'aide ne peut être accordée que dans un délai de six mois après le licenciement, ce qui peut faire douter de l'opération du projet retour.

– Certains droits attachés à un passé et à une activité en France sont purement supprimés (sécurité sociale) ou considérablement diminués (retraite).

« La solution n'est-elle pas d'aider des personnes qui souhaitent tenter un retour sans leur apporter des contraintes ? »

Le cumul emploi-retraite

Permettez-moi de poser deux questions à propos du projet de loi Fabius sur le cumul emploi-retraite.

1) Etant donné l'allongement de la scolarité, les personnes qui ont eu des enfants après trente-cinq ans risquent fort de les avoir encore à charge après soixante ans. Il ne leur est donc pas possible de réduire brusquement leur train de vie dès le départ en retraite. Un revenu d'appoint leur est indispensable. Le projet Fabius semble l'interdire. Est-ce à dire que M. Fabius conteste aux Français le droit de faire des enfants après trente-cinq ans.

2) Comment le projet Fabius s'appliquera-t-il aux indemnités et aux retraites parlementaires, aux indemnités du président de la République, des ministres et des maires ?

JEAN RIVOIRE
(Paris).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 523-06-81
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985).

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

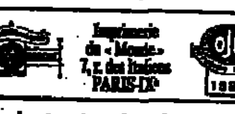
Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)			
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

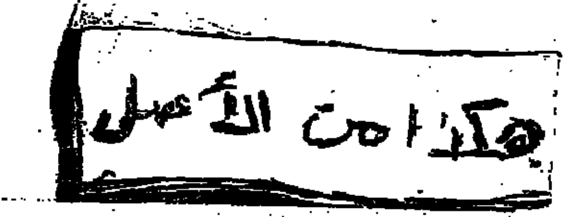
Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.



étranger

UNE CRISE DE LA MISÈRE ET DU CHOMAGE

Liverpool, le dos au mur face à Mme Thatcher

De notre envoyé spécial

Liverpool. – *« Ça sent le fish and ships et le chômage... »* Cette remarque dégoûtée d'un responsable conservateur traversant Liverpool pour aller au congrès de son parti à Blackpool rend bien compte, avec tout le mépris aristocratique des *tories*, d'une réalité implacable.

Mieux que les chiffres – 27 % de la population active sans *emploi*, 200 000 personnes ayant quitté la ville entre 1965 et 1985, – c'est le spectacle de la rue qui fait mesurer où se situe Liverpool sur l'échelle de la décadence britannique : tout en bas. Economiquement, socialement, Liverpool est en coma dépassé.

Des kilomètres de docks déserts, le bâtiment de la Cunard Line se dressant comme un fantôme au bord de la Mersey sur laquelle ne s'aventurent que quelques navires égarés, et *dans* les *rues* une foule du vendredi soir où le chic londonien fait place au style Tati. Dans les rues commerçantes, les *soldeurs*, les «Tout à 50 pence» ont remplacé les boutiques élégantes.

On dirait que tous les malheurs de cette fin de siècle ont choisi de se fixer ici : le chômage bien sûr, mais aussi les hooligans – Everton, le club du drame du Heysel, représente un quartier de la ville, – les émeutes raciales qui ont embrasé il y a quelques semaines le faubourg antillais de Toxteth, rien n'a été épargné à cette ville.

La chute de Liverpool, le port le plus prestigieux de l'Angleterre impériale, ne date pas d'hier. *« Nous sommes placés sur le mauvais côté du pays,* constate, amer, Sir Trevor Jones, ancien maire (libéral) et shipchandler. Pourquoi voulez-vous que les cargos fassent le détour par la mer d'Irlande avant de traverser l'Atlantique ? » La « conteneurisation » du trafic maritime, dans les années 60, puis l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, qui a favorisé le sud du pays, ont donné le coup de grâce à une cité devenue inutile. Comble de malchance, la seule industrie non maritime, la construction automobile, subit en *Grande-Bretagne* une récession à côté de laquelle celle de la régie Renault ressemble à la prospérité.

Comment s'étonner dès lors que l'agonie se traduise, sur le plan politique, par des soubresauts d'une ampleur jamais vue dans la très policée démocratie britannique ? Depuis plus de six mois, une partie de bras de fer est engagée entre la municipalité travailliste et le gouvernement de Mme Thatcher. L'imbroglio politique et les batailles juridiques font en alternance la « une » des journaux britanniques et *finissent* par passionner l'opinion de cette *« autre Angleterre »*, celle de l'assiette au beurre, qui suit ce combat comme un match de cricket. C'est long, ennuyeux, mais les rebondissements sont parfois inattendus...

Sans faiblesse

Point de départ du conflit : la nouvelle politique du gouvernement en matière de finances locales. Mme Thatcher a décidé, après sa réélection en juin 1983, d'appliquer à la gestion municipale les préceptes libéraux qu'elle met en œuvre sur le plan national. Principe de base : on ne dépense pas plus qu'on ne gagne.

Cette loi d'airain, cette logique implacable, lui permet de faire d'une pierre deux coups : elle satisfait d'un côté les monétaristes purs et durs dont le premier ministre s'est entouré pour gouverner et met en difficulté les municipalités des grandes villes, comme le Greater London Council ou Liverpool, dominées, elles, par la gauche, voire l'extrême gauche du Parti travailliste. Un peu partout, à Manchester, à *Sheffield* ou à *Londres*, on négocie, on s'arrange. Le Labour, soucieux de se ménager l'électorat centriste, fait le gros dos. On ne veut surtout pas d'un affrontement du même style que la grève des mineurs de l'an passé.

> *La municipalité dominée par les trotskistes et privée de ressources par le premier ministre voulait licencier tous les employés communaux...*

Pas à Liverpool. En 1984, en dépit des objurgations gouvernementales, la municipalité décide de ne pas réduire ses dépenses et de n'augmenter que très faiblement les impôts locaux. En fin d'année, le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Patrick Jenkins, cède, et finit par accorder à la municipalité les subventions lui permettant de boucler son budget.

Mme Thatcher n'apprécie pas. A l'*occasion* d'un *remaniement* ministériel, elle remercie M. Jenkins et le remplace par M. Kenneth Backer. Ce dernier connaît son devoir : faire plier Liverpool et casser le Greter London Council. Sans faiblesse.

Enhardis par leur «victoire» de 1984, les hommes du Town Hall de Liverpool votent à nouveau un budget en fort déséquilibre : si Londres ne fait pas la soudure, c'est un trou de 25 millions de livres (280 millions de francs) qu'il faudra boucher fin décembre.

A la tête de la résistance, on découvre M. *Derek Hatton*, maire adjoint et figure de proue des trotskistes qui se sont emparés, dans la bonne vieille tradition de la IVe Internationale, des leviers de commande du parti et e la municipalité. Cette minorité agissante, regroupée autour du journal *The Militant*, ne compte en effet qu'une quinzaine de conseillers municipaux sur les cinquante qui forment la majorité travailliste du conseil. Mais ils contrôlent l'organisation du parti de la ville, dont ils ont fait le vrai centre du pouvoir, réduisant les travaillistes traditionnels, dont le maire en titre, *M. John Hamilton, au* rôle de potiches.

Commencé il y a une dizaine d'années, ce *noyautage systématique* d'un Labour quelque peu essoufflé a bénéficié de deux facteurs favorables : la situation économique catastrophique de la ville, le désespoir de ses habitants, prêts à écouter et à suivre les plus «durs», et la personnalité de M. Darek Hatton. Cet ancien pompier, qui a tout juste trente ans, a des allures de play-boy. Il sait parler, porte de beaux costumes, est entouré de jolies femmes.

Sa manière insolente de dire son fait à la «dame de fer» plaît, et surtout, il tranche par son activisme avec la benoîte tranquillité des notables travaillistes qui le précédaient... A l'évocation de son nom, le chef de l'opposition, *Sir* Trevor Jones, sort de ses gonds. *« C'est une espèce particulièrement dangereuse d'imbécile ! »*, éclate-t-il. D'autres, au contraire, voient en lui le *working class hero*, ce héros de la classe *ouvrière chanté* jadis par les plus célèbres des *Liverpudlians*, les Beatles.

Licenciements

Ces dernières semaines, la crise municipale est entrée dans sa phase aiguë. On s'approche dangereusement de la date où les caisses de la municipalité *seront aussi vides* que les pubs avant l'heure d'ouverture. Londres faisant la sourde oreille, M. *Derek Hatton, début septembre*, décide de frapper un grand coup : il envoie des lettres de licenciement aux trente et un mille employés municipaux. Ceux-ci, enseignants, éboueurs, employés des transports et des services de santé, seraient en chômage technique pour trois mois, le temps que les caisses soient à nouveau pleines. Cette fois, c'en est trop. Les syndicats, proches du Labour, portent l'affaire en justice. Ils gagnent. La semaine dernière, le tribunal estime que ce licenciement collectif est *« illégal, puisque causé par un budget établi dans des conditions illégales »*. A la tribune du congrès du Labour, début octobre à Bournemouth, le chef du parti travailliste, M. Neil Kinnock, tonne contre le *« chaos grotesque instauré par la municipalité »*. Les deux évêques de la ville, NN.SS. David Shepperd (anglican), et Derek Worlock (catholique), pourtant connus pour leur modération, exhortent, dans une tribune publiée par le *Times*, leurs ouailles à *« résister aux «militants»*, au nom des souffrances que cette politique irresponsable va causer aux *« plus démunis »*.

Aujourd'hui, M. *Derek Hatton* et ses amis sont le dos au mur. Si la logique de l'affrontement persiste, et *si la procédure engagée* contre le conseil municipal aboutit, les membres travaillistes du conseil qui ont voté le budget seront démissionnés d'office et devront rembourser le déficit du budget de leurs propres deniers.

Depuis une semaine, tout ce que la Grande-Bretagne compte de dirigeants syndicaux et de responsables nationaux du Parti travailliste vient à Liverpool pour tenter de dénouer l'imbroglio. Il faut à tout prix trouver une *issue honorable à la* crise, si l'on ne veut pas que les prochaines élections, en mai 1986, se soldent *par un retour en force des libéraux.*

Plus que M. Kinnock, l'homme de la situation pourrait bien alors être M. *David Blunkett*, le maire de Sheffield, le dirigeant qui monte dans le Parti travailliste. Celui-ci a en effet proposé à la municipalité de Liverpool de mettre à sa disposition les crédits non utilisés par sa ville. L'honneur, ainsi, serait sauf pour tout le monde : Mme Thatcher n'aurait pas cédé et les trotskistes de Liverpool devraient leur salut à la grande fraternité des travailleurs...

LUC ROSENZWEIG.

A TRAVERS LE MONDE

ITALIE

M. Craxi consulte

Rome. – M. Bettino Craxi – qui a été invité le lundi 21 octobre par le président de la République à se succéder à lui-même et à former le nouveau gouvernement – a aussitôt commencé ses consultations. Il a exprimé son intention d'agir aussi rapidement *que possible, observant que l'Italie ne saurait « supporter une situation de crise prolongée ».*

M. Craxi n'a pas caché cependant que le dénouement de la crise *« pourrait bien ne pas être aisé ».* Si les cinq partis de la coalition défunte (démocratie chrétienne, socialiste, social-démocrate, libéral et républicain) se sont prononcés pour la reprise de la même coalition, le problème est de parvenir *« à un accord solide et solidaire sur les principes et les programmes ».* – *(AFP, Reuter.)*

PAKISTAN

La modestie nucléaire du président Zia

New-York. – Le Pakistan est prêt à signer avec l'Inde un traité de non-prolifération nucléaire et à ouvrir ses installations à des inspections internationales, affirme le président Zia Ul Haq dans une *interview publiée lundi 21 octobre par le New York Times.*

A quelques jours de sa rencontre à New-York avec le premier ministre indien Rajiv Gandhi – qui accuse le Pakistan de développer *un programme nucléaire à des fins militaires,* – le général Zia souligne que son pays n'a qu'un *« programme de recherche très modeste »* (en matière nucléaire) destiné à subvenir à ses besoins énergétiques futurs. Il qualifie de *« fabrication »* les rapports de services occidentaux faisant état périodiquement des progrès pakistanais dans la fabrication de plutonium en vue d'une prochaine explosion nucléaire test. *« Si l'Inde est d'accord pour signer un traité bilatéral de non-prolifération nucléaire, nous sommes prêts à signer une minute avant elle »,* précise encore le président pakistanais.

PHILIPPINES

Enquête sur les violences policières

Manille. – La présidence de la République a confirmé la mort de deux manifestants, tués lundi 21 octobre, à Manille, par la police, et ouvert une enquête. Ce nouveau drame s'est produit alors que plusieurs milliers de personnes, en majorité des paysans venus des environs de Manille, protestaient dans la capitale contre le maintien au pouvoir du président Marcos depuis vingt ans et contre le soutien des Etats-Unis à son régime. Les affrontements ont éclaté lorsque les policiers dressaient des barrages pour empêcher les manifestants d'approcher du palais présidentiel. Les manifestants ont alors bombardé les forces de l'ordre de projectiles divers. La police a *répliqué en ouvrant le feu. De sources médicales on* indique que quinze manifestants sont soignés pour blessures par balles ; deux seraient dans un état désespéré. En septembre 1983, *la police avait ouvert le feu contre des manifestants* qui tentaient d'approcher le palais de M. Marcos. Dix d'entre eux avaient été tués. Il y a un mois, dans la province sucrière de Négros, la police *avait tiré sur* une foule de paysans manifestant contre le régime. Une trentaine de personnes avaient été tuées. – *(AFP, Reuter, UPI, AP.)*

PORTUGAL

« L'armée révolutionnaire » d'Otelo : simple projet

Lisbonne. – Accusé d'avoir fondé un mouvement de guérilla de gauche, le lieutenant-colonel Otelo Saraiva de Carvalho a déclaré, lundi 21 octobre, au cours de son procès, qu'il avait effectivement projeté la création d'une armée révolutionnaire clandestine mais que l'idée n'avait jamais *« dépassé le stade du projet ».*

Avec soixante et onze autres personnes, il est inculpé d'appartenance au mouvement des FP-25 (Forces populaires du 25 avril, date du soulèvement qui a mis fin à la dictature). En costume civil, un œillet rouge à la boutonnière, Otelo a déclaré que, dans son esprit, cette armée *« aurait pu, un jour, si elle avait eu les motifs, s'investir du devoir historique de lancer un soulèvement armé qui aurait amené les travailleurs au pouvoir ».*

Sur la base de documents saisis *chez lui lors de son arrestation* en juin 1984, le ministère public l'accuse d'avoir fondé et dirigé les FP-25, qui ont revendiqué de nombreux attentats, ce que nie formellement Otelo. – *(Reuter.)*



EUROPE

Le socialisme grec à l'heure de la vérité

(Suite de la première page.)

M. Papandréou a contre lui un Parti communiste très dogmatique, amer d'avoir perdu des voix au profit des socialistes aux élections de juin et qui ne lui fera pas de concession. Or les communistes contrôlent une large partie du mouvement syndical. Il a contre lui également, puisque l'on est en Grèce, une droite qui pourtant prônait, il n'y a pas si longtemps encore, les mesures qui viennent d'être adoptées. Il pourrait enfin avoir des difficultés avec son propre parti, qui n'a guère été préparé à ce virage sur l'aile et dont les secteurs « durs » éprouvent semble-t-il, quelque peine à s'adapter au nouveau langage socialiste.

Mais M. Papandréou, qui leur a fait dans le passé d'importantes concessions, paraît résolu aujourd'hui à jouer d'autorité. Fin septembre, lors de la réunion du comité central du PASOK, il avait exclu du bureau politique huit de ses dix membres, pour la plupart ministres ou secrétaires d'Etat, en faisant valoir qu'il fallait distinguer entre l'activité du parti et celle du gouvernement. Décision paradoxale de la part d'un homme qui règne en maître sur l'un et sur l'autre, mais assez saine dans la mesure où elle fait échapper les membres du gouvernement aux pressions de certains militants, jusque-là en prise directe sur l'exécutif.

La Confédération générale des travailleurs grecs, dominée par le PASOK, a pour sa part refusé de s'associer, lundi, au mot d'ordre de grève, se contentant d'exiger du gouvernement un débat de fond sur la nouvelle politique économique. Huit membres de son conseil d'administration (sur quarante-cinq) avaient voté pour la grève ; ils se sont vus sur le champ exclus du parti.

M. Papandréou paraît donc résolu à maintenir le cap vaille que vaille, quitte à écarter sans ménagements (mais ce n'est pas la première fois) ceux qui lui feront obstacle. Il y est encouragé par le nouveau ministre de l'économie, M. Simitis, un homme réputé pour son sérieux en la matière et qui s'était fait une solide popularité au ministère de l'agriculture dans le précédent gouvernement.

M. Simitis devrait annoncer dans les semaines qui viennent de nouveaux trains de mesures, plus positives (notamment envers l'investissement privé), mais qui donneront encore matière à grogne syndicale si l'on s'engage, comme il est annoncé, dans une véritable modernisation du secteur public et de l'appareil d'Etat.

L'antiaméricanisme ne fait plus recette

Le moment est d'autant plus difficile que l'on ne peut guère, comme en d'autres temps, faire diversion avec l'antiaméricanisme. Non seulement le ressort est usé pour avoir trop servi, mais M. Papandréou est forcé d'en rabattre sur ce terrain-là également.

Ses invectives contre l'Amérique ont d'ailleurs tenu davantage jusqu'ici du défoulement verbal que de la remise en cause des alliances : on avait le verbe haut, mais, bon an mal an, on s'entendait assez bien avec les Etats-Unis dans le privé. Car la réalité là aussi est cruelle et tient en une constatation simple : sans l'aide militaire américaine, la Grèce ne pèse plus rien face à la Turquie voisine et ancestralement hostile.

Le PASOK avait fait cependant du départ des bases militaires américaines l'un des thèmes les plus mobilisateurs de son programme de 1981, auquel il n'a pas encore officiellement renoncé. Puis il organisa ce véritable psychodrame de 1983 où, en même temps qu'on lançait les militants dans la rue avec des slogans antiatlantistes, M. Papandréou signait avec les Etats-Unis un accord sur les bases... dont les deux versions, en anglais et en grec, diffèrent. L'accord peut être et sera dénoncé en 1988, disent, en substance, les Grecs ; il est reconductible à cette date disent les Américains. M. Papandréou ne pourra pas rééditer en 1988 cette extravagante pirouette, et il lui reste donc deux ans pour négocier avec les Etats-Unis le moyen de sauver la face (cela pourrait consister en un déplacement ou un regroupement des installations américaines qui serait présenté comme le départ d'une ou plusieurs des cinq bases).

Il n'est pas surprenant dès lors que le ton du premier ministre à l'égard du grand allié ait considérablement changé par rapport à 1981. Il ne fut pas question de politique étrangère dans la campagne électorale du printemps dernier ; au lendemain de sa victoire, le premier ministre trouvait des accents très conciliants pour s'adresser à certains journalistes d'outre-Atlantique. Il a laissé passer depuis bien des occasions de harangue.

> *Athènes change de langage et de politique. Après la période de l'émancipation, celle du réalisme. Après la fête, les grèves.*

C'est que les Etats-Unis lui ont, semble-t-il, clairement indiqué, il y a quelques mois, les limites à ne plus dépasser. Deux affaires ont fait réagir les Américains beaucoup plus vigoureusement qu'aucune invective. La première fut le détournement de l'avion de la TWA au départ de l'aéroport d'Athènes en juin et la libération par la Grèce de l'un de ses auteurs, sans consultation de ses alliés. Le lendemain, M. Reagan demandait à ses concitoyens de boycotter l'aéroport d'Athènes jusqu'à ce que soient prises des mesures sérieuses de sécurité. Bilan : cent mille touristes en moins (et pas n'importe lesquels) et un manque à gagner de 200 à 300 millions de dollars.

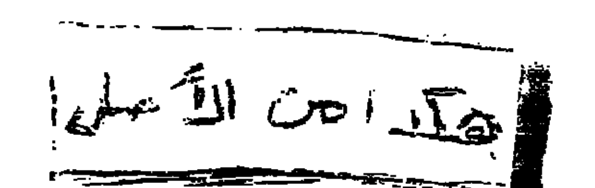
L'espionnage

Autre point sur lequel on ne badine pas à la Maison Blanche : les transferts de technologie vers les pays de l'Est. Les Américains ont ainsi décidé cet été de surseoir à la livraison de quarante avions de combat F-16 tant que la Grèce n'aurait pas donné de sérieuses assurances contre d'éventuels transferts. Quelques semaines plus tard, ils faisaient savoir que Sergei Bokhane, un ancien diplomate soviétique en poste à Athènes, réfugié aux Etats-Unis, avait livré les noms de plusieurs personnalités grecques travaillant pour l'Union soviétique et pourrait en livrer d'autres. Les autorités grecques, malgré leur souci de minimiser cette affaire, durent procéder à trois arrestations (celles d'un officier de marine et de deux techoicien, dont on ignore d'ailleurs toujours ce qui leur est exactement reproché) et faire quelques représentations auprès de l'ambassade soviétique.

L'émotion est retombée depuis. Au demeurant nul ne doute qu'Athènes soit un terrain de prédilection pour les services secrets — pas seulement soviétiques — et l'on imagine mal ici un gouvernement vacillant sous les révélations de tel ou tel transfuge. Mais l'affaire est révélatrice du climat qui prévaut entre Athènes et Washington. De même l'annulation du voyage que le premier ministre devait faire cette semaine à New-York. M. Papandréou était supposé assister aux cérémonies du quarantième anniversaire de l'ONU. Il espérait aussi pouvoir s'entretenir avec certains hauts responsables américains. Ces derniers n'ayant pas donné leur agrément, le chef du gouvernement grec a décidé de rester à Athènes pour être présent, a-t-il dit, au moment où sont mises en œuvre de graves mesures économiques.

C'est sur ce terrain social que se joue la véritable épreuve de force. Dans leur très grande majorité, les Grecs ont compris, en quatre ans, que leur premier ministre n'était pas totalement libre pour conduire sa politique étrangère. Reste à savoir s'ils sauront comprendre aussi bien, sans y avoir jamais été préparés, qu'il n'est pas tout à fait libre non plus de sa politique économique.

CLAIRE TRÉAN.



PROCHE-ORIENT

Yémen du Nord

Les poignards rengainés du président Saleh

De notre envoyée spéciale

Sanaa. – Des femmes entièrement voilées de sombre dans la rue mais qui, entre elles, dansent le rock en robes multicolores. Des souks antiques où charpentiers et menuisiers travaillent, l'œil rivé à la télévision. D'interminables séances de *qat* où, confortablement calés entre d'épais coussins, les hommes mâchent leur herbe, le téléphone à portée de la main. Autant d'images d'un Yémen millénaire mis au goût du jour depuis que, le 26 septembre 1962, des militaires ont arraché le pouvoir à un imam rétrograde dont le principal souci était de préserver son pays de toute « contagion extérieure ».

Les années de guerre et de violence qui s'en sont ensuivies étaient presque « normales » dans ce pays au relief et à l'histoire tourmentés où la vendetta fait partie de l'existence. Les villages juchés sur des pitons comme des fortins, les hommes portant tous la *jambia*, ce poignard plus ou moins ouvragé selon le rang social, témoignent de cet esprit guerrier. Mais, depuis l'accord de 1982 avec la rébellion dirigée dans le sud par le Front national démocratique aidée par Aden, les Yéménites jouissent d'une trêve salutaire qu'ils portent volontiers au crédit du président Saleh. Omniprésents dans les rues de Sanaa comme dans toutes les boutiques ou hôtels, ses portraits le montrent tour à tour en soldat, en bédouin ou en strict costume.

Réconciliation nationale

Le culte de la personnalité n'épargne sans doute pas le Yémen, mais ce militaire hissé sur le pavois par ses pairs au nom du compromis a réussi à se rendre populaire. Huit ans au pouvoir en témoigne. Un expert étranger souligne que *« pour la première fois, les gens connaissent une ère de paix et peuvent par exemple se déplacer dans tout le pays avec une relative sécurité »*. D'autant que pour accélérer l'unification de ce pays de huit millions d'âmes morcelé en tribus, des routes ou des chemins ont été construits partout atteignant les villages les plus reculés.

La politique de réconciliation nationale engagée par les dirigeants de Sanaa porte ses fruits. La célébration du 23e anniversaire de la révolution a offert l'occasion de ramener au pays des exilés célèbres comme M. Abdel Rahman El-Iryani ou Ahmed Mohamed Nooman, grandes figures de la naissance de la République. La stabilité politique a permis l'organisation, en juillet dernier, d'élections générales pour la désignation de 17 500 représentants aux « conseils locaux pour le développement coopératif », organes nouvellement créés et chargés tout à la fois de supplanter les anciennes coopératives de développement et de gérer l'administration municipale.

La notion est tout à fait nouvelle dans un pays où le sens de l'Etat reste largement ignoré et où les tribus sont loin d'avoir complètement abdiqué leur pouvoir. *« Le fait même que les Yéménites aient participé au scrutin est un fait important*, dit un diplomate. *C'était impensable il y a encore deux ou trois ans. »* Ces élections, qui se sont déroulées dans le calme, ont été aussi l'occasion pour le pouvoir d'élargir sa base politique, puisque les nouveaux élus font partie du Congrès général populaire jusque-là composé « seulement » de mille membres, dont sept cents élus et trois cents désignés par le chef de l'Etat.

Même si le résultat du vote avait sans doute été quelque peu « préparé », il a eu lieu à bulletin secret et les femmes ont pu y prendre part. Célébrant ce *« jour, dont notre peuple devra se souvenir et qui devra être immortalisé dans l'histoire comme un jour de vraie démocratie dans le pays »*, le président Saleh a annoncé, dans son discours-bilan du 25 septembre, que *« d'autres pas pour élargir les structures de base du Congrès général du peuple sont à l'étude »*.

> *Le chef de l'Etat a placé des militaires à tous les postes-clés, mais le régime se « civilise ».*

A l'intérieur comme à l'extérieur, la marge de manœuvre du président Saleh est étroite, mais, avec prudence et habileté, il a jusqu'à maintenant réussi à maintenir un équilibre fragile entre les différentes forces en présence. Un *modus vivendi* a été trouvé avec les tribus qui commencent à goûter à travers routes, écoles, téléphones, les avantages de l'Etat, à défaut d'admettre entièrement son autorité. De ce fait, l'armée a pu être plus présente dans le pays et le contrôler davantage. Elle doit cependant se montrer parfois discrète, et la conscription obligatoire est loin de toucher tout le monde.

Forte de 50 000 hommes, l'armée absorbe 20 % du budget de l'Etat et demeure le principal appui du régime. Le président Saleh n'oublie pas qu'il en est issu et a placé ses hommes à tous les postes clés. Toutefois, le pouvoir se « civilise ». Des technocrates, souvent jeunes et formés à l'étranger, assistent le président dans la gestion des affaires.

Le trésor pétrolier

Leur rôle sera particulièrement précieux pour passer le cap des toutes prochaines années qui, sur le plan économique, s'annoncent particulièrement difficiles. En effet, si la découverte d'une importante nappe de pétrole au nord-est de Mareb (*le Monde* du 9 février), estimée selon le président Saleh à 300 millions de barils, a ravi les Yéménites qui rêvent de « lendemains qui chantent », ce trésor ne pourra, en tout état de cause, être rentable que dans trois ou quatre ans. Encore faudra-t-il payer les investissements nécessaires à l'acheminement et à l'enlèvement du brut : 400 kilomètres à travers une région montagneuse jusqu'à la mer Rouge.

Le coût global pourrait atteindre 2 milliards de dollars. Mais, si tout se passe bien, le Yémen sera en droit vers les années 1990 d'attendre des recettes pétrolières de 1 à 1,2 milliard de dollars, chiffre comparable à celui – officiel – des transferts des Yéménites émigrés, qui travaillent en majorité dans le Golfe et tout particulièrement en Arabie saoudite.

Cette manne est espérée avec d'autant plus de ferveur que le marasme des économies du Golfe affecte à un double titre le Yémen. D'une part, l'émigration est stoppée, et beaucoup de travailleurs sont contraints de regagner le pays – on estime aujourd'hui à 800 000 le nombre de ceux qui vivent dans le royaume saoudien, alors qu'ils étaient environ 1,3 million en 1979-1980. D'autre part, les aides publiques des Etats du Golfe à Sanaa se font plus parcimonieuses depuis deux ans.

Or la contribution de Ryad, estimée à 750 millions de dollars en 1983 dont 170 millions sous forme d'aide budgétaire directe, est vitale pour le régime nord-yéménite et explique pour une large part sa grande prudence en politique étrangère. La question sur les rapports avec l'Arabie saoudite appelle invariablement la même réponse officielle : *« Ils sont excellents. »*

La réalité n'est pas si simple. La découverte de pétrole dans une région mitoyenne à la fois du Yémen du Sud et de l'Arabie saoudite, et dans laquelle les frontières restent mal définies, rend nerveux les Yéménites, qui craignent une possible revendication saoudienne. *« Le long des frontières tout le monde est prêt à se battre contre les Saoudiens s'ils avaient des velléités de récupérer le pétrole »*, dit un homme d'affaires.

Fiers d'une histoire qu'ils exaltent volontiers, les Yéménites se sentent des nobles ruinés, trop longtemps obligés de subir la loi de nouveaux riches, et qui auraient enfin fait le gros héritage. Ils entendent bien aujourd'hui prendre leur revanche sur ces « Bédouins enrichis » dont le seul titre de gloire est de vivre « sur un champ de pétrole ».

Du côté saoudien, on peut penser que Ryad ne verrait pas d'un très bon œil Sanaa trouver sous les sables les moyens de son indépendance. Autre motif de mécontentement : le refus du président Saleh qui n'a, en l'occurrence, pas d'autres choix, d'entériner la perte de la province de l'Asir, annexée par Ryad en 1934. Pour l'instant, le seul signe de tension est, outre la réduction, impossible à chiffrer avec précision, de l'aide saoudienne dans tous les domaines, le retard pris par la réunion du comité de coordination yéméno-saoudien qui gère l'aide de Ryad.

Avec l'Etat frère du sud, depuis la spectaculaire réconciliation entre les présidents Saleh et Ali Nasser Mohammed, le dialogue, en vue de l'unification, se poursuit. Les « comités communs » fonctionnent, mais, à l'évidence, chacun prend tout son temps, sachant que l'union est actuellement impossible.

Prudence obligée

Dans une région stratégique à plus d'un titre, le président Saleh se montre très prudent, et la politique de non-alignement proclamée dans la charte nationale a ici quelque réalité. Sur le plan militaire, le matériel soviétique qui équipe 80 % de l'armée de terre côtoie les fournitures américaines, notamment des chars M-60 ou des avions de combat F-5. Mille conseillers militaires soviétiques assistent l'armée nord-yéménite contre une soixantaine d'Américains (dix militaires, les autres appartenant aux sociétés civiles d'armement) payés par les Saoudiens. Depuis 1982, le Nord-Yémen n'autorise plus la visite de navires de guerre dans ses ports *« surtout, selon les mauvaises langues, pour ne pas avoir trop de Soviétiques »*.

Sur la plan arabe, M. Yasser Arafat est certes « chez lui » à Sanaa, où trois cents de ses combattants ont participé sans armes mais avec leur drapeau au défilé anniversaire de la révolution, mais les Palestiniens restent très discrets, et le président Saleh a renoncé au dernier moment, comme le roi Fahd, à se rendre au sommet arabe de Rabat en août dernier.

Maître mot de la politique du président Saleh, la prudence est de rigueur. L'énorme attente née des découvertes pétrolières va, en effet, aviver la fringale de tous les biens de consommation importés à un moment où l'Etat n'a plus – et pas encore – les moyens de l'apaiser. La fortune à venir peut, d'autre part, attirer les convoitises dans une région aux frontières incertaines où l'allégeance des tribus se monnaie au prix fort.

FRANÇOISE CHIPAUX.

PUBLICATION JUDICIAIRE

CABINET
DE LA SCP EYDOUX-DREYFUS
avocats associés
17, boulevard Agutte-Sembat
38000 GRENOBLE
Suppléants de Me Jean-Louis Perot
ancien avocat au barreau de Grenoble
EXTRAIT DE JUGEMENT
TRIBUNAL
DE GRANDE INSTANCE
DE GRENOBLE
Jugement de 21 juin 1984
(no 388 RG 1370/82)

ENTRE : SARL LE FOUQUET'S au capital de 20 000 F – dont le siège social est 99, Champs-Elysées, Paris 8e – agissant poursuites et diligences de son gérant domicilié en cette qualité audit siège, demanderesse

Comparant par Me Perot, avocat et plaidant par Me Gaultier, avocat à Paris d'une part ; ET : Société Le Fouquets SARL dont le siège est 21, avenue Alsace-Lorraine, à Grenoble 38000, inscrite au RC de Grenoble sous le numéro 57 B 588, demanderesse

Comparant et plaidant par Me Garcin, avocat, d'autre part.

A l'audience publique du 17 mai 1984, après avoir entendu les avocats en leurs plaidoiries, a renvoyé le prononcé de sa décision au 14 juin 1984, prorogé au 21 juin 1984, après en avoir délibéré conformément à la loi, a statué en ces termes :

Vu la loi du 31 décembre 1964,

Dit qu'en utilisant la dénomination Le Fouquet's, la société Le Fouquets (Grenoble) a contrefait la marque Le Fouquet's dont est titulaire la société Le Fouquet's (Paris) et en a fait usage.

Ordonne l'insertion, par extrait, dans le journal *le Dauphiné libéré* et dans le journal *le Monde*, de la présente décision aux frais de la société Le Fouquets (Grenoble) sans que le coût global de ces insertions puisse dépasser la somme de 10 000 F (dix mille francs) et ce à titre de dommages-intérêts.

Pour extrait.

PROCHE-ORIENT

Liban

Sept et cinq mois de détention pour les quatre otages français

MM. Marcel Carton et Marcel Fontaine, deux diplomates de l'ambassade de France au Liban, MM. Michel Seurat, chercheur, et Jean-Paul Kauffmann, journaliste, entament respectivement ce mardi 22 octobre leur huitième et sixième mois de détention au Liban. Outre les quatre otages français, cinq Américains, un Britannique et depuis peu trois Soviétiques sont aux mains de groupes terroristes au Liban.

LIBRES OPINIONS

Pour Michel Seurat

par ANDRÉ RAYMOND (*) et BRUNO ÉTIENNE (**)

Michel Seurat est chercheur en poste à Beyrouth depuis fort longtemps. Il y habite avec ses enfants. Il a choisi d'être un hôte dans un des pays arabo-islamiques qui ont traditionnellement fait de l'hospitalité une obligation quasi religieuse. Nous sommes ses amis, nous nous sentons aussi professionnellement responsables de lui. Il travaille, en effet, dans notre groupe et dans des groupes connexes depuis de longues années.

Nous garantissons la probité intellectuelle de Michel Seurat et la qualité scientifique de ses travaux. Son enlèvement est d'autant plus préjudiciable à la connaissance de l'Orient par les Occidentaux.

Nous pensons que nous ne sommes pas suspects du côté arabe aussi bien que du côté français. A titre personnel, nous avons donné quelques preuves de notre sympathie pour les Arabes et leurs grandes causes (de la décolonisation du Maghreb à la Palestine). A titre professionnel, on a bien voulu nous reconnaître quelques compétences, en nous octroyant une habilitation doctorale « Monde arabe » (la seule de ce type en France). Cela signifie que les autorités universitaires, dont nous dépendons, nous considèrent comme aptes à former des étudiants spécialisés sur le monde arabe. D'un autre côté, l'afflux d'étudiants venus d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, souvent comme boursiers de leurs gouvernements, pour préparer des recherches doctorales en France, semble indiquer que nous sommes jugés dignes de confiance.

Pour la mériter, nous ne devons pas seulement doter nos étudiants du bagage technique. Nous avons les responsabilités morales d'assurer, d'une part, la sécurité des chercheurs venus du Maghreb et du Machreq, d'autre part, de garantir à nos étudiants qui vont travailler sur le terrain qu'ils auront la possibilité de le faire sans risques.

C'est ici que le cas de Michel Seurat est pour nous fondamentalement symbolique. Pouvons-nous continuer maintenant à recevoir, avec bonne conscience, des étudiants arabes, à veiller sur leur sécurité, comme nous l'avons toujours fait en des temps de répression policière ouverte ou de racisme quotidien sous le regard vigilant des intellectuels, français et arabes, prompts à dénoncer tout manquement ou atteinte à la liberté ?

Pouvons-nous continuer maintenant à estimer que, dans la zone que nous étudions, les recherches en sciences sociales sont possibles et n'exposent pas ceux qui s'y livrent (étrangers mais aussi nationaux) à des conséquences éventuellement dramatiques ?

Nous souhaitons que ces interrogations reçoivent de nos amis et collègues arabes une réponse positive et qu'ils nous aident à aller chercher nous-mêmes Michel (1), sans rien en échange puisque nous n'avons à offrir qu'un peu de statut symbolique.

(*) Professeur à l'Université de Provence.

(**) Professeur à l'université d'Aix-Marseille-III. Coresponsable de la formation doctorale « Monde arabe ».

(1) Et bien sûr Kauffmann, son compagnon d'infortune.

UN MESSAGE DE JOËLLE KAUFFMANN

A l'occasion du cinquième mois de détention au Liban de son mari, le journaliste de *l'Evénement du jeudi*, Mme Joëlle Kauffmann a lu ce message sur les radios françaises : *« J'attends mon mari. Grégory et Alexandre attendent leur père depuis le 22 mai. Ce jour-là, il était pris en otage au Liban. Cinq mois d'absence pour Jean-Paul Kauffmann et Michel Seurat, sept mois pour Marcel Carton et Marcel Fontaine. Pas de nouvelles, pas d'échéances. Otages, pourquoi ? Pour rien. Le temps passe et chaque jour un peu plus d'angoisse : le gouffre ! Y aura-t-il une fin au cauchemar ? Dans ce pays déchiré devenu sans foi ni loi, on nous dit que leurs gardiens sont du Parti de Dieu. Alors comment ignorent-ils la loi divine qui interdit de priver les innocents de liberté, de briser leurs familles, d'ôter les pères à leurs enfants. Je suis sûre que l'un d'entre eux entendra notre détresse. Je suis sûre que l'un d'entre eux me tendra la main, trouvera la clé de leurs prisons. Je l'attends. »*

« L'aspect interne de la guerre est presque réglé »

déclare M. Gemayel à New-York

De notre correspondant

Beyrouth. — *« Les Syriens reviennent-ils ? Quand et comment ? »* La question reparaît sur le devant de la scène libanaise, et pour la majorité des Libanais la réponse est claire : *« Ils arrivent »* avec armes et bagages, c'est une certitude. La réalité est moins évidente, et le sommet entre les présidents Gemayel et Assad, le neuvième, vendredi 18 octobre, n'a pas apporté de réponse à cette lancinante interrogation. Les dirigeants syriens sont sans doute perplexes au sujet du retour de leur armée dans le « piège » de Beyrouth.

En toute hypothèse, les Syriens préfèrent voir leurs alliés à Beyrouth-Ouest procéder à un « nettoyage » avant l'arrivée de leurs troupes. M. Assem Kanso, chef du Baas prosyrien et homme de Damas s'il en est, l'a clairement annoncé la semaine dernière. Le chef de l'OLP, M. Arafat, prenant les devants, met en garde contre une attaque des camps de Beyrouth *« d'une heure à l'autre »*.

Le chef de la milice chiite Amal, qui a mené la précédente guerre des camps, en mai-juin, lui a aussitôt répondu : *« Si aucun plan de bataille n'existe à l'étranger (...), j'annonce, en mon nom et au nom d'Amal, qu'il n'y aura pas de combats. »*

A Beyrouth-Est, les chefs chrétiens, y compris M. Hobeika qui est à nouveau à Damas ce mardi, et le président Gemayel, préfèrent assurément éviter un retour en bonne et due forme de l'armée syrienne et s'en tirer avec une formule moins contraignante. Dans la capitale, le dialogue des trois principales milices belligérantes — les Forces libanaises (chrétiennes), AMAL (chiite) et le PSP (druze), lequel vient d'être étrillé par le vice-président syrien M. Khaddam — est sur le point d'aboutir à un accord de « non-guerre », que le président Gemayel a dû avaliser durant son passage à Damas, en route pour New-York.

Du haut de la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, il a ensuite solennellement proclamé : *« L'aspect interne de la guerre* [du Liban] *est réglé ou presque, reste son aspect externe, aidez-nous à le résoudre. (...) Les Libanais préparent une nouvelle Constitution. (...) Ils sont d'accord sur ce qui, à l'origine, provoquait leurs dissensions. »* Le président Gemayel a rendu hommage à la Syrie et à la résistance armée au sud contre Israël, dont il a réclamé le retrait total du Liban.

On relève ici, avec intérêt et inquiétude, une « petite phrase » prononcée par M. Gorbatchev lors de sa récente visite à Paris. Aux trois conditions « classiques » posées par Moscou pour une solution de la crise du Proche-Orient — la restitution des territoires arabes occupés, le droit à l'autodétermination des Palestiniens et le droit d'Israël à vivre en paix dans des frontières reconnues, — il en a ajouté une quatrième : le règlement de l'affaire libanaise. Et réciproquement, celle-ci ne saurait être réglée séparément.

LUCIEN GEORGE.

M. SHIMON PÉRÈS DEVANT L'ONU

Israël souhaite une « nouvelle initiative diplomatique » pour parvenir à des « traités de paix » et à la « solution du problème palestinien »

De notre envoyé spécial

New-York (Nations unies). — Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a appelé, lundi 21 octobre, les Nations unies à *« ouvrir aux parties en conflit* [au Proche-Orient] *les portes d'une nouvelle initiative diplomatique »*, dont l'*« objectif »* serait *« la conclusion de traités de paix aussi bien que la solution du problème palestinien »*. Bien que formellement lancée à l'ensemble des pays arabes et au *« peuple palestinien »*, collectivement conviés à suivre l'exemple de l'Egypte, cette offre de négociations s'adressait spécifiquement à la Jordanie. Ce pays, qui voulait voir l'ONU jouer ce rôle, est le seul dont M. Pérès ait cité le nom, notamment en déclarant à la fin de son discours qu'*« il devrait immédiatement être mis fin à l'état de belligérance entre Israël et la Jordanie »*. Israël, a alors ajouté le premier ministre, *« exprime sa disponibilité dans l'espoir que le roi Hussein est prêt à franchir en retour cette étape »*.

M. Pérès a fait mine d'avoir en tête l'ouverture d'un dialogue avec l'ensemble des capitales arabes, et non pas seulement Amman, probablement pour faciliter la tâche du souverain hachémite au cas où il prendrait le risque d'accepter la proposition israélienne.

Rien ne pourrait, en effet, plus paralyser toute velléité du roi d'aller dans cette direction qu'une incitation publique de Jérusalem à rechercher une paix séparée, et donc à rompre ouvertement le mythe vingt fois assassiné, mais sacré, de la solidarité arabe.

« Des représentants de la paix »

De la même manière, M. Pérès s'est abstenu — avec une netteté abondamment soulignée dans son entourage — d'explicitement exclure l'OLP des négociations qu'il voudrait ouvrir avec — a-t-il dit — *« une délégation palestinienne ou jordano-palestinienne »*. Avec une entière clarté sur le fond mais en se gardant de demander au roi Hussein d'avoir à répudier l'organisation de M. Arafat, M. Pérès s'est contenté de déclarer que *« les deux »* éventuelles délégations devraient être composées de personnalités qui *« représentent la paix et non pas la terreur »*. De nombreux paragraphes auparavant, le dirigeant travailliste avait affirmé que personne n'avait conduit les Palestiniens *« à plus de tragédies que le terrorisme de l'OLP »*. *« Notre ennemi* — avait-il aussitôt enchaîné — *n'est pas un peuple mais la belligérance. Nous savons qu'il y a un problème palestinien. Nous reconnaissons qu'il est nécessaire de le résoudre honorablement. Nous sommes convaincus qu'il n'est pas d'autre solution que par des moyens diplomatiques. J'en appelle au peuple de Palestine pour qu'il mette fin au rejectionnisme et à la belligérance (...). Prenons place face à face, en hommes et femmes libres, à la table de négociations. »*

Prononcées avec une émotion dans la voix par un premier ministre israélien qui avait déploré plus tôt que *« la renaissance des deux mouvements nationaux — l'arabe et le juif — ait produit un conflit plutôt qu'une coopération »*, ces phrases n'en voulaient pas moins dire que tout interlocuteur palestinien dans des pourparlers devrait avoir auparavant reconnu le droit d'Israël à l'existence et renoncé à la violence.

Plutôt que de prononcer une exclusive et d'opposer par là un refus à la Jordanie, dont les propositions de négociation incluent l'OLP, M. Pérès opte de cette manière pour le mépris contre l'anathème et invite seulement le roi Hussein, les Palestiniens de Cisjordanie et l'opinion internationale, également, à tirer les conséquences des affaires de Larnaka et de l'*Achille-Lauro*, que M. Arafat — s'il ne les a pas organisées — n'a pas su empêcher.

A ces deux gestes d'encouragement, M. Pérès en a ajouté un de bonne volonté en allant à mi-chemin du roi Hussein qui souhaite se donner une couverture la plus large possible en ne négociant que dans le cadre d'une conférence internationale réunissant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Un forum international

Le premier ministre, sans jamais prononcer ce mot de « conférence », a accepté, *« si cela est jugé nécessaire, que les négociations* (dans lesquelles aucune partie ne devrait poser de précondition, et qui seraient fondées sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et directement conduites *« entre des Etats »*) *soient lancées avec le soutien d'un forum international tel que défini par un accord des Etats en négociations »*.

Précisant que *« cette réunion »* pourrait prendre place *« avant la fin de l'année en Jordanie, Israël ou tout autre endroit »* et qu'il serait heureux de prendre part à une séance d'ouverture à Amman, M. Pérès est resté très évasif sur la composition de ce *« forum »* qui, *« tout en ne se substituant pas aux négociations, peut leur offrir un soutien »*.

« Les membres permanents du Conseil de sécurité, a-t-il seulement dit, *peuvent être invités à soutenir le lancement de négociations, mais notre position est que ceux qui limitent leurs relations diplomatiques à un seul des côtés en conflit s'excluent d'eux-mêmes d'un tel rôle. »*

Parallèlement à cette journée onusienne, on a appris de Washington que l'URSS et les Etats-Unis ouvriraient, la semaine prochaine, des conversations sur l'Amérique centrale. Elles porteront évidemment, en large partie, sur le Nicaragua, dont le président, M. Daniel Ortega, a déclaré devant l'Assemblée générale qu'il lèverait l'état d'urgence dans son pays aussitôt que cesserait l'aide américaine à l'« agression ». Ferme, mais pondéré, en costume civil et non en tenue militaire, M. Ortega avait, avant son discours, demandé au secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, de lui organiser une rencontre avec M. Reagan qui arrive mercredi à New-York.

On attend la réponse, et l'événement serait qu'elle fût positive. Il se passait, lundi, des « choses » aux Nations unies.

BERNARD GUETTA.

Quand les Nations unies redeviennent à la mode

De notre envoyé spécial

New-York (Nations unies). — Le roi Carl-Gustaf de Suède et celui du Lesoto, Moshoeshoe II, sont en ville, et, à la dizaine près, il est impossible de savoir combien de chefs d'Etat, de premiers ministres, de ministres des affaires étrangères... et de dictateurs sont là, un jour donné. Ils arrivent, parlent, repartent, dans un déluge de sirènes, de « barbouzes » et d'embouteillages apocalyptiques.

Ces « festivités » constituent finalement un formidable révélateur. Ce visage bouffi de nuits blanches du président libanais, dont personne n'écoutait vraiment le discours lundi matin, criait par exemple à lui seul la tragédie de son pays. La veille, à l'église maronite de New-York, il avait juré à un demi-millier de compatriotes et coreligionnaires que le Liban survivrait, mais il y a des vieillissements qui ne trompent pas.

A trois détecteurs de là, Mme Reagan, plus « taille-fine-et-mise-en-plis-parfaite » que jamais, ne laissait aucun doute sur le poids de l'Etat dont son mari est le chef. D'une estrade — aux côtés, il est vrai, de la femme du secrétaire général des Nations unies — Nancy présidait là sa seconde réunion en six mois des « first ladies » qu'elle mobilise contre les ravages de la drogue sur la jeunesse. La première fois, à la Maison Blanche, dix-sept « premières dames » étaient venues. Il y en avait trente, cette fois-ci, qui ont entendu leur hôtesse expliquer qu'*« une femme, c'est comme un sachet de thé, on n'en connaît jamais la force avant qu'elle ne soit dans l'eau chaude »*.

Le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, a, lui aussi, réussi une belle opération de relations publiques en convoquant la presse dimanche matin à Central Park pour assister à son jogging. Il a ainsi fait parler de lui — ce qui n'est pas aisé avec une telle concurrence — et donné une image de jeune cadre américain à un guérillero sandiniste et marxiste.

Mais, en attendant la suite, le grand moment aura été la réception donnée pour ce Tout-Univers au *Musée d'art moderne* par le maire de New-York, M. Koch.

L'ambassadeur de France aux Nations unies, M. de Kemoularia, présentait chacun à tous et trouvait même le temps d'une amabilité très politique pour le vice-président polonais. Coincé entre cinq couches de gardes du corps, M. Pérès, quant à lui, parvenait malgré tout à garder son air d'intellectuel de gauche, tandis que les chefs d'Etat latino-américains essayaient, au milieu de ce luxe, de réunir de quoi finir le mois.

Les dirigeants arabes étaient les seuls absents, pour n'avoir pas voulu répondre à l'invitation d'un maire juif. Qu'importe ! Pour une semaine, la fête continue, et son succès, dit-on dans l'entourage du secrétaire général, souligne un regain progressif de l'ONU. On vient en tout cas s'y faire voir et complimenter, ce qui tendrait à prouver qu'hier totalement « out », l'endroit redevient un peu « in ».

B.G.

Amman : accueil distant

Correspondance

Amman. — Dans une première réaction officielle aux propositions du premier ministre israélien M. Shimon Pérès, le ministre jordanien de l'information, M. Mohammed El Khatib, a déclaré au *Monde* ce mardi : *« Notre réponse est dans ce communiqué qui a été publié à Ryad à l'issue des entretiens entre les premiers ministres jordanien et syrien. »*

M. Khatib n'a pas voulu en dire plus mais le communiqué de Ryad publié lundi 21 octobre est en lui-même assez clair : il affirme que le chef du gouvernement jordanien, M. Zaid Rifai, et son homologue syrien M. Rauf Al-Kash sont tombés d'accord pour *« rejeter tout règlement partiel et unilatéral avec Israël »* (autrement dit tout accord séparé).

Les deux délégations, lit-on également dans le texte, ont réitéré leur attachement au plan de paix arabe du sommet de Fès (1982) qui appelle à un règlement global *« dans le cadre d'une conférence internationale sous les auspices des Nations unies »* avec la participation de *« toutes les parties concernées »*.

Si ces déclarations constituent la réponse jordanienne aux propositions de M. Pérès, elles semblent aussi dénoter l'émergence d'un nouveau climat dans les relations jordano-syriennes. La rencontre de Ryad, dimanche et lundi (la seconde en un mois), a eu lieu dans une atmosphère *« amicale et positive »*, souligne le communiqué, qui ajoute que les deux parties ont aussi *« discuté des relations bilatérales »* et décidé de poursuivre ce dialogue lors de futures réunions à Damas et à Amman.

Cela ne veut pas dire pour autant que tout soit réglé. L'une des questions les plus épineuses demeure l'attitude radicalement opposée de la Jordanie et de la Syrie vis-à-vis de l'Irak et de la guerre du Golfe.

Sur le conflit israélo-arabe, les Jordaniens affectent certes de croire qu'ils peuvent encore sauver leur coopération avec l'OLP, mais le fait que Yasser Arafat ne montre aucun empressement à se rendre à Amman pour tenter de remettre sur les rails cette entreprise, après l'affaire de l'*Achille-Lauro* et le rendez-vous manqué de Londres, n'est guère encourageant. En fait, des dissensions profondes seraient de nouveau apparues dans le camp du chef de l'OLP sur l'opportunité de poursuivre dans cette voie.

EMMANUEL JARRY.

Jérusalem : critiques du Likoud

De notre correspondant

Jérusalem. — M. David Lévy, vice-premier ministre adjoint et numéro deux du Likoud, le partenaire des travaillistes au sein de l'union nationale, a vivement critiqué, mardi 22 octobre, le discours de M. Pérès à l'ONU, lequel comporte, selon lui, plusieurs *« graves dérogations »* à l'accord de coalition gouvernemental. En l'absence de M. Pérès et de M. Shamir — qui négocie à Luxembourg avec la CEE, — M. Lévy assume jusqu'à la fin de la semaine les fonctions de premier ministre par intérim.

M. Lévy adresse trois principaux griefs à M. Pérès. Il lui reproche d'avoir retenu l'hypothèse d'une caution internationale aux négociations de paix, de ne pas avoir exclu explicitement et nommément l'OLP de tout règlement et d'avoir assigné aux éventuels négociateurs la tâche de *« déterminer les frontières permanentes »* dans la région.

De ces trois reproches, seul le dernier semble justifié du point de vue du Likoud. D'une part, en effet, le programme d'action gouvernementale ne fait aucune référence au cadre des négociations de paix et ne peut donc avoir été violé sur ce point ; d'autre part, l'exclusion de l'OLP par M. Pérès est assez claire, à l'ONU comme dans toutes ses récentes déclarations, pour ne pas être mise en doute. En revanche, on conçoit aisément l'hostilité farouche du Likoud à toute négociation susceptible de *« fixer les frontières »*, autrement dit de remettre en cause l'actuel contrôle d'Israël sur la Cisjordanie et Gaza. Pour le Likoud, la souveraineté de l'Etat hébreu sur *« Eretz Israël »*, le « Grand Israël », reste un dogme intouchable.

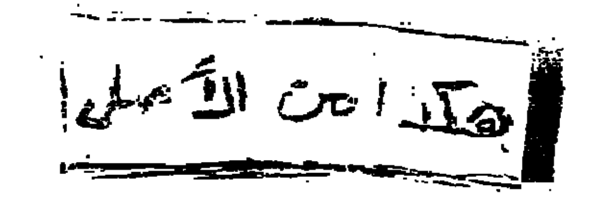
La droite israélienne émet d'autres critiques. Elle souligne que M. Pérès a assigné aux négociations un cadre plus large que les accords de Camp David et lui reproche d'envisager un *« arrangement provisoire »*, alors qu'aux yeux du Likoud Israël ne peut faire des concessions qu'en échange d'une paix définitive. Ce double grief est quelque peu contradictoire, car les accords de Camp David, auxquels se cramponne le Likoud, ne sont rien d'autre, après tout, qu'une solution intérimaire.

Dans l'ensemble, le Likoud semble vouloir attendre la réaction du roi Hussein avant d'officialiser sa position. Le fait que M. Shamir ait été informé au préalable du contenu des propositions du premier ministre et que celles-ci contiennent peu d'éléments nouveaux par rapport aux idées-forces des travaillistes exclut dans l'immédiat l'hypothèse d'une crise gouvernementale à ce sujet.

L'opposition de gauche déplore pour sa part le manque d'audace de M. Pérès. L'éditorialiste d'*Al Hamishmar*, quotidien du Mapam, regrette que le premier ministre n'ait pas, dans son discours, réservé le rôle central aux Palestiniens. La presse arabe de Jérusalem-Est réagit aussi dans le même sens. *Al Fajr* — proche de l'OLP — soulignait, mardi, que M. Pérès s'est peu préoccupé des *« droits des Palestiniens »*.

La presse israélienne relève — pour s'en inquiéter — deux autres faits d'importance inégale : le boycottage du discours de M. Pérès par l'ambassadeur jordanien à l'ONU et surtout la réaffirmation le même jour à Ryad par les premiers ministres syrien et jordanien de leur hostilité à *« tout accord de paix partiel »*. On suit d'ailleurs de très près ici l'actuel réchauffement des relations entre Amman et Damas.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.



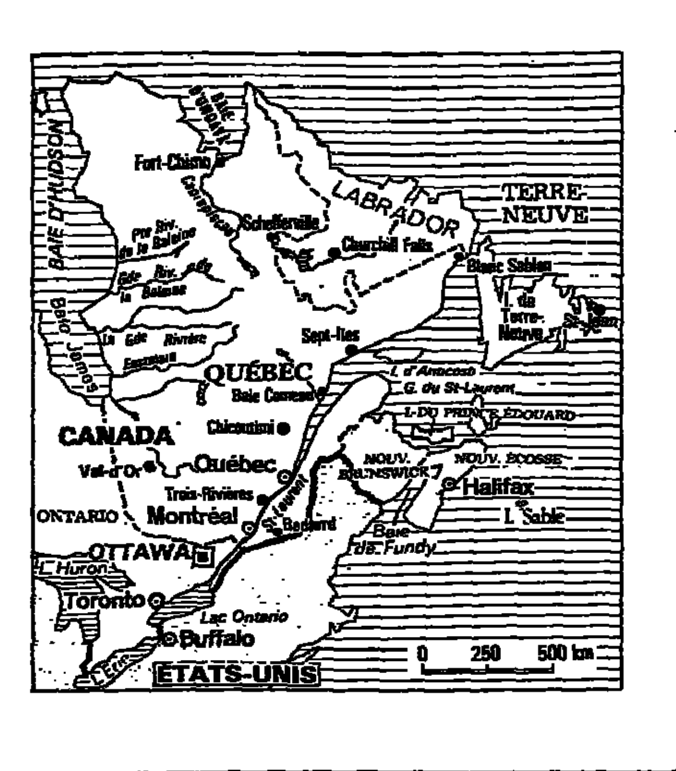
QUÉBEC

Le temps du «beau risque»

En ces temps de froid réalisme, le Québec n'échappe pas à la règle. Seuls les nostalgiques continuent à entretenir – à petit feu – le rêve brisé de l'indépendance. Porteur de cette espérance, aux yeux de nombreux francophones, le Parti québécois vient de faire ses adieux à l'homme qui en était le symbole : René Lévesque, premier ministre depuis 1976. Après un cheminement douloureux, le fondateur de la formation souverainiste s'est résigné à passer la main, mettant ainsi un terme à vingt-cinq ans de vie politique active.

Que sera le Québec après René Lévesque ? La génération qui arrive aujourd'hui au pouvoir ignore les engouements, les passions qui ont marqué la « révolution tranquille » des années 60. Elle en récolte les fruits. Moins complexée que celles qui l'ont précédée, elle est avide de faire, de réaliser. Elle ne redoute plus le « beau risque » d'un fédéralisme renouvelé au sein du Canada, et elle est prête à affronter les nouveaux défis d'un univers économique en voie de mondialisation.

M. L.



Le libre-échange peut favoriser « l'atomisation du pouvoir économique » au Canada

nous déclare M. Pierre-Marc Johnson, premier ministre du Québec

Lutter contre le temps. Pour un chef de gouvernement démocratique, c'est le seul défi auquel il est, en règle générale, impossible d'échapper. Premier ministre du Québec depuis le 3 octobre à la suite de son élection à la tête du Parti québécois, Pierre-Marc Johnson s'est trouvé d'emblée lié par cette contrainte. Cet homme jeune – il n'a pas quarante ans, – sans doute l'un des plus doués de sa génération – il est à la fois avocat et médecin, – doit en quelques semaines faire la preuve de son autorité. Un paradoxe pour ce dirigeant déjà riche d'une longue expérience ministérielle. Mais une obligation, car, si le ministre est connu, le chef du gouvernement Pierre-Marc Johnson ne l'est pas.

Comment le successeur de René Lévesque compte-t-il affronter la prochaine échéance électorale ? Par quelle recette espère-t-il reconquérir pour le Parti québécois, usé par neuf ans de pouvoir et affaibli par des luttes internes, les faveurs de la population ? C'est la question que nous souhaitions poser, pour commencer, au nouveau premier ministre au cours d'un entretien, le premier à un journal français, qu'il nous a accordé quelques jours après son entrée en fonctions. La réponse a fusé, spontanément.

« LE changement. J'ai un respect considérable pour l'homme considérable qu'a été René Lévesque dans la vie politique du Québec. Et je suis fier du bilan remarquable de son gouvernement en matière de réformes. Mais je suis aussi conscient que, pour les gens, un changement de direction, cela doit entraîner un certain nombre d'attitudes différentes, un discours différent et une vision du progrès du Québec qui soit perçue autrement que celle qui a été vécue dans le passé.

– Vous dites : le changement. Quel changement ?

– Il faut faire comprendre à la population que la collectivité n'est plus en mesure de supporter le niveau d'exigences qu'on a eu à l'égard de l'Etat depuis vingt-cinq ans. Et il faut le dire très franchement. L'Etat, il est vrai, peut sans cesse identifier des besoins et choisir d'y répondre. Mais les besoins dans une société, par définition, sont infinis. Il faut donc prendre maintenant la décision de dire, pour maintenir la société que nous avons et ne pas sacrifier la génération qui arrive, que l'Etat ne peut pas tout faire.

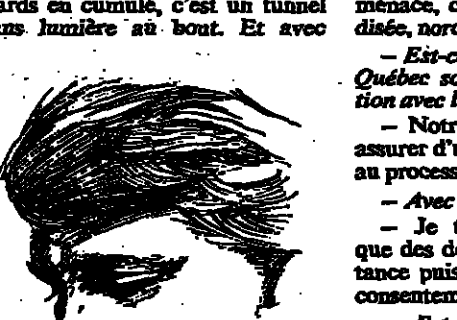
– Et abandonner les acquis sociaux ?

– Non, mais il faut au moins freiner la cadence législative et réglementaire et, ensuite, avoir recours à une autre approche dans la solution d'un certain nombre de problèmes. Prenons l'exemple du vieillissement de la population. Il est inévitable, et aucun discours n'y changera rien. Si on reconduit le modèle des années 60-70 pour subvenir aux besoins de cette population croissante, on débouchera sur un cul-de-sac financier. Il faut donc trouver d'autres moyens en faisant appel, pour ce qui est de l'hébergement des personnes âgées, au secteur privé.

L'appel au secteur privé

– Vous souhaitez la privatisation des hôpitaux ?

– Non. Pas des hôpitaux, ni du système de santé. Je parlais de l'hébergement des personnes âgées. A cet égard, je crois qu'il faut mettre fin à l'interdiction presque absolue existant chez nous qui empêche des sources privées d'offrir des structures d'accueil. Autre exemple, dans le domaine économique. La commission Macdonald (1) vient de constater l'échec des politiques de développement économique au Canada : un budget fédéral en déficit annuel de 37 milliards de dollars canadiens (2), 200 milliards en cumulé, c'est un tunnel sans lumière au bout. Et avec cela, depuis deux ou trois ans, des réflexes protectionnistes de la part des Américains, avec lesquels nous faisons 70 % de notre commerce international. Nous ne pouvons pas subir indéfiniment des pressions de cette nature sans réagir. Il faut donc envisager une libéralisation du commerce avec les Etats-Unis. A certaines conditions, évidemment, et en étant conscient des dangers que cela représente pour la souveraineté du Canada face à son voisin et pour la spécificité de la société québécoise, qui, au demeurant, est mieux équipée, dans cette perspective, que le reste du pays.



SZLAKMANN.

– Vous voulez protéger la souveraineté du Canada ?

– Le Canada est là, il existe, c'est évident, et les Québécois ont choisi d'y rester, pour un certain temps. C'est une réalité qui ne me fait pas peur. Le Canada est souverain, et le Québec ne l'est pas. C'est dommage, mais c'est ainsi. L'exercice de la souveraineté du Canada – et cela inclut aussi les provinces – concerne les programmes sociaux, le type de répartition de la richesse que nous avons choisi et qui risque d'être ébranlé par cette ouverture, par ailleurs inévitable, si le Québec et le Canada ne veulent pas finalement s'isoler dans l'appauvrissement.

– La préservation du système social québécois est donc, pour vous, une condition à un accord de libre-échange avec les Etats-Unis ?

– On ne peut pas imaginer une américanisation du Québec quant au rôle de l'Etat. L'Etat, ici, a joué un rôle très important non seulement dans la distribution des richesses, mais dans l'exploitation des ressources humaines, la création d'infrastructures. Ce qui nous menace, c'est une vision standardisée, nord-américaine, de l'Etat.

– Est-ce que vous exigez que le Québec soit partie à la négociation avec les Etats-Unis ?

– Notre position sera de nous assurer d'une participation entière au processus de la discussion.

– Avec un droit de veto ?

– Je trouverais inacceptable que des décisions de cette importance puissent être prises sans le consentement du Québec.

– Est-ce que finalement un accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis, ce n'est pas un moyen de faire l'indépendance du Québec morceau par morceau ? Est-ce que ce n'est pas un moyen de limiter votre dépendance par rapport au Canada ?

– C'est un moyen de progresser.

L'échec de l'Etat fédéral

– Mais est-ce que le libre-échange économique ne peut pas redessiner la carte politique de l'Amérique du Nord, par la force des choses ?

– C'est possible, et je crois que beaucoup de gens en sont conscients au niveau fédéral. Ce que l'on peut constater, c'est un échec de l'Etat fédéral, avec cet immense déficit budgétaire, au point qu'on est presque à la veille d'appeler le FMI pour administrer la baraque. Une fois ce constat fait, ou bien on continue comme ça gentiment ou bien on fait quelque chose. Et dans ce quelque chose, pour ma part, j'inclus une atomisation du pouvoir économique au Canada. C'est souhaitable pour le Canada, évidemment pour nous, mais aussi pour l'Ontario et le Canada anglais. C'est cela le « *beau risque* » dont parlait René Lévesque. Il n'est pas à sens unique.

– Cette atomisation du pouvoir économique, vous êtes conscient qu'elle peut avoir des conséquences politiques, et, quant à vous, vous êtes prêt à les accepter ?

– Il est un peu tôt pour en dessiner les contours. Mais disons que nous avons moins d'appréhensions que le Canada anglais, parce que la société québécoise a engendré une cohésion suffisamment grande depuis vingt-cinq ans à travers les grands bonds en avant de la révolution tranquille des années 60, puis depuis vingt-cinq ans à travers les grands bonds en avant de la révolution tranquille des années 60, puis depuis dix ans par son développement économique, pour savoir qu'elle peut faire face aux besoins de l'heure et aux exigences de l'avenir. Il ne faut pas voir là un vaste complot de la porte de derrière pour faire l'indépendance. Mais il faut regarder les faits comme ils sont.

– Malgré tout, c'est une façon de constater l'échec du Canada.

– Non. En tout cas, pas avec plaisir, comprenez-moi bien. Mais je constate, en effet, que le mouvement centripète qui a eu lieu au Canada depuis plusieurs décennies nous montre la fragilité des moyens qui ont été déployés en période de croissance pour faire face à la dure réalité d'une économie qui se mondialise. Et cela pourrait, à l'avenir, engendrer des forces centrifuges sur le plan politique. C'est la raison pour laquelle nos propositions d'accord constitutionnel prévoient de confirmer les pouvoirs du Québec non seulement dans ce qui relève de sa spécificité culturelle et linguistique, mais aussi dans le domaine des politiques de l'emploi, de la formation, de la sécurité du revenu, et que nous plaidons pour qu'on nous donne, sur le plan international, l'espace qui est dans le prolongement de nos compétences.

Propos recueillis par
MANUEL LUCBERT
et BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 9.)

(1) Créée en 1982, la commission Macdonald, du nom de son président, l'ancien ministre libéral, Donald Macdonald, a remis, début septembre, au gouvernement fédéral un rapport sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada. La commission préconise, notamment, un accord de libre-échange avec les Etats-Unis et la reconnaissance de la spécificité du Québec dans les institutions fédérales.

(2) Un dollar canadien vaut environ 6 F.

Le début d'une nouvelle ère politique

« *LA morosité m'a tout à fait quitté...* » M. Claude Charron, l'ex-enfant terrible du Parti québécois – il fut le plus jeune ministre en 1976 jusqu'à sa démission en 1982 – est catégorique : « *L'époque qui s'annonce*, dit-il, *est passionnante.* »

Il y a quelques semaines à peine un tel jugement eût été carrément saugrenu. Depuis près d'un an, en effet, le Parti québécois vivait une profonde crise idéologique doublée d'une contestation désagréable de son chef, M. René Lévesque. Certains militants et non des moindres avaient refusé le « *virage fédéraliste* » imposé en novembre dernier par le premier ministre, prêt, pour sa part, à jouer la carte du « *beau risque* » avec le nouveau chef conservateur du gouvernement fédéral, M. Brian Mulroney. L'indépendance, qui reste l'objectif ultime du Parti québécois, selon l'article un de son programme, serait « *mise entre parenthèses* » pour négocier une place pour le Québec dans la Fédération canadienne.

En janvier, un congrès spécial du parti donnait raison à M. Lévesque. Mais à quel prix ! Un tiers des délégués abandonnaient le parti pour créer une nouvelle formation, le Rassemblement démocratique pour l'indépendance (RDI). Sept ministres avaient déjà quitté le gouvernement en signe de protestation.

L'impuissance de la classe politique et les spéculations des médias contribuèrent à empoisonner l'atmosphère des derniers mois du règne de M. Lévesque. A la fin mai, le premier ministre s'adressa au peuple pour lui faire part de son testament politique, sous la forme d'un projet d'accord constitutionnel qui énumère les conditions d'une négociation avec le gouvernement fédéral (le Québec est la seule des dix provinces à avoir refusé de signer la Constitution canadienne proclamée en 1982). Un mois plus tard, le 20 juin, M. Lévesque annonçait sa démission dans un texte laconique. La course à la succession était ouverte, et, comme prévu, le ministre de la justice, M. Pierre-Marc Johnson, l'emportait le 29 septembre dès le premier tour de scrutin.

La campagne électorale interne de l'été a mobilisé les militants « péquistes », jusque-là désemparés. En quelques semaines, le parti a presque doublé ses effectifs (de 73 000 membres à 128 000), mais il est encore loin des années fastes (1980-1981) lorsqu'il regroupait 300 000 personnes.

Plus important encore, le Parti québécois a retrouvé son unité. Les dissidents sont partis ou alors ils sont rentrés dans le rang.

Il y a quelques semaines, tous les sondages donnaient les partis québécois perdant, et de loin, face au Parti libéral de M. Robert Bourassa. Les derniers sondages indiquent que le parti au pouvoir a réussi à réduire l'écart, mais ce n'est pas encore la remontée spectaculaire qui lui permettrait de gagner les élections. Il y a pourtant un précédent qui encourage les « péquistes » : en avril 1981, moins d'une année après la défaite au référendum sur la souveraineté-association, le Parti québécois s'était fait réélire triomphalement. Et surtout, les dirigeants actuels espèrent que, le jour du scrutin, beaucoup de Québécois hésiteront à voter pour un homme, M. Bourassa, qu'ils rejetèrent massivement en 1976 après lui avoir accordé deux mandants successifs.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 8.)

Les bonnes affaires du « Journal de Montréal »

LES derniers seront les premiers. La prophétie biblique pourrait servir de devise à Pierre Péladeau, le fondateur du *Journal de Montréal*. Une trentaine d'années après avoir pris pied dans le domaine de l'imprimerie et de l'édition, cet homme parti de rien est devenu, dans la grande métropole québécoise, un véritable patron de presse.

Fleuron de son *« empire »* — le mot le fait sourire — *le Journal de Montréal* peut proclamer fièrement à la « une », après seulement vingt et un ans d'existence, qu'il est *« le numéro un des quotidiens français d'Amérique »*. Un titre que lui conteste *la Presse*. Véritable institution drapée dans sa dignité offensée par ce méchant parvenu, cette dernière continue d'afficher envers et contre tout que *« le plus grand »* journal francophone du continent, c'est bien elle. Les chiffres, toutefois, sont là : au 31 mars dernier, selon les données fournies par les éditeurs, *le Journal de Montréal* vendait en moyenne chaque jour, du lundi au vendredi, 320 000 exemplaires contre 201 000 pour *la Presse*. L'écart est plus réduit le samedi (357 000 exemplaires contre 314 000), mais il se creuse dramatiquement le dimanche (318 000 contre 136 000), alors pourtant que *la Presse*, ce jour-là, sort dans le même format tabloïd adopté depuis le premier jour par son adversaire. Numéro un donc au Québec, le quotidien de Pierre Péladeau a réussi à arracher la place de numéro deux pour l'ensemble du Canada au *Toronto Globe and Mail*, (316 000 exemplaires), loin derrière le *Toronto Star* (520 000 exemplaires).

Vendre sans racoler

Acquis malgré un environnement social *a priori* peu disposé à lui faire des cadeaux, ce succès n'a pas tourné la tête à Pierre Péladeau. Il sait pertinemment que son journal, volontairement populaire, a un problème d'image. Certes le temps n'est plus où les bons bourgeois dissimulaient cette feuille quasiment considérée comme scandaleuse à l'intérieur du *Devoir*, le quotidien ultra-sérieux (35 000 exemplaires) de la cité du maire Jean Drapeau. Avec sa « couverture » largement axée sur les faits divers et le sport, *le Journal de Montréal* a cependant du mal à apparaître comme tout à fait respectable. Aussi bien, depuis environ deux ans, son fondateur a-t-il entrepris, sans lui faire perdre son caractère de grand quotidien d'informations générales, de lui donner une certaine honorabilité.

Symbole de cette transformation, la photo de jeune femme aux charmes largement dénudés qui ornait quotidiennement la page 7 du journal a disparu. Au grand plaisir des âmes vertueuses et sans dommages pour les ventes. En matière de faits divers, la rapidité et la sûreté de l'information, points forts traditionnels, sont toujours exigées, mais les reporters savent aujourd'hui que les comptes rendus d'actes crapuleux n'ont plus besoin d'être aussi scabreux ou effroyablement précis que dans le passé. Comme le dit le rédacteur en chef, Yvon Dubois, enlevé à *la Presse* en 1983, *« Il faut éviter à nos lecteurs que le sang dégouline dans leurs œufs le matin au petit déjeuner »*.

Dans le même temps, de nouveaux centres d'intérêt rédactionnels ont été définis, à commencer par l'économie et les spectacles. Et des journalistes de qualité ont été engagés, comme, par exemple, Jean Pelletier, président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec et fils de l'ancien ambassadeur en France, Gérard Pelletier, désormais titulaire d'une chronique économique, ou André Beauvais, directeur des nouvelles, lui aussi un transfuge de *la Presse*. Pour diriger cette équipe de 75 rédacteurs et 16 photographes sur un total de 700 salariés, un gestionnaire expérimenté a été recruté en la personne d'André Grou, qui porte le titre d'éditeur et directeur général. Ancien président pendant six ans de la firme internationale Sores, André Grou confesse qu'il n'était pas un lecteur assidu du *Journal de Montréal* avant d'en assumer la responsabilité il y a deux ans. En accord avec Pierre Péladeau, il est l'artisan de l'ouverture du quotidien au domaine artistique et au monde des affaires. Ainsi, le *Journal* s'est associé à deux expositions — sur Picasso et sur Ramsès II — qui ont fait quelque bruit à Montréal. Le *Journal* a aussi couvert un voyage de l'Orchestre symphonique de Montréal en Asie. Après cela, dit André Grou, *« il devient gênant de regarder le* Journal *de haut »*.

Un service de distribution exemplaire

Confiants dans les perspectives de développement de leur entreprise, les dirigeants du *Journal de Montréal* ont emménagé cet été dans un nouvel édifice, dont la construction aura coûté — imprimerie comprise — quelque 30 millions de dollars canadiens (180 millions de francs). Situés dans le quartier du plateau du Mont-Royal, cher à l'écrivain Michel Tremblay, ces locaux — un modeste bâtiment de brique rouge de deux étages — présentent l'avantage d'être plus proches du centre que les anciens. Les raisons principales de ce déménagement tiennent toutefois, avant tout, à la volonté de Pierre Péladeau de se doter d'équipements capables d'une production accrue et, partiellement, en couleurs. Trois presses Goss-Metro ont été achetées en Grande-Bretagne et deux autres de marque Cosmo aux Etats-Unis, pour environ 10 millions de dollars canadiens. Avec ces cinq groupes de machines, les 400 salariés de l'imprimerie peuvent sortir 400 000 exemplaires d'un journal de 160 pages, en couleurs, en moins de cinq heures.

Cette production maximum n'est pour l'instant qu'un objectif, la pagination moyenne étant actuellement de 112 pages. mais le temps où les annonceurs publicitaires se voyaient opposer un refus faute de place est révolu. Or le journal vit, pour l'essentiel, de la publicité. Celle-ci représente 85 à 90 % des revenus de l'entreprise.

Autre point d'excellence du journal, plus ancien celui-là : son service de diffusion, assuré par les Messageries dynamiques, une filiale du groupe Québecor, auquel appartient *le Journal de Montréal*. Organisées sur le principe de contrats de service avec toute une série d'entrepreneurs-distributeurs, les Messageries dynamiques sont la plus importante société de ce type au Québec. Elles desservent quelque 9 000 points de vente (220 000 exemplaires) approvisionnés par camions, qui parcourent chaque jour 17 000 kilomètres sur les routes de la province. Mais la force du journal, c'est son service à domicile : chaque matin à l'aube, sous le soleil ou dans la neige, une armée de 3 500 camelots, des jeunes pour la plupart, déposent l'édition du jour dans les boîtes aux lettres de 125 000 abonnés. Un véritable exploit.

Cette efficacité alliée à une modernité évidente — la rédaction électronique est généralisée — et à un bien-être social enviable — semaine de quatre jours pour les journalistes, salaires supérieurs à 50 000 dollars par an pour les deux tiers d'entre eux — paraît caractériser l'ensemble des activités du groupe Québécor, que dirige Pierre Péladeau. Un groupe qui, tout en élargissant sa base traditionnelle — il possède aujourd'hui quatorze imprimeries et trois quotidiens — et en renforçant son secteur édition de livres, en particulier de manuels scolaires, s'est mis à explorer récemment des voies nouvelles dans les domaines de la distribution de vidéo-cassettes, de logiciels et de matériel photographique. Malgré une première expérience décevante à Philadelphie, Pierre Péladeau pense que l'expansion de son groupe se joue maintenant aussi aux Etats-Unis. Les résultats témoignent en tout cas du dynamisme de Québecor : en 1984, le chiffre d'affaires global du groupe a augmenté de 26 % par rapport à 1983 et ses bénéfices nets de 49 %. Le rêve...

MANUEL LUCBERT.

Portrait d'un anglophone de choc

CHAQUE semaine depuis dix-huit ans, John O'Meara se défoule contre tous ceux — le Parti québécois, le gouvernement, le premier ministre, les députés, l'opposition libérale, les médias, les fonctionnaires et les *« traîtres »* de la communauté anglophone du Québec — qui participent activement ou passivement à l'érosion de la présence anglaise dans la province francophone. Personne n'échappe aux talents de pamphlétaire qu'il exerce dans un hebdomadaire influent de l'ouest de Montréal, *The Monitor*, dont il est le directeur.

« Le Parti québécois, dit-il, *veut nous éliminer, tout simplement. Les nationalistes veulent tout pour eux et ils sont en train de nous enlever les institutions que nous avons créées et que nous avons payées : nos écoles, nos hôpitaux, etc. »*

Dans son petit bureau du quartier Notre-Dame-de-Grâce, au premier étage d'un immeuble banal qui abrite les locaux du *Monitor*, John O'Meara est flatté qu'on s'intéresse à lui. Depuis le temps qu'il crie dans le désert pour dénoncer le *« génocide »* progressif des anglophones, cet Irlandais de cinquante-six ans, qui fut boxeur dans sa jeunesse, et qui maîtrise mal le français, n'est pas découragé pour autant, même s'il craint qu'il ne soit trop tard pour sauver *« malgré eux »* les 800 000 anglophones de la province (12 % de la population totale).

« Environ 150 000 Montréalais de langue anglaise sont partis pour Toronto au cours des quinze dernières années, dit-il. *Et contrairement à ce qu'on entend souvent dire, ce ne sont pas seulement les riches qui partent. Si beaucoup d'anglophones ne trouvent pas d'emploi, ce n'est pas parce qu'ils ne parlent pas français* (un peu plus de 50 % des anglophones parlent français contre 37 % en 1971), *c'est parce qu'ils ne font pas partie de la communauté francophone. »*

John O'Meara ne s'en prend pas uniquement aux *« nationalistes québécois »*. Il estime que les anglophones eux-mêmes sont en grande partie responsables de leurs malheurs. Il leur reproche d'être lâches et de ne pas se donner d'autre choix que de courber l'échine ou s'exiler à Toronto. Les députés anglophones à l'Assemblée nationale du Québec et à la Chambre des communes à Ottawa font partie de ses cibles favorites. Il les accuse d'être des pleutres ou même des traîtres, comme les journalistes du quotidien *The Gazette* et les dirigeants de la principale association de défense des intérêts anglophones, Alliance-Québec, créée en 1982 pour exercer des pressions sur le gouvernement québécois.

Sus aux traîtres

« La « Gazette », dit-il, *a semé la confusion dans notre communauté, dont elle ne comprend absolument pas les besoins et les attentes. Cela s'explique par le fait que les dirigeants de ce journal et les éditorialistes viennent de Toronto. »* Un brin paranoïaque, comme beaucoup d'anglophones qui le soutiennent — discrètement — dans sa croisade, John O'Meara voit des ennemis partout. *« Brian Mulroney* (le chef du gouvernement canadien) *nous poignarde dans le dos et il est prêt à accorder au gouvernement québécois tout ce qu'il demande. La meilleure preuve en est qu'il a nommé ambassadeur à Paris un séparatiste québécois bien connu, Lucien Bouchard. C'est comme si Israël avait envoyé Yasser Arafat pour le représenter en France ! C'est absurde ! »*

Malgré ses excès de langage, John O'Meara affirme des choses que beaucoup d'anglophones disent eux-mêmes avec moins de brutalité et plus de forme. Le président d'Alliance-Québec, Michael Goldbloom, et les éditorialistes de la *Gazette* reprochent régulièrement au gouvernement québécois de tout faire pour transformer la communauté anglophone en une minorité linguistique comme les autres (italienne, grecque, etc.), ce dont, il est vrai, certains ministres se défendent mollement.

Le directeur du *Monitor* poursuit son combat solitaire. Après avoir perdu la bataille du libre choix pour la langue d'enseignement (selon la loi 101, seuls les anglophones nés au Canada peuvent aller à l'école publique anglaise), il vient de ressortir le vieux thème du rattachement à l'Ontario des zones à majorité anglophone du Québec. John O'Meara est gourmand : il demande la moitié de l'île de Montréal, tout en reconnaissant que, *« si on enlève Montréal au Québec, il ne reste plus que de la neige »*. En échange, il est prêt à donner au Québec les régions frontalières de l'Ontario où les francophones sont majoritaires. *« Après tout*, dit-il, *les frontières du Québec ne sont pas sacro-saintes et la solution à nos problèmes ne peut être que territoriale. »* Chacun chez soi.

John O'Meara sait que sa solution a peu de chances d'être retenue. Il continue donc à se battre sur des « détails » qui lui semblent importants, comme la francisation de l'affichage. Il a une dent contre l'Office de la langue française, qu'il qualifie de *« police de la langue »*, parce qu'elle oblige les commerçants à avoir des enseignes uniquement en français. *« Malheureusement*, dit-il, *la plupart des commerçants ont cédé. Moins de 10 % ont le courage de garder leurs enseignes anglaises. »* En fait, confie-t-il, certains d'entre eux ont simplement recouvert leurs affiches anglaises *« en attendant les prochaines élections »*, qui, espère-t-il, permettront aux libéraux de reprendre le pouvoir.

Le directeur du *Monitor* ne croit pas que les libéraux rectifieront le tir si les anglophones n'exercent pas de très fortes pressions sur eux. *« De toutes les façons*, dit-il soudain découragé, *c'est trop tard pour moi. Dans six ans, je prends ma retraite et je vais vivre en Floride. »*

B. de L. G.

Le début d'une nouvelle ère politique

(Suite de la page 7.)

M. Bourassa, disent les « péquistes », n'a pas changé. C'est un homme du passé qui n'offre pas de vision du Québec capable de mobiliser la population, en particulier les jeunes, sur un projet de société. En fait, les programmes des deux partis se ressemblent étrangement depuis que le Parti québécois est devenu un peu moins social-démocrate et le Parti libéral un peu plus. Tous les deux mettent l'accent sur le développement économique, le partage de la richesse, la réduction du rôle de l'Etat et la signature d'accords de libre-échange avec les Etats-Unis.

M. Johnson reconnaît lui-même que *« les nuances sont relativement ténues sur le plan idéologique »*. Les différences, il les voit bien davantage sur le plan des personnalités. *« C'est plus la façon de gouverner qui nous différencie »*, dit-il.

C'est donc un « combat de chefs » que le Parti québécois entend mener pour convaincre les électeurs de le maintenir au pouvoir. Sur ce plan, il ne fait aucun doute que M. Johnson a une longueur d'avance sur son adversaire. Une semaine à peine après avoir pris ses fonctions de premier ministre, le 3 octobre, M. Johnson rencontrait, dans la capitale fédérale, le chef du gouvernement canadien, M. Mulroney, pour faire le point sur les dossiers Québec-Ottawa. La cordialité de l'entretien tranchait avec le ton aigre-doux, voire carrément agressif, qui caractérisait les discours entre les deux gouvernements à l'époque de MM. Lévesque et Trudeau.

Cette fois-ci, les deux interlocuteurs, qui se ressemblent à plus d'un titre par leur souci du compromis et leur préférence pour des solutions pratiques, étaient tout sourire et semblaient sur la même longueur d'ondes. Le ton a changé, ce qui ne veut pas dire pour autant que tous les différends — dossiers économiques, champ de compétences des deux gouvernements, etc. — seront réglés dans l'immédiat. Même sur la réunion éventuelle d'un sommet francophone souhaité par la France et sans cesse repoussé à cause du refus d'Ottawa d'accorder au Québec une place suffisante dans cette instance, on semble vouloir en arriver rapidement à un accord sur une formule qui tiendrait compte de *« l'autorité nationale du Canada »* tout en reconnaissant le *« rôle important »* du Québec.

Une époque sans passion

« Aujourd'hui, les militants du Parti québécois sont davantage collés à la réalité que nous l'étions dans les années 70 », affirme M. Charron, pour qui ce parti reste encore sa *« famille »*. *« Nous ne vivons plus une époque de passion. Les Québécois ont changé : ils admirent beaucoup ceux qui font, qui bâtissent, qui exportent. Si vous n'exportez pas à Hongkong, vous n'êtes pas grand-chose ! »*

L'ancien ministre estime que la force de M. Johnson est d'avoir senti cette évolution et d'en tenir compte dans son action politique. Dans tous ses discours des derniers mois, il insiste sur la *« recherche de l'excellence »*, qui, dit-il, est devenue la préoccupation principale des Québécois, soucieux avant tout de prospérité et de réussite économique personnelle. *« C'est la génération de la révolution tranquille qui prend le pouvoir »*, dit-il en faisant allusion à ceux qui étaient encore des adolescents dans les années 60, à l'époque où le Québec vivait de profonds bouleversements. C'est sa génération puisqu'il a trente-neuf ans.

Doit-on en conclure que l'idée d'indépendance est définitivement morte et enterrée ? *« Le beau risque*, affirme M. Charron, *c'est d'être prêt à avoir tort. Tort de croire dans la bonne foi du Canada anglais pour qu'il nous reconnaisse le droit d'être un peuple distinct et d'inscrire ce droit dans la Constitution. Si c'est un échec, alors on reparlera d'indépendance. »* C'est pourquoi M. Johnson insiste sur le maintien du droit du Québec à l'autodétermination. *« Ce droit*, a-t-il déclaré, *doit être exercé dans le cadre d'échanges avec le reste du Canada dans un contexte où il faudra être de bonne foi mais pas naïf. Il s'exercera dans une recherche croissante de pouvoirs pour l'Etat québécois afin de répondre aux besoins des citoyens et pas seulement pour bâtir un Etat. »*

BERTRAND DE LA GRANGE.

Pour ne pas vous « faire passer un sapin » consultez donc un terminologue...

L'AUTRE jour, lorsque mon copain de Montréal m'a déclaré tout de go qu'il s'était *« fait « passer un sapin »* chez le *« dépanneur »* et que, à la suite de cela, il avait *« capoté »*, je me suis dit, à part moi, comprenant confusément qu'il avait un problème : *« Ces garagistes, quand même, tous les mêmes, quelle que soit la latitude ! »* Mais, après quelques questions un peu précises, je dus convenir que j'avais trop rapidement incriminé l'honorable corporation des réparateurs d'automobiles : en fait, mon ami québécois s'était tout simplement fait rouler par son épicier, et, du coup, il en était un peu tourneboulé.

Il est vexant d'avoir le sentiment d'ignorer sa propre langue. Pourtant, un coup d'œil sur les dernières recommandations de l'Office de la langue française (OLF) du Québec aurait évité ce malentendu : un « dépanneur » est un terme accepté par l'OLF pour désigner une épicerie, « capoter » signifie en franco-québécois perdre la tête, et il vaut mieux éviter, dans la Belle Province, de se « faire passer un sapin », car cela veut tout simplement dire qu'on s'est fait avoir.

Une armada de traducteurs

Cet exemple illustre bien l'importance de la question linguistique pour l'*homo canadiensis*. Car, si la compréhension entre les francophones qui peuplent les deux rives du *« lac »* atlantique est parfois rien moins qu'évidente, elle n'est pas simple non plus entre les familiers de la langue de Félix Leclerc et ceux de l'idiome de Shakespeare. L'existence de deux cultures au Canada, la présence de sept millions de francophones au Québec, la politique d'égalité entre les deux langues officielles adoptée en 1969, tout cela débouche *sur* un travail gigantesque : il se traduit chaque année, au Canada, 600 millions de mots, soit l'équivalent de 4 000 ouvrages de 500 pages. La moitié de cette tâche est accomplie par le Bureau des traductions, organisme officiel dépendant du Secrétariat d'Etat, qui, au Canada, remplit les fonctions d'un ministère de la culture.

La création de ce Bureau est toutefois récente, puisqu'elle date de 1934. Peu soucieuse de partager son *hégémonie* culturelle et linguistique, la majorité anglophone avait, dans les premières années de la Confédération canadienne, d'autres priorités en tête. Au tournant du siècle, on ne comptait en tout et pour tout que sept traducteurs fédéraux attachés au Parlement. Le Bureau des traductions regroupe aujourd'hui un personnel de mille huit cents personnes, *dont mille deux cents* traducteurs disséminés dans une cinquantaine de points de service (ministères, administrations diverses), pour la plupart à Ottawa. C'est l'un des plus grands organismes de ce genre au monde, voire le plus important en ce qui concerne le volume de textes traduits.

Pour faciliter la tâche de ses traducteurs et remplir la mission de normalisation du vocabulaire que lui avait confiée le gouvernement fédéral en 1974, le Bureau a mis sur pied, à partir de 1975, une banque de terminologie, qui occupe actuellement une centaine de spécialistes appelés terminologues. L'objet de cette banque est de *« vérifier et normaliser »* le vocabulaire anglais et français en usage dans les administrations et de procéder à des recherches terminologiques pour la fonction publique. Ses domaines d'intervention sont très divers : ils vont de l'informatique aux sciences *physiques et naturelles, en passant* par la défense nationale, l'environnement et une vingtaine d'autres branches d'activités.

Créé à partir du logiciel de la banque de données de l'université de Montréal, le premier fichier informatisé — Termium I — contenait 1,2 million de fiches. Une épuration s'imposait pour éliminer les doubles emplois et les inexactitudes. Fin 1980, le nombre de fiches accessibles *était* réduit de moitié. De 1982 à 1985, le système a été amélioré, notam*ment par le recours* à une technologie qui permet d'utiliser des graphiques de couleur et des « menus » pour guider l'interrogation. Aujourd'hui, la banque Termium compte plus de 760 000 fiches représentant quelque 1,7 million de termes.

Le principe de travail des terminologues est de partir *d'une* notion et de trouver en français et en anglais les appellations qui la *définissent* la plus exactement possible. Ainsi sont établies des fiches dites uninotionnelles, dont le degré de fiabilité varie en fonction de la plus ou moins grande justesse des équivalences de termes trouvées. Cette recherche exige un important travail de documentation et de dépouillement de publications spécialisées.

Des utilisateurs à l'étranger

La banque compte en outre un fonds d'appellations qui regroupe des noms d'organismes, de sociétés, etc. L'une des originalités de Termium est d'avoir créé aussi un Fonds des difficultés de traduction qui attire l'attention sur *des particularités* (*proverbes*) ou sur des problèmes de syntaxe, de morphologie ou de style. Enfin, il existe un Fonds multilingue qui établit des équivalences entre d'une part soit l'anglais et le français, d'autre part soit l'allemand et l'espagnol. C'est l'une des orientations qui, selon M. André Saint-Martin, directeur à la Direction de terminologie, pourraient être appelées à se développer dans l'avenir avec des exten*sions* possibles à des langues telles que le japonais, le chinois et le russe.

Afin de satisfaire au mieux ses « clients », la banque procède à des mises à jour régulières des fichiers : celles-ci se font au rythme de 2 500 par semaine. On dénombre quelque deux mille cinq cents utilisateurs qui accèdent à la banque à partir d'environ 240 terminaux, dont une vingtaine sont installés à l'étranger (6 en France). Parmi les utilisateurs français figurent le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Electricité de France et le Commissariat général de la langue française. La Banque mondiale, l'ONU, l'OTAN, l'OCDE, le FMI et quelques autres organisations internationales sont également reliés à Termium. La consultation de la banque jusqu'à présent est gratuite, car, comme le dit M. Saint-Martin, *« il était délicat de faire payer des anglophones pour travailler en français »*. Rigueur budgétaire oblige, cette situation pourrait cesser dès l'an prochain.

Sur un budget global de 86 millions de dollars canadiens affectés l'an dernier au Bureau des traductions, 7 millions vont à la banque de terminologie, non compris l'achat du gros matériel informatique. C'est le prix à payer pour donner aux sept millions de francophones canadiens, perdus au milieu de l'océan des deux cent cinquante millions d'anglophones nord-américains, les moyens de développer dans les temps modernes leur langue et leur culture.

M. L.

Le Domaine de l'Orpailleur ou comment faire pousser la vigne sous la neige

POUR que les habitants de la Nouvelle France n'aient définitivement plus rien à envier à la terre de leurs ancêtres, il manquait un détail, curieusement oublié depuis quatre cent cinquante ans : de beaux et grands vignobles suffisamment adaptés aux rigueurs climatiques de ce coin d'Amérique du Nord pour *faire enfin rimer dive* bouteille avec pays québécois. Miracle : grâce à l'audace de quelques téméraires, cet oubli est en passe d'être réparé.

Le vignoble de l'Orpailleur est si bien tapi au creux d'un vallonnement au *détour* de la route 202 qu'on passerait presque sans le voir lorsqu'on arrive en voiture du bourg ensommeillé de Bedford. Dix hectares de plants de vigne perdus au milieu d'une étendue de champs de pommiers, *après tout*, c'est plus discret que la banquise sous le soleil. C'est là, sur ces quelques arpents de terre, situés, à vol d'oiseau, à 8 kilomètres du Vermont américain, qu'un quarteron de mousquetaires s'est lancé dans l'aventure.

Le déclic, ce fut l'arrivée dans la région d'Hervé Durand, un viticulteur français du Gard. On est en 1981 : Durand place quelques économies en achetant un bout de terrain dans ce coin d'Estrie, connu pour *la douceur de ses paysages et* la — très relative — clémence de ses hivers. Quelques mois passent, *et*, un beau jour de 1982, Durand frappe à la porte de son voisin, Frank Furtado, un agent artistique ami du chanteur Gilles Vigneault, qui s'est découvert une vocation de gentleman farmer. Le contact entre les deux hommes est bon. Aussi Hervé Durand n'hésite-t-il pas à faire part à Furtado du rêve qui depuis longtemps l'habite : faire pousser de la vigne au Québec. *Furtado, qui hésitait* entre la pomme et le maïs, est emballé. L'engouement d'un homme *qui, pour ce qui est* du vin, ne connaît rien à la production, mais possède une certaine expérience en matière de consommation. Durand fait venir de France un jeune œnologue de ses amis, Charles-Henri de Coussergues, le trio s'adjoint la coopération de deux agriculteurs locaux, et l'affaire est lancée.

Le problème numéro un, c'est évidemment le froid. Quel plant de vigne peut résister l'hiver à des températures de — 30 degrés ? Plusieurs variétés sont testées. *Finalement*, le choix de nos mousquetaires se porte sur un cépage d'origine alsacienne, le Seyval, *introduit en* Ontario il y a une trentaine d'années. Le Seyval est robuste, mais pour accroître ses chances de résister au gel, surtout lorsque la neige est rare, les propriétaires de l'Orpailleur décident de lui faire passer l'hiver sous terre. Une technique appliquée ailleurs, en Bulgarie par exemple, et qui s'est révélée judicieuse. A la fin octobre, on coupe les plants à environ dix centimètres du sol et on les recouvre de terre. C'est le rechaussement des ceps. Au *printemps*, entre le 15 et le 20 mai, on déchausse. Des machines adéquates ont été mises au point par les exploitants qui comptent les faire breveter. La poussée se fait ensuite en quatre mois.

Trois ans après le début de cette expérience, les premiers résultats sont encourageants : la vendange de cet *automne permettra* la production de quelque 20 000 bouteilles d'un vin blanc encore un peu acide, mais suffisamment fruité pour être commercialisé. Au point que les viticulteurs de l'Orpailleur sont aujourd'hui plus préoccupés par les conditions d'écoulement de leur production sur le marché que par l'exploitation proprement dite de leur vignoble. La distribution des vins et spiritueux est ici un monopole que détient la Société des alcools du Québec (SAQ). Or celle-ci est impitoyable. Vin québécois ou pas, la règle est la même pour tout le monde : jusqu'à 20 000 bouteilles, le taux de majoration imposé par la SAQ au prix de vente est de 20 % (qui s'ajoute à une taxe fédérale de 13 % et à une taxe provinciale de 9 %) ; au-delà de 20 000 bouteilles la majoration sera de 94 %. Et la vente du cru *de l'Orpailleur devra se* faire exclusivement au domaine.

Est-ce donc la fin du rêve de ces nouveaux chercheurs d'or ? Ou bien, face à la concurrence des « châtaux » français, des *rioja* espagnols et autres crus rhénans, le nationalisme québécois réussira-t-il à protéger son petit vin d'Estrie, digne, comme tout autre, de réchauffer les cœurs pendant les longues veillées d'hiver ?

M. L.

Le libre-échange peut favoriser « l'atomisation du pouvoir économique » au Canada

(Suite de la page 7.)

— Pensez-vous que le Canada anglais est prêt à accepter ces propositions de façon à permettre au Québec de signer la Constitution ?

— Cela ne sera pas facile. Je ne peux pas présumer du temps que cela prendra. Mais si des gens s'étaient imaginés qu'on apposerait notre signature sur le coin d'une table, gentiment et à huis clos, eh bien ! ils se trompent. D'abord, ce n'est pas souhaitable. Et, ensuite, ce n'est pas comme ça qu'on peut prétendre résoudre pour un certain temps les rapports entre le peuple québécois et le reste du Canada. Ça fait trois cents ans que ça dure, il n'est pas vrai qu'on va finir en dix minutes dans le secret d'un cabinet. Remarquez bien que c'est comme ça qu'ils ont adopté la Constitution canadienne ! Mais, avec nous, cela ne peut pas se passer comme ça. Il faudra que le peuple soit dans le coup, ou, au moins, son Assemblée nationale.

La tête et le cœur

— Cela fait un moment que nous vous écoutons et ce que nous entendons, pour l'essentiel, c'est le discours d'un homme qui, comme l'on dit ici, a le goût de gérer. Alors le grand idéal de l'indépendance, vous l'avez définitivement remisé au rayon des accessoires folkloriques ?

— Non. On ne sortira ni de la tête ni du cœur d'une bonne partie des Québécois cette idée que nous puissions assumer entièrement nos structures politiques. Le projet du parti québécois auquel j'ai adhéré en 1971 s'appelait la souveraineté-association. Il était fondé : 1) sur le postulat que nous formons un peuple qui a le droit de s'autodéterminer ; 2) que ce peuple doit se doter de l'ensemble des instruments d'un Etat souverain, mais doit tenir compte aussi de sa situation géopolitique et développer des liens de nature particulière avec l'ensemble canadien. Il y avait aussi, il faut bien le dire, dans notre parti un groupe sécessionniste plus radical pour lequel, au fond, le Canada n'existait pas. Or le Canada existe, c'est une réalité.

» Est-ce qu'un jour le Québec fera acte de sécession ou redéfinira de façon telle ses rapports avec le reste du Canada qu'il s'en trouvera parfaitement satisfait, y compris dans ses attributions de caractère international ? Il y a deux possibilités. La première, c'est que cela se produise dans une situation de crise, notamment si les grands arbitrages économiques au sein du Canada devaient se faire au détriment du Québec. Je ne souhaite pas une telle perspective, *car ce seraient* les salariés de l'industrie et de la classe moyenne qui en feraient les frais. L'autre hypothèse, c'est que le renforcement du Québec, sa capacité à s'adapter avec souplesse aux exigences d'une économie en profonde mutation, se fassent de façon telle avec les années que se reproduise ici ce qui est arrivé en Norvège au début du siècle (3). Le jeu serait alors redistribué et sur une autre base que celle qui a prévalu ces vingt-cinq dernières années et qui était très largement reliée à la culture et à la langue. Celles-ci doivent continuer à être consolidées, mais cet aspect du problème ne justifie plus, aux yeux d'une majorité de nos concitoyens, que nous franchissions un tel pas sur le plan politique.

Propos recueillis par
MANUEL LUCBERT
et BERTRAND DE LA GRANGE.

(3) Sous domination danoise, puis suédoise, pendant près de six siècles, la Norvège est devenue indépendante en 1905. Le pays avait connu au cours du dix-neuvième siècle une forte expansion économique qui favorisa la montée du sentiment national.



DIPLOMATIE

LA PRÉPARATION DU SOMMET DE LUXEMBOURG

Certaines divergences importantes subsistent entre les Douze à propos de l'union européenne

De notre envoyé spécial

Luxembourg (Communautés européennes). – *« Je craignais un nivellement par le bas des résultats de la conférence, mais, heureusement, cela ne s'est pas produit »*, a déclaré M. Delors, le président de la Commission de Bruxelles à l'issue de la réunion que les ministres des affaires étrangères des Douze ont consacrée lundi 21 octobre à la préparation du conseil européen qui se tiendra les 2 et 3 décembre à Luxembourg. Celui-ci, conformément au mandat approuvé par la majorité des chefs d'État et de gouvernement en juin à Milan, devrait décider comment réviser le traité de Rome afin de donner un élan nouveau à la Communauté et d'en améliorer le fonctionnement.

Les Français, en se montrant très soucieux de dissiper l'impression restrictive qu'avaient donnée leurs propositions la semaine passée, ont largement contribué à donner un caractère tonique aux débats. Cette impression avait été suscitée par le fait que, sur les principaux dossiers jusqu'alors examinés (l'établissement d'un grand marché intérieur d'ici à 1992, l'amélioration des méthodes de décision et le renforcement des pouvoirs du Parlement), les textes français paraissaient en retrait par rapport à ceux de la Commission. Cela reste vrai dans le dernier cas.

S'agissant de domaines prioritaires, au premier rang desquels les décisions nécessaires à l'établissement d'un grand marché, la Commission suggère en effet que, si le Parlement est d'accord avec elle, le conseil des ministres des Douze ne puisse rejeter ses propositions qu'à l'unanimité, ce que les Français estiment *« dangereux »* : un pouvoir exorbitant serait ainsi, selon eux, accordé au Parlement, ainsi d'ailleurs qu'à la Commission. En revanche, ils affirment qu'ils ne souhaitent pas moins que la Commission établir un véritable marché unique d'ici 1992-1993, et, comme le dit M. Dumas, qu'*« ils sont d'accord pour aller vers le plus grand nombre possible de votes à la majorité »*. Mais les Français se séparent de la Commission sur un point : que faut-il faire maintenant préciser par la conférence intergouvernementale pour que cet exercice central – l'établissement du grand marché – puisse effectivement aboutir ?

Il ne suffit pas, font-ils valoir, d'indiquer qu'on va modifier une dizaine d'articles du traité de Rome pour que les décisions nécessaires puissent être prises désormais à la majorité qualifiée. Il faut d'abord voir sur quels concepts on est d'accord, ce que recouvre pour les uns et pour les autres cette notion de « grand marché ». Les Français veulent éviter de pousser l'harmonisation des législations dans quelques domaines seulement, choisis avec soin par les plus malins. *« Nous voulons aller de l'avant, mais non faire une petite union libérale qui intéresse quelques pays »*, a souligné M. Dumas. Et M[me] Lalumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, de confirmer : *« Nous voulons le marché intérieur dans toutes ses composantes. »* Elle cite, parmi celles-ci, la politique commerciale et l'harmonisation des législations sociales et des charges des entreprises.

Les Français, tout en se défendant d'être moins enthousiastes que quiconque, invitent la conférence intergouvernementale sur l'union européenne à ne pas s'engager dans le flou. Ils insistent aussi pour surveiller attentivement l'exécution du programme, et prévoient un rendez-vous en 1900 afin de faire le point du travail accompli. Ils estiment que l'établissement du grand marché, projet ambitieux, mais qui figurait déjà dans le traité de Rome, ne constitue pas à proprement parler de nouveauté et que personne ne peut s'y soustraire. Là encore, ils s'écartent de la Commission, qui envisage la possibilité de larges dérogations en faveur des pays les moins riches de la CEE. Pour Paris, l'Europe à géométrie variable, la *« différenciation »*, comme on dit maintenant, est une idée à appliquer aux actions nouvelles, telle la coopération technologique, mais pas à ce qui constitue la substance même de la Communauté.

Pour Paris, l'objet de la réunion de lundi était moins de réduire ces divergences que de reprendre l'initiative, sans se contenter de réagir aux propositions bruxelloises. Ce souci de réveiller la conférence, de mettre l'accent davantage sur ce qui unit que sur ce qui divise, a paru partagé par la majorité des délégations. Mais le zèle de la plupart d'entre elles à l'égard du Parlement européen semble limité.

Un obstacle sérieux qui se fait jour avec de plus en plus de netteté a trait, par ailleurs, à ce qu'on appelle la *« cohésion sociale »* : les pays les moins avancés de la Communauté, Grèce et Irlande surtout, mais aussi, plus discrètement, Espagne, Portugal, voire Italie, ne sont intéressés à l'œuvre de rénovation en cours que si elle s'accompagne d'un effort de solidarité significatif. Autrement dit de transferts financiers accrus des Etats membres riches vers ceux qui le sont moins. La Commission approuve. Faut-il préciser que les pays payeurs ne sont pas d'accord ? Le clivage Nord-Sud devient aussi une donnée importante de la Communauté élargie.

PHILIPPE LEMAITRE.

LE COLLOQUE FRANCO-ALLEMAND D'OFFENBURG

L'Europe, « patrie commune » ?

De notre envoyé spécial

Offenburg. – Pour leur quarantième anniversaire, le Bureau international de liaison et de documentation (BILD) et la Gesellschaft für übernationale Zusammenarbeit ont organisé, du 18 au 20 octobre, dans la petite ville badoise où avait commencé cette étonnante aventure franco-allemande – en 1945 ! – un colloque qui a rassemblé plus de trois cent cinquante participants venus des deux côtés du Rhin, et dont près de la moitié avaient moins de trente ans. L'Office franco-allemand pour la jeunesse avait d'ailleurs, à l'instar des deux ministères des affaires étrangères, apporté son concours à l'entreprise, marquée par une double volonté.

La première était de ne pas limiter ces grandes retrouvailles à une sorte de cérémonie du souvenir, rassemblant les seuls « anciens combattants » – de la paix – qui fondèrent il y a quarante ans les deux associations, mais bien un forum ouvert à toutes les générations. Il aura été très clair à Offenburg, de ce point de vue, que le thème de réconciliation, et jusqu'au mot lui-même, n'a plus guère de sens, tant la chose est aujourd'hui acquise.

La seconde ambition des organisateurs était de voir cette réunion formuler, dans différents domaines qui allaient des travailleurs immigrés à l'information, de la défense du continent à celle de l'environnement, des mariages mixtes à la réforme des institutions de la CEE en passant par ses *« valeurs culturelles communes »*, des propositions concrètes. Dans l'ensemble, cette attente n'aura pas été déçue, et un rapport détaillé devrait permettre prochainement d'en prendre la mesure. Et aussi de vérifier que certains problèmes traditionnellement soulevés à propos de l'Allemagne se posent peut-être moins qu'on ne le croit dans l'Hexagone : ainsi la question de la réunification a-t-elle été souvent présentée comme une obsession... française, ou même celle de la « quête d'identité » dans laquelle seraient toujours lancés nos voisins d'outre-Rhin. Alors que ces derniers, en particulier les plus jeunes, auront surtout semblé, à Offenburg, désireux de voir leur pays sortir de ce « provisoire qui dure » caractérisant son statut depuis 1949.

Cette ferveur franco-allemande manifeste n'a cependant pas conduit les participants à un optimisme béat. Dans son introduction, vendredi, le président du BILD, le professeur Rovan, avait rappelé que la coopération Paris-Bonn, sur le plan européen notamment, ne connaît pas, ces temps-ci, que des succès. Le président de la Commission de Bruxelles, M. Delors, devait, dimanche, se montrer presque alarmiste. Mais ceux du Sénat, M. Poher, et du Parlement de Strasbourg, M. Pflimlin, venu en voisin, et plusieurs orateurs allemands se sont tout de même taillé un franc succès en appelant les jeunes des deux pays, avec une émotion qui ne relevait visiblement pas que de l'effet de tribune, à se mobiliser toujours davantage en faveur de l'Europe, cette « patrie commune ».

BERNARD BRIGOULEIX.

Le Canada menace à son tour de quitter l'UNESCO

Sofia *(AFP)*. – Le Canada a laissé entendre, lundi 21 octobre, à la conférence générale de l'UNESCO, réunie jusqu'au 12 novembre dans la capitale bulgare, qu'il envisageait de quitter l'UNESCO, comme l'ont fait il y a dix mois les Etats-Unis et comme menace de le faire à la fin de l'année la Grande-Bretagne. *« De nombreux gouvernements, y compris le mien, ont fait part de leur intention de revoir leur position au sein de l'UNESCO – après la réunion de Sofia – une fois qu'ils auront analysé les résultats et tiré les conclusions qui s'imposent »*, a déclaré M[me] Vezina, ministre des relations extérieures canadien, devant les délégués des cent cinquante-deux états membres.

C'est la première fois que le Canada, dont l'attitude envers l'UNESCO a été critique ces derniers temps, laisse planer une menace aussi précise de retrait, en faisant du résultat de la conférence une condition de son maintien éventuel au sein de l'organisation. La Grande-Bretagne, qui a déposé un préavis de retrait pour le 31 décembre, la RFA, le Japon, le Danemark et la Suisse font également dépendre leur attitude à l'égard de l'UNESCO de l'issue de la conférence de Sofia. Toutefois, le ministre canadien des relations extérieures, intervenant au cours du débat de politique générale, a reconnu que des progrès *« considérables »* avaient été réalisés pour une réforme de l'organisation.

SOMMET A SOFIA DES DIRIGEANTS DU PACTE DE VARSOVIE

Les chefs des partis communistes des sept pays membres du pacte de Varsovie – URSS, Bulgarie, Hongrie, Tchécoslovaquie, RDA, Roumanie et Pologne – ont entamé, ce mardi 22 octobre, à Sofia, une réunion « au sommet » qui doit se prolonger jusqu'à mercredi. Le numéro un soviétique, M. Gorbatchev, est notamment accompagné du président du présidium du Soviet suprême, M. Gromyko, du président du conseil des ministres, M. Ryjkov, et des ministres des affaires étrangères et de la défense.

Cette réunion du conseil politique consultatif du pacte de Varsovie doit être principalement consacrée à la réduction des armements, après les propositions formulées à Paris par M. Gorbatchev et dans la perspective de la rencontre entre ce dernier et le président Reagan, le mois prochain à Genève.

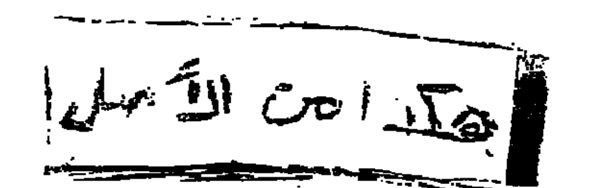
On sait que les sept principaux pays occidentaux doivent avoir de leur côté des consultations sur le même sujet, le 24 octobre à New-York, autour du président Reagan. La France y sera représentée par son ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas.

PROCHAINES CONVERSATIONS SOVIÉTO-AMÉRICAINES SUR L'AMÉRIQUE CENTRALE

Washington *(AFP)*. – Les Etats-Unis et l'URSS doivent avoir des entretiens, le 31 octobre et le 1[er] novembre, à Washington, sur l'Amérique centrale et les Caraïbes, a confirmé, lundi 21 octobre, le département d'Etat. Ces conversations font partie des discussions régionales que les Etats-Unis et l'URSS ont eues ces derniers mois pour préparer le sommet qui réunira M. Reagan et M. Gorbatchev les 19 et 20 novembre à Genève. Les précédentes sessions ont porté sur le Proche-Orient, l'Afrique australe, l'Afghanistan et l'Asie.

La délégation américaine sera conduite par M. Elliott Abrams, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires inter-américaines. Son principal interlocuteur soviétique sera M. Vladimir Kazimirov, responsable de la division d'Amérique latine au ministère soviétique des affaires étrangères.

● *La suspension des libertés au Nicaragua ne remet pas en cause un accord avec la CEE.* – La Communauté européenne doit signer un accord de coopération économique avec les six pays d'Amérique centrale, dont le Nicaragua, à la date prévue du 11 novembre, malgré la suspension des libertés par Managua, a annoncé, lundi 21 octobre, le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, M. Jacques Poos, président de la CEE. – *(AFP.)*



هكذا من الأصل

politique

Situations 86

LA NON-INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES

Un phénomène de société

« Voter est un droit, c'est aussi un devoir civique », rappelle le Centre d'information civique (1) qui mène campagne depuis plus de vingt ans contre l'abstentionnisme et la non-inscription sur les listes électorales. Si l'abstentionnisme, que l'on peut chiffrer après chaque consultation, fait l'objet d'analyses régulières, il n'en va pas de même de la sous-inscription. Mal inscrits et non inscrits représentent pourtant environ 10 % du corps électoral français, soit près de 3,5 millions d'électeurs potentiels.

Qui sont les non inscrits ? Le CIC s'est appuyé sur les résultats de plusieurs sondages effectués par BVA de décembre 1984 à mai 1985 (2) pour tenter de répondre à cette question. Première indication fournie par l'enquête de BVA : les non inscrits sont jeunes, 41,3 % ont moins de vingt-cinq ans et 18,5 % sont âgés de vingt-cinq à trente-quatre ans (les non inscrits de cinquante à soixante quatre ans et de soixante-cinq ans et plus ne sont respectivement que 8,3 % et 4,2 %). Ce n'est pas vraiment une surprise. On sait maintenant que ce sont aussi les plus jeunes qui avouent ne pas s'intéresser beaucoup à la politique, ne pas fréquenter les grands médias (presse, radio, télévision) et préférer le cinéma et les radios libres.

Autres indications données par BVA : les non inscrits vivent surtout en milieu urbain (31.1 % d'entre eux résident dans des agglomérations de 100 000 habitants et plus), dans des zones à forte croissance démographique où la population est très mobile.

Ils ont dans l'ensemble un niveau d'instruction peu élevé, appartiennent aux couches sociales moyennes (40,5 % sont fils d'ouvrier, 26 % fils d'employé) et jouissent de revenus modestes (42,3 % ont des revenus mensuels inférieurs à 6 500 F).

Ils sont sensiblement plus nombreux que l'ensemble des Français à se déclarer sans religion ou d'une religion autre que les religions traditionnelles. Enfin, si 39,3 % des non inscrits avouent n'avoir aucune affinité avec une formation politique, les autres, ceux qui se sentent proches d'un parti (34,3 % proches du PS ; 20,2 % de l'UDF ; 19,7 % du RPR ; 10,6 % du PC et 9,6 % du Front national), n'éprouvent pas le besoin de s'inscrire et de se rendre aux urnes.

Simple négligence ? Oui, sans doute, pour quelques-uns. Mais pour la grande majorité il s'agit plutôt d'ignorance des procédures, de méfiance ou encore de rejet volontaire, qui sont autant de signes d'une non-insertion (ou d'une distance) dans la société dans laquelle ils vivent. De toute évidence, la famille, le quartier, l'école, la vie professionnelle, n'ont pas joué le rôle d'intégration qu'ils jouent normalement. La non-inscription est donc bien un phénomène de société.

N.A.

(1) CIC, 242 *bis*, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. 544-14-17.

(2) Sur un échantillon de 9 535 personnes interrogées, l'effectif total de la population des non inscrits est de 875. L'enquête a été accomplie en cinq vagues, chacune d'elle portant sur un échantillon de 1 797 à 1 973 personnes.

MANCHE : M. Olivier Stirn indésirable

De notre envoyé spécial

Cherbourg. – Les socialistes de la Manche ne veulent vraiment pas de M. Olivier Stirn comme tête de liste aux prochaines élections législatives, et ils n'ont pas renoncé à faire entendre raison à la direction de leur parti. Comment pourraient-ils accepter, selon M. Guy Poirier, secrétaire fédéral, un candidat qui n'est *« ni de chez eux ni des leurs ? »*

M. Stirn, en effet, vient du département voisin, le Calvados, dont il est l'élu depuis 1968 : il est donc perçu comme un étranger, un « horsain ». De plus, il n'est même pas socialiste : président de la groupusculaire Union centriste républicaine, après être passé par l'UDR et le Parti radical, il était, dans la région, au moins jusqu'à l'année dernière, l'un des principaux adversaires de la gauche. Et comme si cela ne suffisait pas, il vient prendre la place de M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture, que la fédération avait pratiquement plébiscité !

M. Poirier ne comprend pas qu'en dépit de tout le congrès du PS ait ratifié cette candidature, contre l'avis des militants quasi unanimes. Il n'a pas perdu l'espoir que avant la convention nationale du 10 novembre, la direction revienne sur son choix. S'il n'obtient pas satisfaction, proposera-t-il la constitution d'une liste dissidente ? *« Rien n'est à exclure »*, dit-il, mais en attendant, il met en garde ses amis contre toute décision *« à l'emporte-pièce »* qui les mettrait *« en position de rupture avec le parti »*.

Face à ce tumulte, M. Stirn garde, dit-il, le *« calme des vieilles troupes »*. Il comprend l'« émotion » des socialistes, mais reste ferme sur ses positions. Maire de Vire – à 40 kilomètres de Saint-Lô, mais à 60 kilomètres de Caen, – il représente une région qui est, affirme-t-il, plus proche, à maints égards, de la Manche que du Calvados. Il ne prend la place de personne, puisque le député sortant socialiste, M. Louis Darinot, qui le soutient, ne se représente pas (alors que s'il était resté dans le Calvados, il aurait dû évincer un sortant). Enfin, il a toujours été *« social-démocrate »* et l'évolution du PS fait qu'il se trouve avec lui *« en totale harmonie »*. M. Stirn pense qu'en quelques semaines il parviendra à convaincre les militants et même qu'il peut leur permettre de conquérir deux sièges au lieu d'un.

L'opposition, qui détient quatre des cinq sièges, se réjouit évidemment de ces querelles (*« en bon démocrate-chrétien*, déclare M. Jean-Marie Daillet, député sortant UDF, *je prie le ciel tous les jours que Stirn soit candidat »*) et rêve même d'une victoire totale. Conduite par M. Pierre Godefroy (RPR), député inamovible depuis 1958, sa liste devra compter pourtant avec celle du Front national – dont le chef de file, M. Fernand Le Rachinel, un imprimeur de Saint-Lô, bénéficie d'une forte cote personnelle, comme l'atteste son bon score aux sénatoriales – et peut-être avec celle de dissidents du RPR, si M. Denis Gautier-Sauvagnac, ancien directeur général de l'Union laitière normande, écarté de la liste officielle, met ses menaces à exécution.

Bien implantés à Cherbourg, les écologistes, emmenés par un de leurs dirigeants nationaux, M. Didier Anger, joueront, eux aussi, les trouble-fête.

THOMAS FERENCZI.

ISÈRE : l'UDF s'inquiète des ambitions du RPR

De notre correspondant

Grenoble. – Bien que le RPR et l'UDF se soient mis d'accord au niveau national pour y constituer une liste d'union, l'Isère pourrait bien devenir un territoire vivement *« controversé »* entre les différentes forces politiques de l'opposition. Si le maire de Grenoble, Alain Carignon (RPR), devenu successivement député européen en 1984, puis président du conseil général en 1985, apparaît sans contestation possible comme la meilleure tête de liste pour les élections législatives, la désignation des autres membres d'une liste que l'UDF et le RPR veulent d'union prend aujourd'hui l'allure d'un âpre affrontement entre les diverses formations d'opposition.

L'annonce samedi 19 octobre par le comité central du RPR des places que souhaitent occuper ses représentants dans l'Isère – les première, troisième, sixième et septième places – a été aussi interprétée comme un nouveau *« coup de force »* des amis d'Alain Carignon. Ceux-ci n'avaient-ils pas imposé le maire de Grenoble en mars dernier à la tête du département alors qu'un élu issu soit de l'UDF, soit du groupe des conseillers généraux non inscrits, semblait tout désigné pour occuper la présidence de l'assemblée départementale.

Les barristes, qui réclament au moins deux des cinq sièges que devrait normalement remporter l'opposition dans un département qui comptera désormais neuf députés, apparaissent une nouvelle fois comme les principales *« victimes »* de l'offensive RPR. M. Alain Moyne-Bressand (PR) conseiller général et maire de Crémieu ne cachait pas dimanche, 20 octobre, lors du congrès de l'association des maires de l'Isère que *« l'union sera difficile à construire »*, et qu'une liste barriste avait toutes les chances de voir le jour.

Les prétentions des dirigeants du quotidien *le Dauphiné libéré* contrôlé par M. Robert Hersant, sont venues encore compliquer les négociations menées ces derniers mois entre le RPR et l'UDF. En effet, M. Gauthier Audinot, président du conseil de surveillance du journal, dont le père député (non inscrit) de la Somme est le bras droit du patron du *Figaro*, souhaite siéger à l'Assemblée nationale, obligeant ainsi le RPR ou l'UDF à « sacrifier » l'un de leurs représentants (*le Monde* du daté 18/19 août 1985).

Le RPR n'a pas, apparemment, voulu faire les frais de la pressante sollicitation du grand quotidien régional puisque parmi les noms publiés samedi par ses instances dirigeantes ne figure pas celui de M. Audinot, le RPR se déchargeant ainsi de *« cet encombrant fardeau »*.

M. Alain Carignon, qui a construit ses victoires successives contre l'ancien maire de Grenoble, Hubert Dubedout (PS) et contre l'ancien président du conseil général de l'Isère, M. Louis Mermaz (PS), en jouant très largement la carte de l'union entre les différentes composantes de l'opposition, voit aujourd'hui sa stratégie contestée. Il est vrai que, à vouloir trop demander à ses partenaires, Alain Carignon a courroucé certains de ses amis, notamment au sein de l'UDF. Ceux-ci estiment aujourd'hui que le jeune leader RPR a largement profité, ces dernières années, de l'influence de leur parti dans l'Isère, pour mettre en application sa stratégie de reconquête d'un département tenu presque totalement entre juin 1981 et mars 1985 par la gauche (1). L'UDF, et principalement les amis de Raymond Barre, voudrait bien modérer le trop large appétit du RPR et tirer enfin partie d'une situation politique qui s'annonce favorable pour l'opposition iséroise.

CLAUDE FRANCILLON.

(1) Parmi les sept députés actuels, on compte six socialistes et un communiste.

FINISTÈRE : colère du RPR

De notre correspondant

Brest. – La situation ne s'est pas clarifiée entre les instances finistériennes du RPR et de l'UDF, alors que l'annonce officielle d'une liste unique de l'opposition dans le département a été faite. Les deux formations interprètent différemment l'accord qui a été passé par les états-majors nationaux. Pour l'UDF, trois de ses hommes, MM. Jean-Yves Cozan (CDS), Ambroise Guellec (CDS) et Yannick Marzin (PR), sont en position d'être élus aux côtés de deux RPR, MM. Louis Goasduff, tête de liste, et Charles Miossec (sortants). Mais le RPR ne l'entend pas de cette oreille : *« Je dois conduire*, dit Louis Goasduff, *une liste d'union dont les bases ont été définies de façon paritaire, autrement dit le second doit être UDF, le troisième RPR, le quatrième UDF, le cinquième RPR et ainsi de suite »*. Dans ces conditions, le RPR aurait trois élus et l'UDF deux. Il est en effet admis que l'opposition doit enlever cinq des huit sièges dans le département.

Qui a raison, qui a tort ? *« Cet accord est limpide »*, dit M. Jean-Yves Cozan, président départemental de l'UDF. *« Pierre Méhaignerie m'en a confirmé les termes. Louis Goasduff fait de l'intox. S'il veut prouver ce qu'il avance, il devra fournir des preuves. » « M. Jean-Yves Cozan bluffe*, répond Louis Goasduff, *j'ai obtenu de Jacques Toubon samedi, lors du comité central du RPR, des précisions sur l'accord. »*

Les deux formations se déclarent pour l'union, mais chacune d'elles réclame un député de plus : l'UDF, au titre du pacte passé en juillet pour faire élire M. Kerbrat, RPR, à la mairie de Brest ; le RPR, en raison de son implantation dans le Finistère. *« On brade le travail de nos élus »*, déclare M. Jean-Michel Perhirin, président départemental du mouvement chiraquien.

Localement au RPR, on n'exclut pas la formation d'une liste séparée : *« Nous pourrions entrer en dissidence »*, menace M. Louis Goasduff.

G. S.

Après les déclarations de M. Le Pen

LA FORTUNE DU PRÉSIDENT DU FN

L'Agence France-Presse est revenue, lundi 21 octobre, sur la situation fiscale de M. Le Pen. *« M. Jean-Marie Le Pen aurait dû acquitter l'impôt sur les grandes fortunes en 1985 son statut matrimonial n'ayant encore subi aucune modification »*, a-t-elle indiqué lundi 21 octobre, en se référant à nouveau à une *« source sûre »*. Confortée par le démenti opposé dès dimanche soir, par Mme Pierrette Le Pen à son mari l'agence ajoute : *« Contrairement à l'impôt sur le revenu, la déclaration d'assujettissement à l'IGF-obligatoire pour tout citoyen disposant d'un patrimoine supérieur à 3500000 F n'est pas faite au début de l'année suivante mais en cours d'année, la date-limite étant le 15 juin 1985, et cet impôt est payable immédiatement. C'est à la fin de 1985 ou au début de 1986, après la prise en compte sur informatique de toutes les déclarations sur IGF, que l'administration des impôts sera en mesure de vérifier la situation de M. Le Pen à l'égard de l'IGF. »* La même *« source, bien informée »* précise, par l'intermédiaire de l'AFP, que M. Le Pen et sa femme étaient *« mariés sous le régime de la séparation de biens »* et que *« M. Le Pen n'a fait aucune donation à sa femme »*.

En conséquence M. Le Pen était assujetti à l'IGF pour 1985 souligne l'AFP, son patrimoine étant *« très supérieur »* à 3500000 F. La résidence du président du Front national à Saint-Cloud est actuellement évaluée entre dix et quinze millions de francs.

M. QUEYRANNE (PS) : un sinistre personnage

M. Jean-Jack Queyranne, député du Rhône, nouveau porte-parole du PS (il remplace à ce poste M. Jean-Pierre Destrade), a déclaré lundi 21 octobre au cours de son premier point de presse : *« Nous attendons des leaders de la droite qu'ils disent clairement « jamais Le Pen », qu'ils condamnent toute alliance, toute compromission avec Le Pen, que ce soit sur le plan national ou local !*

» La « semaine Le Pen » qui vient de s'écouler a montré qu'il était un sinistre personnage qui fondait toutes ses déclarations sur le mensonge, la haine et la démagogie. »

QUELLE « BANDE DES QUATRE » !

L'expression *« la bande des quatre »* fait florès. Elle est même mise à toutes les sauces. Il suffit que deux fois deux se rencontrent ou s'acoquinent pour que leur « bande » soit aussitôt dénoncée. M. Le Pen, par exemple, la conçoit comme la réunion des grands partis politiques à représentation parlementaire, au rang desquels pourtant il ambitionne de s'élever. Il convient de rendre à Alexandre ce qui est attribué à César. En effet, c'est à Alexandre Sanguinetti que revient la paternité de cette formule à succès. Après avoir quitté le secrétariat général de l'UDR en 1974 pour céder la place à M. Chirac, il avait dénoncé l'influence qu'exerçait, selon lui, sur le nouveau premier ministre la « bande des quatre » réputée et composée de MM. Pasqua, Yves Guéna, Pierre Juillet et Mme Marie-France Garaud.

L'expression a été reprise, notamment par M. Michel Jobert, et appliquée aux quatre « ténors » de la politique française après 1974 : MM. Giscard d'Estaing, Chirac, Mitterrand et Marchais.

A.P.

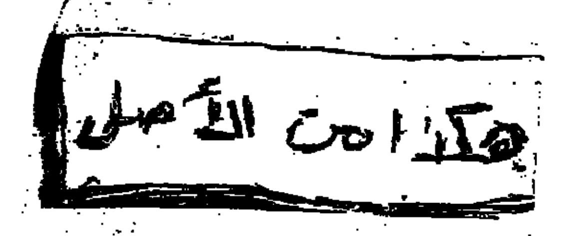
● *A Laval, une manifestation de protestation* contre la venue de Le Pen dans cette ville pour tenir un meeting public, mardi soir 22 octobre, a réuni, lundi, quelque deux mille personnes dont le maire de la ville, M. André Pinçon (PS). Le PC et la CGT ne se sont pas associés à ce rassemblement des mouvements de gauche. Ils devaient manifester mardi.

BOUCHES-DU-RHONE : M. Gaudin regrette la désunion

M. Jean-Claude Gaudin *« regrette »* que l'union n'ait pas pu se réaliser dans son propre département des Bouches-du-Rhône et dans quatre des six départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. *« J'ai personnellement formulé des propositions d'union dans les Bouches-du-Rhône qui étaient très intéressantes pour le RPR (...). J'avais proposé un rapport de forces de l'ordre de 60 % pour l'UDF et de 40 % pour le RPR en offrant trois sièges sur les sept premiers, aux législatives, pour nos partenaires. Je suis persuadé, au demeurant, que l'UDF aura de meilleurs résultats que le RPR dans l'ensemble de la région. »*

Alors que M. Gaudin espérait un ultime accord, à Marseille, le RPR a décidé de brûler les étapes en présentant ses candidats le samedi 19 octobre. Comme prévu, M. Maurice Toga, doyen de la faculté de médecine de Marseille, conduira les deux listes aux législatives et aux régionales. M. Gaudin dirigera les deux listes de l'UDF.

GUY PORTE.



Le Parti républicain rencontre la CFDT, FO et les organisations professionnelles

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, qui souhaite *« confronter le projet libéral avec les attentes des syndicats et des organisations professionnelles »*, a commencé, lundi 14 octobre, une série de rencontres avec les représentants du monde économique et de la vie associative. Quelque quatre-vingts réunions doivent avoir lieu d'ici au 15 novembre. M. Léotard a qualifié la démarche de son parti d'*« authentiquement civique »* et appelé de ses vœux *« un débat responsable, sérieux, positif, tourné vers les problèmes qui concernent nos compatriotes ». « A cinq mois d'une échéance importante, nous devons écouter pour agir »*, a-t-il déclaré avant de souligner que ces discussions ont pour toile de fond la crise, les difficultés budgétaires et les problèmes *de l'emploi, et qu'elles* ne sauraient, en conséquence, s'accompagner de quelconques *« promesses »*.

Avec M. Edmond Maire, qu'il a rencontré mardi matin, le secrétaire général du PR a évoqué les autorisations administratives de licenciement. Le secrétaire *général* de la CFDT lui a fait part de sa préoccupation de voir de telles mesures être accompagnées d'un plan social pour l'entreprise.

Le secrétaire général du PR s'entretiendra prochainement avec M. Bergeron, dirigeant de Force ouvrière, mais il a précisé que pour ce qui était de la CGT son parti n'était pas *« demandeur »*.

Le général Imbot n'a pas été « censuré »

Censure ou coupure ? La question ne cesse d'être soulevée à propos de la déclaration qu'a faite le général Imbot le 27 septembre. Intervenant sur les écrans de TF 1 et d'A 2, le directeur général de la DGSE avait évoqué une *« déstabilisation »* des services secrets à la suite de l'opération contre le *Rainbow-Warrior* et avait marqué sa volonté de *« verrouiller ce service »*.

Plusieurs voix se sont depuis élevées pour crier à la censure. *« Toute l'introduction, qui était un hommage appuyé à l'amiral Lacoste* (son prédécesseur à la tête de la DGSE), *a été coupée »*, écrit Jean Bothorel dans *le Figaro* du 18 octobre, avant d'ajouter : *« Pourquoi, une fois encore, cette censure du pouvoir ? »* L'accusation a été reprise par M. André Giraud, ancien ministre de l'industrie du gouvernement Barre, qui était l'invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », dimanche 20 octobre (*le Monde* du 22 octobre). *« Moi je dis que* [l'intervention de M. Imbot] *a été censurée, et sur un passage où le général exprimait sa double fidélité à Charles Hernu et à l'amiral Lacoste »*, a affirmé M. Giraud.

Les téléspectateurs, il est vrai, n'ont pas eu le droit à la totalité de la déclaration du général Imbot. Selon le « script » qui nous a été communiqué, le patron de la DGSE, avant de rentrer dans le vif du sujet, précisait qu'il avait été *« particulièrement fier »* de la *« redoutable mission »* qui lui était confiée et rendait hommage à *« l'efficacité du travail de nos services secrets »*. Sans un mot, dans cette introduction, ni pour l'amiral Lacoste, ni pour M. Hernu. De même ont été coupées les dernières questions portant sur l'affaire du *Rainbow-Warrior* et sur le rôle de la DGSE. Le général Imbot n'y répondait pas, se contentant de réaffirmer, comme il l'avait déjà fait un peu plus tôt, qu'il avait découvert une *« opération maligne »* contre la DGSE mais qu'il se voulait le *« rempart de ce service »* et qu'il souhaitait *« garder le secret »*. Rien ne permet donc de soutenir qu'il y ait eu *« passage tronqué à la demande de Paul Quilès »*, comme le dit *le Figaro*.

UN LIVRE DE M. PIERRE JUQUIN

Esquisses pour une « troisième phase » du mouvement ouvrier

Sous le titre *Autocritiques*, M. Pierre Juquin, membre du comité central du Parti communiste, publie un livre de réflexion sur la situation de la gauche en France, vue à la lumière de son histoire et des questions que pose l'époque. L'ancien porte-parole du PCF, membre du bureau politique de ce parti de mai 1979 à février 1985, veut soumettre au débat, parmi les communistes et dans la gauche en général, des analyses libres de tout dogmatisme et de tout souci d'orthodoxie. Il se distingue d'entrée de jeu de la direction actuelle du PCF en affirmant : *« Plus de trente ans d'appartenance au Parti communiste français, vingt-deux ans dans ses instances dirigeantes : j'ai ma part de responsabilité dans les erreurs commises. »* M. Georges Marchais, lorsqu'il est interrogé sur ce sujet, n'évoque, lui, qu'une responsabilité collective de tout le parti dans des erreurs dont l'origine est toujours attribuée aux directions précédentes, celles de Maurice Thorez et de Waldeck Rochet.

Le livre de M. Juquin n'est pas, pour autant, une confession, moins encore un travail de mémorialiste. Il s'agit, pour l'ancien député de l'Essonne, de faire le diagnostic du déclin de l'influence communiste, en refusant tout net d'invoquer un déterminisme sociologique. *« Ce n'est pas dans la sociologie qu'il faut chercher les causes du recul du Parti communiste français »*, écrit M. Juquin. C'est au PCF en tant qu'acteur, et non en tant que produit, de la société qu'il demande l'explication de ses échecs et de son recul. Pour M. Juquin, le PCF est victime, en premier lieu, de son ouvriérisme, c'est-à-dire de son attachement à une culture ouvrière qui ne correspond plus à la réalité du monde du travail aujourd'hui.

L'ancien porte-parole du PCF met bien en évidence les réactions profondément conservatrices de nombreux communistes devant l'évolution des mentalités dans les catégories sociales dont ils veulent être l'avant-garde. Cette tendance au repli a laissé le terrain libre à d'autres formations politiques — le Parti socialiste principalement — mais, aussi, dans l'entreprise, aux efforts d'une partie du patronat pour moderniser sa gestion et répondre aux aspirations nouvelles des salariés. Non que les communistes n'aient pas été avertis de tels dangers pour leur audience, mais la crainte de céder à l'« opportunisme », de sacrifier les principes au « look » l'a souvent emporté, chez eux, sur la perception des adaptations nécessaires. M. Juquin semble s'être interdit de mettre en cause, sur ce chapitre, le comportement de la direction du parti, qui n'a jamais hésité à jouer de ces réflexes passéistes pour conforter son pouvoir. *Il* aurait, pourtant, bien des choses à dire sur ce point. Il reste que, pour lui, *« le changement culturel en cours* [dans la classe ouvrière] *est positif »*.

M. Juquin tire du constat des changements intervenus depuis trente ans une conclusion radicale, semblable à celle qu'en ont tirée, au moins sur le plan théorique, les communistes italiens : *« Il s'agit d'ouvrir une troisième phase »* du mouvement ouvrier, après la période « social-démocrate » de la fin du siècle dernier et du début de ce siècle, et après l'ère ouverte par la révolution soviétique de 1917. Conscient de ce que tout, ou presque, est à faire ou à refaire, M. Juquin, déployant une culture encyclopédique et résolument éclectique, s'efforce d'emprunter la voie d'un marxisme dépouillé de tout dogmatisme pour explorer « la crise ». De celle-ci, il se refuse à admettre qu'on puisse la juger « heureuse ». L'expression « vive la crise ! » lui paraît scandaleuse au regard des drames que cette crise entraîne, et il vrai qu'un certain optimisme de commande, si « sophistiqué » soit-il dans son argumentation, donne, parfois, une impression d'insolente stupidité.

Pour autant, M. Juquin n'accepte pas non plus *de se cantonner dans un* confortable moralisme, teinté d'amertume mais sûr de lui, qui dispenserait ceux qui prétendent transformer la société d'entreprendre véritablement quoi que ce soit pour avancer. *« La représentation apocalyptique de la crise ne vaut pas mieux que sa représentation apologétique »*, écrit-il. La crise, à ses yeux, n'est en aucune manière une solution, mais une somme de problèmes à résoudre.

L'ancien député de l'Essonne évoque, alors, successivement, trois grands « modèles », qui, écrit-il, *« ne répondent plus »* : le modèle américain, le modèle social-démocrate et le modèle soviétique. Son étude du premier d'entre eux lui permet d'approfondir un des principaux thèmes de ses interventions depuis le congrès communiste de février dernier, celui de l'« américanisation » des sociétés européennes. La politique étrangère de M. François Mitterrand est sévèrement critiquée de ce point de vue. M. Juquin, lorsqu'il examine l'emprise des modes de pensée *et de comportement venus* des Etats-Unis en France, va jusqu'à y ranger *« la résistible poussée de Le Pen »*, hypothèse intéressante. Il est possible, en effet, qu'à la résurgence d'une certaine tendance française ancienne se joigne, dans ce courant, une forme extrême, mais pas abusive, du libéralisme reaganien tel qu'il s'est imposé aux Etats-Unis. L'invitation à considérer la « modernité » de Le Pen ne peut être, en tout cas, que salutaire.

La faillite du modèle social-démocrate inspire à M. Juquin des reproches adressés au Parti socialiste, coupable, à ses yeux, d'avoir cédé au néolibéralisme. Bref, la gauche n'a plus de *« projet commun valable »*. Entre le laisser-faire des uns et le repli crispé des autres, la *droite risque d'avoir le champ libre*. Pour que le PCF devienne ou redevienne une *force* capable de proposer et d'impulser un renouveau de la gauche et une perspective de transformation sociale en France, il faut, selon M. Juquin, qu'il cesse de se référer à *un modèle soviétique qui* ne peut lui être d'aucune utilité pour répondre aux questions des salariés français d'aujourd'hui.

L'ancien porte-parole du PCF donne, *dans un* récit inédit des conversations de janvier 1980 entre les dirigeants du parti français et ceux du parti soviétique, un exemple de ce que ne doivent plus être ces relations. *« Quel est le mot d'ordre? »*, demande M. Marchais à Leonid Brejnev. Et le secrétaire général français de se faire confirmer à deux reprises qu'il s'agit bien, dans l'affaire des euromissiles, de lutter pour que la décision de l'OTAN ne soit pas appliquée, et non pour qu'elle soit rapportée. Quel peut être le crédit d'un parti dont les dirigeants se montrent à ce point incapables d'élaborer eux-mêmes leurs orientations sur des questions de cette importance?

PATRICK JARREAU.

★ *Autocritiques*, éd. Grasset, 255 pages, 79 F.

Le directeur de « l'Arche » dénonce une volonté de « mettre au pas » la presse communautaire juive

M. Adam Loss, qui doit quitter à la fin de l'année la direction des médias du Fonds social juif unifié (*le Monde* du 4 mai), publie dans le numéro d'octobre du mensuel *l'Arche* son dernier éditorial, dans lequel il expose les raisons de son départ. Selon M. Loss, un *« accord tacite »* existait entre *« ceux qui font le journal, ceux qui le lisent et le propriétaire »*, cela *« en dépit de toutes les campagnes, souvent anonymes, qui ont toujours bénéficié de soutiens financiers et techniques »*, mais *« la diminution soudaine et brutale de ressources provenant de la publicité a provoqué une grave crise financière, lourde de menaces pour* l'Arche *et insupportable pour le FSJU. »*

La diminution des recettes publicitaires de *l'Arche*, due à une baisse des achats d'espace dans le secteur de la confection, était apparue comme la manifestation du désaccord de certains membres influents de la communauté avec les orientations du journal, au moment où celui-ci était invité par le FSJU à accroître ses ressources propres et à moins dépendre des subventions du Fonds. M. Loss dénonce la conjonction de *« préoccupations financières, légitimes en elles-mêmes »* et d'une *« volonté politique de mettre au pas (...) une presse qui n'a commis d'autre délit que celui du pluralisme d'idées et d'opinions »*. Il reproche à la *« bureaucratie »* sioniste de ne pas voir que la *« vraie solidarité »* avec Israël implique non pas la *« flagornerie »*, mais la *« franchise »*.

société

ÉDUCATION

La formation continue à l'Université

Finies les associations plus ou moins légales, servant de paravent aux activités de formation continue des universités ; un décret publié au *Journal officiel* du 20 octobre fixe les conditions permettant aux établissements d'enseignement supérieur d'assurer cette mission, en application de la loi du 26 janvier 1984 (dite loi Savary). Une activité qui a concerné deux cent dix-neuf mille stagiaires en 1983. Le texte encourage, comme le souligne M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat chargé des universités, *« l'activité de ceux qui apportent le plus à leur université par leur dynamisme »* en attribuant des rémunérations complémentaires aux personnels responsables de formation continue et aux enseignants qui y participent. Les universitaires qui réussiront, au-delà de leurs obligations de service, à conclure des contrats pourront percevoir une rémunération allant jusqu'à 60 000 francs par an.

Grève de professeurs

Les professeurs d'éducation physique du secondaire et ceux de l'enseignement technique étaient appelés à la grève, mardi 22 octobre, par leurs syndicats. Les premiers protestent contre l'insuffisance du budget 1986 qui ne permettra, selon eux, de ne recruter aucun professeur dans les collèges et très peu dans les lycées. Le SNEP, leur syndicat, estime qu'il manque deux mille postes pour assurer les heures obligatoires d'éducation physique. Les enseignants du technique de trois syndicats (FEN, CGT, FO) sont aussi en grève contre le projet de loi-programme sur les enseignements technologiques dont l'application entraînerait, selon eux, la dévalorisation des formations courtes aboutissant au CAP et au BEP. La CFDT approuve ce texte, mais appelle à la grève contre le futur statut des enseignants des lycées professionnels.

RELIGION

Le pape ira en Argentine et au Chili

Les deux nonces apostoliques d'Argentine et du Chili ont annoncé, le 21 octobre, la visite de Jean-Paul II dans ces deux pays au premier trimestre 1987. L'Argentine et le Chili entendent exprimer leur gratitude pour la médiation du Saint-Siège dans le règlement, en 1984, du conflit territorial sur le canal de Beagle opposant les deux pays. Le pape s'était déjà rendu en Argentine les 11 et 12 juin 1982 après la guerre des Malouines et ira, cette fois, à la rencontre d'un pays revenu à la démocratie. Plus important encore sur le plan politique sera son voyage au Chili, souvent envisagé et ajourné : Jean-Paul II entend sans doute manifester son soutien à une Eglise engagée dans l'opposition au général Pinochet. Le pape fera, d'autre part, un bref séjour en Colombie, du 1 au 4 juillet 1986.

JEUX

Un milliardaire au Loto sportif

Un joueur de la région parisienne, resté anonyme, a été le seul à trouver les seize bons résultats de la grille numéro 9 du Loto sportif. Il gagne la somme de 10 113 900 francs, établissant un record des gains spectaculaire de nature à amplifier encore le succès considérable du Loto Sportif nouvelle formule.

SPORTS

Dopage et haltérophilie

La Fédération suédoise d'haltérophilie a décidé de ne pas engager ses athlètes dans les compétitions internationales, notamment les championnats d'Europe et du Monde, en 1986, à cause de ses difficultés financières (1 million de franc, de déficit), mais surtout pour lutter contre le dopage.

Cette décision, prise pour *« sensibiliser les autres pays et en finir avec le dopage »*, fait suite au déclassement de cinq champions de Suède d'haltérophilie dont les tests anti-dopage s'étaient révélés positifs. L'absorption de produits anabolisants stéroïdes serait d'autre part à l'origine de la mort au cours d'une séance d'entraînement l'été dernier d'un sprinter finlandais de dix-sept ans.

PARIS

Une assistance publique pour les bêtes

Un dispensaire gratuit pour les animaux va fonctionner à partir du 1er novembre prochain dans les locaux de l'association « Assistance aux animaux » au 90 de la rue Jean-Pierre-Timbaud, dans le 11e arrondissement de Paris (Tél. : 43-55-76-57). Il s'agira, en substance, de soigner gratuitement les animaux dont les maîtres ont des difficultés financières. *« Avec un ordinateur, nous établissons un fichier du couple consultant animal-maître »*, déclare-t-on à l'« Assistance aux animaux ». *« Il permet d'une part le suivi social des propriétaires, d'autre part le suivi médical de l'animal. »* Le dispensaire qui fonctionnera grâce à des dons et legs faits à l'association est destiné aux chômeurs, aux cas sociaux, aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, à celles qui relèvent du fonds de solidarité et également à toutes celles qui se trouvent momentanément dans l'embarras.

Un référendum sur la prostitution

« Etes-vous gêné par les nuisances liées à l'exercice irrégulier de la prostitution rue Saint-Denis ? » Telle est la question posée par écrit par M. Alain Dumait, maire (PR) du second arrondissement de Paris, à cinq mille trois cent dix-huit habitants du quartier inscrits sur les listes électorales. M. Dumait, qui s'est engagé depuis plusieurs mois dans une croisade contre la prostitution, assure que sur sept cent vingt réponses déjà exprimées, 94 % sont positives. Selon le maire, environ deux mille prostituées, exercent leur activité dans le secteur de la rue Saint-Denis, dans quelque deux cent cinquante studios répartis dans une trentaine d'immeubles.

• *Cocktail Molotov contre une camionnette à Paris.* – Un cocktail Molotov a été lancé, mardi 22 octobre vers 2 heures du matin, contre une camionnette stationnée devant le 54 rue de Ponthieu à Paris (8e).

L'explosion de l'engin incendiaire a partiellement détruit le véhicule, endommageant une deuxième voiture et une vitrine de magasin. Il n'y a pas eu de blessé.

Le drame des enfants retenus en Algérie

Mme Hélène Montetagaud, qui occupait depuis le 17 juin, des locaux de l'ambassade de France à Alger avec quatre autres mères ex-épouses de ressortissants algériens, a décidé de rentrer en France et d'y poursuivre son action. Toutes réclament un droit de visite pour leurs enfants ou le retour de ces derniers en France. Sur les conseils du médiateur français, M. Paul Bouchet, Mme Hélène Montetagaud avait accepté de faire confiance à la justice algérienne qui devait se prononcer sur le droit de garde. L'affaire semblait claire et acquise d'avance : lors d'un entretien, Myriam, sa fille, qui a aujourd'hui dix ans, avait nettement formulé le désir devant le juge de revoir sa mère. (Myriam vit en Algérie avec une tante car son père, M. Tahar Boutenaz, est revenu travailler en France.)

Dimanche 20 octobre, contre toute attente, le tribunal de Skikda a débouté la demande d'Hélène Montetagaud sur le droit de garde de sa fille. Myriam restera donc encore pour de longs mois en Algérie sans son père et sans sa mère. Les quatre autres mères ont décidé de continuer leur occupation.

Ch. Ch.

Divorce de deux justices

par ROBY BOIS *

La communauté maghrébine en France étant la communauté étrangère la plus nombreuse, nul ne s'étonnera de l'importance des couples franco-maghrébins. En nombre et en qualité, ils représentent une chance qu'on aimerait ne pas voir bafouée, tant le dialogue qu'ils tissent entre nos peuples est riche et porteur d'avenir. Comme la proportion statistique de divorces est ici très légèrement supérieure à la moyenne, c'est avec les pays de l'autre côté de la Méditerranée que la France décompte le plus de ruptures conjugales entre Français et étrangers, et de cas dramatiques de déplacements d'enfants ; d'une rive à l'autre, dans un sens comme dans l'autre, le schéma reste le même, toujours recommencé.

Le ménage vit en France ou en Algérie, par exemple. Les époux y ont résidence et travail, les enfants y vivent habituellement avec leurs parents. Survient la crise dans le couple : la justice française accorde le plus souvent la garde à la mère, que le père soit français ou étranger, tandis que le code de la famille algérien, suivant la tradition coranique, accorde également la garde, la « hadana », *« à la mère de l'enfant, puis à la mère de celle-ci, puis à la tante maternelle, puis au père »* (code de la famille, art. 64).

En l'absence d'une convention entre les deux pays, c'est souvent le règne de la peur qui domine : de peur d'un enlèvement, les mères françaises gardiennes rendent difficile l'exercice du droit de visite pour les pères algériens, tandis que ceux-ci refusent de signer l'autorisation de sortie du territoire algérien.

Profitant d'une visite, d'un séjour de vacances ou de circonstances favorables, le parent qui n'a pas la garde « confisque » l'enfant et refuse de le rendre. Des pères algériens enlèvent ainsi leur enfant pour le confier à leur famille en Algérie, et certains reviennent parfois travailler en France, passant à l'aller comme au retour, à travers les mailles trop larges de la police aux frontières. Des mères françaises déplacent leur enfant d'Algérie vers la France, en le faisant sortir du territoire algérien sans autorisation paternelle.

Dès lors, la machine s'emballe et, la spirale de la violence amorcée, chacun de son côté va demander justice à la justice de son pays. *« Tout naturellement, un magistrat français fera, dans 90 % des cas, confiance à la mère ou au père français, et un juge algérien sera, de son côté, plus sensible à la demande de la mère ou du père algérien... ». (1)*

Sans traité bilatéral, pas d'autre issue que cette épuisante longue marche à travers les deux institutions judiciaires : la France comme l'Algérie sont des Etats de droit, où la justice suit son cours, à pas lents et prudents, dans le respect formel du droit de chaque partie. La décision finale, provisoire ou définitive, appartient au tribunal compétent, tous recours épuisés, appel, rectification, cassation...

Dans la plupart des cas, on parvient ainsi à des jugements contradictoires, à des décisions de justice « en miroir » parfaitement symétriques, apportant à chacun des parents un « droit » qui n'est reconnu que dans un seul pays : chacun, fort de son bon droit, s'indigne, à juste titre, que ces décisions de justice ne soient pas appliquées ; les avocats intentent de nouvelles actions : non-représentation d'enfant, abandon de famille, procédure d'*exequatur* ; les bureaux d'entraide judiciaire internationale français et algérien instruisent des dossiers... Les mois et les années passent sans que soit réellement pris en compte l'élément central du drame, le droit de l'enfant confisqué.

Le code algérien

Des négociations ont commencé entre la France et l'Algérie pour mettre en place les mécanismes de garantie réciproque de solutions justes et humaines. Un premier projet de convention a été élaboré dès 1982, mais il convenait, pour aller plus loin, d'attendre la promulgation du « code de la famille » algérien, en mai 1984. Il importe, en effet, de ne pas méconnaître les principes fondamentaux du droit régissant la famille dans l'une et l'autre société, afin de construire de façon bilatérale, dans le respect de chacune, un accord efficace.

Rappelons ici, concernant la garde des enfants, quelques dispositions importantes du code algérien, lui-même inspiré du Coran et de la charia.

Art. 62. – *« Le droit de garde* (hadana) *consiste en l'entretien, la scolarisation et l'éducation de l'enfant dans la religion de son père, ainsi qu'en la sauvegarde de sa santé physique et morale. Le titulaire de ce droit doit être apte à en assurer la charge. »*

Art. 65. – *« La garde de l'enfant de sexe masculin cesse à dix ans révolus et celle de l'enfant de sexe féminin à l'âge de la capacité de mariage. Le juge prolonge cette période jusqu'à seize ans révolus pour l'enfant de sexe masculin placé sous la garde de la mère, si celle-ci n'est pas remariée. Toutefois, il sera tenu compte, dans le jugement mettant fin à la garde, de l'intérêt de l'enfant. »*

Seule une convention franco-algérienne permettra de résoudre le drame des enfants « enlevés ». Mais les négociations entre les deux pays n'avancent que lentement.

La question de la nationalité

Art. 69. – *« Si le titulaire du droit de garde désire élire domicile dans un pays étranger, le juge peut lui maintenir le droit de garde ou l'en déchoir en tenant compte de l'intérêt de l'enfant. »*

Deux conditions importantes, déterminant la décision du juge, apparaissent ainsi dans plusieurs articles du code algérien : l'intérêt de l'enfant et son éducation dans la religion de son père. Ces deux conditions se conjuguent : *« l'intérêt de l'enfant »*, pour un père musulman, est d'être éduqué convenablement dans la religion musulmane, et le juge pourra accorder le droit de garde en France à la mère non musulmane, si toutes garanties sont apportées quant à la possibilité de cette éducation Le problème particulier des enfants du divorce rejoint ici le problème plus général de l'insertion des étrangers en France et des conditions pratiques de l'exercice du culte musulman, deuxième religion en France, dans un climat de surenchère raciste et xénophobe.

Un autre point touche la question de la nationalité, car les enfants « en litige » sont généralement binationaux, entièrement algériens pour l'Algérie, entièrement français pour la France. Or l'article 14 du code de procédure civile français institue le juge français comme juge compétent pour juger tout Français, et les articles 12 et 13 du code civil algérien stipulent qu'un juge algérien est compétent pour juger tout Algérien.

Ces privilèges de nationalités doivent être d'une manière ou d'une autre contournés, pour arriver à une convention bilatérale de droit international privé, dont les dispositions seront exorbitantes des deux droits communs internes. C'est l'évidence même, et de tels abandons réciproques de souveraineté sont la règle de toute convention. De nombreux traités lient ainsi la France et l'Algérie, dans un tissu serré de relations privilégiées qui l'emportent sur le droit commun de chaque Etat.

Il convient ici de citer l'accord sur le service national entre la France et l'Algérie, entré en vigueur le 5 décembre 1984. Selon cet accord, les jeunes gens ayant satisfait aux obligations du service national prévues par la législation d'un Etat sont considérés comme ayant satisfait aux obligations du service national dans l'autre Etat. Cet accord n'était pas facile, car il touche à la souveraineté de chaque pays, dans une matière délicate : le débat à l'Assemblée nationale française a bien montré que l'abandon qu'il implique n'allait pas de soi...

Cet exemple démontre qu'une convention franco-algérienne sur la garde des enfants devra comporter, elle aussi, sur certains points, abandon par la France de son article 14 et par l'Algérie de ses articles 12 et 13, ou toute autre modalité bilatérale du même type.

Les négociations continuent, en effet, et la France a présenté plusieurs projets, en juillet 1984, octobre 1984 et janvier 1985, tandis que l'Algérie proposait un contre-projet en janvier 1985. Une nouvelle réunion vient d'avoir lieu à Alger, au début du mois de juillet... et les choses avancent, lentement... Trop lentement sans doute, même si la volonté est de part et d'autre affirmée de parvenir au plus tôt à un accord de réciprocité acceptable, à la lumière de la recherche internationale sur les « droits de l'enfant ».

Cependant de nombreux dossiers sont en souffrance, avec leur chargement de solitudes, de larmes et de déchirements... Au cas par cas, il faut apporter des solutions rapides, par le retour des enfants au parent qui en avait primitivement la garde, lorsque la chose est possible – ou du moins, par l'organisation garantie du droit de visite transfrontière, d'un bord à l'autre de la Méditerranée.

Les deux gouvernements viennent de décider la mise en place d'un groupe de travail animé par deux « sages » dont la mission est d'accélérer le traitement de ces dossiers, en attendant la signature de la convention franco-algérienne.

Enfin, dès l'automne 1984, l'ambassade de France à Alger a établi un dispositif pour améliorer l'accueil des mères désireuses de rendre visite à leurs enfants. Des cellules d'accueil fonctionnent dans chaque consulat général (Alger, Annaba, Constantine, Oran) et organisent l'hébergement, avec le concours d'une association et de membres de la communauté française. Un financement permet d'assurer ce service, à l'aide de subventions des ministères des relations extérieures, des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de la justice.

Les mères qui désirent entreprendre de telles visites, et qui ont déjà déposé un dossier au ministère de la justice français, doivent aviser suffisamment à l'avance les services de l'ambassade : des démarches sont alors entreprises, en coopération avec les autorités de justice et de police algériennes, afin que, soit à l'amiable (par des démarches auprès du père ou des avocats) soit par jugement de référé, le droit de visite et d'hébergement soit garanti. L'opération se poursuit durant tout l'été dans les quatre circonscriptions consulaires.

L'opinion publique suit de près l'évolution de cette question douloureuse, et sa mobilisation en France, en Algérie et dans le monde est utile pour atteindre l'objectif : il s'agit de rétablir des relations de confiance, de faire baisser la tension et la violence, en dénonçant, ici et là, toutes les exploitations xénophobes. Il s'agit que les Etats s'engagent afin de restituer à l'enfant son droit confisqué, *« l'affection de sa mère comme de son père, de sa famille maternelle comme de sa famille paternelle, le droit de se déterminer un jour en fonction de ses sentiments propres quant à la société dans laquelle il souhaite vivre »*.

(*) Conseiller pour les affaires sociales près de l'ambassade de France à Alger.

(1) Maître Wassyla Tamzali, *in Témoignage chrétien* du 1er juillet 1985.

A LA COUR D'APPEL DE RENNES

Les vacances sans retour de trois enfants

De notre correspondant

Rennes. – Trois enfants nés d'un père algérien et d'une mère française sont retenus depuis six ans en Algérie, où ils vivent avec l'épouse et les deux enfants légitimes de leur père. La situation de ces trois enfants de nationalité française a été évoquée, lundi 21 octobre, à la cour d'appel de Rennes.

Le père, M. Arezki Amrouche, quarante ans, a été condamné, le 18 avril 1985, à cinq ans de prison – soit le maximum prévu par le code pénal – par le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc, pour détournement de mineurs.

Début janvier 1975, Amrouche fait la connaissance de Marie-Christine Le Banner. Il s'installe avec elle à Saint-Brieuc. Trois enfants naissent de cette liaison, Djamel en octobre 1975, Madjid en octobre 1976, et Salem en novembre 1978.

En application de l'article 374 du code civil, c'est la mère qui doit exercer l'autorité parentale sur les trois garçons qui, accompagnés de leur mère et de leur père, se rendent en vacances en Algérie, le 27 juillet 1979. Après quelques semaines passées dans le village où vit la famille d'Amrouche, son épouse et ses deux enfants légitimes, Marie-Christine Le Banner rentre en France, Arezki Amrouche lui ayant promis de ramener les enfants un peu plus tard. De fait, il revient en France en novembre 1979, mais les enfants, eux, restent en Algérie. *« Depuis, j'ai revu mes enfants trois fois »*, explique Marie-Christine Le Banner, qui a passé en Algérie six mois en 1981, une semaine en 1982 et un mois en 1983. *« Au début, il me promettait qu'ils allaient revenir mais, dès la fin de l'année 1982, je n'y croyais plus et j'ai saisi la justice, les autorités municipales de Saint-Brieuc et le bureau des femmes en difficulté. »*

Arezki Amrouche, bénéficiant de l'aide au retour, regagne l'Algérie en novembre 1980. Il revient en France un an plus tard *« à la demande de la justice française »*, assure-t-il. Ayant choisi de rester en France, il est arrêté le 15 août 1984 pour le viol d'une jeune fille, une affaire qui sera finalement correctionnalisée comme attentat à la pudeur, et pour laquelle Arezki Amrouche est condamné à quatre ans de prison en juillet dernier par le tribunal de grande instance de Saint-Brieuc.

Une situation paradoxale

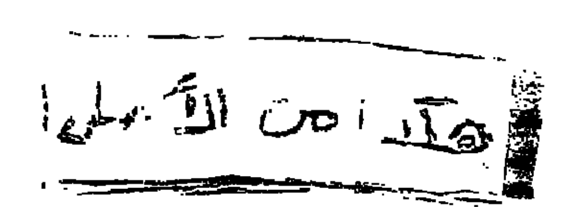
Le 10 juin 1985, la cour d'appel de Rennes examine une première fois le dossier de détournement de mineurs reproché à Amrouche. Des négociations étant alors en cours avec les représentants en France des autorités algériennes, l'affaire est renvoyée au 18 juillet. Ce jour-là, la cour ne peut que constater la passivité des autorités algériennes et l'apparente mauvaise volonté du prévenu, qui avait déclaré : *« Je suis prêt à signer ma condamnation à mort, mais je ne ferai pas venir mes enfants en France. »* L'affaire est alors une seconde fois renvoyée.

Lundi 21 octobre, Me Jean Le Roux, du barreau de Saint-Brieuc, défenseur de Marie-Christine Le Banner, s'est étonné du caractère paradoxal de la situation des enfants dans la mesure où *« le père de nationalité algérienne a choisi de vivre en France, séparé de ses enfants, et impose à ces derniers, de nationalité française, de vivre dans un village reculé d'Algérie auprès de la femme légitime de leur père et loin de leur mère censée exercer l'autorité parentale »*. L'avocat a également fait état d'un élément nouveau qui pourrait débloquer la situation avant la fin du mois d'octobre. Il s'agit d'une lettre adressée au début du mois à l'ambassadeur de France à Alger par le ministère algérien de la justice. Ce document, émanant de la direction des affaires civiles, affirme que *« toutes instructions ont été données au procureur général à Tizi-Ouzou pour que ces enfants soient rendus à leur mère »*.

Après en avoir délibéré, la cour d'appel de Rennes, faisant droit à la demande présentée par Me Le Roux, a décidé de renvoyer une troisième fois l'affaire à la date du 2 novembre 1985.

Le président de la chambre correctionnelle à la cour d'appel, M. Edouard Aubry, a laissé entendre que, faute d'un règlement du litige avant cette nouvelle audience, la cour pourrait être amenée à se demander si ce dossier ne relève pas d'une cour d'assises en application de l'article 354 du code pénal, qui punit d'une peine de cinq à dix ans de réclusion criminelle la personne qui s'est rendue coupable d'un enlèvement de mineurs.

CHRISTIAN TUAL



INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Les dames

Sur un air de musette, Popy Moreni révèle la transparence de mousselines noires, les reflets cuivrés de sarouels en crêpe souple, sous le chatoiement chiné d'imperméables et de blasers : sexy, comme la voix de gorge italienne, dont le chant fait danser des couleurs ensoleillées – jaune anis, rose corail. Séduisant, comme les collerettes, manchettes, bustiers qui couvrent au long de la collection. Les tissus collent au corps, des paillettes s'étoilent sur le lin, des flaques de lune argentée, des végétations étincelantes, des jardins de broderies gaufrées s'accrochent aux lignes pures d'un tailleur, d'une veste faite de deux pans croisés. Popy Moreni, c'est la grâce toujours un peu canaille, le naturel de l'artifice, le plaisir du jeu, c'est la théâtralité italienne.

Chez Anne-Marie Beretta, la femme porte avec une désinvolture altière des imperméables de soie changeante aux reflets de bronze ou de cuivre rouille, les pantalons golf qui battent les mollets. La jambe se dévoile sous les jupes haut fendues, et qui ressemblent aux ailes repliées d'un insecte en attente. En robes boules, en robes chemises à bretelles, en larges volants à la sévillane, les habituelles guerrières se sont adoucies. Elles portent des bustiers sous des vestes de cuir très épaulées, des pantalons froncés, de larges jupes nacrées. Et surtout, ces femmes qui avancent doucement comme dans un rêve, une ralenti de cinéma, se parent de somptueuses couleurs à la fois claires et intenses. Elles sont humaines et lointaines, elles sont l'Opéra.

Chez Dorothé bis, elles pétillent, en bouton d'or, orange, fuchsia, bleu éclatant, moulées dans des tricots tubes finement côtelés, les épaules dégagées par un décolleté horizontal. Encore et toujours, Jacqueline Jacobson habille les adolescentes androgynes, qui se déshabillent en un tour de main, pour le simple plaisir du soleil sur la peau, et qui vont danser en marinières à rayures matelot, mais pailletées. Dorothé bis, c'est le bal.

Chez Sonia Rykiel, elles dansent, les dames, jambes nues dans des pantalons étroits et courts, des vestes à basques longues, et elles gardent leur chapeau. Mais Sonia Rykiel, c'est avant tout la somptuosité des soies marbrées, des crêpes lourds, des lainages qui se drapent, s'enroulent, se nouent, s'évasent en sarouel, en longues jupes. C'est l'aisance des cardigans, des pulls glissants. C'est l'inimitable élégance des fourreaux de vamps, les alliances de noir et de blanc, les flambées de vert, de bleu, d'orange, les étages de rayures, le raffinement des accessoires. C'est le vrai luxe d'une fausse simplicité, tout entière dans le final : quarante mannequins arrivant une à une, occupant l'entière longueur du podium dans un déploiement multicolore.

On attendait Vivienne Westwood, elle n'avait pas présenté de collections depuis plusieurs années. Le public, pittoresque à souhait, se pensait en harmonie avec la reine de la punkitude. Et, déconcerté, a vu défiler des poupées en crinolines à mi-cuisse, en baby doll, mollets pris dans des bas d'ingénue perverse, des Perrette et le pot au lait. Vivienne Westwood est la reine du bonbon anglais.

Et Dior.

Netteté de ligne et de dessin. Longueur au genou. Formes droites. Matières luxueuses, cuir, soie, crêpe, laine bourrue, satin fluide, en longue robe fendue sur le côté, décolletés révélateurs mais décents, bustiers de même, brillance des rouges, des fleurs tropicales en lycra sur des robes courtes, des dessins en trompe l'œil sur des tuniques couleur chair. Sexy, mais avec mesure. Riche en tout cas. Style Linda Evans, la « gentille » du feuilleton *Dynasty*, la riche du petit écran.

COLETTE GODARD.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22-10-85 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 22 octobre à 0 heure et le mercredi 23 octobre à 24 heures.

Situation générale :

Les hautes pressions se maintiennent sur l'Europe donnant un temps stable, seule une petite perturbation orageuse s'est développée en Méditerranée, elle remonte lentement sur les Alpes.

Mercredi : Persistance d'un temps très brumeux et frais le matin puis ensoleillé le reste de la journée sur la majeure partie du pays.

Les nuages passagers donnant des averses orageuses sur la Corse depuis deux jours remontent maintenant sur la Provence et les Alpes où ils donneront aussi quelques ondées intermittentes.

Sur toutes les autres régions la dissipation des bancs de brouillards localement givrants formés au lever du jour se fera lentement, ensuite temps bien ensoleillé.

Les températures seront encore assez basses dans l'intérieur en début de matinée souvent proches de zéro. Sur les côtes elles resteront entre 7 et 10 degrés.

En cours de journée elles s'étaleront entre 12 et 22 degrés du Nord-Est au Midi. Le vent restera assez faible en toute régions.

Sens de l'évolution pour la fin de semaine :
Evolution prévue jusqu'au samedi 26 octobre 1985

Les hautes pressions axées de la mer du Nord à l'Europe centrale vont s'affaiblir progressivement par le nord et l'ouest et se décaler vers la Turquie. Le minimum de Méditerranée se décalera vers la France vendredi, puis vers la Scandinavie. Un front froid peu actif affectera samedi et dimanche une grande partie de la France.

Jeudi 24 : Des Alpes au Sud-Est, temps nuageux à très nuageux avec quelques averses sur la Corse. Ailleurs après dissipation de brumes matinales éparses, temps bien ensoleillé.

Températures minimales : –1 à +3 degrés dans l'intérieur du pays (localement –3), 7 à 9 degrés près des côtes, jusqu'à 12 degrés en Méditerranée. Températures maximales : de 14 à 16 degrés dans le nord du pays, à 18 à 20 degrés dans le Sud-Est et 20 à 22 degrés dans le Sud-Ouest.

Vendredi 25 : Temps nuageux avec risque d'ondées le matin sur le Sud-Est et la Corse, gagnant vers le nord dans la journée et atteignant le Jura, la Bourgogne, les Vosges et les Ardennes. Sur les autres régions, après dissipation des brumes matinales, temps bien ensoleillé mais ciel se voilant le soir de la Bretagne au Nord. Températures minimales stationnaires, maximales en légère baisse sur l'est du pays.

Samedi 26 : Zone de temps très nuageux avec quelques pluies, le matin près des côtes de la Manche, atteignant le soir les Charentes, le Centre et les Vosges. Eclaircies se développant l'après-midi de la Bretagne au Nord mais passages nuageux fréquents. Des côtes méditerranéennes au Jura, temps variable avec quelques averses le matin. Eclaircies plus belles l'après-midi. Dans le Sud-Ouest, brumes matinales se dissipant rapidement puis beau temps.

Températures maximales en baisse de 1 à 2 degrés excepté dans le Sud-Ouest.

Dimanche 27 : La zone de temps nuageux se décalera vers la Méditerranée au cours de la journée en se désagrégeant progressivement et en ne donnant pas de précipitations dans le sud du pays. A l'arrière, les nuages seront encore assez nombreux avec quelques averses de la Manche orientale au nord des Alpes, tandis que les éclaircies seront plus belles sur l'ouest du pays. Températures minimales en légère hausse, maximales sans grand changement.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 21 ctobre, le second, le minimum de la nuit du 21 octobre au 22 octobre) : Ajaccio, 20 et 9 degrés ; Biarritz, 20 et 14 ; Bordeaux, 22 et 6 ; Bréhat, 15 et 13 ; Brest, 15 et 7 ; Cannes, 21 et 12 ; Cherbourg, 15 et 8 ; Clermont-Ferrand, 20 et 2 ; Dijon, 17 et 1 ; Dinard, 15 et 5 ; Embrun, 17 et 5 ; Grenoble-St-M.-H., 19 et 4 ; Grenoble-St-Geoirs, 19 et 2 ; La Rochelle, 19 et 10 ; Lille, 13 et 0 ; Limoges, 20 et 8 ; Lorient, 18 et 7 ; Lyon, 18 et 3 ; Marseille-Marignane, 17 et 10 ; Menton, 22 et 12 ; Nancy, 13 et –2 ; Nantes, 20 et 8 ; Nice 21 et 12 ; Nice-Ville, 22 (maxi) ; Paris-Montsouris, 17 et 6 ; Paris-Orly, 16 et 3 ; Pau, 22 et 10 ; Perpignan, 22 et 9 ; Rennes, 17 et 4 ; Rouen, 15 et 4 ; Saint-Etienne, 20 et 2 ; Strasbourg, 12 et –2 ; Toulouse, 23 et 5 ; Tours, 20 et 3.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 12 degrés ; Genève, 11 et 6 ; Lisbonne, 26 et 16 ; Londres, 15 et 6 ; Madrid, 24 et 6 ; Rome, 20 et 10 ; Stockholm, 12 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

VIE ASSOCIATIVE

L'OPPOSITION A LA RENCONTRE DES ASSOCIATIONS

Des personnalités de l'opposition, MM. Dominique Baudis, maire CDS de Toulouse, Alain Carignon, maire RPR de Grenoble, Jean-Pierre Soisson, maire PR d'Auxerre, et Bernard Stasi, maire CDS d'Epernay, viennent de lancer un Centre national d'aide à la vie associative (CNAVA) et un réseau de centres locaux.

Leur but, à l'heure où la décentralisation est effective, est d'établir des *« relations de partenaires »* entre associations et élus locaux et de *« mettre en place de nouvelles solidarités »*. Pour essayer d'apporter une solution aux difficultés que connaissent les associations en matière de financement et de recrutement des bénévoles, ces centres prévoient un certain nombre d'initiatives : Salon des associations, bourse nationale de projets, sessions de formation, centre de documentation, programmes audiovisuels et télématiques notamment.

M. Claude Goasguen, conseiller CDS de Paris et président du CNAVA, espère réunir, d'ici à un an, cinq à dix mille associations et un millier de municipalités.

★ CNAVA, 50, rue Mouraud, 75020 Paris, tél. : (1) 43-58-71-62.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 21 et mardi 22 octobre :

DES DÉCRETS

● Relatif a l'émission de l'emprunt d'Etat de septembre 1985 et autorisant l'émission d'obligations assimilables du Trésor.

● Autorisant la Société de maintenance nucléaire à créer un atelier de maintenance nucléaire sur le territoire de la commune de Maubeuge.

UN ARRÊTÉ

● Complétant la liste des opérations d'équipement collectif retenues pour l'application de l'article 52 de la loi du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat.

JUSTICE

Michel Naudeau condamné pour publicité mensongère

Michel de Vence, de vrai nom Michel Naudeau, cinquante-six ans, homme d'affaires connu pour ses innovations en matière de création d'entreprises (*le Monde* du 9 octobre) a été condamné, lundi 21 octobre, à dix-huit mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende par la 31e chambre correctionnelle de Paris pour publicité mensongère.

Michel Naudeau avait comparu le 23 septembre 1985 devant la 31e chambre correctionnelle de Paris après son opposition à un jugement de ce tribunal du 20 mars 1985 le condamnant par défaut à deux ans de prison et 100 000 francs d'amende. L'accusation lui reprochait d'avoir fait paraître des annonces dans la presse de décembre 1982 à février 1983 pour inviter les jeunes cadres à s'établir. *« Créez votre SARL en huit jours : 2 500 francs tous frais et démarches compris »*, disait l'annonce publiée pour le compte de l'Association pour la promotion de l'innovation dans le commerce et l'industrie (APICI).

En réalité, les intéressés étaient dirigés vers une société commerciale, la société d'étude pour la promotion et l'innovation dans le commerce et l'industrie.

Dans son jugement, le tribunal, après avoir constaté que les deux organismes se situaient aux mêmes adresses et étaient animés par Michel Naudeau, a considéré que l'association jouait le rôle « d'écran » pour l'entreprise commerciale. En conséquence, la 31e chambre correctionnelle, présidée par M. Guy Joly, a estimé qu'il convenait de prononcer *« une peine significative »* contre Michel Naudeau, qualifié *« d'affairiste douteux »*. Ecroué depuis le 7 octobre 1985 par le juge d'instruction, Mme Françoise Pétureau, sous l'inculpation de faux en écritures dans le cadre d'une enquête concernant un trafic de primes à la création d'emplois, M. Naudeau est également inculpé, depuis le 8 novembre 1984, dans un dossier relatif à des esroqueries au préjudice des ASSEDIC.

M. P.

UN INSPECTEUR DE POLICE LYONNAIS INCULPÉ DE VIOLATION DE DOMICILE

Un inspecteur de police à la direction des enquêtes douanières de Lyon, M. Jacques Gozzi, vient d'être inculpé de violation de domicile et dénonciation calomnieuse, à la suite d'un conflit qui oppose, depuis cinq ans, un importateur de matériel Hi-Fi, M. Raymond Marti, à l'administration des douanes (*le Monde* des 18 février et 24 mars 1981).

En janvier 1981, les douanes avaient saisi 12 000 appareils de « Citizen Band » au domicile de M. Marti, en affirmant que ce matériel n'était pas conforme à la réglementation. En fait, les « Citizen Band » avaient été régulièrement dédouanés, après agrément de l'inspecteur des douanes. Mais cinq jours plus tard une nouvelle réglementation – excluant ces appareils – paraissait au *Journal officiel*.

Ruiné, M. Marti avait à plusieurs reprises fait des grèves de la faim. Le 26 mai 1983, M. Marti avait fait l'objet d'un non-lieu et son matériel lui avait été restitué. Il avait alors déposé plainte pour forfaiture contre M. Gozzi, l'officier de police judiciaire qui accompagnait les agents des douanes lors de la saisie. Un chef de service de la direction interrégionale des douanes à Dijon, M. Paul Georget, avait déjà été inculpé en avril 1984 de dénonciation calomnieuse et abus d'autorité.

● *Une militante d'Action directe condamnée à un mois de prison avec sursis.* – Helyette Bess, cinquante-quatre ans, présentée comme « la mama » du mouvement clandestin d'extrême gauche Action directe, a été condamnée, lundi 21 octobre, à un mois de prison avec sursis par la onzième chambre correctionnelle de Paris, pour « détention irrégulière de devises étrangères ».

La militante avait été interpellée à Lyon, le 21 septembre 1983, par des agents des douanes et avait été trouvée en possession de 10030 dollars. Elle est par ailleurs incarcérée depuis le 17 mars 1984 pour « association de malfaiteurs ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4080



HORIZONTALEMENT

I. Fait étinceler le grand lustre quand les étoiles ont cessé momentanément de briller. – II. Passage à tabac pour ceux qui en sont encore aux prises. Divinité. – III. L'ancienne Kalinine. Lieu de rendez-vous des amoureux de la nature ou des amoureux tout court. – IV. Délivre en se libérant. La mer d'Irlande. – V. Joua un grand rôle dans la tragédie des Perses. Centre d'études. – VI. Intérêt pour celui qui la pratique ou ruine celui qui la subit. – VII. Cyclade. Traverse un long désert sans jamais manquer d'eau. – VIII. Abréviation. Tournai sur la piste. – IX. En Suisse. Bonne enjambée. – X. Greffé dans les griffes. Rassembler dans le milieu. – XI. Fut déclassé à la suite d'une victoire sur le plat. Cupide, il pouvait avoir des talents cachés.

VERTICALEMENT

1. Excite l'appétit des hommes en les laissant souvent sur leur faim. – 2. Plate... « bande ». Carrément ronds. – 3. Fantaisie musicale. Modifiera son point de vue. – 4. Deviennent fous quand ils sont déchaînés. Personnel. – 5. Le premier est généralement pur. Péril jaune. – 6. « Pied » à terre dans la campagne bourguignonne. Ses locataires sont constamment dérangés. – 7. Point fort de la bataille. Région où les gens ont tendance à agir sous le manteau. – 8. Elle s'efface par correction. Ne parle que pour imposer le silence. – 9. Société dont les membres s'honorent de porter des « cornes ».

Solution du problème n° 4079

Horizontalement

I. Jalonneur. – II. Opiniâtre. – III. Ursulines. – IV. Ri. Vamp. – V. Notice. Io. – VI. Ar. Ef. Ben. – VII. Lignage. – VIII. Isis. Râ. – IX. STO. Rebab. – X. Teneur. Il. – XI. Esun. Egée.

Verticalement

1. Journaliste. – 2. Aprioristes. – 3. Lis. Giono. – 4. Onusiens. En. – 5. Nil. CFA. Ru. – 6. Naïve. Guère. – 7. Etna. Be. – 8. Urémie. Raie. – 9. Responsable.

GUY BROUTY.

RESULTATS COMPLETS N° 9 – LOTO SPORTIF

	NOMBRE DE JEUX GAGNANTS	RAPPORT PAR JEU GAGNANT (pour 5F)
16 bons résultats	1	10 113 900,00 F
15 bons résultats	74	75 860,00 F
14 bons résultats	1 299	4 320,00 F
13 bons résultats	13 261	423,00 F
Bons résultats aux "7 Numéros de la Chance"	19 958	125,00 F

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Vendredi 18 Oct. 1985 : 3 4 7 12 13 15 16

annonces associations

Appel

SOS
ÉCOUTE JUIVE
326-60-00/328-328-69-99

Sessions et stages

VICTOIRE SUR LE TABAC
En 4 semaines, sans grossir, vous pouvez cesser de fumer. Une nouvelle méthode éprouvée et reconnue vous permettra progressivement et confortablement de vous libérer du tabac.
Même si vous avez tout essayé. Informez-vous
Victoire sur le Tabac
561-15-13.

RESPONSABLES ASSOCIATIONS ENTREPRISES INTERMEDIAIRES ATTENTION
A vos nouvelles obligations ADM, fiscales, gestion, social pour y faire face
SERVICE ASSOCIATIONS
Offre en nov. une formation INTERBOSEZ S.A. 60, rue Wilson 92300 Levallois.
Tél. : 47-37-92-50.

SPECIAL TOUSSAINT
STAGE DE LECTURE RAPIDE
1, 2, 3 novembre 1985.
Hébergement cadre agréable.
REGION DE FONTAINEBLEAU
IDEFI 824-38-81.

AVIATION EVADEZ-VOUS
DEVENEZ PILOTE PRIVE AVION
Forfait 40 h de vol + Stage théorique d'une semaine.
Prix : 25.855 F.
DEVENEZ PILOTE PRIVE HELICO
Forfait 40 h de vol + Stage théorique de 10 jours.
Prix : 58.000 F.
Avions et Hélicos basés à GUYANCOURT (près de Versailles)
E.L.A. 57, bd du Montparnasse 75006 Paris.
Tél. : (1) 549-21-14.

Toutes les activités de ski du CLUB ALPIN FRANÇAIS (ski de piste, randonnée, de fond) rassemblées dans la brochure NEIGE 86, disponible sur demande au C.A.F. 7, rue de la Boétie 75008 Paris. Tél. : 742-36-77 (12 h-18 h) sauf le lundi.

Centre d'études arabes cours collectifs et particuliers. Formation continue.
Tél. : 804-07-49 ; 274-54-56

ANALPHABETISME ET FORMATION D'ADULTES.
Le CLAP organise un stage pour formateurs salariés ou bénévoles, engagés dans des actions de formation auprès de publics illettrés. 78 h de nov. 85 à avril 86 en semaine ou en week-end. Rens., inscr. avant le 1er nov. au CLAP 8, av. de Choisy 75013 Paris.
Tél. : 585-67-21.

ADH – Comment écrire ?
La plume et la vie
Atelier de journal intime intensif. Méthode d'Ira progoff. 15 (soir) 17 nov. 85 (midi). Ecr. ou tél. : Vanderborght 67, rue Cardinal-Lemoine.
Paris 5e 43-29-47-41.

COMMUNICATION ET PATRIMOINE
du 9 au 12 nov. à Paris - 500 F
Stage animé par des spécialistes, concret et adapté pour ceux qui agissent pour la sauvegarde du patrimoine et de l'environnement. REMPART, 1, rue des Guillemites Paris 4e.
Tél. : (1) 271-96-55.

L'ANGLAIS
Communication de l'avenir conversation/technologie commerce international profs américains. Tél. : 587-32-28.

ANGLAIS-FRANÇAIS ESPAGNOL-ALLEMAND-RUSSE
Apprentissage efficace joyeux, rapide par la suggestopédagogie à sa source française. Tél. : 329-22-64.

UN + POUR LES ENTREPRENEURS DE L'ECONOMIE SOCIALE
Vous voulez accroître vos responsabilités ! Vous connaissez le secteur de l'économie sociale et vous souhaitez son développement ! Vos compétences et votre dynamisme sont déjà au service de ce secteur ! Vous avez envie de créer votre propre entreprise d'économie sociale !
NOTRE CYCLE DE FORMATION 86 (400 H) vous permettra d'actualiser vos connaissances dans le domaine de la gestion, des nouvelles techniques de communication... Tous rens.
CNFA : 45-78-65-66

Le service formation de l'Andesi 15, rue du Puits-de-l'Ermite 75005 Paris propose, à Paris, les stages suivants : Droit associatif : les lois – d'association et commercialité capacité et fonctionnement – gestion – législation et salariés – la formation...
Du 12 au 15 nov. : Montage d'une entreprise intermédiaire : initiation à la gestion et aux problèmes du montage d'une activité éco. à partir d'un projet social. Du 18 au 22 nov. : Initiation aux logiciels d'aide à la gestion sur micro-ordinateurs : présentation et utilisation de logiciels choisis parmi les plus performants du marché (traitement de texte, tableur, base de données, graphique...).
Du 25 au 29 nov. Ecrire professionnellement. Rédiger un rapport d'activité, un compte rendu, ... avec l'assurance qu'il sera conforme à la réalité et compréhensible par les destinataires... Du 9 au 13 déc. Rens. (4) 535-25-36 prise en charge possible par la formation permanente catalogue général 1986 sur demande.

● Prix de la ligne 30 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).
● Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription au *J.O.*
● Chèque libellé à l'ordre de Régie-Presse LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parution du mardi datée mercredi à Régie-Presse LMA, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

A ANGERS LA QUALITE N'EST PAS SEULEMENT UN SLOGAN, C'EST NOTRE METIER.

Aucune usine au monde n'est parfaite. Cependant, les gens de l'usine Motorola d'Angers qui fabriquent des régulateurs de tension pour l'industrie automobile ont presque atteint la perfection.

Il y a quelques années, cette usine avait déjà réalisé un excellent record en contrôle de qualité avec environ une pièce défectueuse sur mille. Aujourd'hui, nos derniers tests montrent des résultats encore quatre fois meilleurs.

Cette amélioration est d'autant plus remarquable qu'elle n'est pas seulement due à une automatisation. La production améliorée de l'usine d'Angers est attribuée presque exclusivement aux compétences, à la détermination et aux méthodes des gens qui y travaillent.

Dans cette usine, nous appliquons une méthode appelée Contrôle Statistique de Procédé. De cette façon nous nous assurons de la qualité lors de l'élaboration du produit et pas simplement de la qualité du produit fini. Ainsi, la qualité fait partie de la fabrication au lieu de n'être qu'un aspect de l'inspection finale.

Ce système a donné de tels résultats que nos clients ont "agréé" notre production. Ils ont une telle confiance dans la qualité des produits Motorola qu'ils les acceptent sans les recontrôler dans leurs usines.

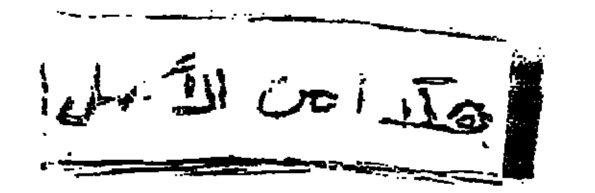
Ceci signifie des économies substantielles en temps, argent et efforts et aide nos clients aussi à rester compétitifs sur un marché mondial encombré où la concurrence est plus grande chaque jour.

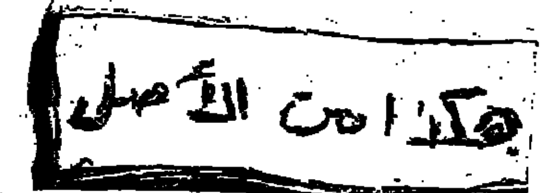
Alors que la compétition s'intensifie, la recherche de meilleurs rendements de production et de meilleurs niveaux de qualité prend de plus en plus d'importance. La quasi-perfection de la qualité de notre production d'Angers apporte de ce fait une contribution importante à la réussite de l'industrie automobile française.

Motorola, société internationale de l'électronique, au chiffre d'affaires global de 52,8 milliards de francs est active sur les cinq continents dans le domaine des radiocommunications (parole et données), de l'informatique, des ordinateurs, des semiconducteurs, et dans les composants électroniques pour la défense, l'aérospatiale, l'automobile et le marché industriel. Nos cent mille collaborateurs ont un objectif commun : le service auprès de nos clients.



MOTOROLA Un leader mondial dans l'électronique de pointe





Le Monde

MEDECINE

Cholestérol : les régulateurs du taux

Les chercheurs Brown et Goldstein viennent de recevoir le prix Nobel pour des recherches éclairantes sur le métabolisme du cholestérol.

DEUX cent *mille* victimes d'infarctus du myocarde chaque année, dont cinquante mille morts. Soixante-dix mille décès par accident vasculaire cérébral, sans compter ceux dus aux lésions artérielles diverses qu'engendre l'athérosclérose. Deux millions de personnes atteintes d'anomalies lipidiques (du métabolisme des graisses) qui les prédisposent à ces accidents et à la mort : la France, comme tous les pays industrialisés, paie à la malédiction des graisses et des artères le tribut de l'holocauste, conséquence d'une révolution dans le mode de vie et d'alimentation qui ne semble guère convenir à l'espèce humaine.

Les lésions des artères, ou athéromes, qui engendrent tous ces désastres sont caractérisées par des dépôts jaunâtres de graisses et de cholestérol qui rongent la paroi vasculaire et l'obturent peu à peu.

Forts de cette information, des milliers de praticiens recommandaient à leurs patients les régimes les plus divers, cependant que l'on comparait, en termes de cholestérol et de mortalité cardiaque prématurée, les Japonais au Finlandais, aux Esquimaux, aux Français ou aux Indiens.

Dressant le bilan de ces trente années d'efforts, un article retentissant du *New England Journal of Medecine* concluait, en 1977, à un *« désarroi total »* et jugeait que l'on en était arrivé à un *« sommet de la confusion et des controverses »*.

C'est dans ces ténèbres et dans ce désarroi que surgit à Dallas, au Texas, la première étincelle d'une œuvre scientifique qui devait éclairer d'une lumière entièrement nouvelle et le métabolisme du cholestérol *et* ses liens avec l'athérosclérose, celle de tout un chacun, ou celle, infiniment plus grave, que l'on rencontre dès la naissance, chez un enfant sur cinq cents.

Les LDL et leurs récepteurs

Michael Brown et Joseph Goldstein étudiaient les lipoprotéines qui véhiculent les lipides (ou graisses) dans le sang. Ces graisses, cholestérol en tête, ne sont pas solubles, et leur transport est assuré grâce à une combinaison avec des protéines spécifiques sous la forme d'une macromolécule soit à forte densité de protéines (ce sont les HDL), soit à faible densité de protéines (les LDL et les VLDL). Les HDL sont, en quelque sorte, les éboueurs des graisses, transportant *celles qui sont en excès* des tissus vers le foie, lequel les utilise à son tour soit pour son propre métabolisme, soit pour la constitution des acides biliaires qui aident à la digestion.

Les LDL, plus légères, transportent vers tous les tissus de l'organisme 70 % du cholestérol que contient le sang. Ce cholestérol est en effet un élément vital pour la croissance et la survie des cellules, et le composant majeur de toutes leurs membranes chez les mammifères.

Comme cet *« élément vital »* peut aussi engendrer des dégâts artériels considérables si son accumulation est excessive, il fallait bien – pensèrent Brown et Goldstein – qu'existe quelque part un système subtil de régulation permettant de fournir aux cellules suffisamment de cholestérol pour leur croissance et leurs structures membraneuses tout en évitant *qu'il ne s'accumule en excès* dans les artères.

La clé de ce système fut découverte en 1976, lorsque les deux Texans identifièrent à la surface de cellules humaines en culture (les fibroblastes) qui se multiplient très rapidement des *structures spécifiques, ou récepteurs*, qui captent les particules de LDL et les conduisent, en se refermant sur elles, au sein même de la cellule. Ce phénomène, qui fut baptisé *« endocytose »* est devenu à présent un modèle beaucoup plus général, *dépassant* largement le métabolisme du cholestérol, pour s'appliquer aussi à d'autres hormones ou substances qui jouent un rôle essentiel dans la nutrition, dans la croissance et dans la différenciation de toutes les cellules *animales*.

Un enfant sur cinq cents

Une fois introduit dans la cellule, le LDL passe dans des vésicules (lysosomes) qui en isolent le cholestérol libre. La cellule prélève ce qu'il lui faut de ce cholestérol soit pour structurer ses membranes, soit, si telle est sa vocation, pour fabriquer des hormones essentielles (ovaire, glandes surrénales) ou des acides biliaires (foie).

Des enzymes spécifiques (HMGCoA-réductase et Acat) régulent cette production et son stockage, cependant qu'un système de rétroaction subtil interdit, lorsque la cellule est saturée, que se constituent de nouveaux *récepteurs. Dès lors, le cholestérol* fixé aux LDL ne peut plus entrer dans les cellules ; il circule en excès dans le sang et va se fixer sur les parois artérielles.

La théorie de la régulation du taux des graisses circulantes par les récepteurs cellulaires des LDL qu'avait émise Goldstein et Brown reçut une confirmation éclatante de la clinique et de la génétique lorsqu'ils élucidèrent et la cause et le traitement de l'affection héréditaire la plus répandue – et de loin – dans nos populations : l'*hypercholestérolémie familiale*, qui frappe à la naissance un enfant sur cinq cents. Ses victimes ont des taux extrêmement élevés de cholestérol circulant, ou, plus précisément, de LDL (les HDL étant normales), allant jusqu'à *4* ou *5* grammes par litre ! Selon l'intensité du syndrome, la *mort survient plus ou moins* rapidement par infarctus du myocarde (50 % des individus de sexe mâle atteints en ont un avant cinquante ans, 80 % avant soixante ans).

La découverte, par un Japonais, d'une race de lapins tous atteints de la même maladie et mourant tous avant l'âge de deux ans d'un infarctus massif a permis de confirmer entièrement la thèse des deux Texans, à savoir que l'hypercholestérolémie familiale résulte non de quelque aberration du métabolisme alimentaire mais d'une insuffisance – voire d'une absence totale – de récepteurs des LDL chez les patients qui en souffrent. Cette insuffisance – ou cette absence – est due à un gène que *Brown et Goldstein ont pu* identifier tout récemment et qui commande spécifiquement la formation de ces récepteurs.

Lorsque la victime a reçu le gène malade de ses deux parents, elle ne possède aucun récepteur (homozygote). Lorsqu'un seul parent le lui a transmis (hétérozygote), leur nombre *est radicalement* insuffisant, mais l'existence de l'autre gène parental normal a donné l'idée d'en stimuler l'action afin d'augmenter le nombre des récepteurs. Selon le dispositif subtil de régulation décrit par Brown et Goldstein, il était possible d'obtenir ce résultat en créant *artificiellement* une *déficience en* cholestérol dans l'ensemble de l'organisme, d'une part, au sein des cellules, de l'autre.

Le succès fut total, et, par le jeu de résines de fixation qui interrompent le cycle des acides biliaires, puis d'un blocage de l'enzyme (HMGCoA-réductase) *qui dirige la synthèse du cholestérol* dans les cellules, on a pu obtenir chez ces malades une réduction massive de leur dangereuse concentration sanguine en LDL.

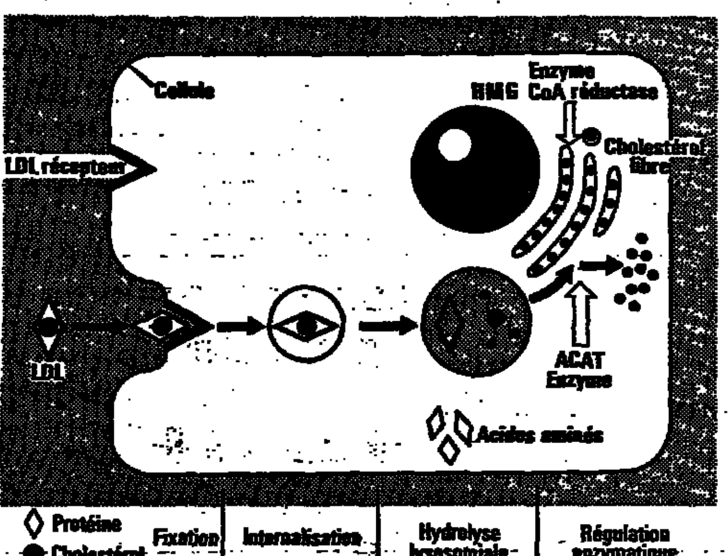
L'œuvre des nouveaux prix Nobel a une portée considérable pour tous ceux qui ont la responsabilité sanitaire des populations. Il est clair aujourd'hui que, à l'inverse de ce qui se produit dans certaines espèces animales, le système des récepteurs des LDL *dont disposent les êtres humains* ne leur permet de métaboliser les graisses – et notamment les graisses animales – qu'en faible concentration. Cette règle générale souffre des exceptions, tenant à la constitution génétique des *individus*.

Tel est le cas, par exemple, des Indiens des tribus Pima, dont l'étude a montré qu'ils possèdent des récepteurs LDL en très grand nombre, ce qui explique le très faible taux de délabrements vasculaires que l'on observe chez eux, en dépit d'une alimentation très riche en graisses.

Ces singularités permettent de comprendre les errements et les confusions dans lesquels se débattait l'opinion à propos de régimes qui, s'ils sont sévères, doivent être personnalisés. Il n'en reste pas moins que l'homme du vingtième siècle absorbe beaucoup plus de graisses animales et de cholestérol que son système de régulation ne peut en tolérer, et que les campagnes visant à rééquilibrer un régime alimentaire à ce point nocif devraient être généralisées. Grâce aux *travaux* des nouveaux Nobel, les moyens de prévention *spécifique existent à présent* pour les minorités à risque, pour ceux *qui encrassent leurs artères dès* l'âge de vingt ans, et qui ne *devraient plus connaître* la mort subite avant d'en avoir cinquante...

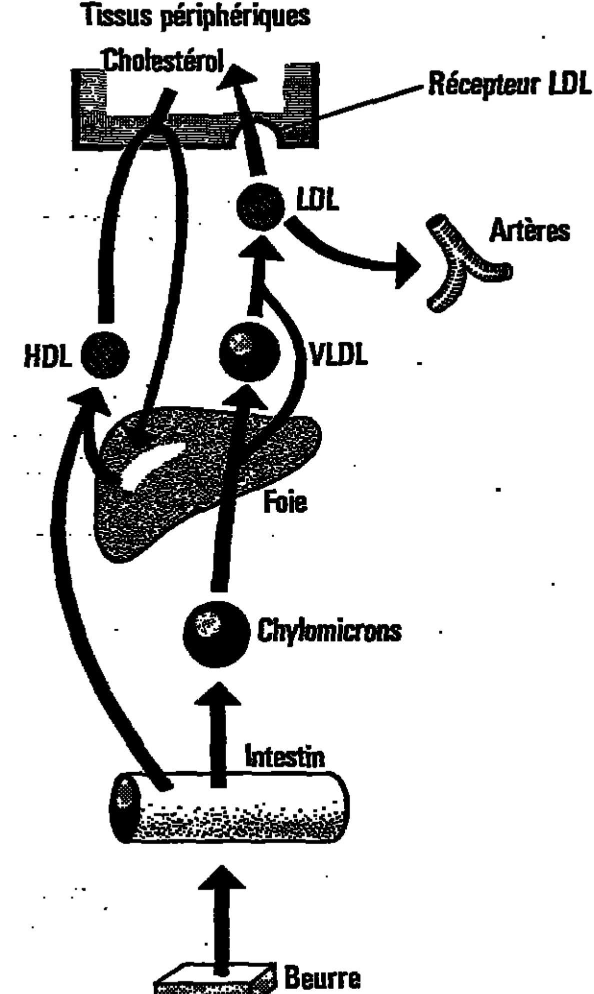
DR ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

L'équilibrage des flux



Le cholestérol véhiculé dans le sang par les lipoprotéines de faible densité (LDL) est reconnu au niveau des membranes cellulaires par un récepteur sur lequel il se fixe. Ce récepteur s'invagine (*« s'internalise »*), *et le cholestérol est libéré dans la cellule* grâce à l'action d'une enzyme. Ce cholestérol libre inhibe à son tour une enzyme-clé (HMG CoA réductase) qui commande la synthèse du cholestérol endo-cellulaire. Un système de rétrocontrôle inhibe également la synthèse de nouveaux récepteurs LDL. Les flux intra et extra-cellulaires du cholestérol sont ainsi équilibrés, et la LDL est retirée du sang circulant.

De la tartine aux artères



Les graisses absorbées dans l'alimentation passent dans l'intestin et se lient à des protéines qui les véhiculent dans le sang. Les « chylomicrons », les plus grandes lipoprotéines, envoient le cholestérol vers le foie, qui les transforme en LDL plus légères. Elles se fixent sur les récepteurs des cellules et, s'ils sont en nombre insuffisant, vont déposer du cholestérol dans les artères (athérosclérose). Les HDL sont les « éboueurs du cholestérol ». Ils rapportent au foie le cholestérol en excès, dont une partie entre dans la composition de la bile.

La bonne dose

« DOCTEUR, est-ce que j'ai du cholestérol ? » Cette question, qui en cache une autre, bien plus angoissante mais moins souvent formulée, *« Est-ce que je risque d'avoir un infarctus du myocarde ? »* n'a pas de sens. Pour la bonne et simple raison que, pour notre plus grand bien, nous avons tous du cholestérol. Encore faut-il que son taux soit raisonnable.

Aujourd'hui, quatre notions *sont incontestables* :

1) Le *risque* de complica*tions graves* de l'athérosclérose coronarienne — autrement dit, le risque d'infarctus du myocarde — croît avec les valeurs du taux de cholestérol dans le *sang*.

2) Le taux sanguin de cho*lestérol dépend* en partie des apports alimentaires en graisses.

3) On peut réduire le taux de cholestérol — et singulièrement celui du LDL cholestérol, le « mauvais » cholestérol — par *un régime alimentaire complété* dans certains cas par des médicaments hypolipidémiants.

4) La baisse de la cholestérolémie se traduit par une diminution notable du risque coronarien. Selon des experts *américains*, à *chaque* fois qu'on diminue de 1 % le taux de cholestérol, on diminue de 2 % le risque d'infarctus du myocarde.

A ces quatre notions, s'en ajoute une autre, tout aussi fondamentale, à savoir que le cholestérol *n'est, loin de là*, pas le seul facteur de risque des maladies coronariennes. L'âge, le sexe, la tension artérielle, la consommation de cigarettes, le *diabète le sont également*. Des *facteurs* génétiques et certains types psychologiques particuliers (caractérisés par un mélange d'agressivité, d'impatience et de *combativité*) accroissent eux aussi le risque coronarien.

On en revient alors à la question du début, mais formulée quelque peu différemment : *« Docteur, est-ce que j'ai trop de cholestérol ? »* Autrement *dit*, existe-t-il une valeur — seuil du taux sanguin de cholestérol au-delà de laquelle il faut tout faire pour abaisser ce taux ?

Les Américains — contestés en cela par de nombreux nutritionnistes français — viennent *de définir de nouveaux seuils* de normalité pour les taux sanguins de cholestérol : dorénavant, la limite supérieure de la normale sera de 1,8 g/l pour les adultes de moins de trente ans et de 2 g/l chez les personnes âgées de plus de trente ans.

Cela dit, les régimes et les médicaments capables de faire baisser le taux de cholestérol ne manquent pas. Le seul problème est de les prescrire à bon escient, aux seules personnes à risque, en tenant compte du fait que les médicaments hypocholestérolémiants ont des effets secondaires (*digestifs* en particulier) *qui peuvent s'avérer par*ticulièrement désagréables. Quant aux principes d'un régime hypocholestérolémiant, ils sont relativement simples :

— Réduire *les* apports alimentaires en *cholestérol* et en acides *gras saturés* ;

— Augmenter les apports en acides *gras* polyinsaturés.

En pratique, il convient donc de supprimer autant que faire se peut les aliments riches en cholestérol (jaune d'œuf, abats, chocolat, etc.) et en acides gras saturés (beurre, huile d'arachide, viande grasse, charcuterie, fromage...), et de les remplacer par des graisses de cuisson et d'assaisonnement riches en acides gras polyinsa*turés (margarine au tournesol*, huile de tournesol, de maïs) et par des aliments pauvres en graisses (viande maigre, laitages à 0 % de matières grasses). *En sachant, mais* ceci concerne également l'ensemble de la population, que notre alimentation est presque toujours pléthorique et qu'il est nécessaire *également* d'*équilibrer les* apports caloriques et les *dépenses physiques*.

FRANCK NOUCHI.



Le SIDA, châtiment des dieux

(Suite de la première page.)

Cela ne suffit pas à enrayer le mal ; il fallait chercher les coupables. On les désigna, comme toujours, chez les juifs, qui étalent leur richesse et leur impiété en ne célébrant pas les mêmes fêtes que les chrétiens. Et n'ont-ils pas tué le Christ ? On les massacrera à nouveau au seizième siècle en Languedoc, au dix-neuvième en Allemagne et dans bien d'autres pays. Ailleurs les Gitans nomades qui vivent en marge de la société connaîtront le même sort.

Le péché essentiel, celui qui déclenche le plus la malédiction divine, est lié à la sexualité. L'idée, il est vrai, est ancienne : Hérode est mort mangé par les vers parce qu' *« il forniquait avec sa belle-sœur » ;* et il avait fait décapiter Jean-Baptiste par lubricité car il éprouvait un désir impudique pour sa belle-fille. Le christianisme est, en matière sexuelle, infiniment plus sévère que la mythologie gréco-latine (on connaît les frasques, innombrables, des dieux et déesses du Panthéon) et que le judaïsme, réservé mais tolérant. Pour le chrétien, l'acte de chair n'est permis que dans le but de perpétuer l'espèce. Toute recherche du plaisir est coupable.

Certains exégètes ont interprété le péché originel (quand Adam cède à la tentation d'Eve et croque la pomme de l'arbre de la connaissance) comme le premier coït entre les deux habitants du paradis terrestre. Depuis, le sexe est irrémédiablement condamné et à l'origine de tous nos maux.

Beaucoup de maladies répugnantes ou mystérieuses sont attribuées à une activité génésique intense. C'est, entre autres, le cas des lépreux, condamnés à un enfermement définitif (précédé par la célébration de l'office des morts, puis du passage au cimetière où on leur versera, symboliquement, une poignée de terre sur le crâne, avant de les amener à la ladrerie (hôpital-prison) pour le reste de leurs jours). Les cagots, sortes d'intouchables du sud-ouest de la France et de Bretagne, bien que ne présentant aucun trouble objectif, seront eux aussi relégués.

Sorcières et sodomites

Dans ces époques, qui débordent le Moyen Age pour mordre largement sur la Renaissance et le dix-septième siècle, un nouveau comparse entre en scène : c'est la sorcière, accusée d'entretenir des rapports sexuels avec Satan, lequel est pourvu d'un pénis énorme couvert d'écailles, d'où s'écoule un sperme glacial.

Les sorcières elles-mêmes sont de deux types. Il y a les vieilles, hideuses, édentées, chevauchant les airs sur un balai pour se rendre au sabbat et préparer les philtres et onguents capables de faire succomber les plus honnêtes dans le péché de chair.

Et puis il y a les jeunes, distinguées, coquettes, désirables, qui essaient par leur charme satanique d'attirer dans leurs filets les grands de ce monde, clercs ou laïcs. Souvent elles ont conservé leur virginité, car l'accouplement démoniaque peut ne laisser aucune trace. Aussi arrivera-t-il que l'on brûle des filles, indiscutablement vierges mais accusées de sorcellerie, parfois par des personnages puissants dont elles avaient repoussé les avances. Jeanne d'Arc connaîtra le bûcher à Rouen avant d'être canonisée.

On accuse aussi les sorcières de s'accoupler avec des chats noirs. De telles croyances étaient courantes encore dans les régions montagneuses au siècle dernier.

Les sodomites étaient eux aussi considérés comme des possédés du démon (au même titre que bien d'autres : les épileptiques par exemple) et soumis aux foudres de l'inquisition. En cas d'épidémie, on allait chercher ceux qui étaient en prison et on les suppliciait pour apaiser l'ire divine.

Au seizième siècle, la syphilis,



NICOLAS VIAL.

probablement venue d'Amérique, donna lieu à une série d'épidémies cruelles et fut considérée comme liée aux relations extraconjugales et dispersée par les prostituées, les maîtresses. En 1509, le doge de Venise fit expulser les 11455 prostituées (sur une ville qui devait comprendre 300000 habitants), peu de temps avant d'avoir accusé les pédérastes de leur faire une concurrence déloyale (1). Quant à l'Eglise, elle prône l'abstention totale, seul moyen d'éviter le mal.

Après le relâchement, relatif, des mœurs au dix-huitième siècle, une vague de frénésie antisexuelle déferle sur l'Europe post-napoléonienne. Ce sera le règne de l'esprit victorien en Angleterre, celui de l'ordre moral en France. Les fauteuils Louis-XV, dont les pieds gracieux rappellent trop les jambes féminines, sont recouverts de housses.

La syphilis est mieux connue sur le plan clinique, avec les délires de la paralysie générale, les douleurs du tabès, parfois les suicides. On lui attribue toutes sortes d'anomalies héréditaires, rassemblées sous la bannière de l'hérédo-syphilis. Même après la découverte de son agent causal, le tréponème pâle, la maladie n'en restera pas moins considérée par beaucoup comme un châtiment suprême, pouvant frapper toutes les couches de la société. Les fins pitoyables de Maupassant, de Nerval, de Baudelaire, de Daudet, de Flaubert, de Toulouse-Lautrec, de Déchanel, de Nietzsche sont montrées en exemple.

Le même raisonnement se fait jour pour les toxiques, au premier rang desquels il faut placer l'alcool. Ces « paradis artificiels » ne sont jamais exempts d'une sexualité interdite. La révolution industrielle rapide a engendré une nouvelle classe misérable et très alcoolique : le prolétariat. C'est là que l'inceste est le plus fréquent.

Les poncifs de deux millénaires

Périodiquement dans l'histoire, cet amalgame culturel ce sexe-maladie-punition revient comme un refrain lancinant. On en voit un exemple frappant en ce moment même avec le SIDA : virose banale, longtemps localisée à quelques foyers d'Afrique tropicale, où elle vivait sans doute dans un équilibre relatif avec les populations indigènes depuis des millénaires, et qui brusquement quitte son berceau pour aller, *via* les Grandes Antilles, toucher les populations encore vierges (et donc très receptives) d'Amérique du Nord puis d'Europe. Or, par un simple hasard de l'histoire, le SIDA a été introduit aux Etats-Unis par des prostitués noirs qui était souvent aussi des drogués. Cela a déclenché outre-Atlantique une véritable frénésie anti-homosexuelle où l'on retrouve tous les poncifs mis en circulation depuis deux millénaires.

Le SIDA atteint homosexuels et drogués, car ils ont péché contre la morale, la religion, l'ordre établi. La sodomie constitue un défi permanent à la nature. C'est une offense grave à la société. Les sodomites, comme les drogués, sont des coupables : il est normal qu'ils soient punis. Les hétérosexuels se donnent ainsi bonne conscience à peu de frais. Ils se sécurisent en croyant, à tort, ne courir aucun risque, le virus du SIDA pouvant atteindre aussi bien les hommes que les femmes.

On fantasme sur la contagion. Dans certaines écoles américaines, il a suffi qu'un jeune garçon soit déclaré SIDA positif (c'est-à-dire porteur d'anticorps) pour qu'une véritable panique, entretenue par les *mass media*, s'empare des parents qui retirent immédiatement leur rejeton de la classe maudite.

Sur le plan épidémiologique, cette attitude est absurde. On peut porter un anticorps et n'être plus depuis longtemps un « distributeur » de virus. Cette éventualité est rencontrée chez des sujets qui ont fait un jour ou l'autre une hépatite virale B par exemple (ou même qui ont hébergé un temps le virus sans extérioriser le moindre trouble). En outre, le virus du SIDA se transmet par le sang, le sperme, peut-être la salive (s'il y a une excoriation accidentelle de la muqueuse buccale en particulier), mais seulement si le « receveur » présente une porte d'entrée, une effraction (éraflure par exemple qui met à nu quelques capillaires).

Cette attitude de rejet est tout aussi condamnable sur le plan moral. Une opinion mal informée tend à amalgamer SIDA et homosexualité. Des parents new-yorkais, à qui j'expliquais que leur enfant enlevé en catastrophe de son école ne risquait pas d'être plus contaminé sur les bancs de sa classe que dans le métro ou au restaurant, me répondirent : *« Mais sous l'influence du porteur il aurait pu devenir homosexuel. »* Et le porteur, transfusé lors d'une opération chirurgicale, avait sept ans ! Je pense à cet enfant, qui sera marqué pour le restant de ses jours par ce soupçon de danger ou d'infamie que rien ne justifie.

Michel Foucault, qui eut peut-être une prémonition de sa fin tragique, a magistralement démontré comment les couches possédantes du dix-neuvième siècle avaient confisqué, à leur profit, la sexualité pour imposer leur ordre moral, c'est-à-dire leur emprise économique. D'où cette chasse aux « déviants » ou prétendus tels, qui pourraient remettre en cause les règles établies. Il serait temps, aux portes du troisième millénaire, d'en finir avec les vieux démons du passé. Le SIDA nous en donne peut-être l'occasion...

JACQUES RUFFIÉ.

(1) Cf. Bariety et Coury : *Traité d'histoire de la médecine*, Fayard, 1950.

LIVRE

Lecture pour tous

Ils s'y sont tous mis. Seize des meilleurs spécialistes dans les multiples disciplines concernées par le SIDA expliquent au public ce qu'est cette maladie, comment on l'attrape, comment on l'évite, comment on s'efforce de la soigner.

Remarquablement illustré, aussi didactique que possible, la brochure, enfin réalisée à l'initiative des autorités sanitaires, rendra service aussi bien à tout un chacun qu'aux médecins qui, pour l'instant, se débrouillent comme ils peuvent lorsqu'ils sont aux prises avec des demandes de test, ou avec la maladie elle-même.

★ *SIDA : des spécialistes répondent à vos questions*, sous la direction du professeur Luc Montagnier. 94 p., 30 F. En vente dans tous les kiosques et librairies.

Le cancer est-il contagieux ?

Le caractère épidémique du SIDA, affection virale, est incontestable. Peut-on pour autant affirmer que les cancers causés par des virus sont des maladies transmissibles ?

par GUY BLAUDIN DE THÉ (*)

DEPUIS quelques temps, des déclarations fracassantes, alarmantes ou faussement rassurantes se succèdent, avec, comme toile de fond, le sexe, les virus, les cancers et, bien sûr, le SIDA. Au centre de toute cette agitation, une question essentielle demeure : comment ces virus sont-ils contagieux ?

Tout d'abord, qu'est-ce qu'un virus ? C'est un parasite infiniment petit des cellules vivantes qui soit tue la cellule touchée (virus du SIDA), soit la stimule à se diviser (virus cancérogène), soit encore, le plus souvent, se comporte en parasite tranquille, inoffensif. Le deuxième groupe, les virus cancérogènes sont contagieux au départ et transforment la cellule touchée en « précancéreuse », puis ils restent silencieux (non infectieux) dans la cellule devenue cancéreuse sous l'influence d'autres facteurs complémentaires environnementaux ou génétiques. Aucun cancer n'est contagieux, même ceux où un virus infectieux est impliqué dans une étape de leur développement.

Dans nos pays, deux virus se partagent l'actualité : les virus papillomateux, associés au cancer du col de l'utérus chez la femme, qui a fait dire au professeur Georges Mathé que certains cancers étaient transmissibles sexuellement, et le LAV, agent du SIDA, cette peste à visage sexuel des dix dernières années.

Il existe plus de trente différents virus papillomateux, cause des verrues de la peau et de certaines muqueuses, mais, dans la majorité des cas, ce sont des parasites inoffensifs. Seuls, deux parmi les trente, les HPV 16 et 18, ont un pouvoir cancérogène et sont associés au cancer du col de l'utérus, cette partie de la matrice qui émerge au fond du vagin. Le virus, présent sous forme de crête de coq sur le pénis, peut se transmettre au cours d'un rapport sexuel et infecter alors les cellules sensibles du col de l'utérus. Apparaissent alors des lésions précancéreuses, que l'on peut reconnaître (condylome plan) et guérir. La permissivité sexuelle, rendue plus courante par la pilule, a certes augmenté la fréquence de ces lésions précancéreuses, mais cette même pilule a nécessité une surveillance gynécologique qui s'est montrée efficace, puisque les cancers du col de l'utérus diminuent dant tous les pays industrialisés.

Ces cancers représentent 5 à 10 % maximum des cancers chez la femme dans nos pays, où ils diminuent régulièrement. Point n'est donc besoin de s'alarmer, mais il est sûr que le choix de son ou de ses partenaires est important puisqu'une femme peut être contaminée par son seul partenaire, lui-même permissif et porteur du virus HPV 16 ou 18

Hygiène et transmission

La situation est tout autre dans les pays à bas niveau socio-économique, où l'hygiène sexuelle défaillante entraîne un taux très élevé de lésions précancéreuses qui évoluent vers des cancers du col, lesquels représentent jusqu'à 25 à 30 % des cancers dans une population féminine totalisant 800 millions de personnes. L'information et l'enseignement de l'hygiène devraient réduire massivement ces cancers génitaux, qui représentent 500 000 morts par an dans le monde.

Le virus LAV HTLV III, agent du SIDA, est contagieux mais peut-être différemment dans nos pays et en Afrique équatoriale. Chez nous, on a dit et redit que deux modes de contagion prévalaient : transmission au cours de rapports sexuels, surtout anaux, et transmission par le sang ou produits dérivés. Cette dernière transmission devrait être stoppée par les décisions prises cet été de tester tous les dons du sang et d'éliminer les cas positifs ou douteux. En Afrique équatoriale, la contagion pourrait être plus variée dans les zones endémiques. Seule une étude attentive et comparative de la transmission en Afrique et en Europe pourra permettre de comprendre ce qui se passe et de prendre les mesures les plus efficaces. En plus du virus LAV, d'autres facteurs interviennent, soit pour permettre à une immunité protectrice de s'établir, soit pour précipiter la maladie.

Deux autres virus ont un pouvoir infectieux et sont cancérogènes, sans pour cela que les cancers associés soient contagieux, puisque les virus sont inhibés au sein des cellules cancéreuses qu'ils ont induites. Le virus de l'hépatite B favorise le développement du cancer primitif du foie, endémique en Afrique équatoriale, dans le Sud-Est asiatique et en Chine ; il tue 250 000 personnes par an. Ce virus, très contagieux, n'est cancérogène que lorsqu'il touche des enfants dans les premiers mois ou années de leur vie. Ils développeront alors leur cancer vingt à trente ans après l'attaque virale. Un vaccin existe ; il est distribué au Sénégal, et l'on espère voir l'effet protecteur sur le cancer apparaître dans quelques années.

Un dernier virus, le virus d'Epstein-Barr, est associé à un cancer des mâchoires chez l'enfant en Afrique et de l'arrière-gorge chez les Chinois cantonais. Il représente environ 100000 décès par an dans des populations de 250 millions de personnes. Ce virus, lui aussi, n'est dangereux que lorsqu'il atteint les très jeunes enfants. Il représente un premier facteur cancérogène, d'autres facteurs étant indispensables pour le développement des cancers associés.

En conclusion, dans nos pays les deux premiers virus décrits – virus du SIDA, virus papillomateux – devraient être progressivement contrôlables. Un discernement plus grand dans le choix de ses partenaires sexuels devrait avoir un effet majeur sur la transmission du virus du SIDA, aussi bien que sur les virus papillomateux. Répétons que les cancers associés aux virus ne sont pas contagieux, mais comme, au niveau des cancers il n'existe pas de drogue antivirale efficace, il faudra attendre les vaccins pour protéger définitivement les populations. En attendant, limitons au maximum la transmission et évitons à tout prix toute panique inutile et dangereuse.

(*) Directeur de recherches au CNRS.

CORRESPONDANCE

L'expertise psychiatrique

Le dossier que nous avons consacré (« le Monde de la médecine » du 28 août) à l'expertise psychiatrique nous a valu un abondant courrier. Plusieurs de nos correspondants, médecins psychiatres experts auprès des tribunaux expriment à cette occasion plusieurs critiques.

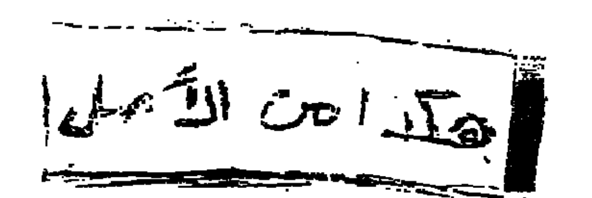
« Le dérisoire de l'expertise psychiatrique en matière pénale, écrit notamment le docteur Yves Roumajon, *est une vieille hydre aux têtes cent fois coupées, cent fois renaissantes. Mais attribuer à l'expert un « pouvoir considérable » ne peut découler – mauvaise foi exclue – que de l'ignorance des réalités de la pratique judiciaire. » « Le mythe intarissable,* poursuit-il, *de l'examen fait en dix minutes débouchant sur un rapport d'autant de pages, s'alimente, cela est vrai, d'épisodiques, mais authentiques fautes professionnelles. Il est franchement malséant d'étendre une telle accusation à l'ensemble des experts. »* ...

« Il n'est pas vrai, écrit pour sa part le professeur Pierre Deniker, membre de l'Académie de médecine, *que les experts expédient leur examen « en dix à quinze minutes », c'est une légende. »*

La citation critique que nous donnions de la notion de démence, base de l'expertise, est elle-même très critiquée. *« La démence,* écrit le docteur Carol Jonas, expert auprès de la cour d'appel d'Orléans, *est partout clairement définie. Le problème est que son sens a évolué depuis 1810 (...). » « En réalité,* explique le professeur Deniker, *en 1810, le terme du code a été emprunté au droit romain : en latin « demens » signifie « hors de son esprit ou du sens commun », autrement dit aliéné, notion imprécise, certes, mais non point dépassée. »*

Une autre de nos citations, celle du docteur Henri Giraud (Marseille) fait écrire au docteur Roumajon : *« Attribuer à d'invérifiables barrages souterrains une hypothétique sélection des spécialistes le plus souvent désignés en fonction de la réponse qu'on attend frôle la diffamation. »*

[Ecrire sur la psychiatrie, c'est souvent s'exposer à la critique. Ecrire sur les rapports entre psychiatrie et justice double le risque. Le dossier consacré à la médecine légale *s'appuyait* pour l'essentiel sur des textes émanant des milieux professionnels. Le courrier dont nous publions quelques extraits vient donc au total plus nourrir un début d'actualité que critiquer telle ou telle position exprimée dans *le Monde*. Reste pourtant que nul ne conteste que le fonctionnement actuel de l'expertise psychiatrique méritait d'être profondément remanié. Quant à la question de fond, elle demeure posée : un psychiatre amputé de sa fonction thérapeutique est-il encore un psychiatre. – J.-Y. N.]



culture

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 BORDAS, HÉLAS !

VOUS vous souvenez peut-être des démêlés récents qui opposèrent au Bordas porteur du nom ceux qui firent de cette maison d'édition une *entreprise florissante*. Mais qu'ils soient vrais ou faux, de la famille ou non, les Bordas réunis ont une passion pour la littérature française. Ils ont pratiquement nationalisé cet outil de travail. Du Moyen Age au vingtième siècle, ce qui reste de Lagarde et Michard a mis la main en six volumes sur tous les écrivains *scolaires*. Au moment où le libéralisme est à la mode, j'attire l'attention de l'opposition et de M. J.-P. Chevènement sur ce que ce monopole a d'inquiétant.

Je verrais assez bien les parents d'élèves, les bonnes sœurs de toutes nos provinces et les jeunes giscardiens, fraternellement réunis, défiler sous les fenêtres du PDG de la maison, M. Bourgois, aux cris : *« Libérez Racine ! Libérez Voltaire ! »*. Le Bourgois-Bordas est le nouveau JR de la littérature. Non content de nationaliser les siècles passés, il ne laisse pas à nos chétifs écrivains contemporains le temps de souffler et de s'épanouir. Il *pratique* avec sauvagerie la politique de la terre brûlée.

C'est tout de suite que les hommes de lettres métamorphosés en puits de pétrole doivent jaillir, et tant pis pour l'*avenir* ! Après Lagarde et Michard, déjà nommés, et qui furent les colonisateurs des terres riches de la grande époque, ont succédé les hommes de main. Bersani, Autrand, Lecarne et Vercier se sont jetés sur *La littérature en France de 1945 à 1968*.

Les mêmes chasseurs de prime (moins Autrand, bourrelé sans doute de remords) ont tenté de s'emparer de nos ultimes réserves : *La littérature en France depuis 1968*. Partout en France et dans le monde, l'on protège les espèces en voie de disparition. C'est à qui défendra le phoque, le vison, la baleine, le dauphin, la buse, le loup et le mulot, mais personne ne prendra donc en pitié les derniers écrivains voués aux infâmes caresses des stipendiés du Bordas? Après le monumental *Dictionnaire des littératures de langue française* en trois forts volumes de Couty - Rey - de Beaumarchais, les honnêtes gens pourraient se croire à l'abri. Il n'en est rien, Bordas récidive.

A l'instant, je reçois le *Dictionnaire Bordas de littérature française et francophone* d'Henri Lemaître. De tous les Bordas, c'est le plus médiocre, celui dont on comprend le moins la raison d'être. Mais je mentirais si je ne disais pas que c'est le plus réjouissant. Avec les écrivains de ce siècle, on est en plein délire. Lemaître saisi par la débauche entasse dans un joyeux désordre des écrivains à l'ancienne et déjà oubliés avec les derniers produits de *Tel quel*, qui ne sont d'ailleurs pas dans un meilleur état de conservation. Dans quel autre dictionnaire pourrait-on trouver cités à la queue leu leu les noms de la chère Jeanne Galzy, auteur d'une biographie de George Sand, du regretté Yves Gandon, ancien président de la Société des gens de lettres, et du fringant Jacques Garelli, professeur à l'université d'Amiens, l'un de nos poètes les plus prisés aux Etats-Unis, où il a longtemps enseigné ? Ne voulant sans doute pas que Zola s'ennuie tout seul dans son Z, Lemaître lui offre comme camarade de chambrée Michel Zéraffa.

C'est une excellente idée et j'ai gardé un bon souvenir de l'auteur de *Doublures*, mais depuis Sartre et *les Mots*, la série des « Pardaillan » est de nouveau en selle. Je suis sûr que Zola et Zéraffa n'auraient pas demandé mieux que de se pousser un peu pour laisser une petite place à Zévaco.

M. Lemaître, dans son avant-propos, affirme qu'il a refusé de *« céder à un « modernisme » excessif »* et qu'il a veillé à *« ne point trop suivre les modes passagères »*. C'est pour cela, sans doute, que son dictionnaire fourmille en auteurs médiocres *ou* (*et*) illisibles. M. Lemaître, normalien, agrégé des lettres, a commencé dans la carrière en 1944 par une étude sur *Proust et Ruskin* (Didier-Privat).

C'est un spécialiste de Nerval et de Baudelaire, qu'il a édités. Son dernier livre avant ce malheureux dictionnaire était une savante étude sur *William Blake, vision et poésie*, chez Corti. Autant dire qu'Henri Lemaître n'avait que de bons certificats à nous présenter. Le seul point noir, la seule fausse note, c'est qu'Henri Lemaître est un récidiviste des *histoires* de la littérature. Il avait déjà publié chez Laffont-Bordas *la Littérature française* (5 vol.) et chez l'ancien Bordas, chez P. Bordas et fils, *l'Aventure littéraire du vingtième siècle* : I-1890-1930; *II-1920-1960* (*1984*). Son *Dictionnaire* actuel est peut-être le fruit d'un compromis entre les nouveaux Bordas *et l'héritier du nom*. En le publiant, Bordas-Bourgois reconnaît en quelque sorte que la littérature française ne date pas de lui. Que Pierre Bordas avait déjà fait beaucoup pour elle ! Il est dommage que cet heureux dénouement aboutisse dans les faits à une telle cacophonie.

Et comme je ne voudrais pas que vous me taxiez d'injustice, je prends un écrivain presque au hasard, et vous allez voir comment il est (mal) traité. Je me sers de mon homonyme Frank (Jean-Michel), *né* comme moi à Neuilly : *« Parallèlement à une carrière d'enseignant, qu'il interrompra en 1970, il s'engage de plus en plus profondément dans la voie d'une recherche poétique qui, sous le signe d'un lyrisme où l'aveu du rêve s'harmonise avec la retenue de la pudeur et la présence de la nature, l'a conduit à affirmer, d'année en année, son originalité et sa maîtrise d'un langage aux subtiles résonances. En même temps s'opère, sur le fond obsédant d'un horizon tragique, le contrepoint symbolique de l'angoisse et de la spiritualité. »* Jean-Michel Frank a publié cette année un recueil de poésie qui s'appelle *Dernier, dernier nuage*. Comme *il ne faut jamais* rester sur une mauvaise impression, toutes affaires cessantes, je vous conseille de vous le procurer. Nous devons bien à Frank cette réparation !

2 1914

ERIC NEUHOFF écrit à mon propos dans *Nos amies les lettres : « Ne rate pas un tome de la correspondance de Proust. »* Pour qu'il y ait au moins un mot de vrai dans ce malheureux livre, Philip Kolb, l'éditeur de cette correspondance, vient de se donner la peine de publier chez Plon le tome XIII, qui va, dans l'état actuel de nos connaissances, du 1er janvier 1914 au jeudi soir 31 décembre de la même année.

Proust, pour changer !

La correspondance de Proust n'a pas toujours une très bonne réputation. On l'oppose, pour lui *faire honte*, à celle de Voltaire, qui est mondiale, c'est-à-dire européenne à l'époque. Correspondance tout terrain qui va de la concierge au roi. Elle bénéficie de sa position centrale.

Toile d'araignée qui sait se dérouler dans les branches ou les combles à toute allure si les circonstances l'exigent. A celle de Diderot : le philosophe, suivant l'heureuse expression de Drieu La Rochelle, enfouissant son trop-plein de génie dans les tiroirs du secrétaire d'une vieille fille à bésicles. A celle de Flaubert : drue, forte, qui semble toujours vous parler avec une grosse voix. Espèce de Jean Renoir dans *la Règle du jeu*, qui bouscule les autres acteurs et leur postillonne les conseils.

Vengeance d'artiste qui se débonde. Façon un peu bruyante à *mon goût de prendre sa revanche* sur les romans et les contes atteints de rétention d'urine ! La correspondance de Proust, par rapport à sa *Recherche*, elle, souffrirait d'insignifiance, de mondanité. Elle est tout ce que l'on ne pourrait pas souffrir dans Proust, s'il n'y avait pas eu son génie pour rendre sa frivolité précieuse, tolérable.

Il est vrai que comme toutes les correspondances, celle de Proust, une fois complètement déroulée, aura besoin d'être hachée en morceaux *choisis*. *Dieu merci, nous n'en sommes* pas encore là. Il nous manque bien huit tomes. Nous cahotons toujours avec délice dans le temps perdu. 1914, c'est tout de même une année exceptionnelle. Un grand cru.

Il y a Gide. Bernard Grasset. L'assassinat de Gaston Calmette, directeur du *Figaro*, qui compte beaucoup plus, semble-t-il, pour Proust que celui de Jaurès, dont il ne dira pas un mot. Alfred Agostinelli, son ex-chauffeur-secrétaire, sa passion, sa ruine — il lui a offert comme cadeau de séparation un avion et probablement une Rolls-Royce, — se noie la même année *« au cours d'un accident d'avion au large d'Antibes »* d'une façon opportune.

C'en est fini de la jalousie, et Agostinelli va pouvoir devenir pleinement *la Fugitive, Albertine disparue*. 1914, c'est aussi la guerre. Et la mort en octobre de Bertrand de Fénelon-Saint-Loup. Nous apprenons avec soulagement qu'en février ou en avril Proust *lui avait envoyé Du côté de chez Swann*. C'était tout juste. Peut-être en juin et juillet *« l'un des êtres que j'aime le plus profondément »* a-t-il pu lire des extraits de *Du côté de Guermantes* dans *la Nouvelle Revue française* ? La Bourse a été très mauvaise pour Proust, cette année-là.

TROIS CENTS ÉLUS A LYON

L'opposition à la recherche d'une politique culturelle

Toute la journée de lundi, trois cents élus de l'opposition se sont retrouvés à Lyon et ont parlé de décentralisation culturelle. Une cible unique : la politique et les dépenses de M. Jack Lang. Mais pas de conception commune entre les partisans de la tolérance et les pourfendeurs d'animateurs socioculturels. Pour les réunir malgré tout : la présence de M. Raymond Barre et de son état-major.

Les colloques peuvent être si indigestes qu'on les fait passer accompagnés de cuisine, de « temps libre », de culture. Lyon s'y prête bien. Surtout *maintenant*, *saison de* « l'Octobre des arts », sans compter les concerts et spectacles qui font de Lyon une des première villes de France en termes de dépenses culturelles au moins.

Mais lorsque la culture entre dans le champ des préoccupations politiques et électorales, l'efficacité prend le dessus, la création disparaît derrière les discours, le velours côtelé se noie dans les costumes trois-pièces. Pratiquement pas un artiste (*Jérôme Savary, annoncé en* vedette, s'est fait excuser), guère plus d'humour ni de malice (M. Edgar Faure a suivi l'exemple de Savary) ; en revanche, deux ou trois cents élus d'une respectable moyenne d'âge.

Le colloque qui s'est tenu le 21 octobre au Palais du commerce de Lyon avait un thème au titre peu exaltant : un projet culturel pour demain dans le cadre d'une véritable décentralisation. Thème pourtant de première importance pour les problèmes qu'il soulève. Les chiffres sont éloquents : en 1983, l'ensemble des administrations publiques a dépensé environ 28 milliards de francs pour la culture, toutes catégories confondues. Douze millions étaient à charge de l'Etat (dont 7 millions du ministère de la culture, soit 24,5 % de l'ensemble) et 16 millions à charge des collectivités locales (dont 14 millions pour les villes, soit 50,3 % de l'ensemble). *Encore la disparité s'est-elle atté*nuée par rapport à 1981, où les collectivités locales avaient en charge 61,3% des dépenses culturelles.

Or, il est significatif que le pouvoir de l'Etat, c'est-à-dire du ministère de la culture, soit inversement proportionnel à sa contribution financière. *Les chiffres, le pouvoir* : ce n'est pas un hasard si le colloque de Lyon précède de huit jours la discussion du budget de M. Jack Lang à l'Assemblée nationale.

Les grandes manœuvres

Organisé dans la Ville de Lyon, le colloque avait été préparé par M. Jean-Pierre Bady, conseiller à la Cour des comptes, ancien directeur de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites (1) : depuis 1981, c'est surtout l'homme de terrain de M. Raymond Barre, en matière de politique culturelle même *si l'actuelle vedette en reste* M. Michel Guy, ancien secrétaire d'Etat, qui présidait une partie des débats.

On notait aussi lundi la présence *et l'intervention* d'un autre ancien responsable de la rue de Valois, M. Jean-Philippe Lecat, à qui étaient alors dévolues la culture et la communication. Un assemblage que plusieurs devaient appeler à nouveau de leurs vœux pour « demain ». Quant à M. Raymond Barre lui-même, il est venu clôturer cette réunion où l'on ne dénombrait qu'un seul représentant du RPR, M. Jacques Baumel, et aucun représentant culturel de l'équipe de M. Giscard d'Estaing, en apparence tout au moins.

La décentralisation culturelle passe d'abord, on le voit, d'abord par les grandes manœuvres. Face à l'*« activisme frénétique »* de M. Lang, les états-majors des principaux candidats de l'opposition tentent désormais de définir des politiques qui ne soient plus seulement des quolibets ou l'accumulation inefficace de griefs difficiles à fonder si l'on songe à la situation d'avant 1981.

Dans le camp de M. Jacques Chirac, la réflexion culturelle apparaît bicéphale : côté RPR, elle est conduite par M. Jean-Claude Groshens, ancien *président* du Centre Pompidou, mais elle est réglée à l'Hôtel de Ville par Mme Françoise de Panafieu, adjointe au maire, et par M. Jean Musy, ancien directeur de l'École des beaux-arts, actuellement directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris. L'équipe culturelle de M. Giscard d'Estaing ne s'est pas encore manifestée.

Définir une politique culturelle d'opposition ? On mesurait lundi la difficulté du problème. D'ailleurs, les interventions intelligentes et apparemment sincères de M. François d'Aubert, *vice-président* au conseil général et député de la Mayenne, ou de M. Jean-Pierre Girault, sénateur et maire de Caen, rendaient directement hommage à M. Jack Lang, ou tout au moins à sa performance médiatique. Et on était frappé d'entendre de telles défenses de la *tolérance, de la liberté de création* ou même de ses « excès ».

La liberté de création, c'est ce qui est apparu aussi de plus fragile tout au long de ce colloque où l'unité de lieu et de temps ne cachait pas les désaccords de fond. Pour les uns, la décentralisation ne doit pas être l'*occasion de remplacer* le pouvoir excessif mais lointain du ministère par les pouvoirs moindres, mais plus proches des élus. Il faut, pense-t-on souvent, s'en remettre à la sagesse des associations et des « professionnels ». Pour les autres, la chasse à l'« animateur socioculturel », à la *« décadence »*, au *« maniérisme »* et même au « post-modernisme » apparaît bien ouverte... De vieux discours sous des formules nouvelles.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) M. Jean-Pierre Bady vient de publier la première synthèse claire sur la politique en matière de monuments historiques depuis Mérimée (collection « Que sais-je ? »).

M. Raymond Barre : *attention aux attitudes excessives*

De notre correspondant régional

L'ancien premier ministre Raymond Barre a tenté à Lyon, sur un ton modéré, une synthèse des travaux de l'opposition. Trois constats tout d'abord : l'augmentation globale de la consommation culturelle des Français *passe par un très fort développe*ment des activités dites *« à* domicile *»*, un phénomène à relier à ce que le député du Rhône a appelé une tendance à l'*« émiettement »* ; l'accroissement du rôle des collectivités locales ; les *« contradictions »* de l'Etat. Sur ce point, M. Barre a relevé un *« discours décentralisateur »* et une pratique interventionniste : *« Il y a une conception globalisante du ministère de la culture, arbitre du goût et des formes. Nous avons aujourd'hui un Pétrone de la culture... »*

Comme d'autres intervenants, l'ancien premier ministre s'est prononcé pour un *« maintien »* du budget de la culture, mais en recentrant le rôle de l'Etat sur ses missions *« essentielles »* : patrimoine, correction des déséquilibres géographiques et sociaux, formation. Il souhaite un *« développement de la démocratie culturelle »* pour éviter la multiplication de *« satrapies »* locales ou régionales. Enfin, il a rappelé ses propositions en matière d'*audio-visuel : une* seule chaîne de télévision publique et des *« cahiers des charges culturels »* négociés avec le secteur privé.

En conclusion, M. Barre a mis en garde ses auditeurs : *« Méfions-nous des attitudes excessives et des propos outranciers, des pensées sommaires et de l'absence du sens des responsabilités. La politique culturelle de l'avenir doit être fidèle à certaines valeurs de civilisation et au respect de la personne humaine. »*

C. R.

MUSIQUE

« LA PASSION SELON SAINT JEAN » au Théâtre des Champs-Élysées

Une imagerie très catholique

En passant de l'immense Fenice de Venise (*le Monde* du 28 décembre) au Théâtre des Champs-Elysées, plus intime, la *Passion selon saint Jean* de Bach, mise en scène par Pier Luigi Pizzi, n'a rien perdu de sa splendeur spectaculaire et touchante à la fois.

Très italienne et catholique, très marquée par le baroque et la Contre-Réforme, cette réalisation sera diversement appréciée par chaque spectateur selon sa sensibilité, car la manière dont on a ressenti l'histoire ou le mystère de Jésus, la part que chacun a prise ou non à la liturgie, et, qui plus est, souvent dans son enfance, en détermineront l'émotion ou le rejet plus ou moins net.

Ce n'est pas seulement en effet une représentation de la Passion (comme à Oberammergau par exemple), mais un livre d'images aux multiples références picturales très précises (des primitifs flamands *ou allemands à la Renaissance italienne*, au dix-septième ou au dix-huitième siècle), inséré dans un contexte de cérémonie catholique : chef d'orchestre et évangéliste en soutane violette de monsignor, choristes en surplis d'enfant de chœur, évêque, diacre et sous-diacre montant à l'autel pendant *les chorals* pour l'oraison, le confiteor, l'ostension de la croix, la distribution de la communion (et disparaissant, comme les apôtres, pendant la crucifixion...).

*On est ainsi assez loin du dépouil*lement luthérien de Bach, beaucoup plus centré sur la contemplation intérieure du drame christologique que ce pittoresque latin ; et, pour ne *prendre qu'un exemple*, les airs de solistes avec leurs nombreuses reprises paraissent interminables d'être mis en scène avec tant de mouvements divers, si délicats soient-ils, au lieu de rester un temps de méditation suspendue.

Le contraste est peut-être accentué par l'interprétation musicale très intimiste et recueillie de William Christie et des *Arts florissants*, qui semble même un peu menue dans ce théâtre, tandis qu'on attendrait quelque pompe dix-neuvième siècle pour accompagner ce spectacle plein de couleur. Le baroque de Christie est certainement plus près de Bach que des églises italiennes. Et la tonalité *générale de la représentation* en paraît quelque peu molle et douceâtre.

Cette belle anthologie des images que le drame du Calvaire a suscitées à travers les *siècles se déploie sur* un vaste dispositif traversant toute la salle, dominé par une grande crucifixion aux personnages auréolés, avec de chaque côté leurs chaires où *officient le chef d'orchestre* et l'évangéliste. Comme dans l'œuvre de Bach, le chœur incarne tantôt les juifs qui insultent le Christ, tantôt les fidèles qui l'entourent de leur piété. Et chaque épisode de la Passion est traité avec une invention, un charme, une science des groupes et des gestes où l'on reconnaît l'art parfait de Pizzi.

Dans la distribution, de bonne qualité sinon *exceptionnelle*, on remarque surtout l'évangéliste de Hans-Peter Blochwitz, Margarita Zimmermann (Marie), Thomas Thomaschke (Pierre), un Jean à la Vinci (Ian Honeyman), la robuste Madeleine de Brigitte Poschner, tandis que Florian Prey est un Jésus un peu pâle comme *celui de Guido* Reni. Encore quelque peu novices, les Petits Chanteurs de Saint-François de Versailles et l'Ensemble vocal BWV se distinguent par leur *fraîcheur et leur élan*.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Jusqu'au 1er novembre (sauf les 25 et 26 octobre), avec deux distributions en alternance.

■ **GRAND PRIX DE L'HISTOIRE.** — *Le premier Grand Prix de l'histoire*, a été attribué, le 21 octobre, à Elisabeth Labrousse pour son livre, *la Révocation de l'édit de Nantes* (voir *le Monde* du 18 octobre), paru aux éditions Payot. Créé cette année à l'initiative d'Alain Chevalier, président de Moët-Hennessy, ce prix annuel est doté d'une somme de 100 000 francs. Le jury, présidé par Georges Duby, comprend les personnalités suivantes : Hélène Carrère d'Encausse, Françoise Chandernagor, Pierre Chaunu, Emmanuel Le Roy Ladurie, Pierre Miquel et Jean d'Ormesson.

SPECTACLES

LA MORT DE JEAN-ROGER CAUSSIMON

Un poète anarcho-sentimental

Le comédien, poète et chanteur Jean-Roger Caussimon est mort, le 20 octobre, à l'hôpital de la Salpêtrière, à Paris, des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante-sept ans.

Jeune comédien, Jean-Roger Caussimon était déjà un vieil et fidèle amoureux de la chanson. A douze ans, il connaissait tout le répertoire. A vingt-six, parallèlement à une activité théâtrale et cinématographique, il se produisait au Lapin à Gill, le cabaret de la butte Montmartre, mais aussi chez Gilles et à l'Ecluse, deux autres boîtes à chansons, fameuses à l'époque : il y disait des poèmes nostalgiques racontant des voyages dans l'espace et dans le temps. Un soir, Léo Ferré vient au Lapin à Gill, et il est séduit par le personnage anarcho-sentimental haut en couleur. Ferré met en musique et interprète *Comme à Ostende, Monsieur William, le Temps du tango*, autant de chansons qui contribuent à le faire connaître en ce début des années 50, et qui demeurent aujourd'hui parmi ses plus belles réalisations.

En 1953, Jean-Roger Caussimon arrête « le tour de poésie ». Il continue cependant d'écrire pour lui-même et pour d'autres (Catherine Sauvage, les Frères Jacques, Philippe Clay). Comme un marin qui vogue de port en port, il va, à présent, de théâtre en théâtre, où il fait l'acteur dirigé par Jean Vilar, André Barsacq, Jean Mercure. Il y joue des rôles très divers. Il écrit également des pièces (cinq, dont la dernière : *Nom : Stuart, prénom : Marie*, avait récemment été représentée à Paris).

Au cinéma, il apparaît dans de nombreux films dont *François Villon* (1945), *Pétrus, Le destin s'amuse* (1946), *la Rose rouge, l'Homme de la Jamaïque, Juliette ou la Clé des songes* (1950), *l'Auberge rouge* (1951), *le Port du désir, French Cancan* (1954), *Le gorille vous salue bien* (1957), *Bel ami* (1961), *Thomas l'imposteur* (1964).

En 1971, le chanteur et producteur phonographique Pierre Barouh pousse gentiment Jean-Roger Caussimon dans les studios d'enregistrement. C'est le début, à plus de cinquante ans, d'une carrière d'interprète avec des chansons comme *les Cœurs purs, la Java de la Varenne*, chantées avec une voix de « Parigo », pleine de générosité et d'humour. Caussimon entreprend cette aventure tardive avec beaucoup de minutie. Il donne des récitals au Vieux-Colombier, au Théâtre de la Renaissance, à la Gaîté Montparnasse. Pour lui, la chanson, c'est un peu comme une chose épidermique. Poète partagé entre le rêve et la réalité, il est plutôt un tendre, attentif aux autres, pas du tout provocateur et qui, comme un enfant, nous livre son âme.

Au commencement de 1985, Léo Ferré, l'ami fidèle, avait mis en musique des textes inédits de Caussimon (*les Loubards, Nuits d'absence, les Vieux Chagrins, J'entends passer le temps*) et les avait rassemblés dans un album RCA.

CLAUDE FLÉOUTER.



Mardi 22 octobre

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

- UNE STATION SERVICE : Théâtre de la Ville (274-22-27), 20 h 30.
- LE TIGRE : Théâtre 3 sur 4 (327-09-16), 20 h 30.
- DEUX SUR LA BALANÇOIRE : Atelier (606-49-24), 21 heures.
- KE VOI : Cartoucherie de la Tempête (328-36-36), 20 h 30.
- FIN D'ÉTÉ A BACCARAT : Athénée, salle Berard (742-67-27), 20 h 30.
- LES CONTES DE HOLLYWOOD : Athénée, salle Jouvet (742-67-27), 20 h 30.
- DESCARTES-PASCAL : Petit Odéon (325-70-32), 18 h 30.

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 h : Iphigénie en Tauride.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Feydeau. Comédies en un acte.
ODÉON (325-70-32). Théâtre de l'Europe, 20 h 30 : L'Illusion, de Corneille.
PETIT-ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : Entretien de M. Descartes avec M. Pascal Le Jeune, de J.C. Brisville.
TEP (364-80-80), 20 h 30 : George Dandin.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 20 h 30 : Gospel at Colonus.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) : 18 h 30 : Mory Kante (Mali) ; 20 h 45 : Une station service.
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : Bajazet.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (366-42-17), 20 h 45 : Kilowatt.
ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.
ARTS HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : le Sexe faible.
ATELIER (606-49-24), 21 h : Deux sur la balançoire.
ATHÉNÉE (742-67-27), Salle Ch.-Bérard, 18 h 30 : Fin d'été à Baccarat. – Salle Louis-Jouvet, 19 h : les Contes d'Hollywood.
BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.
BOURVIL (373-47-84), 20 h : Droit d'apostrophe ; 21 h : Pas deux comme elle ; 22 h 30 : Y'en a marr... ez vous ?
CARTOUCHERIE : Aquarium (374-99-61), 20 h 45 : les Heures blanches ; Tempête (328-36-36), 20 h 30 : Ke voi ?
CENTRE CULTUREL SUISSE (271-44-50), 20 h 30 : Hommage au théâtre.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Resserre, 20 h 30 : le Pavillon des enfants fous.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 21 h : L'âge de monsieur est avancé.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : les Intrigues d'Arlequin et Colombine.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11). 20 h 30 : Balise de toi.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 21 h : les Fils du soleil.
DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Femmes.
ÉCOLE NATIONALE DU CIRQUE (266-63-17), 21 h 30 : le Tambourin de soie.
EDOUARD VII (742-57-49), 20 h 30 : Chapitre II.
ÉPICERIE, (272-23-41), 20 h 30 : Ballade au square.
ESSAION (278-46-42), 19 h : Une saison en enfer ; 21 h : Journal de Katherine Mansfield.
FONTAINE (874-74-40), 21 h : Rififoin dans les labours.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Love.
GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : the Caretaker.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Jardin des supplices.
JARDIN D'HIVER (255-74-40), 21 h : Mes souvenirs.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : l'Indien sous Babylone.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h : Simone Weil 1909-1943 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; II. 18 h : Pardon M'sieur Prévert ; 20 h : la Fête noire ; 22 h 15 : Dodo-Ji.
LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 19 h 30 : Désir d'être ; 21 h : la Démarieuse.
MADELEINE (265-07-09), 21 h : Comme de mal entendu.
MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari.
MARIE STUART (508-17-80), 20 h 15 : Savage Love.
MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon.
MATHURINS (265-90-00), Grande Salle, 20 h 45 : le Baiser de la veuve ; Petite Salle, 20 h 30 : On ne sait comment.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Bluffeur.
MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : la Femme du boulanger.
MONTPARNASSE (320-89-90), Grande Salle, 20 h 45 : les Gens d'en face ; Petite Salle, 21 h : Paso Doble.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Gigi.
ŒUVRE (874-42-52), 21 h : l'Escalier.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : le Grand Meaulnes.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Jules César.
PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : Libertango.
POCHE (548-92-97), 21 h : l'Ecornifleur.
PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : Dieu, Shakespeare et moi.
POTINIÈRE (261-44-16), 21 h : Double Foyer.
QUAI DE LA GARE (585-88-88), 19 h : Eliophore, 21 h : Baal.
RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : les Voisins du dessus.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 21 h : la Bataille de Waterloo.
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I : 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II : 20 h 30 : Huis clos ; 22 h 30 : Il est niais le divin enfant.
TEMPLIERS (877-04-64), 20 h 30 : la Noce chez les petits-bourgeois.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE GRÉVIN (246-84-47), 20 h 45 : Sainte-Escroque ?
THÉÂTRE DE PARIS (280-09-30), Grande Salle, 20 h 30 : la Vie parisienne ; Petite Salle, 21 h : Un mur dans le jardin.
THÉÂTRE 3 SUR 4 (327-09-16), 20 h 30 : le Tigre.
TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : le Baron rouge ; 21 h 30 : C'est encore loin la mairie ; 22 h 30 : Lime crève l'écran.
TH. NOIR (346-91-93), 20 h 30 : Toussaint Louverture.
TH. 13 (588-16-30), 21 h : Marthe.
TH. 14-J.-M. SERREAU (545-49-77), 20 h 45 : Je vous écris d'un pays lointain.
TH. DU TEMPS (355-10-88), 20 h 30 : Lysistrata-Salomé.
TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Madame de Sévigné ; 20 h 30 : Fragments ; 22 h 30 : Classées X.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 21 h : Elise, Isserteaux.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 45 : N'écoutez pas mesdames.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

INSTITUT NÉERLANDAIS 121, rue de Lille. Jeudi 24 octobre à 20 h 30. Entrée libre. Réservation 705-85-99 (p.a. Valmalète)	HUGO WOLF — MEINARD KRAAK baryton, ELENA VINK soprano, EELKO MOOLENAAR piano — Italienisches Liederbuch
Th. de la RENAISSANCE. Vendredi 25 oct. 18 h 30. Loc. : 208-18-50 (p.a. Mondial Musique)	« THÈMES et VARIATIONS » Récital BRAHMS — Philippe AICHE, violon ; V. MENUET-GUILBAUD, piano ; Christophe GAUGUE, alto ; Emmanuel GAUGUE, violoncelle
COMÉDIE des CH.-ÉLYSÉES 15, av. Montaigne. Lundi 28 octobre à 19 h 30. Rens. tél. : 47-20-42-12. Loc. théâtre CH.-ÉLYSÉES. BUFFET VIENNOIS OFFERT ENTRACTE (p.a. Valmalète)	« LES MUSICIENS AMOUREUX » présentent WIEN, 75008 — MOZART, SCHUBERT, BERG, SCHONBERG, WEBERN — Mary KING, mezzo ; Sylvie GAZEAU, viol. alt. ; Cecilia TSAN, cello ; Catherine CANTIN, flûte ; Jacques DI DONATO, clar. ; David ABRAMOVITZ, piano ; DUOS PALMIER-RIGAL pianos-forte
THÉÂTRE CH.-ÉLYSÉES. Sam. 26 oct., sam. 2 nov. à 15 h 30. Loc. Caisses ouvertes 12 h 30 à 19 h. Places de 80 à 1 100 F (p.a. Valmalète)	VLADIMIR HOROWITZ — Le 26 : SCARLATTI, SCHUMANN, SCRIABINE, SCHUBERT, LISZT, CHOPIN. Le 2 : SCARLATTI, MOZART, SCHUBERT, LISZT, SCRIABINE, CHOPIN
THÉÂTRE MUSICAL de PARIS Châtelet. LUNDI 28 OCTOBRE à 20 h 30 (p.a. Werner) et Valmalète	ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DU JAPON — Ken-Ichiro KOBAYASHI, direction. Ikuyo KAMIYA, piano. TOYAMA - MOZART - TCHAIKOVSKI
Salle CHOPIN. Mardi 5, vend. 8, merc. 13 novembre à 20 h 30. Programmes différents. KIESGEN	Audition intégrale de l'œuvre pour violoncelle J.-S. BACH — 6 Suites pour violoncelle seul, 3 sonates av. clavecin par CARLOS PRIETO, violoncelle. Avec Claire CORNELOUP, clavecin

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 21 h 45 : Allo Tokyo.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.
CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Ordres de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
CAFÉ DE LA GARE (549-27-78), 22 h : les Méthodes de Camille Bourreau.
L'ÉCUME (542-71-16), 20 h 30 : Morte Story.
PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non, je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Nous, on sème.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 18 h 30 : Eclairs d'un sorcier ; 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Courteline et Labiche en vacances ; 22 h 30 : Nos désirs font désordre.
THÉÂTRE 33 (858-19-63), 18 h 30 : Délires.

En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB (603-60-44), 20 h 30 : Mesdames de Montenfriche.
CLAMART, CC J.-Arp (645-11-87), 20 h 30 : Groupe de recherches de l'Opéra de Paris.
CRÉTEIL, Maison des arts (899-94-50) 20 h 30 : Murray Louis Dance Company.
L'HAY-LES-ROSES, La Tournelle (665-58-06) ; 21 h : Barouf à Chioggia.
IVRY, Théâtre des Quartiers (672-37-43) 20 h 30 : Journal d'un homme de trop.
LONGJUMEAU, Théâtre A.-Adam (909-40-77), 21 h : J. Mas.
LES MUREAUX, Château de Bécheville (099-92-12), 19 h 30 : Quintette de cuivres Polyphonia.
NANTERRE, Théâtre des Amandiers (721-18-81) : voir Festival d'automne.
RUNGIS, CC (560-54-33), 21 h : G. Bedos.
SAINT-DENIS, Théâtre G.-Philipe voir Festival d'automne.
SARCELLES, OCM (419-54-30), 21 h : A. Millecam.
SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), 21 h : Opéra nomade.
VERSAILLES, Théâtre Montansier (950-13-42), 21 h : Orchestre de l'Ile-de-France, dir. : U. Benedetti Michelangeli (Mozart, Schubert, Beethoven).
VIROFLAY, Eglise Notre-Dame, 20 h 45 : Chorale La Lyriade, dir. : Ch. Mauvais (Schutz, Bach, Vivaldi).

Les concerts

Radio-France, auditorium 106, 18 h 30 : Quatuor à cordes de Paris (Lazzari, Roussel, Polach). – Grand auditorium, 20 h 30 : J.-L. Gil (Bach, Liszt, Amy...) ; 22 h 30 : I. Oistrakh, N. Zertsalova (Beethoven, Liszt, Ysaye). – Auditorium 105, 20 h 30 : M. Kayath (Dowland, Buxtehude, Brouwer...).
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h : La Passion selon saint Jean ; Les Arts florissants, chœurs de l'Ensemble BWV. Mise en scène : P.-L. Pizzi, dir. : W. Christie
Salle Pleyel, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : J.-P. Wallez (Haendel, Mozart).
Eglise Saint-Louis-en-l'Ile, 20 h 30 : Chœur du studio baroque, Ensemble instrumental baroque, dir. : P. Colleaux (Charpentier).
Eglise Saint-Séverin, 20 h 30 : Quatuor Via Nova (Bach, Beethoven, Haydn...).
Eglise de la Madeleine, 18 h 30 : Chœurs et ensemble instrumental de la Madeleine, dir. : J. Havard de la Montagne (Bach).
Eglise Saint-Sulpice, 20 h 45 : D. Roth (Bach, Clérambault, Franck...).
Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Chorale E.-Brasseur, Orchestre français d'oratorio, dir. : J. Perisson (Mozart).
Salle A.-Marchal, 20 h 45 : F. Gaspard ; S. Szypowski (Liszt, Onslow, Cholley...).
Porte de la Suisse, 20 h 30 : P. Marietan, J.-Ch. Desnoux, D. Kientzy.
Théâtre de la Plaine, 20 h 30 : Y. Le Goff ; C. Roca ; P. Defonte ; B. Schlosberg.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : F. Gwin Swing Quintet.
LUCERNAIRE (544-57-34), 20 h : New Jazz Art.
MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : Jeremy ; 0 h 20 : J. Bonnard.
MONTANA (548-93-08), 22 h : Certains l'aiment chaud.
MONTGOLFIER (554-95-00), 22 h : M. Attenoux.
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30, Defunkt.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : M. Slim.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : P. King, G. Arvanitas, J. Sanson, Ch. Saudrais.
LA PINTE (326-26-15), 22 h : Trio C. Dejean.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Maxime Saury.
SUNSET (261-46-60), 23 h : A. Hervé, M. Ducret, M. Benita, P. Gritz.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.
DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : la France au clair de l'urne.

La danse

CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 30 : Cie Rubens Danses/M. Guillaumei.

Le music-hall

CASINO DE PARIS (280-20-89), 21 h : S. Gainsbourg.
CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.
CHEZ GEORGES (326-79-15), 20 h 30 : M. Mailhe.
ESPACE GAITE (327-95-94), 20 h 30 : Embrasse-moi idiot.
GYMNASE (246-79-79), 21 h : Th. Le Luron.
LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h 30 : J. Humenry.
OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : F. François.
PALAIS DES CONGRES (758-13-73), 20 h 30 : H. Salvador.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 22 h 30 et 24 h : M. Garay, L. Rizzo, Cabrerita, J. et S. Rey.

Festival d'automne

(296-12-27)

Théâtre des Amandiers, Nanterre, 21 h : la Veillée.
Théâtre de la Ville, 21 h : Mes souvenirs.
Théâtre G.-Philipe, Saint-Denis, 20 h 30 : Intérieur.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

19 h 15, Rétrospective Warner Bros (1950-1985) : la Chasse au gang, de A. de Toth (v.o.) ; 21 h, Hommage à I. Bergman : la Prison (v.o.).

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

ALAMO BAY (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Français, 9e (770-33-88).
AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Panthéon (Hsp), 5e (354-15-04) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; George-V, 8e (562-41-46).
LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
BABY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).
LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (359-89-22).
BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
LES BOURLINGUEURS (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).
BRAS DE FER (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, mer., jeu., 8e (562-20-40) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (320-30-19).
BREAKFAST CLUB (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).
LA CHAIR ET LE SANG (A., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Images, 18e (522-47-94).
CHOOSE ME (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Rialto, 19e (607-87-61).
CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (245-66-00).
COTTON CLUB (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).
DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.o.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 8e (574-94-94) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).
DANGEREUSEMENT VOTRE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).
LA DÉCHIRURE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
DUST (Fr.-Belg.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38).
EMMANUELLE IV (**) : George-V, 8e (562-41-46).
ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).
L'ÉVEILLÉ DU PONT DE L'ALMA (Fr.) : Les 3 Luxembourg, 6e (633-97-77).
LA FEMME PERVERTIE (It., v.f.) (**) : Mazéville, 9e (770-72-86) ; Ritz, 18e (606-58-60).

SPECTACLES

ELLE A PASSÉ TANT D'HEURES SOUS LES SUNLIGHTS (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Olympic Entrepôt, 14e (543-99-41).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Républic Cinéma, 11e (805-51-33) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : Latina, 4e (278-47-86).

HURLEVENT (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (h. sp.), 5e (354-72-71) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LEGEND (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94). – V.f. : Arcades, 2e (233-54-58).

LIFEFORCE (A., v.o.) (*) : Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

MAD MAX AU-DELA DU DOME DU TONNERRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE MARIAGE DU SIÈCLE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Paramount Odéon, 6e (325-58-83) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE MYSTÈRE ALEXINA (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LE NEVEU DE BEETHOVEN (Fr.-All., v. angl.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01).

NO MAN'S LAND (Fr.-suis.) : 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68).

NOTRE MARIAGE (Fr.-Port.) : Denfert, 14e (321-41-01).

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Nation, 12e (343-00-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

ORINOKO (Ven.) : Utopia Champollion, 5e (326-84-65).

PALE RIDER (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

PERFECT (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

POLICE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

PORC ROYAL (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; Action La Fayette, 9e (329-79-89)).

PROFS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99)) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LE 4e POUVOIR (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

RAN (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial Panorama, 13e (707-28-04) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (579-33-00) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

RASPOUTINE, L'AGONIE (Sov., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Cosmos, 6e (544-28-80). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES RIPOUX (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Ermitage, 8e (563-16-16).

LE ROI DAVID (A., v.o.) : Paramount Mercury, 8e (562-75-90). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Images, 18e (522-47-94).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (544-43-14).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (707-28-04) (h. sp.).

STRANGER KISS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Calypso, 17e (380-30-11).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

SUBWAY (Fr.) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Studio Galande (h. sp.) 5e (354-72-71).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

WITNESS (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).

LES FILMS NOUVEAUX

LE DERNIER JOUR D'UN CONDAMNÉ, film français de Jean-Michel Mongredien : Latina, 4e (278-47.86).

MALOMBRA (**), film italien de Bruno Gaburro, vf : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91).

EMPTY QUARTER, UNE FEMME EN AFRIQUE, film français de Raymond Depardon : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

FUREUR SAUVAGE, film américain de Arthur Davis, v.f. : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES, film yougoslave d'Emir Kusturica, V.O. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Trois Luxembourg, 3e (633-97-77) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e (543-99-41) ; 14 Juillet Beaugrenelle (575-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

QUEEN KELLY, film américain (nouvelle version inédite), d'Eric von Stroheim : Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

QUE LA VÉRITÉ EST AMÈRE, film français de Alain Brunet : Action Christine, 6e (329-11-30).

RAMBO II, film américain de George P. Cosmatos, V.O. : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Murat, 16e (651-99-75). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (246-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

DEUXIÈME FESTIVAL DU FILM ARMÉNIEN. Plusieurs films inédits, V.O. : Studio 43, 9e (770-63-40). (Voir rubrique « FESTIVALS »)

Les festivals

CINÉMA ANGLAIS « LE COME BACK ? » (v.o.), Olympic-Marylin, 14e (543-99-41) : Guerre froide.

FESTIVAL DU FILM ARMÉNIEN (v.o.), Studio 43, 9e (770-63-40), 18 h : Amoureux volontaires ; 20 h : Arménie 1900 - Naapet ; 22 h : Sayat nova ; 18 h 10 : Tjvejik - Labbeus Tadeus - les Saisons ; 20 h 10 : Sans retour ; 22 h 10 : Pepo.

CARNÉ, Champo, 5e (354-51-60) : Hôtel du Nord ; Drôle de drame.

CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN (v.o.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66). 18 h : Mogambo ; 20 h : la Ronde de l'aube ; 22 h : l'Ombre d'un doute.

M. DURAS, Denfert, 14e (321-41-01), 17 h 40 : India Song.

L'ÉTÉ D'EASTWOOD (v.o.), Action Rive Gauche, 5e (329-44-40) : Ça va cogner.

HUMOUR ANGLAIS (v.o.), Action-La Fayette, 9e (329-79-89), l'Homme au complet blanc.

INSOLITES A PARIS (v.o.), Utopia, 5e (326-84-65), 20 h 20 : Maria's Lovers ; 16 h 20 et 22 h 20 : la Fièvre au corps ; 18 h 20 : The Mafu Cage. – II. 22 h 10 : Tess ; 16 h 30 : Servante et maîtresse ; 18 h 30 : Orinoko ; 20 h 10 : Allemagne mère blafarde.

KUROSAWA (v.o.), Saint-Lambert, 15e (532-91-68), 18 h 30 : Dode's Caden ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) (v.o.) : l'Idiot.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.), Studio 28, 18e (606-36-07) : Birdy.

TEX AVERY (v.o.), Actions Ecoles, 5e (325-72-07) : Barnabé le Ronfleur ; Billy la Fringale ; le Cirque des puces ; Cocorico ; Drôle de canari ; Droopy conquérant ; Droopy millionnaire ; Droopy scout modèle ; Entre chien et loup ; Méfiez-vous cocottes ; Pygmée demi-portion ; Rien ne sert de tricher ; Trois Petits Cabots.

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 22 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Les grands écrans de TF1 : Commissaire Moulin.
Scénario de P. Andreota et J. Bourdier, réal. J. Ertaud. Avec Y. Renier, E. Wiener. (Rediff.) *Le commissaire, enquêtant sur l'enlèvement d'un personnage important, se heurte bizarrement à l'hostilité de la famille.*

22 h Vérités interdites : L'affaire Saint-Aubin.
Série d'Anne Hoang. *Cinquième document de la série sur les grands faits divers revus et réanalysés quinze ou vingt ans après. Ici, l'affaire Saint-Aubin, un accident toujours obscur. Le 5 juillet 1964, à 7 heures, un jeune homme mourait dans un accident de la route. Depuis vingt ans, les parents, persuadés qu'il s'agit d'un attentat par méprise, cherchent à établir les responsabilités. Jacques Vigoureux a suivi pas à pas l'enquête très minutieuse de Georges Benayoun. Un travail en profondeur, une des meilleures émissions de la série.*

23 h 5 Journal.
23 h 20 C'est à lire.
23 h 35 Vidéo roque.
23 h 55 Tify.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Cinéma : l'Ami de Vincent.
Film français de P. Granier-Deferre (1983), avec P. Noiret, J. Rochefort, F. Fabian, F. Cottençon.
Un musicien de variétés est blessé, dans sa loge, par une jeune fille l'accusant d'avoir détruit sa sœur. Son meilleur ami va enquêter auprès de ses anciennes maîtresses. D'après un roman de Jean-Marc Roberts, un film bien fait, bien joué (avec défilé d'actrices) mais sans ambiguïté, sans surprises véritables.

22 h 15 Mardi cinéma.
Avec M. Laforêt, M. Noël, G. Marchand, J. Villeret.

23 h 25 Journal.
23 h 50 *Bonsoir les clips.*

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : Volupté.
Film américain de R. MacDougall (1960), avec G. Lollobrigida, A. Franciosa, E. Borgnine, L. Patten...
Revenu du service militaire, le fils d'un milliardaire (ancien émigré grec) s'éprend d'une call-girl. Le père dominateur intervient. Un très curieux film américain, fort peu connu, où se mêlent l'étude de mœurs et le mélodrame.

22 h 20 Journal.
22 h 50 Emissions régionales.
A chaque région son programme. Depuis la rentrée, trois mardis sur quatre, chacune des douze stations régionales prend son autonomie. La Bourgogne reçoit un invité politique. Le Limousin-Poitou-Charentes parle des protestants sous Richelieu (émission suivie d'un débat). Le Midi-Pyrénées met en images une nouvelle de Michel Tournier. La Normandie retransmet un concert de Little Bob Story. Rhône-Alpes diffuse « Voyage d'un comédien », de J. Tréfouel, Paris-Ile-de-France propose, en direct de Bercy, un match de hockey sur glace, etc.

23 h 50 Coup de cœur.
23 h 15 Prélude à la nuit.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h, La révolte des Haïdouks ; 17 h 15, Dynastie ; 18 h 5, Effraction ; 18 h 55, Hello, Moineau ! ; 19 h 5, Atout pic ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, Papy fait de la résistance, film de J.-M. Poiré ; 22 h 25, le Garde du corps, film de F. Leterrier ; 23 h 55, la Reine de Broadway, film de C. Vidor ; 1 h 40, Pavillons lointains.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps : la maternité ; médecine d'urgence.
21 h 30 Diagonales, l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment ; profession témoin.
0 h 5 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Grand Auditorium) : L'orgue, Liszt... et après, récital Louis Robilliard, orgue : *Orphée*, transcription du poème symphonique ; *Angelus*, *Dante*, extrait de *Dante symphonie*, *Trauerode*, extrait des *Trois odes funèbres*, de Liszt ; *Capriccio*, *Choralfantasie op. 52*, de Reger.
22 h 30 Récitals (en direct du Grand Auditorium) : œuvres de Beethoven, Liszt, Isaye, Wienawski, par Igor Oistrakh, violon, et Natalia Zertsalova, piano.
24 h Les soirées de France-Musique : Italie : génération des années 1880.

Mercredi 23 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

9 h 30 ANTIOPE 1.
10 h La Une chez vous.
10 h 15 Vitamine (et à 13 h 40).
11 h 30 Les jours heureux.
12 h 2 Tournez... manège.
13 h Journal.
16 h Série : Mon ami Gaylord. (Rediff.)
17 h Les trois premières minutes.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Salut les petits loups.
18 h 30 Mini journal pour les jeunes.
18 h 45 Feuilleton : Santa Barbara.
19 h 15 Jeu : Anagram.
19 h 33 Loto sportif.
19 h 40 Cocoricocoboy.
19 h 53 Tirage du Tac-o-Tac.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.

20 h 35 Feuilleton : Le regard dans le miroir.
Scénario de J. Chapot et N. Kaplan. Réal. J. Chapot. Avec A. Clément, B. Cremer, M. Bouquet... (3e partie).
Une jeune photographe très lancée découvre dans un petit cimetière une tombe avec son propre nom : Dora Stern, décédée le 15 février 1958 ! Un savant jeu de miroirs où « je » est un autre, un suspense façon Hitchcock où le chasseur et sa proie ne sont qu'une seule et même personne.

21 h 40 Les oscars de la mode.
Le 23 octobre à l'Opéra de Paris, cinq récompenses seront décernées aux meilleurs créateurs français et étrangers. Un événement grand spectacle retransmis en direct sur la Une, puis en différé sur la chaîne américaine NBC et la japonaise Nippon TV. Vingt et un créateurs viendront avec leurs mannequins vêtus de rouge. Pier Luigi Pizzi, à qui a été confiée la mise en scène de cette cérémonie, a composé une fête fastueuse, folle. Défilés épars qui se rassemblent en cortèges, stars. Grace Jones descendra même... du lustre de l'Opéra.

23 h 40 Performances.
Magazine d'actualités culturelles de M. Cardoze.
La Coupole prend un coup de jeunes. L'un dessine, l'autre aussi ; les murs peints de Montreuil.

0 h 5 Journal.
0 h 20 C'est à lire.
0 h 35 Vidéo roque.

DEUXIÈME CHAINE : A2

6 h 45 Télématin.
9 h 15 Récré A 2.
Bibi Foc ; Camera off ; Tchaou et Grodo ; L'empire des cinq ; Johan et Pirlouit ; les Shadoks...

12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Feuilleton : Histoires à suivre.

14 h Cinéma : Du rififi chez les hommes.
Film français de J. Dassin (1955), avec J. Servais, C. Mohner, R. Manuel, J. Darcey (N. Redif.).
A Paris, quatre truands réussissent le cambriolage d'une bijouterie de la rue de la Paix. Une bande rivale veut s'approprier le butin. Emmigré des Etats-Unis sous l'effet de la chasse aux sorcières, Dassin auréolait de tragédie et de fantastique urbain un scénario tiré d'un roman d'Auguste Le Breton.

15 h 55 Récré A 2.
Les Schtroumpfs, les Poupies, Latulu et Lireli, Clémentine, La bande à BD.

17 h Série : Les brigades du tigre.
17 h 55 Football : Belgrade-Nantes.
19 h 50 D'accord, pas d'accord.
20 h Journal.

20 h 35 Téléfilm : Les enquêtes du commissaire Maigret.
Maigret au Picratt's, d'après Simenon, réal. P. Laik. Avec J. Richard, P. Pellerin, C. Otzenberger...
Arlette, danseuse dans une boîte de nuit à Pigalle, fait une étrange prédiction à la police : « On va assassiner une comtesse », puis se rétracte. Emmenée au Quai des Orfèvres, elle rencontre le commissaire Maigret.

22 h Les jours de notre vie : Vaincre la douleur.
Magazine de D. Thibault, réal. S. Hanin.
Que faire face aux douleurs chroniques qui résistent aux traitements classiques ? Des névralgies faciales, des migraines, certains cancers font horriblement souffrir, poussant les victimes jusqu'au suicide. Depuis quelques années des médecins ont créé des « centres de traitement de la douleur » pour traiter ces cas désespérés.

22 h 55 Journal.
23 h 20 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR3

14 h 55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions sauf à 17 h où l'on verra sur tout le réseau « La révolte des Haïdouks » ; à 17 h 30, « Fraggle rock » ; à 18 h 55, « Hello, moineau ! » ; à 19 h 40, « Un journaliste un peu trop voyant ».

19 h 55 Dessin animé : les Entrechats.
20 h 5 Les jeux.

20 h 35 La fête en France : Domino, Domino.
Avec Véronique Sanson, Laurent Voulzy, Philippe Lavil, Karim Kacel, Eddy Luis, Alpha Blondy, etc. (Lire notre article page 22.)

21 h 35 Thalassa.
Magazine de la mer de G. Pernoud.
Yachting-dollar, un reportage de L. Blanchet et G. Nevers.

22 h 20 Journal.

22 h 50 Néo-polar : la Théorie du 1 %.
D'après l'œuvre de F. Fajardie, réal. G. Marx. Avec F. Siener, S. Barkaba, B. Farcy...
Un village dans la campagne normande de nos jours. Les assassinats se multiplient. Les victimes sont mutilées, rituellement, sans raison apparente, certains villageois sentent qu'ils sont sur la liste des victimes. Un des plus violents téléfilms de cette série qui renouvelle l'écriture du « polar » à la télévision.

23 h 40 Coup de cœur.
Eloge de Michel Simon.

23 h 30 Prélude à la nuit.
Prélude en ut de G. Gershwin, *interprété par K. Redel, flûte et N. Lee, piano.*

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 10, Cabou Cadin (et à 8 h 5, 8 h 50, et 14 h) ; 7 h 35, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 8 h 30, Rue Carnot ; 9 h 35, le Vampire de ces dames, film de S. Dragoti ; 11 h 15, Hill street blues ; 12 h, Dessin animé ; 12 h 30, Magazine : Direct ; 15 h 5, Pavillons lointains ; 16 h, le code Rebecca ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxitête (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 40, Tout s'achète ; 20 h 15, Coluche ; 20 h 25, Football : Vérone-Juventus de Turin ; 22 h 35, De plein fouet, film de B. Hutton ; 0 h 10, la Triche, film de Y. Bellon.

FRANCE-CULTURE

6 h, Feuilleton : Un voyage en Vendée ou le royaume de Louis XVII ; 7 h, Culture matin ; 8 h 15 Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Ernest Hemingway (et à 10 h 50 : la médecine anthroposophique) ; 9 h 5 Matinée la science et les hommes : le physicien et le réel ; 10 h 30 Musique : miroirs de la danse (et à 17 h) ; 11 h 10, Le livre, ouverture sur la vie : les contes du septième jour ; 11 h 30, Feuilleton : « le Parfum de la dame en noir » ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, Avant-première : « le Vieil Homme et la mer » au Lierre-Théâtre ; 14 h, Un livre, des voix : « Lee Jackson », d'Orlando de Pudder ; 14 h 30, Grand angle : le CEA a quarante ans (redif.) ; 15 h 30, Lettres ouvertes : magazine littéraire ; 17 h 10, Le pays d'ici : à Clermont-Ferrand ; 18 h, Subjectif : agora (le rêve éveillé) ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : L'anthropologie médicale (l'hypertension) ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Lieberman, une vie pour l'Opéra.
20 h 30 Antipodes : le Festival de la francophonie à Limoges.
21 h 30 Pulsations : le luth contemporain au Festival estival de Paris.
22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment ; sur le vif.
0 h 5 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère ; 7 h 10, L'imprévu, magazine d'actualité musicale ; 9 h 5, Le matin des musiciens : Berg I, de la naissance à la création de Wozzeck (1885-1925) : vers 10 h 30, Wozzeck ou l'opéra révélé ; 12 h 10, Le temps du jazz : le jazz en France ; 12 h 30 Concert : œuvres de Pasquet, Pan, Guinjoan, Donatoni par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. D. Masson, sol. E. Laurence, S. Sulle... ; 13 h 40 Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 14 h 2, Jeunes solistes : œuvres de Beethoven, Bartok, par Laurent Korcia, violon, et J. Efflam Bajozet, piano ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Lola Bobesco, violoniste ; à 16 h, Suzanne Danco interprète les airs du répertoire français ; à 17 h, Vladimir Horowitz ; 18 h 2, Les chants de la terre ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui ; où jouent-ils ? ; 19 h 10, Spirales ; 20 h 4, Avant-concert.
20 h 30 Concert : *Acis et Galathée*, de Haendel, par les Arts florissants, dir. W. Christie, sol. A. Mellon, M.-C. Vallin...
22 h 30 Les soirées de France-Musique : Aimiez-vous Bach ? Willem Mengelberg ; à 23 h 5, Jazz-club.



COMMUNICATION

APRÈS LA DÉMISSION DE M. SERGE MOATI

Mme Langlois-Glandier cumulera les postes de président et de directeur général de FR3

Mme Janine Langlois-Glandier, choisie par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle pour succéder à M. André Holleaux à la tête du FR3, assumera les fonctions de président et de directeur général de la chaîne. Elle a annoncé cette décision lundi 21 octobre, lors de la passation des pouvoirs entre M. Holleaux et elle-même. Depuis trois ans, FR3 était dotée à la fois d'un président et d'un directeur général, M. Serge Moati. Mme Langlois-Glandier prend donc le titre de PDG.

M. Moati – qui vient de démissionner (*le Monde* daté 20-21 octobre) – avait lui-même préconisé le cumul des deux fonctions – comme c'est le cas sur les autres chaînes – car leur disjonction, estimait-il, est source de conflits.

M. André Holleaux – qui réintègre le Conseil d'État – a d'autre part à la même occasion, dressé un bilan de la direction de la chaîne. Il a insisté sur *« l'importance des investissements effectués pendant cette période – et notamment l'équipement en caméras à magnétoscopes incorporés »* et aussi sur *« la liberté de l'information »*. Il a émis le vœu que *« le gouvernement se penche davantage sur le problème du financement de l'audiovisuel public »*, et a regretté que les *« sociétés régionales de télévision, dont la loi du 29 juillet 1982 sur l'audiovisuel prévoyait la création, n'aient pas vu le jour »*.

TÉLÉVISIONS PRIVÉES

Les mystères de la tour Eiffel (suite)

Les mystères de la tour Eiffel (*le Monde* daté 6-7 octobre) continuent de troubler le lancement des télévisions privées. *« Nous n'avons aucun problème avec la Ville de Paris pour placer sur la tour les nouveaux émetteurs »*, affirmait en substance, le 7 octobre, M. François Schoeller, président de Télédiffusion de France (*le Monde* du 9 octobre). *« Les négociations vont commencer »*, répond, le 18 octobre, M. Jacques Chirac. Et le maire de Paris, qui contrôle 51 % de la Société d'exploitation de la tour Eiffel, précise ses conditions : la sécurité des installations, la priorité à l'émetteur de la chaîne locale et la révision des tarifs de location. La partie ne fait donc que s'engager entre le président de TDF – qui a reçu de pressantes consignes pour accélérer la mise en place des nouvelles chaînes – et M. Chirac, qui ne souhaite pas voir le paysage audiovisuel transformé avant mars 1986...

Plusieurs problèmes restent en suspens. Peut-on installer avant Noël les équipements nécessaires à la diffusion des nouvelles chaînes ? Est-il vrai qu'une des trois fréquences disponibles à Paris est rendue inutilisable par le radar aérien de Brétigny ? Les émetteurs de moyenne puissance, proposés par TDF comme solution provisoire, permettent-ils de desservir dans de bonnes conditions les dix millions d'habitants de la région parisienne, quel que soit l'âge de leur téléviseur ? A ces questions, les réponses des uns et des autres sont toujours contradictoires.

Restent deux certitudes. Thomson n'a pas encore reçu les caractéristiques concernant ces nouveaux émetteurs parisiens, ce qui laisse penser qu'à TDF le débat technique n'est pas tranché. Le groupe industriel, qui a enregistré en mars dernier (1) une précommande pour une soixantaine d'émetteurs de télévision, estime toutefois que le matériel parisien peut être prêt avant Noël. Enfin, la Ville de Paris et TDF ne sont pas d'accord sur le montant de la location de la tour Eiffel. A la Ville, on estime que les 600000 F actuels par an sont un tarif de service public et que la logique commerciale des nouvelles chaînes justifie une sensible augmentation. A TDF, on fait valoir que cette augmentation grèverait le budget déjà lourd des candidats aux réseaux multivilles.

La tour Eiffel, noyau du réseau d'émetteurs français, n'a pas fini de faire parler d'elle.

J.-F.L.

(1) Donc bien avant la décision politique du conseil des ministres du 31 juillet, et même avant la remise au premier ministre du rapport de M. Jean-Denis Bredin.

● *M. Alain Almeras, nouveau PDG de la Société aveyronnaise Centre-Presse.* – M. Alain Almeras a été nommé PDG de la Société aveyronnaise Centre-Presse, à Rodez (Aveyron), en remplacement de M. Henri Dell Duchon-Doris, décédé le 24 septembre (*le Monde* du 27 septembre). Agé de cinquante et un ans, M. Alain Almeras a exercé des responsabilités dans la firme Helvetia, puis au commissariat général au Plan. Nommé directeur général de l'Union des annonceurs en 1971, il quitte ce poste en avril 1985 pour entrer à Centre-Presse, avec les fonctions de directeur général.

« TÉLÉPHONE ROUGE » POUR LES JOURNALISTES EN PÉRIL

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) vient de mettre en service à son siège de Genève un « téléphone rouge » (*« hot line »*) pour les journalistes en péril sur la planète, particulièrement sur le théâtre des *« conflits armés »*. Cette idée avait été lancée lors d'un séminaire organisé en avril au Mont-Pélerin, près de Vevey (Suisse), par le CICR et des organisations internationales de journalistes (*le Monde* du 11 mai).

La nouveauté est que la Croix-Rouge peut désormais être saisie non seulement par les familles des victimes, mais par les responsables d'organes de presse. Le CICR, indique un communiqué, peut être utile *« dans la recherche des disparus, dès la notification de capture ou d'arrestation par l'autorité détentrice »*, dans *« l'enregistrement des informations fournies et leur transmission aux familles et organisations professionnelles concernées »*, dans *« l'échange de nouvelles entre le journaliste détenu et sa famille »*.

La Croix-Rouge met à la disposition des rédactions un dépliant expliquant les possibilités et les limites de l'intervention de l'organisation en faveur des journalistes.

A VOIR

Noir et blanc

La voici donc la première « soirée » fabriquée en région. C'est FR 3 Limousin-Poitou-Charentes qui inaugure le genre. L'émission, prévue d'abord le 16 octobre avait été déprogrammée en raison de la grève du 9 octobre qui en compromettait l'enregistrement. « Domino-Domino » fait partie de ces initiatives voulues par Serge Moati, directeur général (qui vient de démissionner) et Bernard Mounier, directeur des programmes, qui marquent l'imbrication de plus en plus grande des stations régionales dans le réseau national (et inversement). Ainsi, un mercredi par mois, c'est une station qui conçoit et fabrique, pour le national, la soirée variétés, sous la responsabilité de Jean-Louis Foulquier, conseiller artistique de la chaîne.

A FR 3 Limoges, on est content bien sûr de l'expérience, bien que ce ne soit pas la première. FR3 Limoges a déjà réalisé des « télévisions du matin » pour le national, au moment du Festival de la BD à Angoulême en janvier 1985 par exemple (11 % d'écoute, un succès pour le matin) ou le Festival du « polar » en mars 1985 (3 %). Mais cette fois, la station se lance à une heure de grande écoute.

Jean-Pierre Pottier et Christiane Jolivet – respectivement directeur régional et directrice des programmes – ont travaillé sur le thème de la francophonie. Ils ont « traduit » en variétés le thème du festival qui se tient en ce moment à Limoges, un festival réunissant les expériences théâtrales du Québec, du Maghreb, de la France et de l'Afrique noire... Montrer du théâtre à 20 h 35 leur paraissait difficilement concevable – guerre d'audience ! – Jean-Pierre Pottier et Christiane Jolivet ont fait enregistrer une pièce du romancier, écrivain et metteur en scène congolais Sony Labou Tansi, *la Rue des mouches*, mais on la verra plus tard. Pour l'heure, ils ont prévu une fête en musique, noire et blanche, « Domino-Domino », réalisée par un professionnel de Paris, Jacques Samyn, avec des stars de la francophonie venues des Etats-Unis, des Antilles, du Maghreb et d'Afrique.

CATHERINE HUMBLOT.

★ « Domino-Domino », mercredi 23 octobre sur FR 3, 20 h 35.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– M. et Mme Noël ALLAIRE
et M. et Mme Jacques LICETTE,
sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-fils,

Kévin, Yann,

le 20 octobre 1985, à Paris.

– Pierre et Anne-Christine LEMBEYE,
Sylvain et Augustin,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Victor,

le 10 septembre 1985.

– Agnès, Richard SINDING
et Alexandre,

ont la joie de faire part de la naissance de

Charlotte,

le 7 octobre 1985.

27, Ovre Bergsvingen,
7000 Trondheim (Norvège).

Mariages

– M. et Mme Jacques PONS,
M. et Mme Bernard DUMAS,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Isabelle et Jean-Marc,

qui sera célébré le samedi 26 octobre 1985, à 16 heures, en l'église de la Madeleine (Paris-8e).

7, rue Royale,
75008 Paris.
11, quai Paul-Bert,
37100 Tours.

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès le 20 octobre 1985, dans sa soixante-deuxième année, de

Pierre BLETON,
ancien déporté résistant,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,
croix du combattant volontaire 1939-1945.

Les obsèques religieuses auront lieu le 23 octobre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Versailles.

De la part des familles Bleton et Geoffrion.
Cet avis tient lieu de faire-part.

67, boulevard Beaumarchais,
75003 Paris.
7, rue du Colonel-Oudot,
75012 Paris.

– Les présidents
et les conseils d'administration de la société Finacor,
Etablissement financier, de la Société financière du Cambodge, établissement de crédit de la Société financière d'administration et de gestion Finag,

ont la tristesse de faire part du décès de leur ancien administrateur et associé,

Pierre BLETON.

Les obsèques auront lieu le 23 octobre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Versailles.

– Nous sommes priés d'annoncer le rappel à Dieu, le 15 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-deuxième année, de

M. Pierre BOREL,
ancien directeur
du Matériel téléphonique.

Les obsèques ont eu lieu le 18 octobre 1985, en l'église Notre-Dame de Boulogne, sa paroisse.
De la part de
Mme Sylvie Borel,
M. et Mme Bernard Millot,
ses enfants,
MM. Bertrand, Guillaume et Hugues Millot,
ses petits-fils.

100, avenue J.-B.-Clément,
92100 Boulogne.
127, avenue J.-B.-Clément,
92100 Boulogne.

– Le Mans, Mayet (Sarthe).

Max BOYER,
officier de la Légion d'honneur,
ancien conseiller de la République,
ancien président
du conseil général de la Sarthe,
ancien maire de Mayet,

est décédé le 17 octobre 1985, dans sa soixante-seizième année, entouré de l'estime générale et de l'affection des siens.

Mme Boyer,
55, rue d'Auvray,
72000 Le Mans.

– Mme Jean Bracquemond,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BRACQUEMOND,
premier président honoraire
de la cour d'appel d'Orléans,

survenu le 18 octobre 1985, dans sa soixante-treizième année.

Les obsèques ont eu lieu dans son village natal de Huêtre, dans la plus stricte intimité familiale, selon sa volonté.

Une messe sera célébrée, le jeudi 24 octobre, à 11 heures, en l'église Saint-Laurent, place Saint-Laurent, à Orléans.

– M. et Mme André Coret,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Geneviève Coret,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Florentina Molas Angelet,
sa gouvernante,
Et toute la famille,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Georges CORET,
ancien élève de l'École polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,

leur père, grand-père et arrière-grand-père,
survenu le 19 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-treizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 24 octobre, à 15 h 30, en l'église de La Houssaye (Seine-et-Marne), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

23, rue Scheffer,
75016 Paris.
26, rue Rochechouart,
75009 Paris.
3 *bis*, rue Signoret,
13100 Aix-en-Provence.

– Mme Jeanne Dairien
et ses enfants,
M. et Mme P. Dairien
et leurs enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Fortuné DAIRIEN,
chevalier de l'ordre du Mérite,

survenu le 13 octobre 1985, à Saint-Denis (La Réunion), dans sa soixantième année.

Les obsèques ont eu lieu le 20 octobre, à Saint-Denis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

25, rue de la Bourdonnais,
Saint-Denis (La Réunion).

– Mme Henri Dériat, née Arlin,
M. et Mme Jean Dériat,
M. et Mme Olivier Dériat,
M. Emmanuel Dériat,
M. et Mme Pierre Maton,
Virgile et Albin Dériat,
Grégoire et Virginie Marton,
font part du décès de l'ingénieur général de l'air de 1re classe,

Henri-Jean DÉRIAT,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
ancien élève
de l'Ecole nationale supérieure
du génie maritime,
ancien élève
de l'Ecole nationale supérieure
de l'aéronautique,
commandeur de la Légion d'honneur,
médaille de l'aéronautique,

survenu à son domicile, le 17 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.
Les obsèques religieuses ont été célébrées dans la plus stricte intimité, à Saint-Germain-de-Salles (03), le 19 octobre 1985.
Selon la volonté du défunt il n'a pas été envoyé de faire-part.

43, rue de Courcelles,
75008 Paris.

– Mme René Duponchel,
Philippe, René, Pierre, Denis, Françoise et Jean-Louis Duponchel,
Le docteur
et Mme Gabriel Vigoureux,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Bernard Caillian,
leurs enfants et petite-fille,
M. et Mme Paul Duponchel,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean Duponchel,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Blanche Raynal,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René DUPONCHEL,
conseil juridique en droit des sociétés,

que Dieu a rappelé à lui, le 20 octobre 1985, à l'âge de cinquante-sept ans.

La cérémonie religieuse célébrée le mercredi 23 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Denis de Vaucresson, sera suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Thierry (Marne), vers 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

39, rue Raymond-Poincaré,
92420 Vaucresson.

– Mme Jean Fleury,
Catherine et Jean-André Doncieux
et leurs enfants,
Joy et Jean-Marc Fleury
et leurs enfants,
Anne et Jacques Tassel
et leurs enfants,
Bernard Fleury,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean FLEURY,
ancien sénateur des Hauts-de-Seine,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,
officier dans l'ordre
de l'Empire britannique,

survenu le 20 octobre 1985, en son domicile, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Le service religieux sera célébré le mercredi 23 octobre, à 11 heures, en l'église de La Norville (Essonne), suivi de l'inhumation dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue Pasteur,
91290 La Norville.

[Né le 8 juillet 1901 à Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine), Jean Fleury, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur civil des Mines, avait été successivement ingénieur en chef de Radio-Paris, chef des services techniques de Radio-France et directeur général de Radio-Saïgon, de 1927 à 1939, date à laquelle il avait pris le commandement des transmissions radio des des troupes du Levant, à Beyrouth. Organisateur en France des communications radio clandestines avec Londres de 1942 à 1943, chef des renseignements du BCRA à Londres et chef du 3e bureau de l'état-major du général Koenig de 1943 à 1944, Jean Fleury avait occupé les fonctions de directeur de la société Terrazolith (1946-1951), puis de gérant de la Société algérienne des accumulateurs électriques (à partir de 1952), enfin de directeur général de la Société d'équipement électrique Dary (à partir de 1957). Elu conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine en 1947, devenu premier adjoint au maire en 1958, il ne sollicita pas le renouvellement de son mandat en 1977, tout comme il n'avait pas sollicité en 1973 celui de son mandat de conseiller général du canton de Neuilly Nord qu'il détenait depuis 1967. Sénateur de la Seine (1951-1952), conseiller de l'Union française (1952-1958), dont il fut vice-président pendant la dernière année de son mandat, Jean Fleury était revenu au Sénat en 1962, en sa qualité de suppléant de Jacques Marette, nommé ministre des postes et télécommunications. Inscrit au groupe UNR, devenu UDR, il siégea jusqu'au renouvellement de septembre 1977, date à laquelle il ne se représenta pas. Vice-président de la commission sénatoriale des affaires culturelles, il avait été membre du conseil de surveillance de la Radiodiffusion-télévision française et représentant du Sénat auprès du ministre chargé de l'information (1964), membre de la mission sénatoriale de l'ORTF (1971), membre de la délégation parlementaire pour la Radiodiffusion-télévision française (1974).]

– Les familles Lambert,
Fraissinet,
et Tierrafria,
Ses enfants, petits-enfants
et arrière-petit-fils,

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 17 octobre 1985, de

M. Jean FRAISSINET,
ancien receveur des domaines
de la ville de Compiègne,
décoré à titre militaire
de la Légion d'honneur
et de la croix de guerre 1914-1918.

Une cérémonie religieuse a eu lieu le lundi 21 octobre, à 15 heures, en l'église Saint-Germain de Compiègne.

– Pierre Weyland,
son fils,
Geneviève Weyland,
Patrice, Jean-Philippe et Jean-Pierre Weyland,
ses petits-fils,
Marielle Sabran,
Bernard, Claude et Philippe Guettier,
La famille Neveu,
Ses amies intimes,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Lucie GUETTIER,
née Semminger,

survenu le 11 octobre 1985.

Le service religieux a été célébré dans l'intimité en l'église Saint-Pierre de Chaillot, à Paris.

– Nous apprenons le décès de

Thérèse GUITTON,
journaliste au *Figaro*,

survenu à l'âge de soixante ans, après une longue et douloureuse maladie.

[Thérèse Guitton était entrée au *Figaro* en 1953 comme sténodactylographe. Elle y fera toute sa carrière après avoir été nommée rédactrice en 1959. Spécialisée d'abord dans l'éducation, sous la houlette de Jean Papillon puis de Claude Gambiez, elle consacra par la suite une part importante de son activité aux questions sociales, aux carrières et à la formation professionnelle. *Sept cents métiers selon vos goûts*, écrit avec Yves Renaud, en est la trace.]

– L'Education nationale en deuil, décès de

Mme Suzanne HERBINIERE-LEBERT,
inspectrice générale
de l'Education nationale,
présidente fondatrice de l'OMEP
(Organisation mondiale
de l'éducation préscolaire),
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre
du Cèdre du Liban.

Elle était née le 1er mars 1893, à Paris-18e.

Elle a été inhumée le jeudi 17 octobre 1985 dans son caveau familial selon ses dernières volontés exprimées chez Me Jean Buhlmann, notaire à Montfort-L'Amaury.

– Mme Jean Riboud,
M. et Mme Christophe Riboud
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean RIBOUD,

survenu le 20 octobre 1985, dans sa soixante-sixième année.
Les obsèques auront lieu dans l'intimité.
Une messe sera célébrée le vendredi 25 octobre, à 17 heures, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, à Paris-7e.

54, avenue de Breteuil,
75007 Paris.

– Le personnel de Schlumberger
a le profond regret de faire part du décès de

Jean RIBOUD,
son président-directeur général
de 1965 à 1985.

(*Lire* le Monde *du 22 octobre.*)

– M. et Mme Jacques Riousse,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Claude Bouchard,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Alexandre Charron
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Etienne RIOUSSE,

leur père, grand-père, arrière-grand-père, oncle, grand-oncle et arrière-grand-oncle,

survenu le 9 octobre 1985, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 12 octobre, à l'église Saint-Martin de Troyes.

2, boulevard Danton,
10000 Troyes.
« Clos de Chuny »,
21200 Beaune.
1, square Fantin-Latour,
78150 Le Chesnay.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Max WELINSKI,
docteur en médecine,
survenu le 20 octobre 1985, à Paris-14e.

Les obsèques auront lieu le jeudi 24 octobre 1985.
On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 10 h 45.

De la part de
Son épouse,
Ses enfants,
Et de toute la famille,

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

– M. et Mme Bernard Benfredj
et leurs enfants,
M. et Mme René Benfredj
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Benfredj
et leurs enfants,
Frédéric et Patrick Benfredj,
Les familles Morali, Sanigou, Kalifa, Boukaïa, Cohen-Salmon, Benfredj, Chemla, Safrani,
remercient tous leurs parents, amis et alliés de la compassion et des marques d'amitié qu'ils leur ont apportées à l'occasion du décès de leur chère et regrettée mère, grand-mère, sœur et parente,

Viviane BENFREDJ,
née Morali,

ravie à l'affection des siens, le 15 octobre 1985, à l'âge de soixante-huit ans.

96, boulevard Victor-Hugo,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– M. et Mme Jean Servais,
Mme Pierre Fricaud
et leurs enfants,
remercient tous ceux qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de

Marc SERVAIS,
et
Laure FRICAUD-SERVAIS.

Anniversaires

– Il y a trois ans, dans la nuit du 22 au 23 octobre 1982, mourait

Elisabeth WEINER.

Ceux qui l'ont connue et aimée se souviennent...

Avis de messes

– Une messe sera célébrée samedi 26 octobre 1985, à 10 heures, à Saint-Germain-l'Auxerrois, pour le repos de l'âme de

Mme Michel DRUCKER,
née Germaine Rosset,

décédée le 12 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-sixième année, à l'abbaye Notre-Dame-de-Fidélité, à Jouques (Bouches-du-Rhône).

De la part de
M. Michel Drucker,
De ses enfants,
De ses petits-enfants,
Et des familles Rosset, Rémon, Dries.

13490 Jouques,
43, rue Hurtebise,
60200 Compiègne.
14, rue Choron,
75009 Paris.

– Une messe sera célébrée à la mémoire de

M. Marcel SASSUS,

le samedi 26 octobre, à 11 heures, en l'église Sainte-Marguerite du Vésinet.

Messes anniversaires

– Il y a un an disparaissait

Pascale OGIER,
née Pascale Nicolas,

quittant les siens et ses amis à l'âge de vingt-cinq ans.

Elle reste vivante dans la pensée de ceux qui l'ont connue et aimée.
Une messe sera dite à son intention à l'église Saint-Pierre de Chaillot, le 25 octobre 1985, à 17 h 30.

LES GRANDS RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI

Les carrières de la gestion et des finances

Le Monde s'attache, à intervalles réguliers, à explorer les carrières nouvelles offertes aux jeunes cadres dans quelques secteurs de pointe. Le 11 septembre, les carrières du marketing et de la vente ; aujourd'hui, celles de la gestion et des finances ; le 12 novembre, les métiers d'ingénieurs.

COMMENT FORMER LES GESTIONNAIRES DE DEMAIN ?

L'Université relève le gant

Face aux formations sûres et éprouvées dispensées par les grandes écoles traditionnelles, les universitaires ont mis en place de nombreuses filières nouvelles qui s'efforcent de répondre aux nécessités changeantes du marché.

« *PLUS que tout, l'enseignement de la gestion a assuré le succès de l'invasion japonaise et ouest-allemande sur notre marché.* » Non, ce n'est pas un chef d'entreprise parisien qui parle ni une tête pensante du secrétariat d'Etat aux universités. Ces propos alarmistes sont d'Edward Wrapp, éminent professeur de l'université de... Chicago. Eh oui, les inventeurs de Harvard et de la Columbia University versent dans l'autocritique, les pionniers sont traversés de doutes et d'interrogations. Alors, dans l'Hexagone, où les managers « made in USA » ont longtemps servi de modèles, où en sommes-nous ? Comment l'appareil de formation de nos gestionnaires s'est-il adapté ?

En France, l'enseignement de la gestion, c'est l'histoire de vieilles dames et de jeunes loups.

Les vieilles dames : les « grandes écoles », celle qu'on *intègre* après le sprint de la classe préparatoire : notamment HEC, la centenaire; l'ESSEC, ou Sup de Co, née au début du siècle. Fortes de leur expérience – et de leurs capacités de renouvellement, – les vieilles dames règnent encore.

Les jeunes loups : les filières-universitaires qui depuis trente ans essaient de s'imposer et qui poussent des coudes pour assurer leur place. En 1956, c'est la naissance des IAE (Instituts d'administration des entreprises, troisième cycle). En 1965 voici les IUT (Instituts universitaires de technologie, formations courtes en deux ans) et dans les années 70 les maîtrises à finalité professionnelle.

En matière de gestion, l'Université a fourni un effort sans précédent, aiguillonnée par la nécessité de sortir ses étudiants de l'ornière de formations honorables, mais « invendables » sur le marché de l'emploi. Résultat de ce coup de collier : une palette de diplômes, de filières diversifiés. Ce sont, pour le deuxième cycle, les maîtrises de sciences et techniques, finances et comptabilité, les maîtrises de science de gestion, les maîtrises d'informatique appliquée à la gestion des entreprises. Pour le troisième cycle, les DESS (diplômes d'études supérieures spécialisées) aux contenus de plus en plus « pointus », et les DEA (diplômes d'études approfondies) tournés vers la recherche. Et, depuis la rentrée, le lancement des magistères de gestion, qui devraient, en trois ans, après un premier cycle, fournir un diplôme équivalent de celui des grandes écoles.

La technique des chasseurs de tête

Ce *foisonnement* est-il le signe de la vitalité et de l'adaptation au marché ou une richesse de façade ? En fait, sous des intitulés communs, les menus offerts par l'Université couvrent de grandes disparités. La MIAGE d'ici ne « vaut » pas celle de là-bas, la MSG de telle université se vend beaucoup mieux que telle autre... La sélection, le corps professoral, les équipements... autant de facteurs qui conditionnent la cote du diplôme.

Derrière l'uniformité apparente, c'est l'esprit de compétition qui règne de fait. Les étudiants comme les employeurs jonglent avec les bonnes ou mauvaises réputations, les classements régulièrement publiés dans la presse spécialisée. On comprend dès lors la tendance de plus en plus forte des universités à la sélection.

La faculté de Paris-Dauphine, qui avait innové en la matière, s'est en grande partie imposée sur le marché grâce à cet écrémage. Toujours à Dauphine, cette année seuls 26 étudiants ont été admis au magistère... sur 400 candidats au départ ! Jusqu'à présent, les critères de sélection des « bonnes » filières universitaires portaient essentiellement sur les connaissances.

Dès l'an prochain, le jury du magistère accueillera des professionnels, et, donc, adoptera en partie les critères de l'entreprise et des cabinets de recrutement. En somme, « *on donnera moins la préférence aux forts en thème, et plus aux futurs chefs* », dit Bertrand Girod de l'Ain, responsable du Centre de recherche sur les systèmes universitaires de Paris-IV, l'université convertie aux techniques des chasseurs de tête...

Côté sélection, les IUT ne sont pas en reste. « *A leur création, beaucoup de gens les voyaient comme une formation dépotoir, au rabais* », raconte Henri Tezenas du Montcel, professeur et ancien président de Dauphine. « *Elles ont mis la barre très haut et leur cote a grimpé vite.* » Inflation : certaines universités veulent à leur tour monter la barre pour éviter d'accueillir les « recalés » d'IUT. D'autant plus que, par rapport à l'objectif initial, concurrencer les MBA américains, les maîtrises à finalité professionnelle sont encore loin du compte. Et si certaines rivalisent avec les grandes écoles de deuxième rang, aucune n'inquiète encore les trois premières (HEC, ESSEC, Sup de Co Paris). Le niveau des enseignements est bien sûr en cause, mais aussi le niveau des finances : le coût d'un élève d'une bonne école de gestion a augmenté de 50 % en dix ans (en francs constants). Dur à suivre pour les universités moins fortunées.

Et puis on a peut-être créé trop de diplômes. Jean-Marie Doublet, président de la FNEGE (1), est favorable à une simplification des filières universitaires : « *La carte des diplômes ressemble de plus en plus à un maquis* », dit-il. « *Il faut clarifier et simplifier, pour que les employeurs s'y retrouvent.* » D'autant plus que face aux habitudes, aux réseaux de solidarité (certains parlent *de mafia*), *un nouveau diplôme met* quinze ans pour s'imposer, entrer dans les mœurs de l'entreprise.

Même si l'écart reste encore important entre les universités et les grandes écoles, elles ont suivi des évolutions parallèles en matière de contenus des enseignements et de méthodes pédagogiques. Partout, le cours magistral a reculé face aux études de cas concrets, aux travaux en petits groupes, aux jeux... Dans les programmes, trois tendances fortes : la généralisation des stages en entreprises, la volonté d'internationaliser l'enseignement (séjours, échanges, cours sur les techniques de gestion à l'étranger...), le recours à l'informatique et à la télématique. C'est probablement cette dernière tendance qui pose le plus de problèmes. Un micro par élève représente un investissement lourd, « *et surtout, certains enseignants assimilent moins vite la culture technologique que leurs étudiants, préférant renvoyer l'usage du micro au professeur d'informatique, plutôt que de l'intégrer dans leurs cours* », explique Jean-Marie Doublet.

Trois défis à suivre

Quantitativement, l'appareil de formation répond aux besoins du marché, avec ses quarante mille étudiants en cours de cursus. Mais dans les dix années avenir, il devra relever trois défis. D'abord assurer le renouvellement de son corps professoral. Comme pour toutes les sciences appliquées, la gestion manque de grands chercheurs et de grands pédagogues. « *La carrière enseignante n'offre pas les mêmes rémunérations que l'entreprise* », souligne J.-M. Doublet. « *Nous sommes confrontés à une fuite des cerveaux : les meilleurs préfèrent s'engager dans l'entreprise ou partir aux USA, plutôt que retransmettre leurs connaissances.* » Ensuite faire face aux besoins en matière de formation permanente, qui vont s'accélérer. Enfin, réorienter les enseignements vers une formation plus générale.



NICOLAS VIAL

Depuis dix ans, les écoles ont donné la préférence aux spécialités « pointues » : d'abord le marketing, puis la finance. Aujourd'hui, elles veulent privilégier la formation à la politique générale de l'entreprise. « *On a formé des supers spécialistes*, explique encore Jean-Marie Doublet, *incollables dans leur domaine. Ils se révèlent souvent incapables de communiquer avec leurs partenaires, notamment avec les ingénieurs et les techniciens de la production. Et, surtout, ils n'ont pas une vision globale de l'entreprise, de sa stratégie, de l'ensemble de ses problèmes. Demain, il faudra former des généralistes, des hommes d'entreprise.* »

DELPHINE PINEL.

(1) Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises.

La fin des plans de carrière

Un trait commun aux diplômés de gestion et de finance : pour eux, finis les plans de carrière « prédigérés ». L'important, c'est de savoir saisir les opportunités. Voici quatre exemples de cursus révélateurs.

ERIC BERTRAND, 26 ANS, SCIENCES-PO, SCIENCES-ECO, HEC

Dès que je m'ennuie, je dégage

Question diplômes, Eric Bertrand n'a pas fait les choses à moitié. Une licence de sciences économiques et l'Institut d'études politiques, menés de front, puis deux ans de spécialisation à HEC, en option internationale. « *Lorsque je suis entré à Sciences-Po, je n'avais strictement aucune idée de mon avenir*, dit-il. *A tout hasard, j'ai choisi une voie à spectre large.* »

A sa sortie d'HEC, il s'envole pour Mexico, où l'attend un poste dans la filiale locale de L'Oréal. Il ne signera jamais son contrat. Trois jours après son arrivée, l'économie mexicaine s'effondre, le peso se dévalue, et Eric repart précipitamment pour Paris.

Un peu échaudé par l'international, il cherche du travail dans le domaine financier, envoie une centaine de CV, et entre dans une société où il vend des containers aux particuliers en tant que placement financier. « *Ça a duré exactement un mois*, raconte-t-il ; *heureusement que j'ai reçu d'autres propositions, car je commençais à craquer.* »

Il *démissionne*, et se retrouve à vingt-trois ans attaché de direction à la Compagnie financière de Suez, sous les ordres d'un HEC. « *Voilà comment on se fait blouser par une description de poste flatteuse et par la renommée d'un groupe*, explique-t-il. *C'était un boulot fonctionnel pur et dur, la routine de holding dans toute son horreur.* »

Il entre en contact avec Luc Meeschaert, comme par hasard ancien d'HEC lui aussi, qui dirige la charge d'agent de change Meeschaert-Rousselle. Trois mois plus tard, Eric fait son entrée à la charge en tant qu'analyste financier. En deux ans, il est devenu responsable du bureau d'analyse.

L'avenir ? Eric récuse la notion de plan de carrière : « *Je suis ambitieux, mais pas carriériste. Je n'ai pas de parcours balisé, dès que je m'ennuie, je dégage.* » Il ne se considère pas comme un « *pur produit HEC* » : « *Je suis passé là-bas comme une flèche : c'est à peine si je connais dix personnes de ma promo.* » Pourtant, il reconnaît que l'étiquette l'a aidé dans ses recherches d'emploi. Sa lettre à Luc Meeschaert débutait par : « *Cher camarade* ».

PIERRE SAHNOUN.

PASCALE MIRIGAY, 25 ANS, ESSEC-DECS

Le syndrome de la bûcheuse

Pascale a attrapé le virus des révisions intensives sur les bancs des classes prépa. Sept ans après, elle n'est toujours pas guérie. Pourtant, avec son diplôme de l'ESSEC et sa spécialisation compta-gestion, elle avait le choix : banque, gestion financière, assurances, contrôle de gestion, dans n'importe quelle entreprise avec 130 000 F par an au démarrage.

Pourquoi diable a-t-elle préféré gravir les nombreux échelons qui mènent, en quatre ou cinq ans de révisions exténuantes, à l'expertise comptable ? « *Je ne suis pas maso*, explique-t-elle, *mais à la sortie de l'école, je n'étais pas mûre pour choisir ma voie.* » Elle a choisi de débuter dans l'audit, un excellent poste d'observation des entreprises et une formation de terrain idéale.

Mais dans le cabinet d'audit qui l'emploie, tout le monde suit plus ou moins le cursus expertise comptable. « *Du coup, je me suis sentie entraînée par la saine émulation du bureau. Sans compter que la France est gravement déficitaire en experts-comptables. Pour ceux qui parviennent au bout de ce marathon, c'est un job fantastique.* »

Passant ses journées en mission dans les entreprises, aux quatre coins du pays, Pascale emporte dans ses bagages ses livres de gestion, et sa journée de travail terminée, se met à réviser ses certificats. Elle y passe également week-ends et vacances. « *Rien ne dit que j'irai jusqu'au bout*, dit-elle. *Je commence à avoir une petite idée du type d'entreprise où j'aimerais travailler. Je ne crois pas qu'on puisse choisir en connaissance de cause dès la sortie de l'école.* »

Son rêve, expert-comptable ou non, c'est de gérer des créateurs : « *L'imagination fonctionne mieux dans une structure financière saine. Un jour ou l'autre, je ferai de la gestion de mode, de presse ou de cinéma.* » Un jour ou l'autre ? « *Je reste en réserve pour le moment*, précise-t-elle. *J'ai déjà été contactée par des chasseurs de têtes, mais il est encore trop tôt pour quitter mon perchoir.* »

P. S.

PHILIPPE MOUGEOLLE, 26 ANS, IUT DE BORDEAUX

Ne jamais croire que c'est gagné

A la sortie de l'IUT, Philippe Mougeolle n'avait pas trente-six solutions pour débuter sa carrière. « *Soit je rentrais dans une banque à un niveau subalterne, pour monter peu à peu par le jeu de la promotion interne, soit je devenais, comme la plupart de mes copains, cadre administratif, visiteur médical, steward ou employé aux écritures, soit j'essayais de prendre des risques.* »

Il a choisi le risque et s'occupe maintenant de conseil financier aux particuliers et aux entreprises dans un cabinet bordelais, estimant que l'apprentissage de la vente lui servirait toujours.

Philippe a débuté dans un cabinet immobilier. Il y reste deux ans, avant de trouver, par petites annonces, un vrai poste dans la gestion. Responsable de dossiers de prêts pour des créateurs d'entreprises, des sociétés en difficulté, et des particuliers qui désirent investir, il n'en garde pas moins l'œil sur d'autres occasions de carrière. « *Je regrette de ne pas avoir fait Sup de Co* », reconnaît-il. L'enseignement à l'IUT est assez limité, ne serait-ce que par sa durée. Pour un type ambitieux, la solution consiste à bouger très vite et à ne jamais considérer que c'est gagné. « *Il faut toujours se tenir prêt à saisir la chance.* »

La chance, il la conçoit comme « *le réflexe de mettre le pied dans une porte qui s'entrebaille* ». Le livre de chevet de Philippe ? *Votre carrière, comment la piloter ?* Forcément !

P. S.

BÉNÉDICTE CHEVALIER, 24 ANS, MAITRISE DE GESTION

Tuer les complexes

« *Par rapport aux lauréats des grandes écoles, les universitaires ont un avantage : leurs complexes ! Ils ont plus de choses à prouver, ils sont plus souples, plus adaptables.* » Tel est l'argumentaire commercial de l'ancien président de l'université de Dauphine, qui « vend » ainsi ses diplômés.

Les intéressés s'y retrouvent-ils ? « *Moi, je n'ai jamais eu honte de mon origine universitaire* », répond Bénédicte Chevalier, vingt-quatre ans, fraîche émoulue d'une maîtrise de gestion. Pourtant, elle a « choisi » l'université après un échec au concours des grandes écoles. « *Mais je n'allais pas me dévaloriser en traînant un complexe. Au contraire, le fait de sortir de l'université m'évite d'avoir à me retrancher derrière une image.* »

D'autant plus que Bénédicte a choisi une spécialisation recherchée : finance et fiscalité. Ses voisins d'amphi qui ont opté pour le marketing ou le commercial ont plus de mal face aux lauréats des « trois grandes ».

Depuis l'obtention de son diplôme, Bénédicte travaille à la banque Worms, affectée à la gestion de deux fonds de capital-risque franco-américains. Un job décroché sans problèmes ; elle avait déjà planché sur le montage de crédits financiers dans cet établissement, pendant son stage de fin d'études. Et elle s'affirme très à l'aise dans ce milieu plutôt masculin et très « grandes écoles ».

« *Bien que je travaille avec deux polytechniciens, un HEC et plusieurs INSEAD, je n'ai jamais eu moindre problème d'intégration*, explique-t-elle. *J'ai la chance de profiter de l'expérience des autres et d'acquérir le savoir-faire indispensable aux financiers.* »

L'objectif de Bénédicte consiste à rester quelques années dans la banque d'affaires, afin d'apprendre à « sentir » les sociétés. Inutile de préciser que la fameuse aura des grandes écoles ne l'impressionne plus : « *Les diplômes ? Ça sert au début, pour passer les barrages !* »

P. S.



PROFESSIONS DU FUTUR

Techniciens des marchés financiers

L'arrivée des spécialistes

LE matin, 7 h 30 : c'est l'heure ou M. X..., spécialiste des changes (cambiste), arrive à son bureau. Devant lui, une batterie impressionnante d'écrans de terminaux électroniques, d'appareils de téléphone et, dans un coin, tout un ensemble de téléscripteurs. Tout de suite, il reprend le pouls des marchés et se met au courant de ce qui, s'est passé depuis la veille au soir.

La nuit, en Europe, tout est fermé, mais les marchés sont ouverts en Asie (Tokyo, Hongkong, Singapour) pour se clore en début de matinée, heure de Paris. Toujours à Paris, on reçoit vers 14 heures les premières cotations de New-York (cinq heures de décalage), qui prennent fin vers 23 heures, relayées par celles de la côte pacifique (San-Francisco) puis à nouveau par l'Asie, et à l'aube par les places du golfe Persique (Bahrein, Qatar, etc.). Comme on le voit, rien ne s'arrête jamais sur ces marchés où on suit le soleil : *« Round the world, round the clock »* (autour du monde et du cadran). Telle est la règle.

Les écrans des terminaux en gardent la mémoire. Il suffit de pianoter pour « compulser les pages » et consulter les résumés de la nuit. Par ailleurs, sur ces écrans apparaissent immédiatement les dernières cotations d'un peu partout, et aussi les dernières nouvelles pouvant intéresser les cambistes, d'ordre financier, économique et politique : la balance commerciale des Etats-Unis ou l'indice des prix de détail en Allemagne, une modification du taux d'escompte de banque centrale, des résultats d'élections, un coup d'Etat quelque part, une attaque aérienne dans le golfe Persique, etc.). Si l'événement est grave ou l'information importante, un « flash » clignote. En fait, les cambistes savent tout tout de suite, et sont informés les premiers, en temps réel. Il leur faut donc réagir vite, et dans les combinés téléphoniques les ordres crépitent, avec des correspondants bien connus que l'on identifie à la voix. Des montants pharamineux voltigent : *« Tu me prends 1 million de dollars (ou 5, ou 10) à 2,65 DM (ou à 8,10 F) »*, ou *« Tu me donnes 2 millions de marks »*. C'est la sarabande des francs français et suisses, des livres sterling, des yens et, naturellement, des dollars rois. Tout cela verbalement, avec confirmation par écrit seulement le lendemain.

Dans ce métier, il faut des nerfs d'acier, une grande capacité de réaction et de résistance, et beaucoup de « métier », que traditionnellement on apprend « sur le tas ».

Tributaires de l'électronique

Depuis quelques années, cette profession est engagée dans une mutation profonde. Les transactions deviennent de plus en plus complexes et les opérations se compliquent à toute allure : au comptant, à échéances plus ou moins éloignées, en options, etc. Elles portent sur des produits de plus en plus élaborés où l'on joue des différences de cours sur plusieurs monnaies sur plusieurs places en même temps que des différences de taux d'intérêt sur un certain nombre d'échéances. C'est le « trading », qui porte, chaque jour, sur un nombre d'opérations tellement complexes que désormais seule l'informatique permet de les effectuer et de les maîtriser. Les ordinateurs, leurs terminaux et, surtout, leurs programmes, sont devenus les outils techniques d'une profession désormais tributaire de l'électronique et des mathématiques.

En outre, il faut fournir aux clients (entreprises, groupes multinationaux, holdings financiers, etc.) un service complet de « produits » financiers pour placer leur trésorerie, gérer leurs engagements en devises (à l'achat et à la vente) et leur obtenir les meilleurs financements à court, moyen ou long terme.

Comme on le voit, la profession de cambiste a littéralement « explosé » et est devenue interdisciplinaire, au point que les « salles de change » des grands établissements, avec leurs départements trésorerie francs et devises, obligations nationales et internationales, « swaps » options et marchés à terme, occupent souvent plus de deux cents personnes, avec de formidables ensembles électroniques dont le coût unitaire peut atteindre et même dépasser 20 millions de francs.

De petits établissements (de vingt à cinquante personnes) peuvent également se monter très efficients, mais toujours grâce à l'informatique, qui, avec des programmes faits sur mesure, permet d'assurer l'enregistrement des opérations, d'effectuer les calculs et de se livrer aux indispensables simulations.

Le résultat est que la formation « sur le tas » et la promotion interne sont devenues insuffisantes.

Les établissements font de plus en plus appel à des diplômés de l'enseignement supérieur avec deux filières : une filière « mathématique » (Polytechnique, Centrale) et une filière « commerciale » (HEC, ESSEC, Sciences-Po). En outre, la pratique courante de langues étrangères est devenue absolument indispensable : l'anglais est le véhicule le plus courant sur la planète.

On voit donc arriver dans les salles de change non seulement des ingénieurs et des diplômés d'origines les plus diverses (« agro, aéronautique, etc.) mais aussi des étrangers, le tout dans un climat de pénurie, et souvent de surenchère, car on manque de gens qualifiés.

Pénurie, aussi, dans un autre secteur en pleine mutation, celui de la collecte et du traitement de l'épargne, à la faveur du « boom » du marché des obligations et de la véritable « explosion » de ce nouveau produit-miracle que sont les SICAV court terme dites de trésorerie, investies principalement en obligations, qui permettent aux particuliers et aux entreprises de placer leurs liquidités avec un rendement élevé : près de 300 milliards de francs recueillis en trois ans et demi, avec plus de cent SICAV et des centaines de fonds communs de placement.

Pour tout cela, il faut des gens qualifiés : des gestionnaires, et surtout des « actuaires » spécialistes des calculs de rendement et d'amortissements sur les obligations. Avec le « boom » précité, la demande de tels spécialistes est devenue très forte.

On se dispute les compétences

Autrefois, la Caisse des dépôts et les compagnies d'assurances exerçaient une sorte de monopole, avec deux filières, là aussi : les actuaires de Paris, recrutés chez les polytechniciens et les commissaires-contrôleurs des assurances ; l'Institut de science financière et d'assurance de Lyon, seule filière universitaire. A l'heure actuelle, le recrutement continue, certes, à s'effectuer dans la catégorie des spécialistes formés « sur le tas » mais il s'étend de plus en plus aux diplômés, que ce soit à Lyon ou à Paris, où un centre d'études actuarielles a été créé.

Comme la demande est plus forte que l'offre, on se dispute les compétences. La Caisse des dépôts, que son statut de la fonction publique bride fortement sur le plan des rémunérations, a littéralement été pillée, au profit des agents de change, qui offrent un intéressement, parfois considérable (on cite des chiffres de plus de 1 million de francs par an), des compagnies d'assurances, et des banques pour leurs SICAV court terme. Tout porte à croire que ce mouvement est devenu irréversible. On est loin du guichet de banque traditionnel !

FRANÇOIS RENARD.

« Audit » comme « auditeur »

Pour se mettre le pied à l'étrier

« L'AUDIT est rarement un second job. On devient auditeur après une grande école. On le reste ou on s'en va. » Aldo Cardoso, vingt-neuf ans, a fait son choix : rester auditeur. Pour le moment.

Ecole supérieure de commerce de Paris, études de droit, puis, tout en travaillant, diplôme d'expert-comptable : le cursus est classique. Depuis six ans, il est auditeur chez Guy Barbier, le correspondant en France d'Arthur Andersen, l'un des plus importants cabinets d'audit.

« Quand vous êtes diplômé à vingt-deux/vingt-trois ans, vous êtes un gamin. Si vous cherchez un job, en entreprise, on vous demandera d'être un rouage. Si vous êtes vraiment intéressé par le fonctionnement de l'entreprise, il faut être directeur général. Il ne faut pas rêver ! » Aldo Cardoso s'est donc tourné vers l'audit, convaincu que *« c'est par les chiffres et la finance qu'on peut avoir une vision globale de l'entreprise »*.

« Le mot auditeur a suivi un curieux chemin, rappelle-t-il. *A l'origine, il est français et signifie enquêteur ; il nous est revenu avec la traduction anglo-saxonne du mot « auditor », réviseur comptable. Mais son activité dépasse souvent la simple révision comptable et tient du conseil »*.

L'intérêt d'un cabinet d'audit est d'augmenter progressivement les responsabilités de chacun. Chez « Arthur », comme ailleurs, la profession est structurée. D'assistant pendant deux ans, on devient senior pendant trois ans (chef de missions), puis manager (coordinateur de missions), enfin associé, pour qui veut embrasser la profession à vie. En moyenne, sur quatre-vingts assistants (vingt-trois - vingt-cinq ans), un seul deviendra associé (trente-cinq - quarante-cinq ans).

Car être auditeur, c'est aussi chercher un bon complément de formation : technique comptable financière, connaissance de l'entreprise, esprit d'analyse et de synthèse sur des projets concrets. Ceux qui ne veulent pas devenir associés s'en vont en règle générale dans les sociétés avec lesquelles ils ont eu à traiter, pour briguer des postes de directeur financier. L'auditeur assistant débutant gagne aux alentours de 13 000 F (fourchette haute des salaires d'embauche).

Aldo Cardoso est manager depuis un an. Ce qui le frappe le plus ? *« On travaille et on voyage beaucoup ! »* Dix bonnes semaines de déplacement en province par an, sans compter les missions en région parisienne. Journées régulières de 9 heures à 19 h 30, les week-ends, s'il le faut, pour répondre aux exigences des clients. *« Je ne me sens pas usé, mais heureux de faire ce que je fais. Si je ne l'étais pas, j'arrêterais de le faire. »*

De la variété

L'approche des activités n'est pas standardisée : il s'agit sans cesse de faire des « aller-retour » entre comptabilité prévisionnelle et activité de conseil. L'auditeur se démarque ainsi de son rôle d'expert-comptable.

Les missions sont variées. Les contacts avec les entreprises aussi. *« Si vous arrivez dans une entreprise en tant que commissaire aux comptes, vous êtes un habitué, vous êtes accueilli à bras ouverts. Vous faites partie de la famille. Si, en revanche, vous débarquez en tant qu'auditeur dans une société en difficulté, vous créez un sentiment de malaise. »*

Aldo Cardoso insiste sur les qualités humaines de l'auditeur. *« Il faut savoir obtenir l'adhésion d'un groupe. »* Graphique à l'appui, il explique : *« Plus vous vieillissez, moins vous avez besoin de compétences techniques, plus vous devez acquérir des qualités humaines. Il faut savoir faire travailler, expliquer, vendre et diriger. »*

On reste cinq à six ans manager. Etre associé ou non, telle est la question que tous se posent. Les cabinets de recrutement, les « chasseurs de têtes », essaient de saisir ce vivier de cadres. *« Ils me téléphonent, même tard le soir »*, confie Aldo Cardoso. *« Pour le moment, la question ne se pose pas pour moi. L'essentiel est d'avoir un job qui plaise. Le mien me plaît. »*

JEAN-MICHEL DUMAY.

MBA... TROIS LETTRES MAGIQUES

Le rêve américain

« LE mythe américain, j'y crois encore. » « En France, t'as pas le droit de dire : j'ai réussi dans la vie. » « Nous sommes à l'avant-garde du business. » François a vingt-deux ans et une maîtrise de marketing obtenue en Grande-Bretagne. Jean a vingt-trois ans, et sort de cinq années d'études pharmaceutiques. Leur point commun ? Le MBA (Master's Degree in Business Administration)... trois lettres magiques pour désigner le « must » parmi les diplômes de gestion.

Ces deux Français achètent leurs études dans la première « business school » américaine implantée en Europe. Depuis septembre, l'université d'Hartford (Connecticut) dispense ses profs et son savoir-faire dans une antenne parisienne en plein seizième arrondissement.

Pour sa première année de fonctionnement, quatre-vingt-dix étudiants suivent ce MBA. Le diplôme acquis en France est reconnu aux USA, mais la formation revient deux fois moins cher qe'outre-Atlantique.

Pourquoi choisir un MBA ? Les deux étudiants ne cachent pas leur mépris pour l'enseignement dispensé en France. *« On n'est pas en train de planer comme à HEC »*, dit François. *« Ici, on fait du concret, des simulations sur ordinateurs. »* Et Jean de rajouter : *« En France, l'enseignement universitaire est relativement nul. »* Ce diplômé en pharmacie ne se voyait pas *« végéter pendant des années à 8 000 F par mois »*. Même son de cloche chez François, qui considère que le MBA permet d'accéder plus vite (« fast track » dans le jargon US) *« à un boulot sûr avec des revenus adéquats »*.

Mais qu'en pensent les recruteurs, les « chasseurs de têtes » des grandes entreprises ? *« MBA est un terme très galvaudé. Ça veut dire beaucoup de choses et rien du tout »*, explique-t-on à la BNP, où il s'agit de faire très attention aux « simili-MBA ». Il y a Harvard et quelques autres, ensuite on *« connaît pas »*. Chez IBM France, un MBA ne gagnera pas plus d'argent qu'un autre ou alors des « peanuts » pour sa maîtrise de la langue anglaise. A Thomson, un recruteur n'a qu'un seul conseil à donner aux diplômés d'HEC, d'ESSEC ou de Sup de Co tentés par le titre américain : *« Au nom du ciel, n'y allez pas ! La meilleure chose à faire, c'est de se mettre à bosser. »*

En revanche, après une expérience professionnelle, l'obtention d'un MBA peut devenir intéressante. Et les lauréats d'un diplôme de gestion sont encore plus appréciés s'ils ont commencé leurs études par une formation technique. Un « supélec » doté d'un MBA, c'est le *nec plus ultra* pour Phillips-France.

L'ingénieur qui est passé sur les bancs d'une école de gestion semble d'ailleurs devenir la « perle rare » recherchée par les grandes entreprises. Mais *« pas la peine d'avoir le titre MBA »*, précise-t-on chez Thomson, la dernière année d'HEC ou d'ESSEC est aussi une bonne chose. Jean le pharmacien était admis à l'ESSEC, il a préféré Hartford pour trois raisons : *« Les méthodes d'enseignement, la connaissance de la langue anglaise et, bien sûr, le rêve américain »*...

ÉRIC LEBRAS.

Un guide pratique

FORMATIONS COURTES

– Brevet de technicien supérieur (BTS), deux ans après le bac : BTS comptabilité et gestion, éventuellement BTS gestion commerciale.

– Diplôme universitaire de technologie (DUT), deux ans après le bac : « gestion des entreprises et administration », options « finance-comptabilité », « administration », « personnel » et « gestion des PME ».

Possibilité d'admission en maîtrise pour certains titulaires d'un DUT, sur avis du jury.

– Ecoles de techniciens du commerce et de la gestion des entreprises. Conduisent à des postes décentralisés dans des PME. Ouvertes aux bacheliers, sur concours.

FORMATIONS LONGUES

● LES GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE :

Bac plus quatre ou cinq ans. Elles constituent toujours la voie royale... mais un ou deux ans de préparation précèdent le concours d'entrée. Les bacheliers C ont les meilleures chances. Il existe des sections spéciales pour bacs B.

On distingue traditionnellement : les « trois parisiennes » (ESSEC, HEC, ESCP), les ESCAE (ou « Sup de Co » : certaines ont une prépa intégrée), et les écoles dites de seconde catégorie.

● LES INSTITUTS D'ÉTUDES POLITIQUES :

Bac plus trois ans.

Spécialisation en seconde année : section économique et financière. Possibilité de troisième cycle dans une grande école par admission parallèle.

● L'UNIVERSITÉ :

Premier cycle : DEUG (bac plus deux ans).

Sciences économiques, ou gestion et économie appliquée (à Paris IX uniquement).

Second cycle : licence et maîtrise (bac plus quatre ans) :

– Maîtrise de sciences et techniques (MST) à caractère économique et social ;

– Maîtrise de méthodes informatiques appliquées à la gestion (MIAGE) :

– Maîtrise de sciences de gestion (MSG).

Troisième cycle (bac plus cinq ans) :

– Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS), formation orientée vers la pratique en entreprise.

– Diplôme d'études approfondies (DEA), formation orientée vers la recherche.

– Certificat d'aptitude à l'administration des entreprises (CAAE), préparé dans les instituts d'administration des entreprises (IAE, rattachés à l'Université). Equivalent au DESS, il permet une spécialisation en gestion-finance.

● ADMISSIONS PARALLÈLES :

Les titulaires d'une maîtrise, d'un diplôme IEP ou, dans certains cas, d'un DUT peuvent entrer en seconde année dans certaines écoles de commerce, sur concours spécial.

● FORMATIONS COMPLÉMENTAIRES :

Il en existe un grand nombre, ouvertes aux titulaires d'un diplôme universitaire de second cycle, ou aux élèves issus d'écoles de commerce. Les plus prestigieux : l'ISA (Institut supérieur des affaires) et l'INSEAD (Institut européen d'administration des affaires).

P. S.

★ Pour connaître la liste détaillée des établissements de formation, adressez-vous au CIO (centre d'information et d'orientation) le plus proche de votre domicile (adresses dans les mairies).

Des experts de moins en moins comptables

Sortir des chiffres pour retrouver l'entreprise

« JUSQU'A présent, les comptables servaient ce monstre juridico-fiscal qu'est le bilan. Maintenant, fini tout ça ! Priorité à la gestion. »

Le verbe facile, direct, Henry Garnier sait communiquer sa passion : la comptabilité générale. Une passion bien familiale puisque « de père en fils et frères », les Garnier sont experts-comptables (1).

D'ailleurs, cet homme actif ne perd pas une minute des vingt-quatre heures qui lui sont données quotidiennement. Le jour enseignant en sciences économiques et gestion à Paris-I, directeur pédagogique de la formation permanente à l'Institut d'administration des entreprises (comptabilité, gestion), animateur de séminaires de gestion au Centre d'enseignement du management (CNOF), il est aussi et surtout, la nuit, directeur d'un cabinet de commissariat aux comptes et d'une société d'expertise comptable.

Sa conversation tourne autour d'un mot, une idée, une « révolution » : le nouveau plan comptable. *« Personne n'a compris que le nouveau plan comptable concernait tout le monde, vous et moi. Personne n'a compris qu'il ne s'agissait pas d'un plan révisé, mais d'un document beaucoup plus nouveau. Ce n'est pas un simple coup de badigeon sur la façade. C'est en creusant qu'on voit les différences. »*

L'idée est claire. Elle suit la philosophie de la quatrième directive européenne énoncée en 1978 dont est issu le nouveau plan. *« On n'a pas simplement changé le vocabulaire, l'intitulé et le numéro des comptes. On a tout cassé et tout repensé. »* Le plan comptable de 1957 était fait *« par des comptables pour des comptables »* ; celui de 1984 est conçu *« par des gestionnaires pour des gestionnaires »*.

« Il ne s'agit plus seulement de mettre bout à bout des chiffres dans des tableaux, comptes d'exploitation ou autres comptes de pertes et profits. Il s'agit d'être plus proche de la réalité économique, de comprendre en terme de gestion d'autres tableaux (tableau de financement, soldes intermédiaires de gestion) conçus comme de véritables « outils » de gestion. »

Et Henry Garnier de regretter que ce glissement progressif de la comptabilité vers la gestion n'ait pas encore été totalement perçu par la profession. *« Aujourd'hui, le slogan est le suivant : tout pour la gestion, tout pour la saisie des flux financiers, tout pour l'informatique »*. « Gestion », « flux », « informatique ». Nous sommes bien loin des préoccupations du plan de 1947 élaboré avant la guerre.

De telles mutations ne s'effectuent pas sans heurts. *« Dites à un directeur financier : « Dans le » contexte actuel, vous avez besoin » de moins de connaissances comp- » tables ; allez plutôt suivre un » séminaire de gestion financière » pour vous mettre à la page », il vous rira au nez. »*

Pédagogie à deux vitesses

Le problème de formation est crucial. *« C'est le désert français*, renchérit Henry Garnier. *Et le nouveau plan comptable est un levier extraordinaire pour faire passer le message. C'est le coup du siècle. L'occasion de repositionner les comptables, de leur faire prendre du recul. »*

« Les comptables ont perdu le savoir-faire des additions mentales, explique-t-il. *Il y a quinze ou vingt ans, les examens, tels que je les ai passés, comportaient une épreuve importante de calcul mental. On apprenait à imputer des factures, à établir des écritures. Ceux qui ont passé ces examens ont aujourd'hui trente-cinq, quarante ans. Aujourd'hui, l'ordinateur effectue l'imputation des factures, la lecture optique remplace les écritures. Si les comptables ne réagissent pas, dans cinq ou dix ans ils se retrouveront au chômage. »* Quel remède apporter ? *« Il ne s'agit pas de venir en stage de formation, comme on viendrait prendre une piqûre de rappel. D'abord, tout le monde est concerné. Tout le monde est obligé d'y passer. Dans une entreprise, l'employé, comme le directeur, représente un coût, un budget. »*

Il y a donc, selon Henry Garnier, deux pédagogies à mettre sur pied, à deux vitesses : un enseignement destiné aux praticiens, ceux qui visent le métier de comptable, d'expert-comptable, et qui passent six, sept ans dans un *« rouleau compresseur »* à *« ingurgiter »* la technique (2) ; et une pédagogie qui s'adresse aux utilisateurs : les informaticiens, les commerciaux, les acheteurs, les dirigeants... Cet enseignement, plus rapide, vise à faire comprendre en quelques jours l'essentiel de la gestion, tend à expliquer ce qu'est la comptabilité sans parler ni de crédit ni de débit. Un approfondissement de la technique ne se conçoit qu'après avoir acquis une compréhension globale des mécanismes liée à la démarche du gestionnaire.

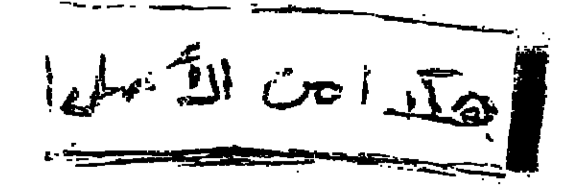
Le but est double. Dans un premier temps, il faut *« donner un fil conducteur aux utilisateurs en leur permettant de mieux se positionner dans l'entreprise, de savoir ce qu'il y a en amont et en aval de leur fonction »*. L'incidence d'une telle démarche sur la mobilité de travail en entreprise est évidente : un employé peut passer d'un travail à un autre s'il comprend l'ensemble des mécanismes de la machine.

Dans un deuxième temps, il s'agit de décloisonner les professions de comptable et de gestionnaire. Le Conseil national de la comptabilité l'a bien compris dans son édition du nouveau plan comptable. Un lexique commun comptabilité/gestion précède la présentation et l'analyse des tableaux... Pour mieux communiquer, mieux vaut dès maintenant parler le même langage.

J.-M. D.

(1) Henry Garnier est coauteur, avec son père Pierre, de plusieurs ouvrages édités chez Dunod-Entreprise : comptabilité générale, comptabilité commerciale, comptabilité des sociétés.

(2) Depuis l'année dernière, il existe une formation universitaire aboutissant au diplôme d'études comptables supérieures (DECS). Auparavant, ce diplôme était accessible à tous par le biais de la formation continue, tout comme le diplôme d'expert-comptable.



Le Monde — LES GRANDS RENDEZ-VOUS — Le Monde

LE MONDE DE LA GESTION ET DES FINANCES

REVISEURS - AUDITEURS

PARIS
Commissariat aux Comptes
Audit

Un des premiers cabinets français de Commissariat aux Comptes et d'Audit légal recherche plusieurs REVISEURS-AUDITEURS. Intégrés à des équipes de haut niveau, ils participeront à des missions de révision et d'audit auprès de sociétés et groupes français dont certains sont cotés en Bourse et exercent leurs activités au niveau international. Ces postes seront confiés à des diplômés ESC, MSTCF, Maîtrise de Gestion,... + DECS ou Expertise Comptable, âgés d'environ 25 ans, possédant 1 à 4 ans d'expérience professionnelle acquise si possible en cabinet anglo-saxon. L'un des postes nécessite la connaissance de l'Allemand. Ecrire sous référence 797/M à :

GRH conseils
3 avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

LAFCOREM

Rejoignez un important groupe bancaire !

Pour faire face au développement important des activités de notre groupe privé, nous recherchons pour le Département Financier de notre organisme central à Paris plusieurs

CADRES CONFIRMES

OPERATIONS FINANCIERES
Vous avez la charge de monter toutes opérations pour le compte de sociétés (augmentations de capital, émissions obligataires, introductions en Bourse, etc.).

Une expérience de plusieurs années de ce type d'activité est requise. (Réf. 3811/LM)

PLACEMENTS OBLIGATAIRES
Vous possédez un bon sens commercial et êtes capable, grâce à votre expérience, de développer votre action en direction, notamment d'une clientèle institutionnelle (caisses de retraite, associations, etc.), tant à Paris qu'en province. *(Réf. 3812/LM)*

NEGOCIATIONS - PRISES DE PARTICIPATION
Vous vous verrez confier la recherche et l'étude de dossiers d'entreprises.

Plusieurs années d'expérience et *un réel dynamisme sont* nécessaires pour cette fonction. *(Réf. 3813/LM)*

ANALYSE FINANCIERE
Si vous possédez une expérience minimum de 2 ans au sein d'un service Analyse Financière, nous vous confierons la responsabilité d'un secteur. (Réf. 3814/LM)

Pour tous ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats possédant une formation supérieure (HEC, Sciences Po, Droit...) renforcée par une expérience de plusieurs années. *Votre dynamisme* et votre capacité à prendre rapidement des responsabilités constituent des atouts fondamentaux.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA.

La compta pas triste...



Les financiers tristes et la compta poussiéreuse, ...ce n'est pas votre style ? ! Alors, rejoignez la jeune équipe financière de notre siège international.

Avec nos Macintosh et nos Apple sympas, nous développons comptabilité et reporting dans une ambiance souple et conviviale au goût d'audace et de succès.

Vous êtes jeune diplômé(e) de l'enseignement supérieur - option compta-finances - et souhaitez vous familiariser avec la fonction comptable dans l'entreprise. "Your english is fluent of course" et vous êtes passionné(e) d'informatique personnelle.



Apple

Ecrivez-nous avec C.V. et photo à :
APPLE COMPUTER INTERNATIONAL
Françoise Bavcevic - 7, rue de Chartres
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Organisation et Publicité

Payer, administrer... et être résolument moderne !

Parce que nos Laboratoires Pharmaceutiques - CA 350 MF., 880 personnes, Filiale d'un des premiers Groupes Internationaux de la Santé - sont en pleine expansion et ambitieux pour l'avenir,.

Parce que notre équipe est jeune et compétente,

le (ou la) ***RESPONSABLE PAIE et ADMINISTRATION*** que nous recherchons, maîtrise et développe son action à partir des propres outils informatiques de la Direction du Personnel... ceci dans *un souci de prestation de services, de rigueur, de disponibilité et d'ouverture à la communication.*

Vous êtes d'un bon niveau de formation - minimum D.U.T. - et votre expérience réussie dans la fonction vous permet d'être responsable et de proposer des solutions concrètes.

Ce poste est basé à 100 kms Ouest de Paris (Evreux).

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à notre Conseil Michèle DUCHER qui vous garantit toute discrétion.
RAYMOND POULAIN CONSULTANTS 74 rue de la Fédération 75015 Paris.

LABORATOIRES **Glaxo**

SOURCES

L'opportunité d'un contrôle de gestion pointu...

Fort de plusieurs filiales qui sont autant de PME régionales, le GROUPE BRUNO PETIT (2000 personnes et 1,1 milliard de C.A.), développe la fonction

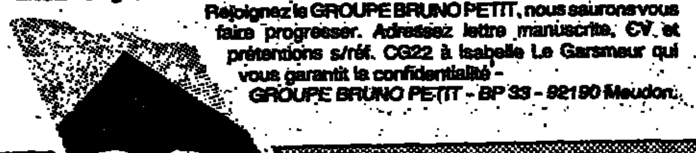
contrôle de gestion

Diplômé d'études supérieures (Ecole de Gestion, Maîtrise Dauphine...), vous avez acquis une solide expérience dans une entreprise importante.

Au siège du Groupe vous serez en relation permanente avec les directions régionales pour les conseiller dans l'élaboration de leurs budgets, et les aider dans le suivi de la réalisation. Vous aurez à adapter les instruments de contrôle existants pour favoriser *un pilotage performant.*

Votre personnalité et votre réel sens du dialogue compteront autant que vos *atouts de rigueur et de méthode.*

Rejoignez le GROUPE BRUNO PETIT, nous saurons vous faire progresser. Adressez lettre manuscrite, CV et prétentions s/réf. CG22 à Isabelle Le Garsmeur qui vous garantit la confidentialité -
GROUPE BRUNO PETIT - BP 33 - 92190 Meudon.



GROUPE BRUNO PETIT

SOURCES

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE FRANCAIS
D'IMPLANTATION INTERNATIONALE

recherche pour seconder son Directeur Comptable et Fiscal

RESPONSABLE DE LA CONSOLIDATION

Le candidat se verra confier la responsabilité de l'établissement du Bilan consolidé du Groupe (80 sociétés) et collaborera à l'analyse économique de ce document.

Le poste conviendrait à un jeune auditeur ou professionnel ayant déjà une bonne expérience de la consolidation, jointe à d'excellentes connaissances comptables et fiscales.
La pratique de l'anglais sera appréciée (vocabulaire technico-comptable).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (C.V. détaillé, prétentions, photo) sous référence 0750 JE à :

C.E.R.E.C. (M.R. JEANPETIT) B.P. 361.08.
75365 Paris Cédex 08.

média system

DARTY

DARTY est le premier dans son domaine : la distribution de T.V., Électroménager, Hi-Fi, Vidéo. Le groupe réalise un chiffre d'affaires supérieur à 4,3 milliards de francs et emploie 5000 collaborateurs. Au sein de la Direction des Ventes dont l'activité représente 800 personnes nous recherchons :

CONTRÔLEUR DE GESTION ADJOINT
Réf. M19/344AA

Le titulaire du poste a pour principale mission, l'élaboration et le suivi des budgets des différents centres de profit. Il est également chargé de mener des études ponctuelles en vue d'analyser et d'améliorer leur gestion et leur organisation. Il agit en véritable conseil auprès des opérationnels.

RESPONSABLE GESTION DU PERSONNEL
Réf. M19/344AB

Le titulaire du poste assiste les Directeurs des Ventes et des Magasins sur tous les plans de la législation sociale et du droit du travail. Il prépare les contrats, participe à l'élaboration des budgets d'effectifs et s'assure du respect des procédures. Il travaille en collaboration avec la Direction des Ressources Humaines.

Pour ces postes à responsabilités, nous souhaitons rencontrer des jeunes professionnels, diplômés d'enseignement supérieur et titulaire d'une première expérience significative de l'une de ces fonctions. Les conditions offertes sont attractives et les perspectives d'évolution dans un groupe performant sont susceptibles d'intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence choisie à

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

aum.

HEC, ESSEC, SUP DE CO

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

Membre d'un important Groupe industriel français, leader mondial en électronique professionnelle, nous sommes spécialisés dans la conception et la maîtrise d'œuvre de grands systèmes de communication à usage principalement militaire.

*Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez acquis une pre*mière expérience du contrôle de gestion ou d'audit, de préférence dans *un milieu industriel et vous souhaitez aujourd'hui la confirmer* dans un environnement plus complexe et international.

Dans un premier temps chargé du contrôle de gestion d'affaires internationales, vous devrez être capable d'évoluer à terme vers des responsabilités plus générales.

Ce poste est basé en proche banlieue de Paris.

Merci d'envoyer lettre de candidature, CV et rémunération actuelle sous réf. M 23/1386 G à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

aum.

hutchinson

Jeune attaché au secrétariat général

Il aura pour responsabilités principales :
- d'assurer la rédaction des actes liés à la vie juridique des Sociétés du Groupe,
- d'accomplir les formalités légales et de tenir les registres,
- de prendre une part active à la préparation des documents d'information financière et juridique.

Pour réussir dans ce poste, notre candidat devra posséder de solides connaissances en droit des Sociétés, de *bonnes bases financières et une réelle aptitude à rédiger.*

Une formation licence en droit ou Sc. Eco., D.E.C.S., Sc Po ainsi qu'une première expérience professionnelle si possible en Cabinet d'expertise comptable sont nécessaires.

Compte tenu de l'importance du Groupe, des opportunités d'évolution existent *pour un candidat de valeur.*

Adressez CV à HUTCHINSON S.A. sous réf. M 22.10 Département Recrutement 2, rue Balzac 75008 PARIS.

Banque quartier Opéra
recherche son

ANALYSTE FINANCIER

Le candidat devra :
- Etre âgé de 30 ans minimum ;
- Avoir 5 ans d'expérience dans la fonction et être capable de diagnostiquer la situation financière d'une entreprise ;
- Avoir une large *expérience dans la gestion* d'un portefeuille entreprises/PME.

Nous offrons :
- De bonnes conditions de travail ;
- De larges possibilités d'évolution personnelle ;
- Un salaire motivant.

Envoyer c.v. et photo à RÉGIE-PRESSE sous n° 313 382 M, 7, rue de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.



LE MONDE DE LA GESTION ET DES FINANCES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

recherche

2 ASSISTANTS DE GESTION

Pour s'intégrer dans des équipes opérationnelles motivées.

1er poste à pourvoir dans notre direction de l'Eure à dominante production.
– Le second à pourvoir dans notre Direction des Transports basée en R.P.

Qualités indispensables :
- Disponibilité, sens de la communication et du travail en équipe
- Dynamisme et bonne compréhension des outils informatiques.

Formation souhaitée :
- Maîtrise de gestion, DUT finances, comptabilité ou formation technique de base complétée par une pratique ou formation complémentaire gestion de bon niveau.
– Première expérience de deux ans minimum appréciée.
– Rémunération suivant niveau et expérience
– Réelles possibilités d'évolution au sein du groupe pour candidat de valeur.

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à :
CSS. 2, quai Henri-IV, 75004 Paris.
à l'attention de B. GRUET.

IMPORTANTE BANQUE ÉTRANGÈRE A PARIS

recherche

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

de formation IUT ou équivalent : 3 ans d'expérience COBOL/CICS.

UN FUTUR CHEF DE PROJET

– Diplômé en Gestion/Maths financières pour prendre en charge sur le plan fonctionnel et technique une application de trésorerie-change sur NIXDORF 8864.

UN RESPONSABLE TÉLÉCOMMUNICATIONS

de formation grandes écoles ou équivalent.
– Il possédera plusieurs années d'expérience des progiciels BTAM/VTAM ainsi que des procédures utilisées en mini-informatique et en télex.
– Il prendra en charge un important projet de remplacement de commutateurs de messages.

UN CHEF DE PROJET

de formation Grandes Ecoles ou équivalent.
– Il possédera au moins 4 années d'expérience en informatique bancaire de préférence sur matériel IBM sous VM/CMS.
– Il participera à la conception d'un nouveau système central et à sa réalisation à l'aide des nouveaux outils du type L 4 G et bases de données relationnelles.

*Adresser c.v. et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous nº 310 383 M,
7, rue de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.*

SOCIÉTÉ d'EXPERTISE COMPTABLE

d'IMPORTANCE NATIONALE
recherche
pour ses Agences
ANGOULÊME, COGNAC, MARMANDE

COLLABORATEURS

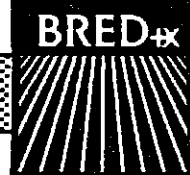
Formation supérieure. Certif. supérieurs ou DECS
Expérience appréciée
Ecrire 11042 COMMUNICO
33075 Bordeaux Cedex.

AGENT COMMERCIAL MARCHÉS FINANCIERS

Nous sommes une société anglaise mondialement reconnue pour des services de prévisions et d'analyses financières.

Nous recherchons UNE PERSONNE pour travailler à PARIS, jeune, bilingue (anglais/français) avec au moins une année d'expérience de démarche clientèle afin de maintenir et créer de nouveaux contacts dans le marché financier parisien.

Veuillez envoyer votre c.v. à :
RÉGIE-PRESSE sous nº 313 590 M
7, rue de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transm.



BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS
Première Banque populaire française - 3 000 collaborateurs - 176 agences

LA DIRECTION des RELATIONS INTERNATIONALES
recherche pour son service comptabilité - contrôle - un(e)

CADRE COMPTABLE EXPERIMENTE(E)

MISSION : Il (elle) devra assurer la sécurité et la fiabilité de la comptabilité des opérations internationales et de ses extensions statistiques.
Participer à des travaux d'organisation comptable en liaison avec le développement informatique en cours.
FORMATION : le candidat devra être titulaire d'un DECS ou équivalent et disposer d'une expérience de 5 ans dans un service de comptabilité de banque. Langue anglaise appréciée.

Merci d'adresser vos CV et photo à

BRED
Direction
des Relations
Internationales
PEO 8180
18 quai
de la Rapée
75012 PARIS

ADJOINT
Directeur Comptable et Financier

Société performante (500 Millions de Chiffre d'Affaires) située en CHAMPAGNE, filiale d'un important groupe textile recherche, pour faire partie d'une équipe dynamique de 20 personnes, l'Adjoint du Directeur Comptable et Financier.
Il sera chargé de :
- Superviser la comptabilité générale, la comptabilité analytique et la gestion de la trésorerie pour l'ensemble de la Société.
- Prendre en charge l'ensemble des employés du service.

Le candidat aura le D.E.C.S. et une expérience de plusieurs années dans un poste similaire de préférence en milieu industriel.
Merci d'envoyer lettre manuscrite, Curriculum-Vitae et prétentions sous référence 81.587, à :
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra



Diriger notre service comptable administratif et financier...

Au sein d'une PMI produisant et distribuant des portes, panneaux et façades de tiroirs en bois massif, meubles de cuisine en kit (C.A. 40 M, 130 personnes) et disposant d'une excellente notoriété.
Nous recherchons près de notre D.G. le Responsable du Service Comptable, Administratif et Financier qui devra optimiser nos moyens et outils de gestion.
La trentaine, il est diplômé d'une ESC Option Finance-Comptabilité ou DECS ou équivalent et bénéficie d'une expérience confirmée de 5 ans au moins dans une fonction similaire acquise dans une PME utilisant des principes de gestion moderne et informatisée.
Nous lui offrons une rémunération de 180 000 +, des facilités de logement (pavillon avec ou sans jardin) et des perspectives d'évolution intéressantes.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et salaire actuel) sous réf. 6895 MPM à MORENO, 17 rue Courmeaux - 51054 Reims Cedex.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

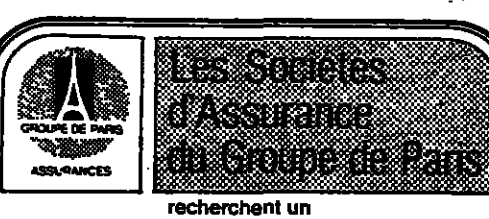
MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

Responsable Administratif

Nous sommes un des premiers groupes européens de conseil et services informatiques, un C.A. de 210 millions de F, une croissance régulière de 40 % par an, un effectif de 300 personnes. Il nous faut nous "canaliser" : c'est pourquoi, nous créons le poste de Responsable Administratif.
Nous recherchons un organisateur, homme de procédures qui a su maîtriser au départ de sa vie professionnelle tous les domaines comptables. Il lui faudra remettre en ordre nos circuits, mettre en place un contrôle de gestion (maison-mère et filiales). Une expérience réussie dans ce créneau, mais surtout avoir prouvé à 35-40 ans des qualités de rigueur et de créativité, de savoir-faire et de netteté. Ce sont elles qui feront la différence. La rémunération va de pair avec les responsabilités.
Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V., sous référence 30503 M, à notre Conseil Claude FAVEREAU.



13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS



recherchent un

AUDITEUR CONFIRME HF

- Agé de 26 ans minimum et diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce.
- DECS ou diplôme équivalent.
- 3 à 5 ans d'expérience d'Audit soit dans une société, soit dans un cabinet.
- Anglais nécessaire, autre langue étrangère souhaitée.
- Compétences informatiques appréciées.
- Poste à pourvoir au siège.

Merci d'adresser C.V., photo, lettre manuscrite de candidature sous référence 1951 A au Service du Recrutement - 21, rue de Châteaudun 75447 PARIS CEDEX 09.

ADJOINT AU DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE

Dans le cadre de son développement, la Banque La Hénin, banque de dépôts spécialisée dans le financement de l'immobilier, recherche le No 2 de son service comptable (40 personnes).

Après un passage formateur en exploitation, vous assisterez le Directeur de la Comptabilité dans l'ensemble de ses responsabilités.

Cadre de haut niveau, vous avez exercé pendant au moins 10 ans. Vous savez encadrer une équipe importante ; vos facultés relationnelles vous facilitent les nombreux contacts à prendre à l'intérieur comme à l'extérieur de la Société.

Votre formation initiale "grande école" (gestion, comptabilité...) et une première expérience, type AUDIT, complétée par une réussite au sein d'un service opérationnel, sont le garant de votre potentiel évolutif.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous référence AC/LM à :

Banque La Hénin - Service Recrutement - 16, rue de la Ville l'Evêque 75008 PARIS

LA HENIN COGEFIMO
BANQUE LA HENIN
La Banque-orchestre de l'immobilier

lambert distribution

l'un des leaders du négoce de matériaux recherche pour sa filiale
CUIVRERIE du SUD-EST

Jeune responsable administratif et financier

De formation Comptable (DECS exigé), le candidat devra justifier d'une expérience de 3 à 5 ans dans un poste à responsabilité (entreprise, cabinet,...).
Une pratique de la gestion et de l'informatique serait un atout.

Sous la responsabilité du Directeur de la Société et en relation avec les directions fonctionnelles du Groupe, le titulaire devra assurer la totalité de la fonction comptabilité, ainsi que la gestion, la trésorerie et l'administration du personnel.

Poste basé à VALENCE.

Très larges possibilités d'évolution au sein du Groupe pour un candidat à potentiel.



Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 782 à Madame LEREDE.

LAMBERT FRERES ET CIE
5 RUE VERNET 75008 PARIS.

Compagnie d'Assurances secteur privé

recherche

pour assister

DIRECTEUR FINANCIER

dans la gestion d'un important patrimoine

DIPLOMÉ ESSEC ou SUP DE CO ou SCIENCES PO

ayant acquis une expérience dans la banque et la gestion financière ou ayant fait un stage de longue durée chez un agent de change

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à EMPLOIS ET CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 Paris, en précisant sur l'enveloppe la réf. 7.873.

STÉ DE PRÊT-A-PORTER

recherche son

CHEF COMPTABLE RESPONSABLE FINANCIER

Expérience minimum 3 ans.
Niveau D.E.C.S. exigé.

Connaissances informatiques souhaitées.

Solide prat. de l'organisation.

Adr. C.V. à PORT FRANC, M. Lamant, 51, r. de Turenne, 75003 PARIS.

SOCIÉTÉ SECTEUR AUDIOVISUEL

recherche son

CHEF SERVICE COMPTABLE

Expérience cabinet souhaitée

Adresser cand. et C.V. : F.M.I. 78, av. R.-Poincaré, 75116 Paris.

Responsable comptabilité banque

Banque Populaire d'Armorique

La Banque Populaire d'Armorique - 450 collaborateurs, 38 agences - est implantée dans les Côtes du Nord et le Finistère Nord. Elle met actuellement en place les moyens matériels et humains permettant de mener à bien un plan pluri-annuel ambitieux, qui comporte la rénovation complète de son réseau et la construction d'un nouveau siège. Dans ce contexte, elle recherche son responsable comptabilité. Rattaché au directeur planification et gestion, et supervisant 6 personnes, il prendra en charge l'ensemble de la fonction comptabilité générale - bilans et comptes de résultats, déclarations fiscales et administratives...-. Dans le cadre d'un nouveau plan informatique, il sera amené, en liaison avec le service contrôle de gestion, à rénover le système comptable et à mettre en place une comptabilité analytique et budgétaire. Ces fonctions requièrent, après une formation DECS ou expertise, une expérience prouvant une excellente maîtrise des techniques comptables et de la fiscalité, acquise si possible dans le secteur bancaire et dans un contexte hautement informatisé. Ce poste présente de réelles perspectives de progression au sein d'une structure évolutive. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence A/1378M

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

هكذا من الأصل

Le Monde — LES GRANDS RENDEZ-VOUS — Le Monde

LE MONDE DE LA GESTION ET DES FINANCES

Un Etablissement Financier de dimension internationale recherche, pour l'une de ses filiales du secteur "RETRAITE-PREVOYANCE", son

Gestionnaire Prévoyance

Assisté de deux personnes, il sera chargé de mettre en place la gestion des *contrats (rédaction, suivi technique*, liaisons entre les aspects juridiques et comptables, et les fonctions cotisations et prestations) et sera l'interlocuteur de l'informatique.

Le candidat recherché, de formation supérieure, aura un minimum de trois ans d'expérience dans le domaine et saura se servir de la micro-informatique pour la production des tableaux de bord.

Pour créer ce poste, dynamisme, sens de l'organisation et de l'animation seront des qualités indispensables.

La fonction est à pourvoir en proche banlieue Nord et à PARIS.

Adresser C.V. détaillé, en précisant votre salaire actuel, sous référence JY 510, à :

CGS CARRIERES
55, Bd Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS

LE RESPONSABLE
du Département Trésorerie
d'un Groupe Financier Immobilier
recherche

son adjoint

De formation supérieure (Gestion, Droit ou Sciences Eco), âgé de 30 ans au moins, possédant une expérience de plusieurs années dans un service de trésorerie d'entreprise.

Le candidat retenu se verra confier :
- l'encadrement d'une équipe ;
- la gestion de trésorerie du Groupe ;
- l'ordonnancement des décaissements.

Le poste est à pourvoir très rapidement.

Adresser lettre *manusc., Curriculum-Vitae*, photo et prétentions à Madame ROBIN 37, rue de Surène - 75008 Paris.

P.R.B.

Responsable gestion, contrôle, comptabilité
futur D.A.F

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans environ en cabinet d'audit ou en entreprise.

Nous vous offrons une **réelle opportunité de carrière** dans une entreprise industrielle à *taille humaine* (300 personnes - 100 MF). Filiale autonome d'un groupe français, elle est située dans une région très agréable (Lac Leman).

Collaborateur direct du président et intégré à l'équipe de direction, vous prendrez dans un premier temps, la responsabilité de la comptabilité générale, *de la gestion de l'informatique, en développant la comptabilité analytique* et le contrôle de gestion.

Votre réussite vous permettra d'élargir rapidement vos responsabilités et d'évoluer naturellement vers la fonction de

Notre conseil, qui nous connaît bien, vous informera et étudiera confidentiellement votre candidature.

Merci d'adresser votre dossier avec rémunération actuelle à Madame Dominique Deborde, LDI Conseil, 65 rue de la République, 69002 Lyon.

L D I CONSEIL

La filiale française d'un groupe international de services à l'exportation – 1000 personnes en France – recherche pour PARIS – OPERA

Assistant H/F Ressources Humaines

Il aide directement le Secrétaire Général dans sa fonction « personnel », mène les opérations de recrutement, développe la politique formation-communication de la firme, optimise la gestion courante et la gestion prévisionnelle de nos personnels. Notre préférence ira vers celui qui, psychosociologue de formation ou diplômé d'une école de commerce ou bien encore licencié en droit, disposera d'une expérience préalable de la fonction de 2 à 3 ans ou qui l'aura appréhendé au travers de stages longue durée dans de grandes entreprises industrielles ou de services. Des déplacements en province de courte durée (1 à 2 jours) sont à prévoir.



Merci d'écrire avec CV et prétentions sous Nº 9443 à PARFRANCE ANNONCES – 4 rue Robert Estienne 75008 PARIS - qui transmettra

---

Dans le cadre de son développement
IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE
(150 personnes), banlieue Ouest

recherche

CHEF COMPTABLE (H./F.)

NIVEAU D.E.C.S.

Adresser C.V. détaillé et prétentions s/réf. 1314 à PIERRE LICHAU S.A. - 10, rue de Louvois, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

BANQUE ÉTRANGÈRE RECHERCHE

JEUNE COLLABORATEUR

Diplômé de l'Enseignement supérieur, et ayant une première expérience du marché obligataire français. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adr. lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions
Écrire sous nº 7920, *le Monde Pub.,*
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

---

kis

Nous sommes une société de renom international (2,5 milliards de CA en 1984) leader incontesté dans son domaine.
Nos filiales, présentes dans le monde entier, nécessitent un service d'audit de qualité.
Nous recherchons des

Auditeurs confirmés

par quelques années d'expérience dans des cabinets d'audit internationaux, parlant parfaitement l'anglais et acceptant des déplacements à l'étranger.

Ces hommes auront une formation supérieure (HEC, Sup de Co, ESSEC, DECS) et une profonde motivation.

Après quelques années d'audit, ils prendront des postes opérationnels (Directeurs Financiers, Contrôleurs de Gestion...) dans les différentes sociétés du groupe.

Envoyez CV détaillé et photo à Monsieur Thévenaz, Kis France, BP 204 X, 38043 Grenoble Cédex.

média-system

Entreprise agro-alimentaire
(C.A. 1,3 MILLIARD DE FRANCS, 1 200 SALARIÉS)

RECHERCHE

RESPONSABLE CRÉDIT ET COMPTABILITÉ CLIENT

Rattaché au responsable financier

sa mission :
Recouvrement des créances, comptabilité client, contentieux, risque client, sera assumée en animant une petite équipe.

son profil :
DECS ou Ecole Supérieure de Gestion + 3 à 5 ans expérience dans l'administration commerciale et la comptabilité, dans la grande distribution de préférence.

Ecrire avec photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous nº 310 372, 7, rue de Monttessuy, 75332 Paris, Cedex 07 qui transmettra.

LA COMPETENCE, PLUS LE CONTACT

Directeur administratif et financier

Ce poste de premier plan est à pourvoir dans une entreprise de distribution de cadeaux de luxe au détail, particulièrement performante et mondialement connue.

Bras droit de la Direction Générale, vous aurez la responsabilité des fonctions suivantes : comptabilité et fiscalité, trésorerie, contrôle de gestion, organisation et procédures administratives. Vous animerez une équipe de 20 personnes en participant activement aux tâches du service, ne dédaignant pas d'entrer dans le détail.

Homme d'analyse, vous savez faire parler les chiffres et préparer les décisions d'une Direction Générale.
Homme de contact, vous serez en relation permanente avec l'ensemble des magasins franchisés et filiales étrangères.

De formation supérieure *(grande école de commerce complétée idéalement de l'expertise comptable)* vous avez une expérience d'environ 10 ans en entreprise. Une bonne connaissance de la comptabilité française et anglo-saxonne, de l'informatique ainsi que de l'anglais serait appréciée.

Notre Groupe (250 personnes, 400 *MF* de CA) est en pleine croissance et pourra proposer, à des candidats responsables et créatifs, une évolution motivante.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. M 128 à notre Conseil : ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

ARCO

amp

BANQUE INTERNATIONALE

recherche

ADJOINT RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

- Niveau DECS et/ou Ecole de Commerce.
- Expérience bancaire ou de cabinet d'audit/conseil.
- Capacité à diriger petite équipe.
- Ouverture à l'informatique.

Env. curriculum vitae et prétentions à
B.A.I.I.
12, place Vendôme,
75001 PARIS.

ANDRE HAYAT

Pour soutenir son développement, André Hayat recherche son

assistante de direction

HAUT NIVEAU

Diplômée grande école commerciale, gestion + 2 ou 3 ans d'expérience.
Gestion, organisation, informatique administrative, relations fournisseurs, tableaux de bord...

Adresser votre candidature avec photo et prétentions sous référence SAH à notre Conseil :

SCRIBE 4, avenue Hoche 75008 PARIS

Organisation et Publicité

LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE

recherche

Pour son Agence de SAINT-NAZAIRE (20 personnes)

ADJOINT AU DIRECTEUR

Vous souhaitez vous orienter vers *une fonction* permettant d'exprimer largement votre goût des contacts, votre sens des responsabilités et votre dynamisme. Agé d'environ 30 ans, après une formation supérieure, votre intérêt pour le milieu bancaire s'est déjà traduit par une expérience réussie de 4 à 5 ans minimum, agrémentée de diplômes professionnels. Dans tous les cas, vous avez un vécu d'organisateur, vous êtes un homme d'analyse, de synthèse et savez faire preuve de créativité. Ce poste, évolutif, est une excellente opportunité de carrière pour un candidat possédant de réelles dispositions commerciales, le sens du management et de *la communication.*

Adressez candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à la CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE
Service du Personnel - La Garde -
Route de Paris - 44076 NANTES Cedex

CRÉDIT AGRICOLE *Le bon sens près de chez vous.*

BANQUE NATIONALE

recherche
pour la direction des crédits d'investissement
de son siège parisien un

CREDITMAN H/F Classe V, VI

pour assurer l'analyse des besoins en financement des entreprises

Chargé d'émettre un avis technique, il sera également amené à entretenir de nombreux *contacts* tant avec les organismes spécialisés qu'avec l'ensemble du réseau d'exploitation et à participer à la recherche et à l'élaboration de produits nouveaux.

Ce poste s'adresse à un professionnel du crédit dont l'expérience acquise sur le terrain lui permet de bénéficier d'un bon sens du risque, d'une connaissance fine des produits *bancaires et d'une* pratique prouvée de l'analyse financière.

Des qualités relationnelles et rédactionnelles viennent compléter son sens de l'organisation.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous réf. 1301 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris qui transmettra.

Société d'Expertise Comptable d'Audience Nationale, recherche pour son siège social à PARIS

FISCALISTE

5 ans au moins de pratique en cabinet *sont souhaitables.*

Adresser C.V., photo et prétentions sous *référence* 56304 à PROJETS 12, *rue* des Pyramides 75001 PARIS qui fera suivre.

COMPAGNIE GENERALE DE BANQUE-Soficam,
filiale de CITIBANK
recherche pour son réseau d'agences

RESPONSABLES CLIENTELE D'ENTREPRISES PME-PMI

MISSION :
- prendre en charge une partie de la clientèle existante
- développer le fonds de commerce par l'accroissement du courant d'affaires avec cette clientèle et par la recherche de nouveaux contacts.

PROFIL :
Cadre H.F. 30 ans env. - Formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP de CO, SC PO)
Une expérience de 3 ans minimum dans un poste similaire est nécessaire. La connaissance de l'anglais est impérative.

Ces postes sont à pourvoir à **Paris, Région Parisienne et province.**

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo Direction du Personnel - C.G.B. - Soficam - B.P. 704 - 75821 Paris Cedex 17.

CONTESSE

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

261.82.81

oser, c'est réussir



INGÉNIEURS D'ÉTUDES SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

Votre expérience : Une réussite dans l'un de ces domaines : Systèmes, Missiles, Radars, Optronique, Transmission de données, Calculateurs, Automatismes, Logiciels.

Vos atouts : Concevoir – Communiquer – Finaliser vos projets.

Nous avons su oser pour devenir l'un des premiers mondiaux des systèmes de défense. Nous vous donnerons les moyens de réussir.

Appelez Contact Téléphone (1) 261.82.81 ou écrivez sous réf. 1/M au Service des Relations du Travail, 1, rue des Mathurins, 92223 BAGNEUX.

POUR NOUS L'AVENIR A UN SENS

THOMSON-CSF
DIVISION SYSTEMES ELECTRONIQUES

HAVAS CONTACT



RCS ASCENSEURS

Leader Européen dans la construction et la maintenance d'ascenseur, second au plan National, nous recherchons dans le cadre de notre développement technologique un

jeune ingénieur électronicien

pour un poste de

RESPONSABLE D'ASSISTANCE TECHNIQUE
en Région Parisienne

Ce poste implique :
- Une formation d'ingénieur électronicien complétée par de bonnes connaissances en informatique.
- Le goût du concret et des réalités opérationnelles sur chantiers de montage neuf ou de travaux de maintenance.
- Le sens des contacts humains et de l'encadrement de personnel productif, confirmé par une première expérience professionnelle.
- *L'ambition de prendre des responsabilités dans un poste évolutif pour un candidat de valeur.*

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence R.A.T. à Françoise BERLY - RCS
1, rue Dewoitine - 78140 Vélizy-Villacoublay

Organisation et Publicité

STYPEN

recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

3 ans d'expérience min. Formation souhaitée DECS complet - ESC.

Supervise, organise, anime la comptabilité générale (trésorerie, clients, fournisseurs) et la comptabilité analytique (production, vente).

Responsable :
- des comptes sociaux annuels, des annexes
- de toutes déclarations sociales et fiscales
- des situations analytiques trimestrielles
- des procédures et du contrôle interne
- de l'évolution des ressources humaines qu'il coordonne
- de l'optimisation et des développements de l'outil et des applications informatiques.

HOMME DE TERRAIN, DE CHALLENGE.
ETAT D'ESPRIT STYLE PME.

Lieu de travail : **JOIGNY (BOURGOGNE).**

Adresser CV, prétentions et lettre manuscrite à
STYPEN Direction Financière - 16, place Vendôme 75001 PARIS

MICROSOFT®

EN 2 ANS, MICROSOFT-FRANCE S'EST IMPOSÉ COMME LA PLUS IMPORTANTE FILIALE DE MICROSOFT DANS LE MONDE ET LA PREMIÈRE SOCIETE DE LOGICIELS MICRO DE FRANCE.

Présent dans tous les domaines de l'industrie : systèmes d'exploitation, langages outils de productivité et matériel, **MICROSOFT**, grâce à l'accent mis sur le service, la facilité d'utilisation et les performances a su imposer tous ses produits.

Venez rejoindre une équipe performante et participer avec nous à cette expansion.

INGENIEUR COMMERCIAL OEM

Pour renforcer notre présence auprès des différents constructeurs de micro, nous souhaitons intégrer un Ingénieur Commercial de classe et de talent, qui aurait déjà une expérience significative de la vente et des négociations à haut niveau. Vos qualités relationnelles; votre compétence technique, votre sens commercial, doivent vous permettre de tisser un réseau de contacts et motiver de nouvelles collaborations avec les constructeurs qui souhaitent avoir les produits **Microsoft** à leur catalogue. Réf. 112/M

INGENIEUR CHARGE DE L'ADAPTATION DE LOGICIELS

Vous serez le spécialiste chargé d'adapter nos logiciels au marché français et d'assurer les développements spécifiques qui s'avéreraient nécessaires.

Adaptation technique des interfaces, qualification des produits, tests, support des utilisateurs sont les multiples facettes de cette activité.

Vous interviendrez en tant que spécialiste auprès des constructeurs de périphériques et votre compétence technique vous permettra de nous tenir sans cesse informés des nouveaux produits arrivant sur le marché.

Jeune Ingénieur ou diplômé d'Etudes Supérieures, vous *maîtrisez l'anglais et vous avez une expérience d'au moins 3 ans dans un* métier proche du nôtre (développement logiciels ou support technique dans la micro ou mini-informatique). Réf. 111/M

SUPPORT TECHNIQUE HOT-LINE

Jeune Ingénieur débutant ou *diplômé d'Etudes Supérieures vous avez la connaissance ou la pratique* des applications en micro-informatique. Homme d'assistance et de conseil, vous interviendrez en spécialiste sur des problèmes très divers au niveau des systèmes d'exploitation, langages et applications (tableurs, traitements de textes, gestion de fichiers, etc.). *Vous maîtrisez l'anglais et vous êtes très disponible pour être l'interlocuteur privilégié de* nos clients et de nos équipes. Réf. 113/M

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste souhaité à notre Conseil
ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA CDI

Membre de Syntec

GenRad LEADER MONDIAL DU TEST AUTOMATIQUE APPLIQUE AUX INDUSTRIES ELECTRONIQUES
GENRAD RECHERCHE POUR RENFORCER SA PRESENCE SANS CESSE GRANDISSANTE

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Nos produits : les équipements destinés aux **analystes vibratoires** pour les laboratoires d'essai ainsi que les **analyses de structure** dans les Services d'Etudes.

Vous serez chargé de la commercialisation de ces produits dans les secteurs de l'Aéronautique, de l'Armement, de l'Automobile.

Mécanicien avant tout, vous êtes, de préférence, diplômé d'une grande école d'ingénieurs (Centrale, INSA, ENSAM) ou équivalent, et vous avez déjà une expérience probante de la vente de produits sophistiqués dans le domaine de l'électronique.

Au delà de votre rôle d'Ambassadeur et de Vendeur, vous serez chargé d'assister, de conseiller et d'assurer la formation de nos clients qui sont les plus grands noms de l'Industrie...

Ce poste basé à Paris implique quelques déplacements de courte durée en province et à l'étranger.

Des formations complémentaires vous étant dispensées en Europe et aux USA, une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Nous vous offrons un salaire et une évolution de carrière motivants. Une voiture de fonction sera à votre disposition. Réf. 110M

INGENIEUR D'APPLICATION EN ELECTRONIQUE

Nos systèmes de tests automatiques de cartes électroniques sont utilisés pour contrôler les circuits les plus complexes développés par les entreprises à l'avant-garde de la technique.

Pour conforter cette avance technologique et répondre à tous les besoins de nos utilisateurs, nous recherchons un Ingénieur (ESE, ISEN, ISEP ou équivalent) pour lui confier le développement d'applications pour nos matériels et plus particulièrement de testeurs de composants.

Une formation complémentaire étant dispensée en Europe et aux USA, une bonne maîtrise de la langue anglaise est *indispensable.* *Réf. 109 M*

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste souhaité à notre Conseil
ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI



RHÔNE-POULENC

DEVELOPPER UNE UNITE DE FABRICATION DE PRODUITS POUR L'ELECTRONIQUE : L'OBJECTIF DE NOTRE

RESPONSABLE SERVICE EQUIPEMENT

Vous serez chargé de la conception, de la réalisation et du suivi d'équipements de production faisant appel à une large gamme de technologies. *Disposant de moyens d'étude et d'un atelier spécialisé, vous aurez cependant largement recours à la sous-*traitance et à des fournisseurs internationaux.

Ingénieur Grande Ecole (mécanique), vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans la conception d'équipement, dans les méthodes ou en BE. Cela vous a donné de solides connaissances en micromécanique, automatismes, process control, et plus généralement en informatique industrielle. Le «terrain» vous stimule, vous êtes rigoureux et passionné par l'application industrielle et les nouvelles technologies. Vous n'en demeurez pas moins un excellent gestionnaire autant qu'un bon meneur d'hommes.

Vous devrez faire preuve de disponibilité, notamment pour les quelques déplacements qu'exigent vos fonctions. *Anglais courant. Rémunération motivante.*

Adressez votre dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 754 M à notre Conseil. **ALPHA CDI,** 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

MEMBRE DE SYNTEC



RHÔNE-POULENC

LA CONQUETE DES NOUVEAUX MARCHES DE L'ELECTRONIQUE AVEC UN DES LEADERS MONDIAUX DE LA CHIMIE

RESPONSABLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT MICROCONNECTIQUE

Vous serez chargé du développement de nouveaux produits d'interconnexion et de leurs procédés de fabrication. Vous assurerez également le soutien chimie de la production. Vous vous appuierez pour cela sur une équipe en place et ses moyens d'analyse orientés principalement vers les matériaux et *la gravure chimique. Vous ferez en outre appel à d'autres centres spécialisés du* Groupe et participerez à des programmes communs avec des entreprises extérieures.

Ingénieur chimiste, vous êtes doté d'une première expérience de recherche appliquée de préférence dans les domaines de l'électrochimie ou des traitements de surfaces (circuits imprimés...). Familiarisé bien sûr avec l'électronique, vous conduirez votre mission avec rigueur et pragmatisme. Meneur d'hommes, vous vous montrerez un *«battant», prêt à relever les défis,* disponible et mobile. Enfin la *rémunération* doit être de nature à vous *motiver.* Anglais courant.

Adressez votre dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 753 M à notre Conseil. **ALPHA CDI,** 181 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA-CDI

MEMBRE DE SYNTEC

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

REJOIGNEZ UN GROS SITE IBM À 20' DE DEAUVILLE

Un groupe industriel français (C.A. 2000 MF) de taille européenne, poursuit la distribution de son informatique et revoit l'organisation de ses systèmes de gestion en accueillant :

un vrai chef de projet 240 000 F/+
rodé aux applications financières et comptables.

Sous l'autorité du DOI, il assiste le directeur des comptabilités dans la conception et la mise en place du cœur du système comptable qu'il faut rendre accessible via le TP à tous les centres de profit. Vous avez la dimension d'un organisateur et les compétences d'un chef de projet pour participer activement au choix des progiciels et concevoir les bases de données.

Ingénieur ou diplômé d'une Ecole de Commerce, vous avez acquis en 5 à 7 ans votre expérience en conduite de projets DB/DC dans des structures complexes; vous avez une culture comptable, êtes familier de l'environnement IBM et ne rechignez pas à rayonner sur la France.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4691 LM), à "Carrières de l'Informatique."



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE · 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

DÉFI À UN JEUNE INGÉNIEUR EN ORGANISATION

Diplômé d'études supérieures, vous appartenez aujourd'hui, à 30 ans environ, à un cabinet sérieux, et intervenez auprès d'entreprises industrielles moyennes; vous maîtrisez les méthodes d'analyse, montrez de la créativité dans vos recommandations, menez jusqu'au bout les réalisations pratiques.

Affaire de 900 personnes, construisant des biens d'équipement, dont la marque est devenue un nom commun, nous vous confions la mission de créer la nouvelle organisation de toutes nos fonctions (commercial, production, S.A.V., etc.) jusqu'au contrôle des applications (avec un budget de 3 MF par an).

Ce poste, en proche banlieue Ouest, nécessite des déplacements dans nos ateliers et agences en France. Connaissance de l'Anglais ou de l'Allemand appréciée.

Notre consultant, J.P. DOURY, vous remercie de lui écrire (réf. 4730 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

techniciens

ROBOTIQUE

NOUS SOMMES un établissement à taille humaine, faisant partie d'une grande entreprise LEADER dans le domaine des biens d'équipements de très haute technicité.

- VOUS ETES BTS-DUT, doté d'une première expérience en systèmes de commandes de robots.
- VOUS ETES passionné par les automatismes industriels et la robotique.
- NOUS vous proposons de rejoindre notre section robotique et de participer au développement et à la mise en route de nos produits.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 8037 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

LA CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT MUTUEL

recherche un.

Auditeur informatique

Paris **220.000 +**

Rattaché à l'Inspecteur Principal responsable de la division Audit Informatique, vous exercerez des missions diverses auprès des Fédérations :
- seul ou assisté d'inspecteurs, vous serez responsable de l'audit depuis l'étude de l'existant jusqu'à l'élaboration du rapport soumis à la commission de contrôle (rapport que vous défendrez personnellement)
- vous animerez ou participerez à des groupes de travail, effectuerez des interventions ponctuelles.

Ingénieur, MIAGE, ou équivalent, ayant cinq années au moins d'expérience acquise dans les études informatiques dans lesquelles vous avez pu vous familiariser avec des matériels divers si possible, vous êtes Chef de Projet et souhaitez évoluer vers l'audit, vous aimez les déplacements.

Vous saurez alors vous imposer par vos compétences, votre savoir-faire et votre juste assurance. (Une expérience bancaire serait un atout).

Nous vous remercions d'écrire sous réf. 469 M à A.L. CONSEIL, 102, bld Malesherbes - 75017 PARIS, chargé de cette mission et qui vous garantit discrétion et réponse.

Crédit Mutuel

AL conseil

Curriculum



RESPONSABLE DES VENTES IMAGERIE MEDICALE

GENERAL ELECTRIC est l'un des leaders mondiaux dans le domaine de l'Imagerie Médicale : (scanners, rayons X, systèmes d'échographie). C'est aujourd'hui un pionnier dans le développement de l'imagerie par résonnance magnétique nucléaire.

Cette notoriété mondiale dans le milieu hospitalier est reconnue. Nous souhaitons donner un nouvel essor à notre implantation en France. Nous vous confierons la responsabilité de l'organisation commerciale et l'extension de ce marché à fort potentiel (hôpitaux, cliniques, administrations). Vous avez 30/35 ans minimum, une formation d'ingénieur, une expérience commerciale probante acquise au sein de la communauté médicale française, beaucoup d'autonomie pour gérer une petite structure, et surtout un vrai tempérament de «challenger» pour nous permettre de conquérir rapidement la meilleure position au niveau de **General Electric Europe.**

Votre formation passera par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, aussi, une parfaite maîtrise de l'anglais est exigée. Nous vous proposons une voiture de fonction, une rémunération très motivante et la possibilité de développer votre carrière au sein d'un des plus grands groupes industriels mondiaux.

Le poste est à pourvoir à Paris et nécessite de nombreux déplacements en France et à l'étranger.

Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre man., photo et prétentions) s/réf. 755M à notre Conseil **ALPHA CDI**, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

GENERAL ELECTRIC

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE

recherche

Pour son département communications et téléservices à

ST-QUENTIN-EN-YVELINES

INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE

expérimenté pour développer puis encadrer mission d'ingénierie et études de nouveaux services.

Pour son département énergie

à LYON

INGÉNIEUR THERMICIEN
GRANDE ÉCOLE

qui sous autorité chef département devra développer et coordonner activités nouvelles d'assistance aux entreprises industrielles (exp. industrielle nécessaire).

Pour son département énergie

à ST-QUENTIN-EN-YVELINES

INGÉNIEUR THERMICIEN
DIPLOMÉ

ayant solide exp. en entreprise capable de diriger projet de maîtrise d'œuvre (faisabilité à réception de travaux) dans domaine soit traitement déchets soit chauffage urbain.

Env. C.V., photo et prétentions sous réf. 17043 à Contesse Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

Sélection du Reader's Digest RECHERCHE

CHEF DE FABRICATION ÉDITION

(Magazine et Livres), 30-40 ans, avec expérience de plusieurs années des techniques Offset et Hélio et de bonnes connaissances dans les domaines suivants : photogravure – photocomposition – papier – brochage.

Sens du contact indispensable étant donné ses relations permanentes avec les autres Services de l'Entreprise.

Ce cadre sera amené à visiter nos fournisseurs tant en France qu'à l'étranger (en Italie principalement).

Très bonne connaissance de l'Anglais demandée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à SÉLECTION DU READER'S DIGEST – Direction des Relations Humaines – 1 à 7, avenue Louis-Pasteur – 92220 BAGNEUX.

HAVAS CONTACT

Venez rejoindre un leader dans le domaine de la Productique

Spécialisés dans la conception et la réalisation de systèmes d'assemblage automatisés, nous recherchons pour la vente de nos APPLICATIONS ROBOTS, un

ingénieur commercial
DE HAUT NIVEAU

VOUS AVEZ :
- une formation d'Ingénieur Grandes Ecoles,
- une expérience commerciale de 3 à 5 ans dans le domaine de l'automatisation des moyens de production,
- une certaine maîtrise de l'Anglais.

NOUS VOUS PROPOSONS :
- un travail d'équipe motivée par les hautes technologies,
- une entreprise à taille humaine, dans laquelle votre personnalité pourra pleinement s'exprimer,
- une gamme de produits dans un marché porteur.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 8062 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

GRACE

L'un des 5 premiers mondiaux de la CHIMIE, 80 000 personnes sur 5 continents.
Des Divisions Européennes : 8 000 personnes dans 10 pays.
Une Société française : 1 000 personnes près de RAMBOUILLET, CA 84 : 800 Millions de Frs.
Des TECHNOLOGIES DE POINTE dans des secteurs variés de la CHIMIE INDUSTRIELLE et de la TRANSFORMATION DES MATIERES PLASTIQUES.
Des produits leaders sur le marché de l'EMBALLAGE ALIMENTAIRE.

INGENIEUR "ENERGIES"
Centrale, AM, Supélec... ou équivalent
Débutant ou 1re expérience

Votre fonction : **Etudier, chiffrer, promouvoir divers projets d'économie d'énergie. Prendre en charge l'exploitation des réseaux. Animer une équipe chargée de la réalisation des travaux.**

Une position-clé, en relation permanente avec la Production, l'Entretien et les Services Financiers.
Un poste rapidement évolutif, parce que vous avez le sens de l'organisation et que vous savez dialoguer avec des interlocuteurs Français et Européens au plus haut niveau.
Vos connaissances en informatique et votre maîtrise de l'anglais sont des atouts déterminants.

Adressez rapidement votre dossier de candidature (sous référence MO 586) à Jean-Paul MARUEJOULS - Relations Humaines GRACE Sarl - B.P. 10 - 28230 ÉPERNON

Organisation et Publicité

STÉ MODERNE D'ÉLECTRONIQUE
rech. pour son bureau d'études

CHEF DE PROJET
4 à 5 ans d'expérience en téléphonie privée.

INGÉNIEUR
expérience souhaitée en conception de circuits intégrés à la demande.

Envoyez C.V. à : S.M.E. – réf. ET 003 98, rue Didot - 75014 PARIS ou téléphoner : 585-93-18.

Société leader dans les systèmes de DISTRIBUTION AUTOMATIQUE recrute un jeune

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

même débutant. Connaissance de l'anglais appréciée.

Ecrire avec C.V. et prétentions à S.I.A.A. – B.P. 209 28000 CHARTRES à l'attention de M.-F. TORCHEUX.

INFORMATIS

INGÉNIERIE INFORMATIQUE TECHNIQUE DE POINTE CAO-ROBOTIQUE-MONÉTIQUE- RÉSEAUX-PROCESSUS - VIDÉOTEX - MESSAGERIE - ÉLECTRONIQUE - TEMPS RÉEL

INGÉNIEURS MINI 6
PROJETS MONÉTIQUES

INGÉNIEURS SYSTÈME
TPS RÉEL MOTOROLA 68000

INGÉNIEURS RÉSEAUX
PROTOCOLES et TRANSPAC

INGÉNIEURS BULL DPS8
PROJETS RÉSX/VIDÉOTEX

INGÉNIEURS VAX 780

PROJETS CAO
PROJETS TECHNIQUES
TRÈS VALORISANTS
26, r. Daubenton, 5e, 337-89-22.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

ESD

depuis sa création

ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT

est spécialisée dans l'étude et le développement de matériels de pointe dans les domaines de l'électronique et du traitement de l'information. Le souci de renforcer sa maîtrise des techniques les plus modernes la conduit à rechercher, pour continuer à assurer sa croissance, des :

ingénieurs de haut niveau débutants ou confirmés

(X, ESE, TELECOM...)

Très motivés par les activités :

- *Conception de systèmes et équipements électroniques : définition des projets – optimisation – simulation – intelligence artificielle.*
- *Conception de circuits analogiques et numériques – traitement du signal.*
- *Microprocesseurs et logiciels temps réel.*
- *Micro-électronique hybride et monolithique.*
- *Hyperfréquences : aériens et circuits.*

Les ingénieurs intéressés participeront à la conception et à la réalisation d'ensembles complexes, faisant appel aux différentes techniques énumérées ci-dessus.

Si vous souhaitez vous intégrer à des équipes dynamiques disposant de moyens importants pour réussir, et si vous êtes très motivés par ces domaines d'activités, adressez votre dossier de candidatures, sous réf. 3108 M, à préciser sur l'enveloppe, à

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



RIBER

DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.

Spécialiste mondial en INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE et ÉQUIPEMENTS DE RECHERCHE POUR LA MICRO-ÉLECTRONIQUE ET L'ANALYSE, en très forte expansion sur le marché international recherche, pour renforcer son SERVICE EXPORTATION réalisant 80 % du C.A. de la Société

ingénieurs responsables de zône

Intégrés à une équipe Export très dynamique déjà fortement implantée aux U.S.A., en ASIE et notamment au JAPON, en U.R.S.S. et dans les PAYS de L'EST, ainsi qu'en EUROPE de l'OUEST, ils seront chargés – sur un secteur géographique qui sera déterminé en fonction de leur connaissance des pays concernés et de leurs compétences linguistiques – de suivre une clientèle industrielle et scientifique utilisant des technologies très avancées, au travers d'un réseau d'agents locaux qu'ils devront conseiller et animer.

Ce poste – impliquant beaucoup d'autonomie et de disponibilité – conviendrait à des INGÉNIEURS – de préférence en SCIENCES des MATÉRIAUX – ayant orienté leur carrière vers une activité technico-commerciale et disposant d'une expérience confirmée de la commercialisation de produits de haute technologie. ANGLAIS ou ALLEMAND indispensables.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 3111 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Banque Populaire – un grand Groupe à l'esprit d'entreprise

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES,
Organe Central d'un Groupe de 38 Banques Régionales et de 29.000 collaborateurs recherche un

Spécialiste système de paiement.

Diplômé de l'enseignement supérieur avec de solides connaissances en informatique, vous avez une première expérience en système de paiement.
Au sein d'une équipe chargée d'assurer le support technique de tous les problèmes liés aux systèmes de paiement et de retrait par carte à piste magnétique et à microprocesseurs, vous aurez pour mission de :

- participer aux travaux de certaines instances techniques professionnelles de définition et de normalisation des systèmes (architecture, matériel, sécurité),
- assurer les contacts permanents avec les fournisseurs de matériel et de logiciel,
- aider les membres du Groupe à la mise en œuvre des moyens retenus par la Banque et le Commerce.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. SSP 2 à François MARSAL - Chambre Syndicale des Banques Populaires - 131, avenue de Wagram - 75847 PARIS CEDEX 17.

une énergie nouvelle en France

BSCO CARRIERES

COGEMA

Ingénieur système

Assurer le développement et l'optimisation des procédures "système" sur matériel VAX avec les logiciels CAO-INTERGRAPH. Assurer la maîtrise d'œuvre des applications nouvelles, les suivre avec les utilisateurs, participer à l'animation de l'équipe et au développement du service.

C'est la mission très complète que vous propose la COGEMA et son établissement de la HAGUE près de Cherbourg.

Cette très importante société (13 000 personnes, 10 milliards de francs de CA) est la première entreprise mondiale sur son secteur d'activité, le cycle complet du combustible nucléaire.

Son expansion permet de prévoir de réelles perspectives de carrière dans le contexte d'un environnement informatique très développé et très diversi fié.

Vous êtes ingénieur, et vous possédez une première expérience professionnelle significative (2 années minimum) dans un poste de chef de projet en informatique de gestion ou en informatique industrielle.

OC conseil
Ressources humaines
PARIS LYON

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous réf. M 465 R, à Arnaud de Menditte, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

ARCOREM

Cap sur l'avenir

Le groupe G.CAM déjà leader dans le domaine de la diffusion des banques de données économiques, financières et de la Presse, renforce son activité TELEMATIQUE et dans ce cadre recherche

Ingénieurs de développement

écoles de commerce ou équivalent, débutants ou avec une expérience de 1 à 4 ans dans le domaine du marché Télématique ou des services informatiques -

pour imaginer et diffuser des solutions télématiques pour des services grand public et professionnels reposant sur des solutions serveurs partagés ou clés en mains.

Notre forte implantation dans le domaine Télématique repose sur le développement d'une stratégie originale de promotion et de vente, par des contacts de haut niveau et une présence dans des secteurs économiques variés.

Postes à pourvoir sur PARIS.

Merci d'adresser c.v. et prétentions sous référence 324 à Marie-Françoise ALETTI
G. CAM - Tour Maine-Montpamasse, Boite Postale 08, 75755 Paris Cedex 15.

G.CAM

AXIAL publicité

PROTECTION - INTRUSION

Filiale d'un grand groupe français, nous sommes un des leaders de l'ingénierie générale. Notre département sécurité anti-intrusion définit et met en place des systèmes de protection dans des environnements très diversifiés (services publics, organismes de défense, industries, centres bancaires...).

Nos missions s'étendent de l'analyse des risques et la conception d'une doctrine jusqu'à la mise en œuvre de dispositifs complets de détection, surveillance ou alarme.

Nous recherchons un **INGÉNIEUR CHEF DE PROJET**

Interlocuteur privilégié de notre client, vous interviendrez très en amont dans l'analyse des besoins et la conception globale de systèmes complets faisant intervenir de multiples disciplines **(électronique, automatismes, informatique...)**.

Âgé d'au moins 30 ans, de formation ingénieur grande école, vous aurez acquis une première expérience de même type dans un domaine d'activité proche par les technologies utilisées (armement, automatismes et électronique industriels...).

La rémunération proposée sera motivante et les perspectives d'évolution professionnelle assurées par l'importance de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 90584/LM à HAVAS-CONTACT – 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris.

HAVAS CONTACT



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

SOCIÉTÉ DE SERVICES OPÉRANT SUR DES MARCHÉS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX EXTRÊMEMENT CONCURRENCÉS

RECHERCHE

UN DIRECTEUR COMMERCIAL

LE CANDIDAT, DE HAUT NIVEAU, APPORTERA LES PREUVES D'UNE EXPÉRIENCE RÉUSSIE, ET SE MONTRERA APTE EN S'IMPOSANT PAR SES RÉALISATIONS PERSONNELLES A ANIMER, VENDRE ET FAIRE VENDRE.

IL PARTICIPERA A LA STRATÉGIE COMMERCIALE ET SERA CHARGÉ DE SA RÉALISATION ET DE SA MISE EN ŒUVRE.
La pratique de l'anglais est indispensable. Poste basé porte d'Ivry.

Adresser lettre + c.v., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous n° 310 362, 7, rue de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE FILIALE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL

recherche

DIRECTEUR OPERATIONNEL

de formation Ingénieur Grande Ecole

Ce poste est basé en Région Parisienne avec déplacements à l'étranger. Il aura pour mission la Direction d'un groupe d'ingénieurs de projets spécialisés en électromécanique, dans les domaines industriels et des Infrastructures, réalisant un CA d'environ 300 millions de Francs. Anglais indispensable.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous réf. 18414 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE



SECTEURS DE POINTE

INGENIEUR ET MANAGER



Le management industriel, c'est la voie que vous propose LEVER (détergents, 3 milliards de F. de CA, 1.800 personnes), société française du groupe UNILEVER dans la plus grande unité de détergents d'Europe, située près de Lille.

ECP, ENSAM... ENSCP, ENSIC...

Démarrez

au développement des procédés

(Réf. X/85 DEV)

Intégré dans une équipe de développement en relation étroite avec la recherche, vous définirez les procédés nouveaux de fabrication nécessités par la création et l'évolution des produits. Vous testerez vos conceptions en atelier pilote et accompagnerez vos projets dans leur transfert en Production.

aux travaux neufs

(Réf. X/85 TN)

Chef de projet, vous conduirez des actions d'ingénierie (conception et mise en œuvre de nouvelles installations de fabrication et de conditionnement) dans un contexte d'investissements très soutenus.

à la production

(Réf. X/85 PRO)

Dans un département de fabrication, vous acquerrez la maîtrise des paramètres opérationnels de production ; animation des hommes, conduite d'opérations d'amélioration de productivité, démarrage de nouvelles installations industrielles.

Après cette première étape, vous prendrez des responsabilités croissantes dans l'encadrement d'équipes et de projets, à travers des expériences croisées travaux neufs-production, recherche-développement, nationales-internationales. Déterminés et ouverts, vous souhaitez progresser dans un environnement international jusqu'aux plus hauts niveaux de management.

Recrutement des Cadres
UNILEVER FRANCE SERVICES
8, Av. Delcassé - 75384 Paris Cedex 08



UNILEVER
UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

Curriculum

UNE RENOMMEE QUI S'ETABLIT...

Une équipe de professionnels de l'informatique animés d'un même souci : offrir un service de qualité.
Afin de toujours mieux répondre aux besoins de nos partenaires clients et d'élargir notre champ d'intervention, nous recherchons un nouveau collaborateur

Responsable du département informatique de gestion

Associé aux actions commerciales, vous saurez rapidement en prendre l'initiative et assurer ainsi la croissance du Département.

Chargé de mettre en place, d'organiser et de coordonner des équipes - projets, vous mènerez également des missions de conseil.

Attentif à l'épanouissement professionnel de vos collaborateurs, soucieux d'en faire des techniciens de pointe, vous participerez à leur recrutement, leur formation et leur évaluation.

Issu de la technique, vous vous tenez au fait de son évolution. Manager, responsable, disponible, vous avez déjà conduit avec succès des missions analogues

Prêt à dynamiser, notre Département Informatique de Gestion, vous voulez être partie prenante de son expansion.. . alors rejoignez-nous !

Adressez lettre manuscrite et CV sous référence LMI au



Cabinet Derieux 27 - 29 avenue de Saint-Mandé 75012 Paris.

média-system

DIRECTIONS
Nationales et Internationales

GROUPE BTP 1er PLAN
recherche pour important chantier en ARABIE

DIRECTEUR H/F DE TRAVAUX VRD

La mission :
- planifier l'ensemble des travaux
- organiser et coordonner les exécutions à partir des études
- contrôler la qualité des réalisations et le respect du planning
- assurer le suivi en liaison avec le client.

L'homme :
Ingénieur grande école du BTP, il a une expérience de Direction des Travaux VRD importants à l'étranger. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Adresser CV, prétentions, sous N° 9444 à PARFRANCE ANNONCES – 4 rue Robert Estienne – 75008 PARIS – qui transmettra

Société de réputation internationale, leader dans sa profession et filiale d'un puissant groupe industriel français (10 milliards de C.A.), nous recherchons notre :

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Rattaché au Président Directeur Général et Membre du Comité de Direction, il aura pour missions essentielles de :
- proposer des politiques dynamiques et performantes de gestion des personnes ;
- conseiller et assister les directions opérationnelles pour le recrutement et la gestion de leurs équipes ;
- développer la communication ;
- entretenir des relations positives avec les partenaires sociaux.

Ce poste, basé dans le Nord de la France, s'adresse à un professionnel de la fonction Personnel pouvant justifier d'une expérience d'au moins cinq ans dans une entreprise industrielle ; créatif, rigoureux, il aura le sens du contact, de l'écoute et du dialogue.

Merci d'adresser lettre + C.V. + photo sous réf. 8348 LM à COMMUNICO - 12-14, rue Faidherbe - 59800 LILLE qui transmettra.

COMMUNICO

Directeur de Production

PMI de 350 personnes, rattachée à un groupe important, spécialisé en biens d'équipement pour la transformation des matières plastiques, dans la région Rhône-Alpes, recherche son Directeur de Production.

Rattaché au Directeur Général, il assure le bon fonctionnement de l'usine, supervisant les Achats, la fabrication, la logistique dans les meilleures conditions de climat social, de productivité, de respect des budgets.

De formation Grandes Ecoles (Centrale, Supelec...). Il aura acquis à 35 ans environ, en milieu industriel, une technicité sur le plan mécanique, la pratique du commandement qu'il développera en collaboration avec les cadres existants.

Merci, si vous vous sentez concerné par ce poste, de nous adresser lettre manuscrite, C.V., sous référence 70302 M, à Madame Claude FAVEREAU.



13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

ACORAM



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

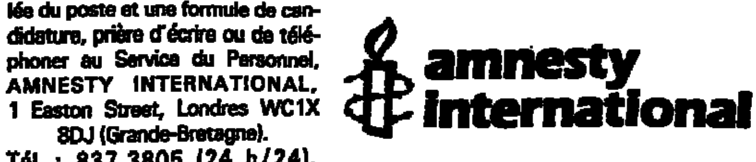
DROITS DE L'HOMME EN ASIE DU SUD-EST

Amnesty International recherche pour son Secrétariat international à Londres un CHERCHEUR qui enquêtera sur les violations des droits de l'homme au Vietnam et dans un ou deux autres pays d'Asie du Sud-Est. Il rassemblera des informations et préparera des actions à entreprendre par Amnesty International concernant les prisonniers d'opinion, le déroulement des procès et le traitement des prisonniers.

Les candidats devront posséder une connaissance approfondie du Vietnam et être capables de rechercher des informations et de les interpréter objectivement. Ils devront aussi être doués d'un bon jugement politique et capables de travailler en équipe. Une parfaite connaissance de l'anglais et du français est indispensable. La connaissance du vietnamien est souhaitable.

Traitement annuel (indexé, échelons annuels) : £ 11.368,35.

Pour recevoir la description détaillée du poste et une formule de candidature, prière d'écrire ou de téléphoner au Service du Personnel, AMNESTY INTERNATIONAL, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ (Grande-Bretagne).
Tél. : 837 3805 (24 h/24).



DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 30 novembre 1985.

SOCIÉTÉ BELGE
EN TRANSPORTS INTERNATIONAUX
spécialisée en transports de meubles et marchandises volumineuses

recherche

UN COLLABORATEUR COMMERCIAL

INDÉPENDANT ET EFFICACE.

Qualification d'agent ou courtier en transports en vue d'acquérir du frêt.

FRANCE - BENELUX.

Gains appréciables.

Ecrire sous n° 6820, LE MONDE Pub., Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

INGENIEUR CONTROLEUR DE TRAVAUX

AMERIQUE DU SUD

CHEZ UN DES LEADERS FRANCAIS DE L'INGENIERIE

Nous recherchons, pour assurer l'encadrement d'une équipe de contrôle de travaux formée d'Ingénieurs et Techniciens locaux, notre CHEF D'AMENAGEMENT.

Les travaux concernent les ouvrages assurant le rejet en mer des eaux d'assainissement d'une ville d'Amérique du Sud.

Cet Ingénieur diplômé a 10 ans d'expérience en génie civil, dont au moins 5 ans en contrôle de travaux. Références en travaux maritimes et pose de conduites demandées.

Une très bonne connaissance de l'Espagnol est indispensable.

Durée prévisible du détachement : 18 mois à compter de début 1986.

Adresser candidature détaillée (lettre manuscrite, CV, prétentions et photo) sous réf. 42626 à CONTESSE PUBLICITE 74, rue Bèchevelin 69363 Lyon Cedex 07, qui transmettra.

CONTESSE

INTERNATIONAL EQUITIES

A prestigious London based international investment bank has committed to expand its international equity activity and wishes to discuss this opportunity with a highly qualified institutional sales person to head up this area.

The individual we are seeking should be well known to both U.K. and U.S. institutional investors. Fluency in French and another European language is desirable.

Apply in confidence to 7 957 : le Monde *Pub., services annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.*



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Un Groupe Industriel Français puissant et diversifié recherche pour son établissement de LYON

L'ADJOINT DU RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

Vous avez au moins 3 ans d'expérience professionnelle et vous recherchez une mission de généraliste.
Nous vous proposons d'intervenir sur tous les volets de la fonction sociale (recrutement, aspects juridiques...) dans une équipe motivée et professionnelle.

Nous comptons sur votre mobilité car après cette première mission réussie, nous saisirons avec vous de nouvelles opportunités pour vous proposer un élargissement de vos responsabilités.

Votre candidature (C.V., photo et prétentions) sera adressée sous réf. 79176 M à notre Conseil, MILO MRH – 43 bis, boulevard Victor-Hugo, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

MILO M.R.H

HAVAS CONTACT

Généraliste débutant à fort potentiel

La Branche Emballage du Groupe BSN – 4,7 Mds de F de C.A., 12 unités de production – est le n° 1 de l'emballage verrier en France.
L'Usine de REIMS produit, avec 540 personnes, environ un million de bouteilles par jour.

Afin d'améliorer encore les performances de l'établissement, son Directeur crée un poste d'Ingénieur. Au sein du Service Organisation-Formation, il sera plus particulièrement responsable de projets d'organisation industrielle. Ses missions, centrées sur l'amélioration de la productivité de l'usine, concernent les aspects techniques et administratifs, et portent tant sur les changements d'attitudes que sur les méthodes et les conditions de travail. Ceci en cohérence étroite avec le plan socio-technique de l'établissement.

Ingénieur généraliste, vous avez démontré au cours de vos stages et expériences diverses que vous savez prendre en compte la dimension humaine dans la résolution de problèmes techniques et organisationnels. Vous avez la volonté d'aboutir à des réalisations concrètes. Votre réussite vous ouvrira un large éventail d'évolution au sein de la Branche Emballage et dans le Groupe. Une formation complémentaire en gestion serait un atout.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. R 23 M, à : BSN – Service Recrutement Cadres 7, rue de Téhéran, 75381 PARIS Cedex.

HAVAS CONTACT

responsable du marketing

TDS filiale de ROSTICA SEMENCES, à Toulouse, nous appartenons à un Grand Groupe Français. Dans le cadre de notre nouvelle structure commerciale, nous créons le poste de Responsable Marketing.

Rattaché à la Direction Générale, il a pour mission de développer le positionnement de nos marques dans la GRANDE DISTRIBUTION.

Il réalise les Etudes de Marché, étudie la rentabilité des produits, analyse leurs gammes, propose les axes stratégiques de développement, établit le budget du plan Marketing...
A l'écoute de la force de vente, il apporte son concours à la définition des Plans d'Action Commerciale. Il suit et contrôle l'efficacité de ses interventions.

De Formation Supérieure avec option Marketing, ce responsable homme ou femme, doit justifier d'un savoir-faire en Marketing sur des produits commercialisés dans le secteur de la GRANDE DISTRIBUTION.

Votre candidature sera traitée avec discrétion, lorsque vous ferez parvenir un dossier complet : lettre manuscrite, CV, photographie, rémunération souhaitée, sous réf. M 5081, à l'attention de Marie-Françoise LAUTREC LEPY "Service Recrutement", 35, rue des Couteliers 31000 TOULOUSE.

marie-françoise lautrec lepy
Conseiller d'Entreprise. Toulouse

LE MARKETING AU COEUR DE LA TECHNOLOGIE DES RESEAUX D'ORDINATEURS

Au sein d'HP France, notre division située à Grenoble est chargée au niveau international du développement des réseaux d'ordinateurs.
Dans ce cadre, le rôle de notre service Marketing est déterminant.
Constitué d'experts travaillant en petites équipes autonomes et responsables, il contribue largement à la satisfaction de nos clients en apportant des réponses fiables et innovatrices répondant à des standards adoptés au niveau international.

Ingénieurs support technique

Vous êtes l'expert technique d'une gamme de produits - matériels et logiciels - et vous intervenez pour optimiser les solutions réseaux adaptées aux besoins de nos clients.
Intégré au groupe européen de Support Technique Réseaux, votre rôle est essentiel comme interface entre nos quatre divisions réseaux (trois aux U.S.A.) et notre clientèle.
Vous assurez la formation technique et conseillez nos ingénieurs grâce à votre maîtrise des procédures réseaux, votre sens de la communication et votre esprit de synthèse.
De formation supérieure en électronique ou en informatique vous avez une expérience de trois ans environ.
Réf. M/GND/23

Chefs de produit

Vous êtes chargé de mettre en oeuvre l'ensemble des techniques marketing depuis l'analyse des marchés, l'établissement des prévisions, l'introduction du produit jusqu'au suivi de son évolution.
Dans ce cadre le dialogue que vous établissez entre nos chercheurs et les utilisateurs est fondamental.
Ce poste s'adresse à des personnes de formation supérieure en électronique ou en informatique (complétée par une formation de type MBA), ayant une expérience significative dans une fonction similaire, ou une expérience de vente dans le domaine des réseaux.
Réf. M/GND/24

Experts réseaux

Cette fonction s'adresse à des experts en réseaux informatiques.
Leur mission sera, en collaboration avec nos ingénieurs commerciaux, d'analyser les besoins de nos clients à haut niveau, d'établir des schémas directeurs et de proposer des solutions réseaux répondant à la stratégie long terme de notre clientèle.
Vous êtes de formation supérieure en électronique ou en informatique, témoignez d'une expérience solide dans le domaine et avez une forte personnalité.
Réf. M/GND/25

Ces postes requièrent un excellent niveau technique, *la maîtrise de l'anglais ainsi qu'une bonne* aptitude à la communication dans un environnement international dynamique et motivant.
Nous offrons de larges perspectives d'avenir au sein de nos différentes divisions.
Envoyez votre dossier de candidature comprenant un CV et une lettre manuscrite précisant clairement vos motivations professionnelles à Jean-Philippe DARA, Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 5 avenue Raymond Chanas 38320 Eybens.

HP EN FRANCE :
3000 PERSONNES,
3 USINES,
3,3 MILLIARDS DE C.A.
3e EXPORTATEUR D'INFORMATIQUE.

hp HEWLETT PACKARD

PERFORMANCES A L'APPUI.

Aluminium Alcan de France
premier producteur mondial d'aluminium

Dans le cadre de son plan annuel et pluriannuel de développement recherche



INGENIEUR en ORGANISATION

pour analyser et diagnostiquer les systèmes et procédures en place, puis proposer, mettre en œuvre et suivre de nouveaux systèmes de gestion administrative, commerciale ou de production (GPAO en cours).

Première expérience ou débutant, cet ingénieur aura suivi un cycle de formation adapté de type IESTO. Il travaillera au sein d'une petite équipe de 3 personnes.

Basé à Chartres, le poste implique quelques déplacements dans le nord et le sud-ouest.

Adresser lettre de candidature, C.V. à Département du Personnel BP 49 - 28111 LUCE Cedex.

Pierre Lichau S.A.

SIEMENS

recherche pour son département Technique Médicale à Tours

un Ingénieur de Maintenance

pour installations, mises en service, maintenance préventive et *dépannages* d'appareillages d'imagerie nouvelle (type scannographe RX, RN, Radiologie numérisée, etc...)

Diplômé en électronique, avec *si possible une spécialisation* en informatique.

La connaissance de l'allemand est souhaitée, celle de l'anglais est indispensable.

Une formation *complémentaire* en Allemagne sera assurée.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur dossier de candidature sous la référence 1260/M à :

Département du Personnel
35 rue George-Sand
37000 TOURS

Siemens S.A.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

RANK XEROX

RESPONSABLES DES PRODUITS MICRO EN AGENCE

LILLE, STRASBOURG, BORDEAUX, TOURS 220 000 F

Dans le domaine de la micro-informatique comme ailleurs, RANK XEROX utilise son savoir-faire en matière de commercialisation. Notre gamme de micros compatibles nous donne les meilleurs atouts pour nous imposer.
Le responsable micro est le «patron» fonctionnel de la micro-informatique dans l'agence. Il coordonne les actions des vendeurs micro (5 à 7 personnes), assure l'intégration des nouveaux entrants, est responsable de la formation micro de l'ensemble de la force de vente de l'agence (environ une centaine de personnes). De plus, il est en relation avec les SSII du territoire, organise et anime les manifestations micro (expositions, salons...).
Pour ces quatre postes, la connaissance du marché micro (matériels et progiciels les plus utilisés sous environnement MS/DOS et PROLOG) est nécessaire.
Des notions de communication sont appréciées. La compétence commerciale nécessaire dans ce type de produit et l'expérience de la conception et de l'animation de stages sont souhaitées.
Veuillez adresser votre candidature, en précisant la ville qui vous intéresse sous réf. SP/LM 113 à Jean-Pierre BRUN
RANK XEROX Département recrutement
93607 Aulnay-sous- Bois Cédex.



média-system



Le Centre d'Intégration de matériels aéronautiques de Selles-St-Denis, (50kms d'Orléans 180p.) situé en Sologne recherche :

Jeune H/F Chef du Personnel pour assister le Directeur du Centre.

Il est plus particulièrement responsable :
du recrutement et de l'évolution du personnel,
de la mise en place et du suivi des actions de formation,
des relations avec les organismes sociaux et administrations,
de la gestion administrative du personnel (paye, études statistiques...).
Il participe aux réunions avec les partenaires sociaux (C.E. - D.P. - etc...).
Il aide la hiérarchie dans son rôle social.

Ce poste peut convenir à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur apportant une première expérience réussie dans un service du personnel ou de préférence à un ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience industrielle, intéressé par une orientation dans la fonction sociale avec des possibilités d'évolution au sein du groupe.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence SM 1257/M au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex





LE GROUPE DES MUTUELLES DU MANS

Notre Groupe emploie déjà plus de 150 informaticiens. Aujourd'hui, pour faire face au développement d'outils de 4ème Génération sur gros système (IBM 3090 - 3081, BULL DPS 8), notre Département INFORMATIQUE recherche :

SPECIALISTE GENIE LOGICIEL

Vous piloterez, dans le cadre d'objectifs fixés par la Direction des Systèmes d'Information, la conception et l'adaptation d'outils génie logiciel. Vous définirez des méthodes de travail et veillerez au respect et à l'évolution des règles.

Si, suite à votre formation Ingénieur (Grande Ecole ou Informatique) et à une expérience de Chef de Projet de 5 ans minimum, vous êtes maintenant spécialisé dans la fonction Génie Logiciel, merci de nous contacter sous référ. JLS/CL 01.

ANALYSTES

Vous travaillerez au sein de petites équipes-projets, dans un environnement temps réel et bases de données, à des applications de gestion.

Vous êtes intéressé par l'utilisation d'outils de programmation du type TSO, IBM DB dans l'exercice de votre activité.

Si vous êtes titulaire d'une M.I.A.G.E. ou d'une formation informatique d'un niveau au minimum équivalent, merci de nous contacter sous référ. JLS/CL 02.

GROUPE DES SOCIÉTÉS MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE - Direction du Personnel - 19-21, rue Chanzy 72030 LE MANS CEDEX

afep

METROPOLE NORD

JURISTE D'ENTREPRISE

Il s'agit d'une création de poste au sein de la société FACEN l'une des grandes firmes françaises distributrice de produits électriques et électroniques.
Nous recherchons à cet effet un juriste de formation (maîtrise de Droit - spécialisation Droit des Affaires) bénéficiant d'une expérience d'environ 10 ans acquise en entreprise.

Esprit rigoureux, soucieux du détail, il interviendra dans les problèmes concernant les baux commerciaux, la propriété industrielle, les assurances, les contrats avec les fournisseurs, la législation des prix, la fiscalité directe, les droits d'enregistrement etc... Au-delà de l'intérêt de travailler dans une entreprise spécialisée dans les technologies avancées, la rémunération sera motivante pour un candidat de valeur.
Merci d'adresser lettre + CV + photo sous réf. LM à

facen
DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
110, avenue de Flandre B.P. 99 - 59442 WASQUEHAL Cedex

COMMUNICO

Contrôle Audit

Le Crédit Agricole de Haute-Normandie recherche le
RESPONSABLE DU SERVICE CONTROLE GENERAL AUDIT.
Directement rattaché à la Direction Générale il aura pour mission d'établir les politiques de contrôle et d'en préciser les applications, de définir la méthodologie, de coordonner les interventions et d'en assurer le suivi. Il proposera l'évolution et l'amélioration des procédures.
C'est un HEC, ESSEC, ESC, utilisateur confirmé de l'informatique. Après une première expérience d'Audit - dans un cabinet anglo-saxon de préférence - il est aujourd'hui prêt à s'investir dans une carrière évolutive dans la Banque. Le poste est à Rouen.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 510 016 MI (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - NEW-YORK

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Le responsable adjoint des services comptables

Institution financière spécialisée 350.000

Paris. Cette importante institution financière spécialisée possède une place centrale dans le financement des besoins durables des entreprises industrielles et commerciales; elle dispose d'une gamme souple et variée de produits financiers en constante adaptation et, par ses différentes filiales, elle propose aux entreprises assistance et conseil en matière d'investissement. Elle recherche l'adjoint du responsable de ses services comptables.

Dans cet établissement soumis à la loi bancaire et doté d'une comptabilité générale complexe, il seconde activement le responsable du service (75 personnes); il supervise, organise et dirige les différents secteurs comptables de l'entreprise, anime les cadres et employés, assure la gestion comptable et fiscale des filiales; il élabore les bilans et états périodiques réglementaires, veillant au respect des formalités et procédures; il est en liaison constante avec les directions opérationnelles et il mène les études et les analyses comptables nécessaires à l'élaboration des produits nouveaux.

Le candidat, âgé d'environ 45 ans, possède une formation générale de type Grande Ecole de Commerce et une formation comptable haut niveau, avec, si possible, l'expertise comptable; il a assumé des responsabilités de comptabilité générale dans une banque ou un établissement financier et il a de bonnes connaissances en fiscalité; il est, par ailleurs, organisé, de bon contact et capable d'encadrer un service. Ce poste présente des perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence P087/M à B. Beaunoir,

SM **SEMA•SELECTION** 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Membre de Syntec

responsable de missions relations extérieures H/F

Nous sommes une société de premier ordre dans le domaine des techniques de l'espace et nous souhaitons intégrer au sein de notre Direction spécialisée **UN RESPONSABLE DE MISSIONS RELATIONS EXTERIEURES.**

Placé(e) sous l'autorité du chef du service missions, vous devez :
- Préparer et organiser les manifestations de relations publiques liées aux activités de l'entreprise en France et à l'étranger.
- Participer aux réunions de coordination avec les clients concernés et nos partenaires industriels.
- Négocier avec les prestataires de services (compagnies aériennes, hôtels, restaurants, tour operators, imprimeurs, etc.).
- Organiser et participer aux voyages de reconnaissance.
- Gérer la comptabilité des dépenses de chaque mission.

Vous êtes de **formation supérieure** et vous pouvez justifier d'une **bonne première expérience des relations publiques** de 3 à 4 ans en entreprise (organisation de voyages, réception de personnalités, etc.).

Vous êtes familiarisé(e) avec les moyens techniques de communication.
Votre **anglais** est naturellement courant et la connaissance d'une autre langue représenterait un plus.
Votre disponibilité est à la hauteur de votre goût pour les voyages.

Enfin votre faculté d'adaptation, votre sens de l'initiative et de la diplomatie vous permettent de faire face aux imprévus.

Envoyer votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prét.) sous réf. 17962 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Pour développer et élargir sa gamme DPS7,
BULL SYSTEMES renforce ses unités d'études et de conception grands systèmes.
Nous vous proposons de participer, au sein d'équipes motivées et performantes, à la

CONCEPTION SYSTEME EN CIRCUITS VLSI

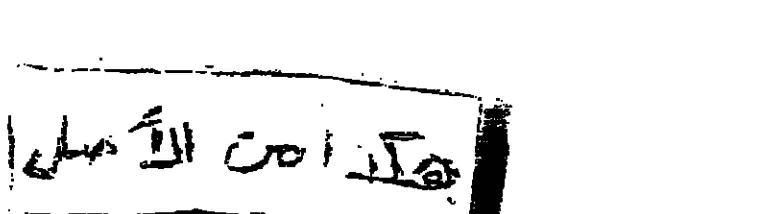
dans les domaines suivants :
- **architecture système, unité centrale et circuits VLSI** optimisés à très haut niveau d'intégration
- développement de **logiciels de CAO VLSI.**

Votre formation d'ingénieur de haut niveau vous permettra d'approfondir vos compétences au contact des meilleurs spécialistes mondiaux en France et aux **USA** (détachement temporaire possible).
Lieu de travail : Les Clayes-sous-Bois (78).

Nous vous remercions d'écrire sous référence 3/85 M à :
Christian FINE - Bull Systèmes
BP 53 - Rue Jean Jaurès - 78340 LES CLAYES SOUS BOIS









2 Jeunes Ingénieurs H/F

(3 - 4 ans d'expérience)

Ingénieur Informaticien

(ENSIMAG, ENSEAG...) pour concevoir et développer des logiciels en temps réel. La pratique d'une méthodologie logicielle et la connaissance de langages évolués (Pascal) sont nécessaires ainsi que d'excellentes aptitudes dans le domaine de l'analyse. Réf.A.

Ingénieur Electronicien

(ENSI...) connaissant les techniques de transmission d'informations, l'électronique analogique, les moyennes puissances, pour l'étude et le développement d'équipements ainsi que le suivi des essais sur site. Réf.B.

Ces deux postes sont basés à Vanves (92) et impliquent des déplacements fréquents. Ils exigent le goût du travail en équipe ainsi que la rigueur dans le raisonnement et l'organisation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Catherine MANGET, en précisant bien la référence du poste choisi sous Nº 1258/M, à

PLEIN EMPLOI – 10 rue du Mail – 75002 PARIS

Conseils en Ressources Humaines

PARIFRANCE ANNONCES

MATRA TRANSPORT

HEC / ESSEC / ESCP

CARDIF, spécialiste de produits d'épargne, est une filiale de la COMPAGNIE BANCAIRE, l'un des plus importants groupes financiers privés européens.

MARKETING/VPC

DANS UN GROUPE D'UN AUTRE TYPE !

Grâce à la qualité de ses produits, sa gestion financière, sa forte capacité d'adaptation à l'évolution des marchés, elle a pu se hisser, en quelques années, dans le peloton de tête des sociétés privées d'assurance-vie et de capitalisation.

Les 200 collaborateurs de CARDIF (80 cadres dont la moitié a moins de 32 ans) ont à leur disposition une structure informatique et télématique en constant développement.

CARDIF propose à un jeune diplômé de rejoindre l'équipe marketing/VPC chargée de développer des études de marketing direct de produits financiers (relations avec les partenaires, mise sur pied de campagnes VPC, analyses de résultats).

Ce poste s'adresse à un candidat de formation HEC, ESSEC, ESCP...

Si vous voulez prendre le parti d'un grand groupe et d'une filiale performante, si vous voulez opter pour une carrière évolutive, adressez votre candidature sous la référence 311 à M. C. BARJOLIN
COMPAGNIE BANCAIRE
Service Orientation-Recrutement -
5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

CARDIF

MEDIA BA

groupe de la compagnie bancaire



emplois régionaux

Valeo

1er Fabricant Français d'Equipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
32 000 personnes — C.A. 11 Milliards de Francs
recherche pour développer son potentiel humain

Ingénieur Expérimenté diplômé Grande Ecole Electronique

Responsable Fabrication (260 personnes)

Valeo Machines Tournantes (Beaugency - 45)

Sous l'autorité directe du Chef d'établissement, vous aurez la responsabilité de concrétiser les engagements quantitatifs, de tenir les objectifs qualitatifs et de productivité et de veiller à l'écoulement normal des flux matières de nos modules électroniques.

A partir de ce poste, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence 58890/M à :
Valeo Service Recrutement I & C — 43 rue Bayen — 75017 PARIS

PARIFRANCE ANNONCES

SNPE

recherche pour ses *Etablissements du SUD-OUEST*

Ingénieurs mécaniciens débutants

Pour assurer les fonctions :
- d'études et de mise au point de matériel de fabrication (outillages),
- d'assurance qualité (mise en place de moyens de contrôle, suivi des phases de qualification, suivi des sous-traitants, exploitation du système,...).

Envoyer lettre de candidature + curriculum-vitae avec photo à SNPE Direction du Personnel et des Relations Humaines, 12, Quai Henri IV 75004 PARIS.

CONTESSE

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Un professionnel marketing développement... pour l'Ecureuil H/F

250 000 +

Nous vous proposons de rejoindre la SOREFI Ile de France/DOM-TOM, l'organisme des Caisses d'Epargne, chargé de les conseiller dans leur développement. Votre rôle est en fait celui d'un Chef de Groupe de Produits.

Vous animez une équipe de responsables d'activités eux-mêmes véritables chefs de produits. Vous définissez les orientations, coordonnez les opérations et, en homme de marketing, vous managez les études ; vous réfléchissez aussi à l'amélioration des produits existants et impulsez la création de nouveaux produits en favorisant une communication dynamique. Vous avez également le souci d'animer et de contrôler la réalisation des actions locales décidées.

Agé de plus de 30 ans, diplômé d'une école de commerce ou équivalent, vous pouvez prouver une expérience marketing réussie dans les produits de service. Quelques années de marketing financier/bancaire plutôt orienté particuliers nous apparaissent comme très intéressantes. Homme ou femme de communication, vous savez aussi écouter. Créatif, vous êtes capable de réaliser, convaincre et faire vivre concrètement les actions engagées. Le poste est basé à Paris.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse.
Référence 1249 M. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec



JEUNE JURISTE
DROIT DES SOCIÉTÉS

FRAMATOME souhaite intégrer un (e) **jeune juriste** de formation supérieure ayant au moins **3 ans d'expérience** dans le domaine.
Ce juriste participera aux constitutions et aux modifications de structures (sociétés, G.I.E. ...) et suivra la vie sociale des filiales et participations de FRAMATOME.
Il sera au fait des évolutions législatives et réglementaires récentes en matière de droit des sociétés.
Il apportera son **aisance dans les contacts** à haut niveau.
Ses qualités de **rigueur** et de méthode lui permettront de rédiger ou d'adapter des documents juridiques complexes.
Lieu de travail : PARIS-LA DÉFENSE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à :
FRAMATOME – Département Gestion Prévisionnelle – Recrutement – Tour FIAT, Cedex 16 – 92084 PARIS-LA DÉFENSE.

FRAMATOME
INVENTER ET GÉRER L'ÉNERGIE

HAVAS CONTACT

**IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE, REGION OUEST,
LEADER EN CONSTRUCTION ELECTRONIQUE GRAND PUBLIC,**
recherche pour unité de production de 1 200 personnes

INGENIEUR CHEF DE PROJET INDUSTRIALISATION

Rattaché au responsable du service Industrialisation.

Il participe à l'élaboration, à la conception et au chiffrage des processus et des moyens nécessaires à la Fabrication du produit, en liaison avec la Production et les services de développement.

Après acceptation du cahier des charges par la Direction et les différents partenaires, la responsabilité de la mise en œuvre des projets, sous tous leurs aspects (techniques, financiers, relation avec sous-traitants internes et externes) lui incombe.

Le poste conviendrait à un homme «système» de formation mécanique et automatisme, généraliste par *goût sinon par formation, et ouvert tant aux techniques de pointe qu'à l'environnement humain.*

Une expérience de terrain de quelques années, à fortiori dans des fonctions similaires, constituerait une bonne introduction au poste proposé.

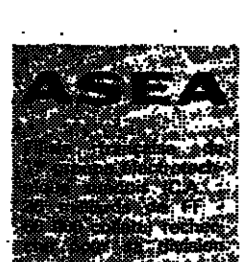
Anglais courant indispensable. Allemand bien accueilli.

Adresser candidatures à

LA RADIOTECHNIQUE

B.P. Nº 1, avenue de la Messesselle, 28400 NOGENT-LE-ROTROU.

Rejoignez un groupe en forte expansion !



Dans le cadre du développement de son activité MAINTENANCE INDUSTRIELLE un

Jeune ingénieur

Diplômé en électrotechnique et passionné d'informatique, il devra avoir une bonne connaissance du matériel IBM PC afin de continuer le développement de nos systèmes **Maintenance Assistée par Ordinateur.**

La pratique de la langue anglaise est indispensable. **Des perspectives d'avenir intéressantes** seront offertes à des candidats de valeur, motivés par le dynamisme nécessaire à l'expansion de notre Groupe.

Poste basé à PERSAN (95).

Merci d'adresser lettre man., C.V., photo et prét., s/réf. JI/LM, à **ASEA** - Service du Personnel - B.P. 5 - 95340 PERSAN.

MEDIA BA

10 bonnes raisons de tourner la page!

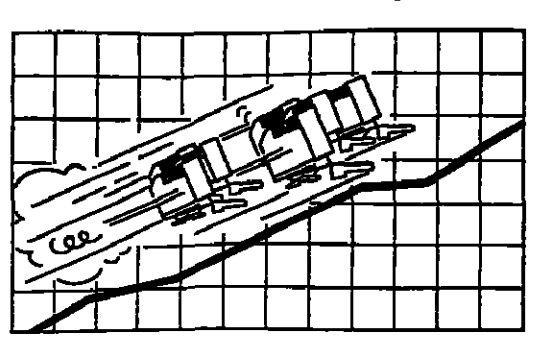


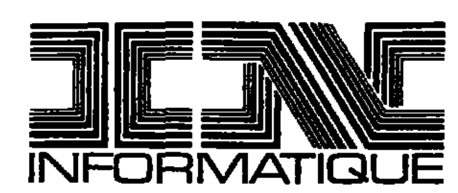




OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

La Chevauchée Fantastique en version française





Groupe INTERTECHNIQUE

1er Grand Constructeur Français au classement 01 INFORMATIQUE/DATAPRO de l'indice de satisfaction des utilisateurs de l'informatique.

Venez participer à la chevauchée fantastique de l'entreprise constituée d'équipes qui connaissent le succès, et où il y a encore un fort potentiel de développement pour les meilleurs.

• INSTRUCTEUR

(RÉF. M/SC-7)

Pour développer et animer des cours de formations techniques destinés aux Techniciens de Maintenance.
Ce poste sera basé à **MONTPELLIER**, après un stage en région parisienne.
Une expérience confirmée de cette activité et de la maintenance des systèmes est nécessaire ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise.

• CHEF DE GROUPE DE MÉTHODES DE MAINTENANCE

(RÉF. M/SC-8)

Vous aurez la responsabilité de développer les méthodes de maintenance dans les domaines des transmissions et réseaux pour la nouvelle gamme de produits en animant une équipe de trois personnes.
Diplômé d'une école d'ingénieur, vous avez une première expérience de maintenance ou de conduite de projets dans les transmissions et réseaux.

Adresser votre C.V. en précisant vos prétentions et la référence de l'annonce à la Direction du Personnel.
IN-INFORMATIQUE, B.P. N° 63, 78373 PLAISIR CEDEX.

HOLDING INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
C.A. consolidé : 3 Milliards
85 filiales et sociétés apparentées
recherche pour PARIS

AUDITEUR INTERNE
CRÉDIT CLIENT

Au sein de la Direction Administrative et Financière, il assurera le contrôle et l'analyse du risque client et l'assistance des filiales du groupe.

En relation avec les autres auditeurs internes, il participera à la définition des procédures.

En relation avec la Direction Juridique et du Contentieux, il assurera la prévention du risque.

Qualités requises :
Homme rigoureux et diplomate, disponible et doué d'un bon esprit de synthèse et d'analyse.

Formation souhaitée :
Finance, gestion, connaissances juridiques appréciées.

Fonction pouvant évoluer vers un poste de véritable crédit manager.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 560 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

Banque Populaire *REGION NORD DE PARIS*

Vous êtes un professionnel aguerri de la Banque, spécialiste des produits financiers.
Nous sommes une Banque Coopérative et Régionale.
Nous vous proposons d'assumer, au sein de notre Direction Commerciale, la fonction de :

RESPONSABLE ANIMATION FINANCIÈRE *H.F.*

Votre mission sera de promouvoir le développement de nos produits financiers
- en apportant votre appui technique aux responsables de marchés;
- en assistant les agences par des actions de formation et d'information;
- en animant des Clubs d'Investissements.

Pour cela, nous vous demandons :
- d'être âgé de 30 à 40 ans environ;
- d'être diplômé de l'enseignement supérieur, de l'ITB ou du CESB;
- une maîtrise parfaite de la gamme des produits financiers;
- une expérience dans la profession de 5 ans minimum;
- de réelles aptitudes relationnelles, ainsi qu'un goût prononcé pour la communication.

Si la volonté d'assumer des responsabilités au sein d'une Banque dynamique vous anime, adressez votre candidature manuscrite sous référence 85/10.22 L, ainsi que votre C.V., une photo et vos prétentions à notre **Service du Recrutement 32, boulevard Jules Guesde 93200 Saint-Denis.**

COFAP

GROUPE INTERNATIONAL MATERIEL ELECTRIQUE
C.A. 24 milliards de francs - 50.000 personnes
recherche pour son service d'
AUDIT INTERNE

AUDITEUR CONFIRME
- Environ 30 ans
- Diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCAE, IEP, ...)
- DECS ou équivalent
- Solide expérience acquise en cabinet d'Audit ou Service d'Audit Interne
- Parfaitement bilingue (anglais ou allemand ou espagnol)

AUDITEUR DEBUTANT
- Environ 25 ans
- De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCAE, IEP ...)-
- Complétée par une solide formation comptable (DECS, expertise comptable)
- Parfaitement bilingue.

Basés à PARIS, ces postes impliquent une bonne mobilité géographique (50%) tant en France qu'à l'Etranger.

Possibilité d'évolution à moyen terme à l'intérieur du Groupe.

Envoyer CV et lettre manuscrite avec photo et prétentions s/réf. 18263 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

555-91-82

Pour vous accueillir encore mieux, **COGEPLAN change d'adresse.**

Jean-Paul Vermès et son équipe ont le plaisir de vous annoncer leur installation :

2 rue Louis David - 75016 Paris
Téléphone (1) 47 55 00 17

COGEPLAN conseil en recherche de cadres et dirigeants

Le GROUPE CRI

recherche pour son département Tourisme
INTER LOISIRS ANIMATION

RESPONSABLE FABRICATION DE PRODUITS TOURISME HF

France et étranger

Il a une bonne connaissance des produits du tourisme.
Il sera tenu compte de son expérience et des performances réussies.
Lieu de travail : **siège du Groupe.**

Merci d'adresser votre dossier complet, CV, photo, lettre manuscrite, sous la référence 868/M - GROUPE CRI - Direction du Personnel 5 avenue du Général de Gaulle – 92800 PUTEAUX

PARFRANCE ANNONCES

Société haute technologie
en pleine expansion
(actuellement 80 personnes)
banlieue parisienne proche La Défense exploitant des technologies nouvelles principalement pour l'aéronautique: projections haute énergie (type plasma), soudage laser, brasage diffusion sous vide, cherche
pour création de poste, un

Ingénieur Mécanicien
AM, ICAM, ECAM.

28 ans min., ayant une expérience en production, de préférence dans une PME, auquel il serait confié l'animation de 3 cellules de production.
Connaissance anglais nécessaire.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous référence 1109

INTERCARRIERES 5, rue du Helder - 75009 Paris

Analystes Emplois

Après formation au sein de notre équipe pluridisciplinaire, la mission consiste à rechercher les informations caractéristiques des emplois d'une entreprise en cours de modernisation technologique.

Ces postes à pourvoir en Normandie pour une durée déterminée de 6 mois requièrent une formation supérieure (Bac + 4) et quelques années d'expérience en entreprise industrielle. De bonnes qualités de contact et de rédaction sont indispensables.

Ecrivez à notre Conseil. I. Le Corvaisier vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous référence 3117 M.



65 Avenue Kléber, 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC *Paris - Lille - Lyon - Strasbourg*

DESSEIN

---

responsable administratif et financier

proche banlieue PARIS OUEST **F 240.000+**

Une société française en expansion, filiale d'un groupe anglo-saxon, dans le matériel de réfrigération, recherche son RESPONSABLE ADMINISTRATIF, FINANCIER ET COMPTABLE.

Relevant de la direction générale, il sera responsable de : l'élaboration des budgets et du suivi, de la comptabilité générale, des stocks, de la trésorerie, de l'établissement des états mensuels anglo-saxons pour le groupe et du tableau de bord pour la direction générale, des déclarations sociales et fiscales, du développement du système informatique et de tous les problèmes administratifs de la société.

Ce poste conviendra à un jeune candidat, ambitieux mais ne craignant pas de mettre la main à la pâte, pratiquant l'anglais, formation Sup de Co + DECS ou l'équivalent, ayant acquis au moins 3 ans d'expérience dans une fonction similaire avec utilisation de moyens informatiques.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés), prétentions ; en précisant bien la référence 21.485-M à l'attention de H. CARON



Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS

---

10 bonnes raisons de rejoindre IBM France!

1 Une grande entreprise française
2 Un secteur d'avenir
3 L'avance technologique
4 Une entreprise en bonne santé
5 De bonnes conditions de travail
6 De réelles responsabilités
7 Une évolution ouverte
8 Une formation réputée
9 Une grande liberté

La 10e? →

JEUNES INGENIEURS
ENSAM, ETP, PONTS, CHEBAP...
Débutants

Selon votre formation et vos affinités, la DIVISION GENIE CIVIL ET BATIMENT (activité France et Internationale) vous propose d'intégrer des directions opérationnelles ou techniques dans lesquelles vous participerez :

- aux études de travaux *maritimes, hydrauliques, souterrains.*
- au suivi d'importantes opérations de chantiers à l'étranger.

La connaissance des langues anglaise et espagnole serait *un atout* appréciable. Basé à Vélizy, vous devez envisager des déplacements de courte durée sur le site.

Outre des opportunités d'affectation sur des chantiers à l'étranger, votre évolution au sein du groupe est largement ouverte.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature à M. de Monts, Service du Personnel de Vélizy,
SPIE BATIGNOLLES,
Division Génie Civil et Bâtiment
B.P. 75
78141 Vélizy-Villacoublay Cedex.

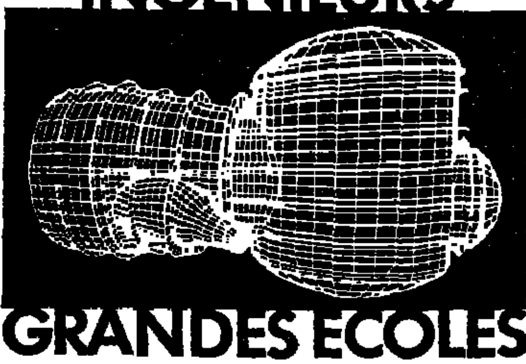
Spie Batignolles

NOTRE CHANTIER : LE MONDE

CONTESSE



INGENIEURS



GRANDES ECOLES

SOLIDE FORMATION EN ELEMENTS FINIS, ou PREMIERE EXPERIENCE REUSSIE

Dans l'un ou l'autre cas, vous êtes de toute façon ouverts aux techniques de la CAO, vous maîtrisez l'anglais et vous souhaitez :
REALISER DES ETUDES SOPHISTIQUEES de calcul de structures dans des domaines de haute *technologie,*
ASSISTER NOS CLIENTS dans l'usage du progiciel ANSYS, l'un des tous premiers systèmes de calculs mondiaux.
AS&I vous propose alors de bénéficier du professionnalisme de son équipe, spécialiste du calcul de structures complexes depuis 1978, en assurant ainsi l'extension de son service ingéniérie.

Vous bénéficierez de conditions de travail attrayantes, d'une *rémunération* motivante, ainsi que de réelles responsabilités à très court terme.

Motivés ? Communiquez-nous alors rapidement votre *curriculum-vitae* en adressant lettre manuscrite, photo et prétentions au Service du Personnel AS&I 44, rue Roger Salengro 94126 Fontenay-sous-bois.

as&i

DES INGENIEURS EXPERIMENTES AU SERVICE DE VOTRE CARRIERE



La Direction Financière du Groupe recherche pour son Service d'Audit Direction Générale **HF**

Auditeur Opérationnel

Intégré à une petite équipe (6 personnes) vous serez responsable de missions d'audits financiers et opérationnels dans les Sociétés du Groupe.

Vous serez chargé d'analyser les états financiers des Sociétés et de vérifier la cohérence et la fiabilité des résultats.

Vous aurez un rôle d'assistance et de conseil auprès des opérationnels sur des problèmes financiers et fiscaux ou sur des opérations spécifiques (évaluations - fusions - filialisations . . .).

Diplômé d'une grande école (HEC - ESSEC - ESC . . .), vous aurez une expérience professionnelle de 2 - 3 ans acquise de préférence dans un cabinet d'audit anglo-saxon.

Ce poste est une opportunité pour évoluer rapidement vers des fonctions opérationnelles au sein du Groupe.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence NK1259/M au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres-Centre de MONTIGNY-3 avenue du centre-78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

PARIER INCE ANNONCES

MATRA

INGENIEURS (ENSAIS, ESIM, A.M.)
La Direction des Services Généraux recherche un

CHEF DE PROJETS IMMOBILIERS

Sa mission inclut :

- l'animation et la coordination des équipes chargées des études et de la réalisation des bâtiments (incluant des centres informatiques)
- le suivi du montage financier et juridique des opérations
- la gestion des budgets.

Ce poste conviendrait à un praticien expérimenté (5 ans minimum dans un poste similaire) sensibilisé aux nouvelles technologies du bâtiment (C.A.O., G.T.C...).
Des déplacements de courte durée en province sont à prévoir.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 436 M à :

Annie BENYAYA
Groupe Bull
PR OG007C - 94, av. Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



Bull

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

SOCIÉTÉ SERVICES INFORMATIQUES

BATIMENT
Quartier Étoile

recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME

Spécialisé RÉSEAUX

Connaissances MVS - VTAM
NTO - NCCF - appréciées

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 00690 M à BLEU-Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

---

INGENIEURS (A.M., ESIM, ETP)
La Direction des Services Généraux recherche des

INGENIEURS BATIMENT CONFIRMES

- *Vous avez une solide formation et 5 ans d'expérience* en gestion technique d'immeubles industriels et commerciaux, incluant des locaux informatiques.
- *Vous utilisez les moyens modernes de gestion et de maintenance* techniques assistés par ordinateur.
- Vous appréciez l'utilisation des outils bureautiques.

Nous offrons à de véritables animateurs d'équipes pluridisciplinaires, après une période de formation et d'intégration, la prise en charge d'un de nos centres. La fonction nécessite une réelle mobilité géographique (Paris, Province).

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 437 M à :

Annie BENYAYA
Groupe Bull
PR OG007C - 94, av. Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL D'IMPORTANCE MONDIALE
PROCHE BANLIEUE SUD DE PARIS
NOUS RECHERCHONS

LE FUTUR N° 2 DE NOTRE DÉPARTEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER

DIPLOMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- *Il devra avoir quelques années de pratique dans une multinationale.*
- *Expérience comptabilité anglo-saxonne - contrôles budgétaires - reporting - bilan - fiscalité.*
- *Connaissance de l'anglais indispensable.*
- *Capacité à animer et former une équipe.*

De réelles possibilités de carrière existent pour un candidat de valeur et motivé.

Adresser C.V. avec photo et prétentions sous réf. 41461 COFAP 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmetta.

cofap

Société leader dans sa branche
au sein d'un groupe agro-alimentaire performant recherche pour une création de poste dans son laboratoire de génie biochimique.

Technicien Supérieur

- *De formation IUT ou BTS GENIE CHIMIQUE, complément en micro-biologie ou biochimie et anglais souhaités.*
- *Débutant ou 2 ans d'expérience.*

Rémunération motivante.
Lieu de travail : 1h10 à l'Est de Paris.
Logement facilité.

Merci d'adresser lettre, CV et prét. sous réf. 1499 à LEVI TOURNAY/ASSCOM 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.



SPRAGUE
LA MARQUE DE LA FIABILITÉ

Leader du composant électronique
recherche pour son usine
de TOURS (800 personnes)

Ingénieur chimiste

De formation ENSP, ESPCL, ESPCI ou équivalent, âgé de 30 ans minimum *et pouvant justifier de 3 années d'expérience industrielle.*

Sous l'aurorité du Directeur Technique, il sera responsable du Service Technique Process où il aura à suivre et à développer 5 familles de produits.

La rémunération sera négociée en fonction du profil et de l'expérience du candidat retenu, celui-ci devra pouvoir se libérer rapidement et résider à TOURS ou dans ses environs.

Nous sommes la filiale française du Groupe SPRAGUE US, aussi une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre C.V. + photo + salaire actuel, sous la réf. **LM/945**, à Bernard G. ALLEN, qui traitera confidentiellement toutes les candidatures qui lui seront adressées au

CABINET BOTH
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

MEDIA BA

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUP.

cherche

PROF. EXPÉRIMENTÉ

pour cours de préparation au G.M.A.T. de préférence anglo-saxon

Envoyer C.V. au Responsable du Département de Langues Vivantes à École des Cadres 70, Galerie des Damiers La Défense n° 1 92400 COURBEVOIE.

RECHERCHE

FORMATEURS

Pour dispositif jeunes et dispositif chômeurs longue durée
Les candidats devront avoir une formation DUFA Sciences de l'Education DESS - Temps partagé : coordination, animation

Envoyer C.V. et photo à : AFAQUE, Résidence Richemont, 77100 MEAUX.

Importante ***Banque privée***
Paris 2ème recherche pour son service immobilier

JEUNE COLLABORATEUR H/F

de formation juridique (droit privé) pour prendre en charge, sous la responsabilité d'un supérieur hiérarchique, la gestion de son patrimoine immobilier, notamment :

- *Baux d'habitation et commerciaux,*
- *suivi des loyers et charges,*
- *relation avec les syndics.*

Le candidat devra justifier d'une expérience réussie de 2 à 3 ans dans ce domaine (cabinet de gérance, syndics, etc...), posséder des qualités de dynamisme, d'aisance relationnelle, d'autonomie et une aptitude certaine pour l'informatique afin de concevoir et mettre en place les moyens nécessaires au fonctionnement du service.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 677 à **CURRICULUM**, *4, rue Tronchet 75008 PARIS.*

La 10e... Ce sont nos collaborateurs actuels qui vous la donnent. Ils sont bien chez nous, ils le disent et ne cherchent pas à partir.
C'est pour nous le meilleur témoignage. C'est pour vous la meilleure raison de rejoindre IBM.

JEUNES DIPLOME(E)S des grandes écoles ou des universités (sciences et techniques, commerce, gestion) BAC + 4 minimum, vous qui souhaitez devenir ingénieur commercial ou technico-commercial, adressez-nous votre candidature. Si vous avez une courte expérience professionnelle, écrivez-nous aussi. Outre ce niveau de formation, nous vous demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais.

IBM France - Département Recrutement
Référence 251 - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS.
Nous traiterons votre candidature avec discrétion et en fonction des exigences et de la variété des postes à pourvoir. Nous rembourserons vos éventuels frais de transport.



IBM France

Organisation et Publicité





OFFRES D'EMPLOIS

Filiale Groupe Multinational Equipements Automobile recherche pour sa DIRECTION INFORMATIQUE

JEUNE DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

(Grandes Ecoles Commerciales ou équivalent).
Débutant ou ayant déjà une première expérience.
Bonnes connaissances en anglais.
Le candidat sera fortement intéressé par la conception et la modélisation de systèmes financiers, la micro-informatique et les langages de la 4ème génération.
La mission :
Après une période de formation aux logiciels financiers, le candidat retenu assurera les liaisons entre la direction informatique et les services financiers du groupe.
De réelles possibilités d'évolution dans le groupe seront offertes aux candidats retenus.
Lieu de travail proche banlieue Nord de Paris (Métro).

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous réf. 17881 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.40

Schlumberger

Jeune juriste

Rattaché à la Direction Juridique du Groupe à Paris ce poste demande un sens pratique des affaires ainsi qu'une bonne connaissance des droits des sociétés et du droit français en général.

Le candidat doit justifier d'une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet international d'avocat ou au sein du service juridique d'un groupe multinational, comportant de préférence une période de travail à l'étranger.

Formation juridique française et anglo-saxonne et parfaite maîtrise de l'anglais indispensables. Mobilité nécessaire pour permettre le transfert à moyen terme dans une filiale opérationnelle.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions, téléphone privé (joindre une enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 25019-M

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly

IMPORTANTE SOCIETE recherche

Traducteurs-Réviseurs techniques confirmés H.F.

anglais/français ou français/anglais

De formation ingénieur, ESIT ou équivalent, avec 3 ans d'expérience dans la fonction, les candidats devront posséder de solides connaissances en informatique ainsi qu'une grande aptitude à rédiger en français.

Les ouvrages à traduire traitent de l'informatique sous tous ses aspects : matériels, logiciels, gros et moyens systèmes, micros, réseaux, bureautique, etc...

4 postes sont à pourvoir :
3 anglais/français informatique -
1 français/anglais informatique CAO/FAO.

Des moyens techniques importants sont mis à la disposition des traducteurs dans un environnement de travail attractif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) sous réf. 1974 M à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

ORGANISME PROFESSIONNEL D'ASSURANCES recherche un

STATISTICIEN H/F

Formation ENSAE - SCIENCES ECO. option Econométrie ou équivalent, débutant ou première expérience pour renforcer son Service Etudes Techniques.
Il participera à la mise en oeuvre de modèles de prévisions de charges et à l'élaboration de tarifs d'après des méthodes d'analyses statistiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 8096 à Organisation et Publicité, 2 rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

RESPONSABLE DE PRODUCTION

Entreprise C.A. de 600 millions de F. Réparation Navale et fabrication industrielle. recherche

Pour 2 de ses sites industriels dans l'Ouest et le Nord de la France.
• Un homme de terrain, responsable de production ayant une expérience de 8 à 10 ans dans la production industrielle et si possible l'off shore.
• Il prendra place dans l'équipe de Direction, conduira le potentiel de 500 personnes et proposera l'évolution des moyens de production.
Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à A.R.N.O. Direction des Relations Humaines, 15, bd de l'Amiral-Bruix, 75782 Paris cedex 16.

CONTESSE

Association loi 1901 rech. 2 FORMATEURS (TRICES) pour pub. adultes et jeunes (16-18 ans), exp. similaire souhaitée, travail en équipe. Env. C.V. et prétentions à U PRO MI 711, quartier Albert-Camus, 77190 DAMMARIE-LES-LYS.

Le Centre d'Informations Financières organise un stage pour recruter des CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.)
– ayant goût des contacts à haut niveau ;
– formation assurée ;
– rémunération motivante.
Tél. : 500-24-03, poste 41.

IMPORTANTE STÉ T.P. recherche
INGÉNIEURS
électricité ou T.P. pour amélioration technique sur nos chantiers
Envoyer lettre manuscrite, c.v. et prétentions nº M-685, BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

CHERCHE PERSONNES SÉRIEUSES ET AMBITIEUSES pour développer affaire commerciale. Téléphonez pour rendez-vous 757-96-55 de 11 h à 12 h et de 14 h à 16 h. DU LUNDI AU VENDREDI.

BANQUE 9e arrdt équipée de 2 DPS 8/62 GCOS 8, recherche
PRÉPARATEUR TECHNIQUE
maîtrisant parfaitement les techniques de préparation et les logiciels GCOS.
3 ans d'expérience exigée, BAC, dégagé des oblig. milit.
Env. C.V., photo et prétent., nº 81.633, PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

T.N.T. IPEC
LE SERVICE EUROPÉEN DE FRET EXPRESS recherche dans le cadre de son expansion :
DÉCLARANTS EN DOUANE CONFIRMÉS
EMPLOYÉS DE TRANSIT CONFIRMÉS
bilingue anglais.
Envoyer c.v., prét. et photo à M. WIART directeur d'agence B.P. 70 93602 Aulnay-sous-Bois.

secrétaires

CABINET CONSEIL leader dans son secteur d'activité Paris-16e recherche
COLLABORATRICE STÉNODACTYLO MI-TEMPS
pour seconder la responsable du secrétariat gestion administrative
Elle se verra confier des tâches administratives variées : aide à la facturation, courrier, classement, téléphone...
Ce poste conviendrait à une candidate parfaite dactylo, possédant minimum une première expérience en PME et désireuse de faire la preuve de son efficacité au sein d'une équipe dynamique
Horaire 9 h à 13 h.
Écrire avec CV et prétentions sous réf. 5.037 M à T.P.A., 54, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 24 ans, sérieuse, BAC A5, avec une année d'école libre, attachée de presse, licence philosophie, maîtrise philosophie, DEA de philo, niveau DEUG pour entrée licence de psycho clinique, ch. emploi mi-temps ou 3/4 de temps dans maison édition ou dans la publicité. Ecrire sous référ. 4 710 à P. LICHAUD S.A., 10, rue Louvois, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

ETUDIANTS CHERCHENT TRAVX DIVERS : Ménage, garde, leçons, etc. Association protestante interuniversitaire, 33, pl. Maubert. 326-77-51.

J.F. français-anglais, excellentes références. Connaissance protocole, cherche emploi gouvernemts ambassade ou résid. privée. Ecr. s/nº 7 946 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Métreur vérif., expér. tce, ch. poste métreur d'études ou métreur vérif. en cabinet rég. paris. Tél. : 592-99-76.

Cadre Export, très opérationnel. Capitaine au long cours (10 ans marine marchande) 44 ans (anglais, espagnol, italien), 17 ans exp. Export dans Société internationale. Spécialiste Amérique du Sud. Toutes négociations de contrats Export BI/BE, montages financiers COFACE/Banques. Et. ttes propos. sér. en rapport avec son expérience.
Ecr. s/nº 6 812 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune Anglaise bien élevée, 21 ans, désire travailler sec./au pair en famille Paris dès maintenant jusqu'à janvier. (44) 1-870-7681 (10-6).

Prof. allemande expérimentée (format. d'adultes et d'adol.), Allemagne et France, ch. poste à mi-temps de 2e cycle ou org. de formation continue.
Ecrire sous le nº 313.613 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 36 ans, célib., dipl. I.S.I.T., cherche poste traductrice anglais en entreprise.
Ecrire sous le nº 313.617 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Homme 56 ans ; de formation ingénieur, généraliste à tendance gestion finances, grande expérience, sérieuses références, propose ses services pour PME-PMI France et étranger. Tél. : (3) 973-56-31.

Cadre supérieur
50 ans, négociateur à haut niveau
Expérimenté COMMERCE INTERNATIONAL Gestion PME-PMI
Homme de terrain, efficace, très bonne connaissance transport industriel, transit interne.
Expérience des marchés AMÉRIQUE DU SUD MOYEN-ORIENT ASIE-MAGHREB.
Connaissances anglais-espagnol.
Libre rapidement.
Etudierai toute proposition FRANCE et ÉTRANGER.
Ecrire sous réf. M.92559, BLEU Publicité, 17, r. Lebel, 94307 Vincennes Cedex.

Chauffeur avec voiture personnel ou fourgon, 3,5 t., Paris, prov., 24 h/24. 60-05-43-30.

Traductrice conf. anglais, exp. adaptation littéraire, cherche sit. stable. Tél. : 799-53-71.

INGÉNIEUR E.S.E.
+ C.P.A., 15 ans d'expérience télécommunications publiques, études et industrialisation, parfaitement bilingue anglais, rech. poste à responsabilités, télécom. privée, recherche et développement, opérations consulting. Ecrire s/réf. 10074 à PUBLIVAL, 27, route des Gardes, 92190 MEUDON, qui tr.

Jeune homme cherche emploi de magasinier manutentionnaire région parisienne. Libre de suite. Niveau d'études B.E.P.C. Dégagé des oblig. militaires. Téléphoner au 822-21-13 la journée ou 827-68-60 après 19 h.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

LOUVRE 140 m²
Imm. XVIIe, grd stand., asc. LIVING, 3 CHBRES, 3 BAINS GARBI - 567-22-88.

4e arrdt

Prox. St-Paul, 703-32-44, Duplex 130 m², travx ét. élevé.
SUR JARDIN

FILLES-DU-CALVAIRE 4 pces (110 m² env.) tt cft. 960.000 F. 357-67-22 ou 357-34-59 après 18 h 30.

5e arrdt

5e Polytechnique 2 pièces, cuisine, bains, w.-c., clair, calme. Prix 400 000 F. Tél. : 325-41-58 10 h à 12 h.

GEORGE-V
TRÈS BEAU DUPLEX, 80 m² + chambre de service EMBASSY - 562-16-40.

VAL-DE-GRACE p. de t., stud. tt cft s/verd., 260 000. 325-97-16.

6e arrdt

PROX. ST-SULPICE
150 m² caractère. 703-32-31.

CHERCHE-MIDI
Prox. Raspail, 95 m², 3e ét., asc. SERGE KAYSER, 329-60-60.

7e arrdt

DUROC 2 PIÈCES
6e ét., asc., sur verdure. GARBI 567-22-88.

8e arrdt

SAINT-AUGUSTIN 200 m², GRAND STDG
AMÉNAG. LUX., BOX, SERV.
M.B. 502-13-43.

9e arrdt

FAUBOURG MONTMARTRE 3 pièces caractère, poutres apparentes, cuis. américaine aménagée, except., 590 000 F. IMMO MARCADET 252-01-82.

13e arrdt

PRÈS MONTSOURIS
Dans belle maison bourgeoise, 2 duplex de charme, 160 m², 3/4 chambres, tout confort, 1 750 000 F; 100 m², 2 chambres et à créer salle de bns, cuisine, disponible ultérieurement. Propriétaire 545-34-28.

PROX. PARC MONTSOURIS 4 p., 2 sanitaires, parkg double. Imm. récent., 750 000 F. IMMO BALZAC 296-14-38.

JOUXTANT 5e, calme, soleil, tt cft, VUE EXCEPT., liv., 2 chbres, plus-value à dégag. après ravalem. 1.300.000 F. Tél. : 606-10-06.

Mº GOBELINS
Imm. récent, tt cft, park., liv. dble, 1 chbre, entrée, cuis., bains, dressing, loggia. 32, rue des Cordelières. Lundi de 14 h 30 à 17 h 30, mardi 17 h à 19 h.

14e arrdt

DENFERT SOLEIL
Magnifique 7 pces, 235 m², profession libérale. Tél. : 250-04-28.

Part. vd appt de caract. 41 m², double living, cuis., w.-c., s. de bns, entrée, pl. sud, 6e ét. sans asc., imm. p. t. Rue Sarrette, Paris-14e. Px 450.000 F. Tél. répond. : 322-97-88.

16e arrdt

TROCADÉRO 5 PIÈCES, 135 m² env., impeccable, 2 600 000, 567-47-47, mat.

17e arrdt

Mº VILLIERS, IMM. RÉNOVÉ.
32 m², 270 000 F
travaux à prévoir, 329-85-06.

18e arrdt

3 Pièces, 308 000 F.
Bd Ornano, bel. imm. ancien. Entrée, séj., 2 ch., cuis., w-c. IMMO MARCADET 252-01-82.

CŒUR MONTMARTRE
CALME ABSOLU TRIPLEX, 140 m², 3 chbres 2 bains - SUR VERDURE EMBASSY - Tél. 562-16-40.

STUDIO STANDING tt cft, balc., mairie XVIIIe, 234 000 F. IMMO MARCADET 252-01-82.

MOULIN DE LA GALETTE
Imm. pierre de t. rénové, studio tt cft. 280.000 F. 294-94-64.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT S/parc atelier-duplex 88 m² + cave, 910 000, 208-28-89 h b.

20e arrdt

PLEIN CIEL, 2 P. avec gde terrasse, mercredi, 13/15 h. 83, r. ST-FARGEAU. 544-39-40.

AV. GAMBETTA imm. pierre de t., 5e ét., soleil, 3 p. sur/jdin public, 400 000 F, 636-15-77.

77 Seine-et-Marne

BOISSY-SAINT-LEGER Bel appt. 5 pièces. 105 m². Cuisine équipée, séjour double. 3 ch., s-d-b. + cab. de toil. 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 mn à pied RER. Toutes commodités. PRIX : 550.000 F. dont 122.000 F CF à 7 % Tél. 569-33-90 après 19 h.

92 Hauts-de-Seine

PARTIC. VEND NEUILLY Studio 30 m² parfait état. Tél. : 745-34-90, après 20 h.

94 Val-de-Marne

Part. vend à Vincennes proximité écoles, commerces
2 PIÈCES - 36 m²
Cuisine équipée, w.-c., salle d'eau avec douches, chauffage individuel électrique. 4e étage, 5 mn bois et RER, faibles charges. Prix : 298.000 F. Tél. : 808-67-33.

94-SAINT-MAUR
TRÈS BEAU 5 PCES 140 M2 2e étage, immeuble 1971, s. bains, cuisine aménagée. S.E. BLUM - 285-64-11.

95- Val-d'Oise

A VENDRE **APPT F 3** + LOGGIA GARAGE bien situé, rez-de-chaussée. Séjour : 20 m², cuisine aménagée. Prêts à reprendre intéressants. A CERGY-PONTOISE, le Justice. Prix 320 000 F. Tél. : 073-19-67, apr. 18 h.

Province

LES MENUIRES (73) Pl. centre station, bel appart. 48 m², 10e et dern. étage, calme, sud, meublé. Tél. : (74) 67-04-31 ou (78) 42-62-76. URGENT.

JUAN-LES-PINS, prox. gare, vds 2 pces avec kitchen. équipée, bns, WC séparé, 42 m² + log. 6 m², s/ jardin, 3e étage, imm. 1981, cave, chf élect. indiv.. Tél. Charges peu élevées. Tél. 16 (46) 67-48-74.

Chaque jour dans cette rubrique Vous trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez

appartements achats

RECHERCHE 1, 2, 3 p.
même à rénover, 252-01-82.

GROUPE DORESSAY
3, rue du Vieux-Colombier, 6e recherche POUR CLIENTÈLE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE APPTS 4 à 8 PIÈCES et HOTEL PARTICUL. ACHAT ou LOCATION. 548-43-84.

AGENCE LITTRÉ
Rech. pour clientèle française et étrangère apparts et hôtels part. dans quartiers résidentiels. Paiement comptant chez notaire. Tél. : 544-44-45.

Recherche 2 à 4 P. PARIS, préfère 5e, 6e, 7e, 12e, 14e, 15e, 16e avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. Tél. : 873-20-67 même le soir.

URGENT. Rech. GRAND APPT ou HOTEL PART. Bon stand. Bon quartier. Faire offre au 705-45-55.

locations non meublées offres

Paris

BIR HAKEIM - PTE VANVES APPTS 2 PCES, 3 PCES et STUDIOS — Tél. : 751-23-14.

Région parisienne

MONTMORENCY
Résidentiel part. à part. loue 2 pces, cuis., bns, neuf, 1re location, park., sous-sol. Tél. : 983-51-06.

locations non meublées demandes

Paris

Pour ensemble personnel hauts dirigeants et employés importante compagnie française pétrole, recherche appts, studios, villas, catégories luxe et moyen, 2 à 6 pièces. Offre 503-30-33, poste 12.

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 PIÈCES LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

Région parisienne

Couple salarié cherche de 94 pavillon avec jardin. Loyer max. 3.000 F. T. ap. 18 h : 375-72-29.

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl., loyer garanti. (1) 889-89-66 - 283-57-02.

Province

COUPLE RETRAITÉS CH. 2 PIÈCES tout confort, 1er étage ou avec ascenseur LA FLÈCHE ou LE LUDE (72). Loyer 1 000 F environ c.c. Ecr. s/nº 6 902 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine 75008 PARIS rech. APPTS DE GDE CLASSE, pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE, corps diplomatique et cadres de multinationales. Tél. : 562-78-99.

MONDIAL MERCURE
rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés. S'adr. : SERVICE ACCUEIL. Tél. : 256-28-16.

Etudiants cherchent : chambres, studios. Association protestante interuniversitaire : 33, place Maubert, PARIS-5e. Tél. : 326-77-51.

maisons de campagne

A RECOMMANDER
NEMOURS (77) Direct aut. Sud 45 mn de Paris. Splendide gentilhommière SUR TERRAIN 5 Ha, bordé rivière, gd séjour panoramique vue impren. + 6 p., bains, WC, chf cent. entièr. aménagé. TURPIN DORDIVES Tél. 16 (38) 92-72-32 et ap. 19 h. 16 (38) 96-22-29.

domaines

Achète VASTE DOMAINE majorité bois préférence Sologne ou région centre discrétion assurée. Écrire Havas Orléans nº 204006 BP 1519. 45005 Orléans Cedex.

villas

Prox. CASSIS-13, part. vd mais. 230 m² + 200 m² s/sol, gar., terr. 6.000 m² arboré. Px 1.200.000. T. : 285-19-00, p. 14-85, M. Simoni.

échanges

Part. à Part. ÉCHANGE MAISON de caractère + beau jardin, 270 km sud (03), contre APPT de 3-4 pièces à PARIS. Tél. au 251-39-90 (12 h-19 h).

propriétés

LOIRE-ATLANTIQUE
Commune de MACHECOUL, très belle maison de plain-pied, 5 pces principales sur 3.000 m² de terrain planté. 790.000 F. Tél. : 306-99-27.

AXE QUERCY-PÉRIGORD Sud, ferme libre sur 10 ha élevage, restaurant à la ferme, 2 maisons pierre. cft. grange. Accès facile, non isolée. 580 000 F JARGEAU 47500 LIBOS (53) 71-01-28.

Part. vd entre Reims et Rethel, près village tous services, très belle propriété de caractère, de construction récente, vaste séjour, cheminée, poutres, mezzanine, 4 chbres, bureau, avec bibliothèque intégrée, cuisine aménagée + coin repas, 2 s. de bains, grand sous-sol, garage 2/3 voitures. Terrain 3 700 m² arboré, vue superbe sur forêt ardennaise et campagne. 850 000 F. Mme Gaichet. Téléphone : 16-(23) 73-02-97.

LANGUEDOC
Près BÉZIERS et CAP D'ADGE. Propriété sur 700 m². R.D.C. : hall, gd studio + cuisine, salle d'eau, w.-c. 1er NIVEAU : salon, salle à manger, cuisine aménagée, w.-c., 2 grandes terrasses. 2e NIVEAU : 3 chambres, salle bains, lingerie, w.-c., chauffage électrique. Habitable de suite. Confort. PRIX NET : 900.000 F. Tél. : 16 (67) 23-03-15.

Chaque jour dans cette rubrique Vous trouverez peut-être LA PROPRIETE que vous recherchez

viagers

14e Edgar-Quinet, 2 P., tt cft, imm. moderne. 285.000 F + 3.000 F. Occupé fme 75 ans. Viagers Cruz. 266-19-00.

F. CRUZ 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE-8e Conseil 46 ans d'expérience Px rentes indexées garanties Etude gratuite discrète.

ÉTUDE LODEL
Viagers. 35, bd Voltaire, 75011 PARIS. T. : 355-61-58.

LAPOUS 554-28-66
SPÉCIALISTE VIAGER 354, rue Lecourbe, PARIS-15e.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France. INDICATEUR LAGRANGE Fondé en 1876. 5, rue Greffulhe, 75008 PARIS. Tél. : 16 (1) 266-46-40.

formation professionnelle

Formation Professionnelle d'Analyste-Programmeur en 7 mois = 1000 h.
sur Micros : Olivetti M 24, Ericsson PC, IBM PC + Gros système IBM et Sperry Univac
Niveau requis : Bac et assimilé
Assistance au placement (propositions d'embauche permanente sous réserve de réussite et de mobilité géographique)
CRÉDIT ÉTUDIANT 100 % - CENTRE AGRÉÉ PAR ERICSSON
Centre International d'Etudes et Formation Professionnelle en Informatique
ciefpi 11, r. de la Gare - 94230 CACHAN Tél. (1) 740.12.22 Mº Arcueil-Cachan - 10' des Halles
PLURIAL

cours et leçons

Dame prof. excellente réf. donne cours français, écrit ou oral, correct. thèse, 006-09-62.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402-09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291-09 PARIS.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Vends Renault 9 TSE, déc. 83, modèle 84. 23.000 km. Bon état. 5 vitesses, sièges velours, radio. 44.000 F. Téléphone : (6) 083-70-40.

de 8 à 11 C.V.

Part. vd R 25 V 6 injection 84. état except., gris clair métal, intérieur cuir noir, toutes options. Tél. inter facultatif 35.000 km. 95.000 F. Tél. 16 (6) 424-47-17.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
TÉLEX, SECRÉTARIAT DÉMARCHES, CONSTITUTIONS
AGECO 294-95-28
STATIONNEMENT AISÉ.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
355-17-50

DOMICILIATION 8e, 2e
Secrétariat, tél., télex. Location bureaux. Toutes démarches pour constitution de sociétés.
ACTE - 359-77-55

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 293-60-50 +

BUSINESS BURO
LE CENTRE D'AFFAIRES pour entreprendre à Paris DOMICILIATIONS avec secrétariat partagé
(1) 346-00-55.

ÉTOILE BUREAUX
MEUBLÉS TRÈS HAUT NIVEAU
SALLE DE RÉUNIONS DOMICILIATIONS SECRÉTARIAT - TÉLEX TÉL : (1) 727-15-59.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e Domiciliation, RM - RC - SARL, constitution sté. 763-47-14.

fonds de commerce

Ventes

Pour raison familiale Vends VIDÉO CLUB 1.700 titres VAS. Plein expansion. 900.000 F. Ecr. s/nº 7945 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

économie

LA STRATÉGIE DU CNPF

Au service des entreprises

M. Guy Brana, vice-président du CNPF, a présenté, mardi 22 octobre, *« Les propositions pour une nouvelle politique économique »* formulée par le Conseil national du patronat français.

Pour le CNPF, le constat se résume à quelques données : affaiblies par les deux chocs pétroliers et le ralentissement de la croissance, les entreprises ont dû aussi payer les conséquences des politiques menées à partir de 1973-1974 et fortement aggravées en 1981-1982. L'organisation patronale note que les prestations sociales ont plus que doublé en volume, assurant maintenant plus du tiers du revenu des Français (36,1 %) contre le quart (24,7 %) en 1970. *« Pour les financer, on impose aux entreprises des prélèvements qui représentent près de 20 % de leur valeur ajoutée ».* Le taux d'investissement brut, qui était de 19,7 % en 1970, est tombé à 14,2 % en 1984.

« Cet affaiblissement des entreprises a provoqué, malgré plusieurs ajustements monétaires, une baisse importante de la compétitivité de l'économie française », souligne avec force M. Guy Brana, car l'essentiel de sa démonstration va tourner autour de ce constat. *« La part du marché détenue par la France dans les exportations mondiales a reculé de 12,2 % en 1979 à 10,1 % en 1984. Le taux de pénétration étrangère est passé de 19,2 % en 1970 à 32,1 % en 1984. »*

Il en est résulté une forte diminution de la croissance, tandis que *« le rapport entre le nombre des inactifs à prendre en charge et les actifs créateurs de richesses a doublé en dix ans ».*

ACTIFS ET INACTIFS

	1970 (en milliers)	1973 (en milliers)	1979 (en milliers)	1982 (en milliers)
Demandeurs d'emploi	299	422	1 402	2 032
Préretraités	13	53	169	390
Retraités	3 077	3 460	4 235	5 183
Total des inactifs	3 389	3 335	7 808	7 585
Total des actifs (1)	17 434	17 882	17 949	17 235
Rapport inactifs/actifs	19 %	22 %	32 %	44 %

(1) Emploi intérieur total moins emploi dans les services non marchands.
(Source : comptes de la nation).

Au cours des deux dernières années, indique le vice-président du CNPF, la politique économique et sociale a été contrainte de prendre en compte ces réalités d'évidence. Elle a fait quelques pas dans la bonne direction et obtenu quelques résultats, notamment en matière d'inflation. *« Elle demeure cependant insuffisante, car elle se fait à doses trop homéopathiques. »*

Le CNPF constate donc que l'économie française s'enferme dans un cercle vicieux. Selon lui, le poids excessif des charges sociales et fiscales et un coût de travail pénalisant l'emploi sont les causes essentielles de notre stagnation. *« Nous sommes désormais dans une situation absurde et paralysante où toute augmentation du coût de la protection sociale provoque un accroissement du chômage, donc un accroissement du coût de la protection sociale. »*

Quatre grands objectifs

Il faut une nouvelle politique économique, affirme le CNPF, qui propose, pour ce faire, quatre grands objectifs :

● **Créer les conditions d'un redressement du commerce extérieur**

Pour faire face au remboursement de notre dette et retrouver ainsi une marge de manœuvre économique, M. Brana estime à 30 ou 40 milliards de francs par an le besoin d'excédent courant, l'équivalent d'un treizième mois à l'exportation. Or si la France n'a pas su profiter pleinement de la reprise que le commerce mondial connaît depuis plus de deux ans, c'est que *« au-delà de l'alourdissement des coûts de production et des multiples contraintes pesant sur les entreprises, la France possède la singularité d'avoir créé un ensemble de charges fiscales et sociales non déductibles à l'exportation et qui ne s'imposent pas aux produits importés ».* Coût de cet handicap : entre 6,5 % et 8,5 % de la valeur ajoutée des entreprises.

Le CNPF réclame des mesures distinctes selon les taxes ou les charges considérées (taxe professionnelle, allocations familiales, etc.), étant entendu qu'on ne peut surmonter un tel handicap par des mesures globales.

● **Stimuler l'investissement productif et restaurer la croissance de nos capacités de production compétitive.**

Le récent redressement des résultats des entreprises leur a surtout permis de commencer à se désendetter. Il faut accélérer la tendance et procéder à des réformes structurelles. Le CNPF réclame la liberté totale des prix et des marges dans l'industrie, le commerce et les services et une meilleure adaptation de l'évolution des salaires *« à la situation des entreprises et aux mérites individuels ».* Il propose en outre de diminuer d'un point du PIB le taux des prélèvements obligatoires pendant au moins trois ans et d'affecter l'essentiel de cette baisse à la diminution des charges des entreprises *« tout en réduisant de façon modérée le besoin de financement des administrations publiques ».*

Les représentants du patronat français considèrent, en effet, que vouloir réduire très brutalement le besoin de financement des administrations publiques risquerait d'entraîner un véritable étouffement de notre économie.

« Diminuer les prélèvements obligatoires suppose, en contrepartie, la réduction de certaines dépenses. Aussi le CNPF fait-il différentes propositions pour :

1) maîtriser la croissance des dépenses sociales « ce qui doit être légèrement inférieure à celle du PIB ;

2) réduire les dépenses publiques (notamment, selon son expression, par une « optimisation du nombre des fonctionnaires » *et une réduction des interventions de l'Etat) ;*

3) réaliser une partie du capital de l'Etat et des collectivités locales par des mesures de privatisation ;

4) encourager l'esprit d'entreprise et la prise de risque (réduction de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les grandes fortunes).

« La diminution des charges des entreprises doit être opérée par la poursuite de la réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ainsi que par l'aménagement de la taxe professionnelle et du système actuel de financement des allocations familiales. Les mesures de privatisation, déjà amorcées sous des formes diverses et dont le rythme serait compatible avec les capacités des marchés financiers, sont de nature à apporter à l'Etat un surcroît de ressources important pendant plusieurs années, ce qui réduira d'autant ses besoins d'emprunt. »

● **Stimuler l'investissement immatériel**

Le CNPF considère que l'efficacité de l'investissement productif dépend de l'investissement immatériel qui lui est associé : cet investissement (recherche-développement, formation, action commerciale, logiciels) est passé en dix ans de 17,5 % à 24,4 % de l'investissement total).

Pour le patronat, il faut amplifier l'effort de recherche - développement, accroître l'efficacité du système de formation professionnelle (pas seulement financièrement, mais également en libérant ce secteur des carcans administratifs qui l'enserrent) et accélérer le progrès des autres investissements immatériels par des mesures de stimulation complémentaires tant fiscales que techniques.

EVOLUTION DES STRUCTURES DE L'INVESTISSEMENT

	1974 (en %)	1979 (en %)	1983 (en %)
STRUCTURE DE L'INVESTISSEMENT			
Formation brute de capital fixe des sociétés et entreprises indépendantes	82,5	79,6	75,6
Investissements immatériels	17,5	20,4	24,4
Recherche-développement	7,6	8,2	9,7
Formation	2,1	2,3	2,4
Marketing	5,2	5,4	5,7
Logiciels	2,6	4,4	6,6

(Source : crédit national).

● **Rendre souplesse et mobilité aux entreprises**

Toutes les mutations, a déclaré M. Brana, doivent *s'« accompagner d'une reconquête par les entreprises des espaces de libertés nécessaires à leur survie et à leur développement, donc par la levée des contraintes économiques et sociales ».*

Il est réclamé une forte réduction des formalités administratives et *« la remise à leur juste place de l'Etat et des collectivités locales »* à qui on demandera d'être de moins en moins les gérants des entreprises et des secteurs d'activité. Cela pour la déréglementation.

Pour favoriser l'internationalisation des entreprises, quatre mesures paraissent nécessaires au CNPF :

1) le desserrement des contraintes qui pèsent sur les exportations, l'objectif final restant la suppression pure et simple du contrôle des changes ;

2) le renforcement des implantations françaises à l'étranger ;

3) la remise à niveau du système de financement et d'assurance des exportations d'équipement pour que les entreprises ne soient pas handicapées face à leurs concurrents étrangers ;

4) la réforme du système d'accompagnement et de conseil à l'exportation courante, le système actuel étant beaucoup trop centré sur l'Etat et sur les organismes publics souvent éloignés des entreprises.

« En résumé, a conclu M. Guy Brana, *pour renouer avec l'expansion et la création d'emplois, pour retrouver une économie performante, il faut enfin marier la France avec une véritable économie de marché. Elle seule garantit la gestion la plus efficace et la plus juste, à condition qu'une vraie concurrence puisse s'exercer (...). La mission de l'Etat est de fixer des règles du jeu stables, de les faire respecter et de s'interdire de les violer lui-même. Il lui revient aussi d'assurer les conditions générales les plus favorables au développement économique et social, sans vouloir en être l'acteur principal.*

» Une véritable économie de marché est une idée neuve en France qu'il faut avoir enfin l'intelligence de vouloir et le courage de faire vivre. »

Les propositions pour la prochaine législature

(Suite de la première page.)

Le déficit serait selon lui parfaitement compatible avec une croissance économique se situant au-dessus de 3 % d'ici trois ans. Les derniers Keynésiens se seraient-ils réfugiés au CNPF ?

Parle-t-on de privatisation ? les mesures sont déjà amorcées, rappelle l'organisation patronale qui ne prononce à aucun moment le *mot de « dénationalisation ».* (Il est vrai que l'ensemble des entreprises nationalisées sont membres du CNPF... ce qui rend la tâche plus ardue.) Ces mesures, au demeurant, n'ont rien de réactionnaire, susurre-t-on avenue Pierre-Iᵉʳ-de-Serbie où l'on tient à jour la liste des mesures de privatisation — une quinzaine — qui, sous une forme ou sous une autre, ont été décidées depuis 1982. En réalisant certains actifs (selon les capacités du marché financier) estime le patronat, les pouvoirs publics se donneront la marge de manœuvre nécessaire à la relance de l'économie sans rompre les grands équilibres. 20 à 30 milliards de francs par an seraient en jeu.

Quant aux aides publiques, ne voit-on pas que le gouvernement actuel les a déjà considérablement réduites ? Le montant des prêts bonifiés n'est-il pas passé de 46 milliards de francs en 1984 à 18 milliards cette année ? Allons jusqu'au bout et supprimons-les, propose simplement le CNPF. Dernier clin d'œil en passant, il est dit que les propositions patronales ont l'avantage d'améliorer la compétitivité des entreprises *« sans recourir à des dévaluations ».*

Cette façon de procéder comme un judoka qui accompagne le mouvement pour mieux assurer sa prise ne manquera pas de surprendre. Peut-être l'organisation patronale cherche-t-elle à se faire pardonner l'outrecuidance qu'il y a à mettre en cause l'action des pouvoirs publics sur ces dix dernières années. Car son souci majeur est de voir remettre en état un appareil de production qu'il considère structurellement inadapté. Les entreprises, affirme-t-il, ne sont plus en mesure de répondre convenablement à la demande extérieure, ni même parfois à la demande intérieure, ce qui nous place dans une position d'extrême fragilité.

Mais, bien évidemment, cet état de faiblesse ne date pas d'hier, et l'on pourrait même se demander si les chefs d'entreprise n'y ont pas eu leur part. Le CNPF ne fait pas cette analyse. Peu lui chaut du passé, affirme-t-il, partons du présent pour envisager l'avenir. Et le présent ne lui paraît pas si noir qu'il faille inverser la politique actuelle. Il le dit, au risque de devoir rappeler bientôt que tout n'est pas si rose non plus. Pour le moment, l'heure est à la recherche du consentement, à défaut du consensus. Celui-ci pourtant, ne devrait pas tarder à être obtenu, si l'on s'en tient aux faits. Dès 1983, la gauche a officiellement admis que *« depuis 1973, les entreprises ont largement supporté la dégradation des termes de l'échange »,* comme le rappelait le préambule au IXᵉ Plan. M. Michel Rocard, de son côté, a volontairement enfoncé le clou, au cours du Forum de *l'Expansion* du 3 octobre. *« Comment,* a-t-il déclaré, *ne pas mentionner ce paradoxe qui a voulu que ce soit sous le gouvernement de la gauche, et par le gouvernement de la gauche, qu'ont été revalorisés l'entreprise, le marché, le champ international, que ce soit durant cette même période que les salaires et le pouvoir d'achat ont baissé tandis que la Bourse ne cessait de monter. »*

« L'économie de marché est une idée neuve en France, lui répond en écho M. Guy Brana, vice-président du CNPF, *une idée qu'il faut avoir l'intelligence de vouloir et le courage de faire vivre. »* On attend maintenant que se définisse la notion nouvelle du socialisme en économie de marché...

FRANÇOIS SIMON.



AFFAIRES

REPÈRES

Dollar : légère remontée à 8,05 F

Le calme a continué de régner, mardi 22 octobre, sur les grandes places financières internationales. Cependant, sur des achats commerciaux, le dollar est remonté légèrement, cotant 8,0535 F à Paris (contre 8,0290 F la veille) et 2,6443 DM à Francfort (contre 2,6311 DM), mais, comme le faisaient remarquer les cambistes, avec peu d'affaires. Les opérateurs continuent de redouter une intervention des banques centrales, de la Banque de Tokyo en particulier, mais attendent néanmoins, pour se faire une opinion, les dernières statistiques sur le marché de l'économie des Etats-Unis, que le département du commerce américain doit publier mercredi 23 octobre.

Bâtiment et logement : quelques données encourageantes

Selon M. Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, qui inaugurait le 21 octobre le 8e Salon de la maison individuelle, le marché du logement et l'activité du bâtiment enregistrent quelques données encourageantes. *« On constate depuis le deuxième trimestre de cette année un indiscutable ralentissement de la dégradation »*, sans vouloir *« manifester un optimisme exagéré »* : autant de mises en chantier qu'au premier semestre 1984 ; les offres d'emploi dans le bâtiment augmentent alors que les demandes diminuent pour la première fois depuis 1979. Le président de l'(UNCMI), Union nationale des constructeurs de maisons individuelles, M. Claude Pux, est moins optimiste. Les ventes de maisons individuelles ont baissé de 7 % au premier semestre par rapport à la même période de 1984, selon le baromètre de la maison individuelle de l'Union de crédit pour le bâtiment (UCB), filiale de la Compagnie bancaire.

Italie : déficit de la balance commerciale en août

La balance des échanges italiens a été déficitaire en août, de 420 milliards de lires (1,9 milliard de francs) après un excédent de 557 milliards de lires en juillet – il s'agissait du premier excédent en un an. Ce déficit enregistré en août est considéré, dans les milieux proches du ministère italien du Trésor, comme relativement moins grave que celui des mois précédents. Il s'agit du chiffre le plus faible, notamment en regard du mois d'août 1984 (– 1 460 milliards de lires) ou du record enregistré en avril dernier (– 3 300 milliards). Au cours des huit premiers mois de l'année, le déficit de la balance commerciale italienne a été de 16 800 milliards de lires (75 milliards de francs), contre 11 000 milliards de lires pour la même période de 1984.

Dénationalisations : mode d'emploi

Comme il l'avait fait pour les nationalisations – en prévoyant au demeurant, avec les actionnaires étrangers, une multitude de contentieux qui n'eurent pas lieu, – le cabinet d'avocats Gide, Loyrette et Nouel vient de diffuser dans la presse son *« Etude d'un projet de loi sur la privatisation des entreprises du secteur public concurrentiel »*.

Les véritables commanditaires de ce travail, les principaux partis d'opposition, en ont eu connaissance au mois de mai. Et, depuis lors, ils ont beaucoup travaillé. On comprend donc que M. Peyrefitte écrive aujourd'hui que ce rapport *« n'engage nullement les formations de l'opposition »*. Pour ne prendre que deux exemples : la commission mixte RPR-UDF n'a pas retenu un périmètre de dénationalisation aussi large que celui prévu par Me Loyrette. L'avocat du groupe Schneider envisage de privatiser quarante-sept entreprises, y compris une société comme CDF-chimie, dont l'ardoise actuelle est de près de 3 milliards de francs et dont on se demande bien qui voudrait l'acheter. A l'inverse, les deux principaux partis d'opposition se sont prononcés sur la suppression pure et simple de la loi de démocratisation du secteur public, alors que Me Loyrette n'est pas partisan d'une abrogation totale de la loi (voir *le Monde* de l'économie du 1er octobre consacré aux dénationalisations).

Cela ne diminue nullement l'intérêt du travail de consultant de ce cabinet d'avocats, qui analyse les cinq projets élaborés sur les dénationalisations, souligne l'ensemble des problèmes juridiques posés par la privatisation, la désétatisation et la déréglementation, propose le vote d'une seule loi de privatisation, décrit un calendrier possible, préconise le pragmatisme. Mais, jusqu'à nouvel ordre, les politiques priment les consultants. Et c'est mieux ainsi, puisque les hommes politiques peuvent, eux, être sanctionnés.

PÊCHE

La France condamnée par Bruxelles

La Commission européenne vient de condamner la France à supprimer les aides qu'accorde le FIOM (Fonds d'intervention et d'organisation des marchés) aux groupements de pêcheurs afin de soutenir les cours d'une vingtaine d'espèces de poissons non couvertes par le régime communautaire, nous signale notre correspondant à Bruxelles. Il s'agit de poissons tels la sole, la limande, le lieu jaune, le grondin.

Les autorités françaises devront se soumettre dans un délai maximal d'un mois, la décision affectant en particulier les ports du sud de la Bretagne ainsi que Port-en-Bessin. La Commission a l'intention de revoir, après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal le 1er janvier 1986, la liste des espèces pouvant bénéficier d'aides au retrait. En outre, elle pourrait proposer l'instauration d'un régime complémentaire d'aides forfaitaires pour les espèces de poissons ne faisant pas l'objet d'échanges intracommunautaires. Mais il faudra attendre au moins un an avant que de telles propositions aboutissent. On remarque à Bruxelles que la France, obnubilée par les problèmes d'accès aux ressources, n'a pas saisi l'occasion qu'offrait la négociation d'adhésion de l'Espagne pour obtenir un allongement significatif de la liste des espèces bénéficiant du régime de soutien communautaire.

ÉNERGIE

Quand les pays de l'OPEP changent de stratégie

Après l'Arabie saoudite, l'Iran et l'Irak, le Nigéria s'apprête à vendre son brut sur la base de contrats liant ses prix aux cours du marché libre. Lagos a, semble-t-il, décidé de renoncer aux contrats de compensation conclus par le gouvernement précédent, dont deux seulement – avec le Brésil et l'Autriche – continuent pour l'heure d'être appliqués. En revanche, il négocie actuellement avec plusieurs grandes compagnies la signature de contrats à moyen terme (trois à six mois), prévoyant plusieurs systèmes de paiement qui, tous, offrent aux acheteurs une garantie de prix vis-à-vis des fluctuations du marché.

Le Gabon, de son côté, a annoncé qu'il envisageait de conclure des contrats de vente libellés en ECU, monnaie de référence européenne, et non plus en dollars, comme c'était jusqu'ici la règle dans toutes les transactions pétrolières. Le président Bongo a fait part de cette intention au vice-président de la Commission européenne, M. Lorenzo Natali, au cours d'une visite de ce dernier au Gabon du 9 au 11 octobre. Selon les milieux pétroliers, ce projet ne s'appliquerait qu'au pétrole qui revient à la société nationale gabonaise, soit, *grosso modo*, un quart de la production du pays (175 000 barils par jour au troisième trimestre).

Cette initiative, si elle est suivie d'effets, créera un précédent dans le monde pétrolier. Elle vise à l'évidence à protéger le Gabon, qui importe l'essentiel de ses besoins en monnaies autres que le dollar, contre les fluctuations du « billet vert ». Elle devrait rencontrer un accueil très favorable auprès des pays européens, dont plusieurs – au premier rang desquels la France – souhaitent développer l'usage de l'unité de compte européenne.

Toutes ces initiatives ont un point commun : elles traduisent le désir, nouveau, des pays de l'OPEP de sécuriser – au moins pour partie – leurs débouchés et leurs parts du marché en proposant aux consommateurs de nouveaux contrats à terme plus attractifs et plus souples, quitte à sacrifier la notion de prix officiels.

Conséquence logique de la récente conférence de Vienne, au cours de laquelle le ministre saoudien du pétrole a déclaré que les prix officiels constituaient désormais une *« simple base de référence »*, la généralisation de ces accords, si elle se confirme, marque un changement notable de la stratégie des pays de l'OPEP.

Au lieu de défendre en priorité une grille de tarifs officiels les plus élevés possibles, en adaptant son niveau de production à la demande, l'OPEP préfère se battre pour préserver ses débouchés en laissant ses prix de vente s'adapter à l'évolution du marché.

Cette politique renforce les risques de glissade des prix et constitue une menace sérieuse pour les pays producteurs non membres de l'Organisation, qui avaient jusqu'ici largement profité de l'autodiscipline de l'OPEP pour augmenter leur rythme d'extraction.

Tel est sans doute le sens du message qu'apportera M. Subroto, ministre indonésien du pétrole et président de l'OPEP, au secrétaire britannique de l'énergie, au cours d'un entretien officiel, prévu cette semaine à Londres.

V. M.

• *Le groupe publicitaire FCA s'associe avec « Sud-Ouest ».* – Feldman Calleux associés (GCA), quatrième groupe publicitaire français (1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires), prend une participation de 35 % dans l'agence de publicité bordelaise Promo-Media (20 millions de chiffre d'affaires), qu'avait créée le groupe de presse qui édite *Sud-Ouest*. La nouvelle agence prendra le nom de Promo-Media - FCA.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,0450	8,0480	+ 70	+ 85	+ 125	+ 155	+ 360	+ 460
$ can.	5,8990	5,9055	+ 21	+ 41	+ 35	+ 70	+ 82	+ 177
Yen (100)	3,7285	3,7316	+ 84	+ 95	+ 157	+ 176	+ 482	+ 536
DM	3,0502	3,0520	+ 118	+ 130	+ 233	+ 250	+ 654	+ 705
Florin	2,7020	2,7039	+ 72	+ 80	+ 136	+ 151	+ 425	+ 469
F.B. (100)	15,0163	15,0641	+ 33	+ 96	+ 51	+ 163	+ 223	+ 550
F.S.	3,7094	3,7125	+ 158	+ 173	+ 299	+ 322	+ 830	+ 896
L (1 000)	4,5171	4,5239	– 175	– 142	– 333	– 279	– 928	– 840
£	11,5446	11,5529	– 270	– 224	– 489	– 423	– 1197	– 1007

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 7/8	8 1/8	7 15/16	8 1/16	8	8 1/8	8 3/16	8 5/16
DM	4 1/4	4 1/2	4 1/2	4 5/8	4 5/8	4 3/4	4 3/4	4 7/8
Florin	5 3/4	6	5 13/16	5 15/16	5 7/8	6	5 7/8	6
F.B. (100)	9	10	8 9/16	8 13/16	8 9/16	8 13/16	8 3/4	9
F.S.	0 7/8	1 7/8	4 1/16	4 3/16	4 1/16	4 3/16	4 9/16	4 11/16
L (1 000)	11	14	13 1/2	14 3/8	13 5/8	14 3/8	13 5/8	14 1/8
£	11 3/8	11 5/8	11 1/2	11 5/8	11 1/2	11 5/8	11 1/4	11 3/8
F. franç.	9	9 1/2	9 1/4	9 5/8	9 3/8	9 3/4	10 1/2	10 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ENTREPRISES

ARCT : le « repreneur » abandonne

M. Bernard Terrat, PDG de la société IC-ACBF de Valence, dernier candidat à la reprise des activités des ARCT – en liquidation de biens depuis le 26 juin, avec trois cent dix salariés sur sept cents en trois sociétés – a annoncé, lundi 21 octobre dans un communiqué, qu'il abandonnait son projet à la suite du vote hostile du personnel (*le Monde* du 22 octobre). Il a refusé de *« gérer un forum politique permanent »* et a condamné *« la tactique de la terre brûlée des syndicats »*. Il redoute que la poursuite de l'occupation des locaux commencée le 20 juin à l'appel de la CGT (largement majoritaire) et de la CFDT, ne décourage les clients qui ont maintenu leurs commandes. De leur côté, les pouvoirs publics craignent de détériorer définitivement le climat en faisant évacuer les locaux, comme l'a demandé le 12 octobre le tribunal de Roanne. M. Jean Auroux, maire de Roanne et ministre du logement et des transports, a regretté, samedi, que *« les pouvoirs publics voient leurs efforts détruits par des hommes qui se sont laissé conduire dans une impasse »*.

Rejets d'OPA par deux groupes alimentaires

Le groupe agro-alimentaire britannique Allied Lyons a rejeté une nouvelle offre publique d'achat lancée par le groupe australien Elders IXL, dont le montant total s'élèverait à 1,8 milliard de livres (20,5 milliards de francs). Pour cette nouvelle proposition, Elders a constitué un groupe avec huit banques internationales, conduit par la Citibank. L'offre s'élève à 255 pence par action d'Allied, qui cotait 270 pence le 21 octobre. Aux Etats-Unis, le groupe Beatrice (produits alimentaires et cosmétiques) a rejeté également une tentative de prise de contrôle menée par une société d'investissements, Kohlberg, Kravis and Roberts (KKR). L'offre s'élève à 4,9 milliards de dollars (39,3 milliards de francs). KKR est spécialisée dans les achats par *« effet de levier »* : la transaction est financée par des emprunts réalisés sur les actifs de la société convoitée. A Wall Street, il semble que Beatrice ait refusé en attendant une offre plus alléchante.

Pirelli dans les fibres optiques

Le groupe italien Pirelli va entrer dans le capital de la firme française Velec, PME du nord de la France installée à Tourcoing, autrefois à vocation textile, maintenant reconvertie pour partie dans l'industrie opto-électronique (fibres optiques). Pour ce faire, Treficable Pirelli, filiale française de Pirelli, souscrira pour 15 % à l'augmentation du capital de Velec, dont le montant sera porté en novembre prochain de 50 à 70 millions de francs. A l'issue de cette opération, à laquelle participeront des investisseurs institutionnels, le contrôle de l'affaire sera conservé à 70 % par le groupe franco-belge Vandepute. Cette arrivée discrète permettra à Pirelli, déjà engagé dans l'industrie du câble (46 % de son chiffre d'affaires), d'élargir le champ de ses compétences. Pour le premier semestre, le groupe Pirelli, qui vient de racheter à Bayer la société Metzeler (caoutchoucs industriels), enregistre une augmentation de 22 % de son bénéfice net (316 millions de francs, contre 259 millions) pour un chiffre d'affaires de 14 milliards de francs environ.

La sous-traitance à l'envers

Un salon où les exposants sont les acheteurs et les visiteurs les vendeurs, c'est l'opération originale que vient de réaliser l'Agence de développement et d'industrialisation du Doubs. Pendant deux jours, une soixantaine de firmes ont étalé dans les stands de « Franche-Comté cotraitance », à Besançon, les pièces et sous-ensembles pour lesquels elles recherchent des sous-traitants. CIT Alcatel, Bull périphériques, Alsthom, Peugeot-Cycles, Massey-Ferguson, IBM, Tefal, Control-Data France, par exemple, ont participé à ce MIDEST (Marché international de la sous-traitance) à l'envers. Les stands ont été mis gratuitement à la disposition des firmes, tandis que les visiteurs devaient acquitter un droit d'entrée de 500 F. – (*Corresp.*)

LA JOURNÉE D'ACTION DE LA CGT

M. Krasucki : « Montrez que vous savez vous défendre »

Dans son édition du 22 octobre, *l'Humanité* n'a pas l'ombre d'un doute : *« Le 24,* titre-t-elle en « une », en faisant allusion à la journée nationale interprofessionnelle d'action de la CGT, *ça va bouger. »*

Au lendemain de l'échec grave que la CGT a subi chez Renault – ce que M. Krasucki a contesté le 21 octobre sur *France-Inter* –, elle court le risque considérable de se lancer dans une action interprofessionnelle. Si elle peut, en mettant en avant comme *« revendications »* l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale et les libertés, tabler sur la réalité du mécontentement, il n'en est pas de même pour le recours aux conflits.

La parenthèse Renault a été refermée. Dans les chantiers navals, la fièvre est pour l'heure retombée, même si elle peut remonter dans les mines ou dans le val d'Allier après l'évacuation des trois usines Ducellier jusqu'alors occupées. Quoi qu'il en soit, selon les derniers pointages du ministère du travail, le nombre de journées perdues pour faits de grève continue à être en dessous, pour la même période, de 1984 où le niveau était déjà bien bas.

Malgré sa volonté d'en découdre avec le patronat et avec le gouvernement, la CGT a été obligée de tenir compte du fait de cette difficulté de la mobilisation. M. Krasucki a dû troquer sa *« grève générale »* longtemps annoncée telle l'Arlésienne contre une journée interprofessionnelle dans laquelle on peut faire tout et rien. Il a annoncé de *« nombreuses grèves de vingt-quatre heures »*, mais, au niveau des appels de fédérations, il y a déjà une réelle inégalité. Des appels à vingt-quatre heures effectives de grève ont été formellement lancés dans la fonction publique – avec des actions *« massives »* service par service pour les PTT, l'agro-alimentaire, les ports et les docks, le commerce, le sous-sol, l'énergie (avec baisse de charge mais la CGT a fait savoir qu'elle ne prendrait pas l'initiative de coupures de courant). La grève de 24 h a été proposée ou mise en débat à la SNCF – où elle pourrait entraîner de sérieuses perturbations si les cheminots ne rechignent pas à faire grève pour la troisième fois en un mois, – dans la métallurgie, la journée étant annoncée d'un haut niveau revendicatif, dans le textile, les tabacs et chez les VRP.

La grève pourra *« aller jusqu'à 24 h »* dans la construction, le Livre et chez les personnels des secteurs financiers. Elle ira de 1 h à 24 h dans la chimie, le papier-carton, le bois (4 h à 8 h), les organismes sociaux (2 h, une demi-journée ou 24 h), le verre (2 h à 8 h par poste), chez les marins (8 h) et les travailleurs des arsenaux (1 h minimum). Une palette large qui n'exclut pas des actions spectaculaires, où l'effet média remplacera le nombre, et qui sera marquée par une manifestation à Paris à 11 h de la République à Saint-Augustin et soixante-huit manifestations déjà prévues dans les départements.

« Le pied à l'étrier »

Pour M. Krasucki *« cette journée est un moyen d'aider ceux qui luttent et de mettre aux autres le pied à l'étrier pour qu'ils sentent qu'ils sont forts, beaucoup plus forts qu'ils ne le croient ». « On vous dit tellement,* a-t-il lancé, *que vous n'êtes bon à rien et qu'il faut passer à la casserole. Montrez-donc que vous savez vous défendre. »* Quand on voit cependant que dans ses propres fiefs, comme Renault, la CGT a du mal à entraîner les salariés qui avaient pourtant des sujets de mécontentement et d'inquiétude, on ne peut qu'être sérieusement sceptique sur l'effet de tels mots d'ordre globalisateurs pour l'ensemble des salariés. Même dans le secteur public, il risque d'y avoir des hésitations. Au sein même de la CGT, des critiques se font entendre sur la stratégie actuelle. Dans la tribune de discussion pour le quarante-deuxième congrès confédéral, publié par *le Peuple* du 10 octobre, M. Testu, secrétaire du syndicat des métaux d'Angers, écrivait notamment : *« Il vaut mieux chercher les raisons pour lesquelles nous en sommes là (chute du nombre de syndiqués, manque de confiance d'un grand nombre de travailleurs dans notre organisation, baisse quasi constante du nombre de luttes) plutôt que de faire de l'autosatisfaction qui risque de nous voir renouveler certaines erreurs préjudiciables pour l'ensemble des travailleurs ».*

M. Krasucki a besoin pour son quarante-deuxième congrès, qui s'ouvrira le 24 novembre, d'une journée nationale qui se traduise par un beau succès. Le pari tient de la gageure, d'autant que la CGT a rarement été aussi isolée (1) dans de telles initiatives nationales. Dans *Syndicalisme-Hebdo*, la CFDT condamne sa *« pratique désastreuse »* qui vise à montrer que *« seule la CGT se bat et seul le PCF a des réponses politiques ».* Quant au bureau confédéral de FO, il fait la même analyse en ajoutant que *« ces actions de caractère aventuriste portent atteinte au crédit du mouvement syndical ».* Le nouveau secrétaire national du PS aux relations extérieures, M. Georges Sarre (CERES), n'est pas en reste puisqu'il invite la CGT à *« corriger sa ligne »* et à *« se dégager de l'emprise de l'actuelle direction du PCF ».*

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Cet isolement ne sera pas complet aux PTT... où le syndicat CFTC-PTT d'Ile-de-France a appelé pour le 24 octobre tous les agents en contact avec le public à porter un brassard noir en signe de deuil, le jour où *« le gouvernement tentera de justifier devant l'Assemblée nationale le dépeçage budgétaire 1986 des PTT ».*

● **Manifestation de licenciés à La Rochelle.** – Environ trois cents salariés de l'usine Peugeot de La Rochelle licenciés la semaine dernière (*le Monde* du 19 octobre) sur trois cent quatre-vingt-six se sont réunis, lundi 21 octobre, dans l'établissement ; une partie ont ensuite manifesté dans les ateliers avant de repartir dans les rues de la ville en cortège automobile.

● **Orléans : suppression de 476 emplois chez Saint-Gobain.** – La direction des verreries Saint-Gobain de La Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret) a annoncé, le 21 octobre, lors d'un comité d'entreprise exceptionnel, un plan économique et social dans lequel est prévue la suppression de 476 des 749 emplois. Le plan social prévoit le départ en préretraite de 65 personnes et le reclassement des autres salariés soit dans le groupe, soit dans des entreprises de la région.

Des chiffres étonnants

Contre toute attente... la CGT aurait gagné des adhérents ! Lors de l'émission « Face au public » sur *France-Inter*, le 21 octobre, M. Henri Krasucki a *déclaré, en s'en prenant aux « croque-morts qui rêvent d'enterrer la CGT pour décourager tous ceux qui se rebiffent contre l'austérité » : « Nous serons un million neuf cent mille au congrès de novembre contre deux millions trois cent mille en 1982. Toujours, et de loin, la première centrale syndicale, même si, comme les autres, nous avons perdu des adhérents. »*

Le secrétaire général de la CGT a ainsi donné un « scoop » aux auditeurs de *France-Inter* en leur communiquant des chiffres qui ne correspondent nullement à ceux publiés par *le Peuple*, organe pourtant officiel de la confédération, le 27 juin dernier, en vue du quarante-deuxième congrès confédéral de *novembre prochain*. Pour 1983, la CGT annonçait officiellement 1 362 942 *actifs*, 259 133 retraités, soit un total de 1 622 095 adhérents contre 1 925 432 adhérents en 1981 (303 337 de moins) et 1 721 463 en 1982 au moment du précédent congrès... Alors que la plupart des estimations situent en fait les effectifs de la CGT autour d'un million – voire en dessous pour certains observateurs, – il faut remonter à 1976 (2 350 118) pour retrouver un chiffre officiel proche de celui de M. Krasucki pour 1982...

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉTRANGER

M. NAKASONE A WASHINGTON

Un allié qui ressemble fort à un ennemi économique

Correspondance

Washington. – La visite, cette semaine, du premier ministre japonais Yasuhiro Nakasone au président Reagan – leur deuxième rencontre bilatérale en six mois – fait l'objet de commentaires ironiques de la part des observateurs aux Etats-Unis. Jamais les Américains n'ont été aussi irrités contre l'invasion des produits japonais. Une complicité objective ne peut toutefois que lier les deux hommes d'Etat qui font, l'un et l'autre, l'objet d'intenses pressions protectionnistes dans leur pays et s'efforcent tous deux de défendre la liberté du commerce international sans pour autant en être dupes.

M. Reagan a besoin de concessions japonaises, notamment pour pouvoir s'opposer au projet de loi du Congrès prévoyant des quotas à l'importation des produits textiles asiatiques aux Etats-Unis. M. Nakasone, de son côté, est conscient de la nécessité de calmer la montée du mécontentement américain avant que de sérieuses mesures de rétorsion ne finissent pas être prises.

La montée du sentiment protectionniste aux Etats-Unis vient encore d'être confirmée par un sondage effectué par le *Wall Street Journal* et la chaîne de télévision ABC News, au début d'octobre. Plus de la moitié des personnes interrogées se disent favorables à l'adoption de mesures de limitation des importations. Lorsque la question posée s'applique spécifiquement aux importations japonaises, le taux passe à 70 % d'opinions favorables contre seulement 26 % de défavorables.

Le ressentiment américain s'explique par le fait que, en dépit de tous les discours, le déficit des Etats-Unis vis-à-vis du Japon, qui était de 37 milliards de dollars en 1984, un record, risque d'atteindre 50 milliards en 1985.

Sur les quelque quatre-vingt-dix propositions de loi protectionnistes soumises au Congrès, plus d'une trentaine visent directement le Japon. Elles vont de l'instauration de quotas sur les produits de télécommunication à une surtaxe générale de 20 % qui s'appliquerait aux produits nippons. Les efforts du gouvernement japonais abondamment commentés par la presse pour expliquer la baisse des droits de douanes dans l'empire du Soleil-Levant, la nouvelle politique édictée à Tokyo sur le thème « Achetez étranger », et, depuis quelque temps, la relance annoncée de la croissance de l'économie nippone à la demande de l'Amérique, tout cela fait sourire.

Les Etats-Unis restent le premier producteur mondial de semi-conducteurs, avec 12 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1984. Mais ils s'inquiètent. Le Japon

> *70 % des Américains souhaitent des mesures de limitation aux importations japonaises.*

atteint déjà 8 milliards de dollars de ventes. Ses ventes ont augmenté de 200 % l'année dernière. Il détient déjà entre 15 % et 17 % du marché américain lui-même. Les ventes américaines au Japon n'ont été que de 600 millions de dollars en 1984. D'après les professionnels américains, elles seraient entravées par l'existence d'un système de cartel entre les différents fabricants japonais.

Trois des plus importants fabricants américains de la Silicon Valley californienne, National Semi-Conductor, Intel et Advanced Microdevices, viennent de déposer une plainte antidumping. Ils assurent que, pour obtenir une part du marché américain, les fournisseurs japonais vendent aux Etats-Unis à des prix inférieurs à ceux qu'ils pratiquent au Japon.

Depuis la levée des quotas sur les importations d'automobiles en mars dernier, les ventes de voitures japonaises ont sensiblement augmenté, encouragées par General Motors qui importe Isuzu et par Chrysler qui distribue les fabrications du groupe Mitsubishi. Toyota a progressé de 18 %, Honda de 20 %, Mazda de 39 %, Isuku de 143 %. Ce n'est que grâce à l'expansion du marché que les fabricants américains ont pu maintenir leur part relative dans celui-ci. Le Japon en détient toutefois toujours plus d'un cinquième.

Le banquier du monde

Surtout, le Japon émerge comme le premier banquier du monde. Mais, contrairement à ce que fit l'OPEP, il utilise sa richesse et son épargne pour créer un empire financier. Il investit aux Etats-Unis dans tous les secteurs de l'industrie et du commerce, y compris dans la sidérurgie, délaissée par les Américains comme peu rentable.

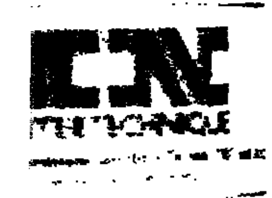
La sous-cotation de nombreuses affaires leur permet de devenir japonaises à bon marché. Ainsi, un nombre croissant d'usines américaines passe-t-il sous contrôle japonais. En 1990, un dixième des voitures américaines vendues aux Etats-Unis sortiront en fait d'usines contrôlées par des Japonais.

A la fin de 1985, les Japonais détiendront plus d'actifs nets à l'étranger que n'importe quel autre pays industriel. L'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et aussi les Etats-Unis – surendettés – sont éclipsés. Bien que les chiffres de l'Arabie saoudite ne soient pas disponibles, il est vraisemblable qu'ils sont déjà dépassés.

Le Japon souscrit désormais environ le dixième de toutes les émissions de bons du Trésor dont c'est devenu le second marché mondial avec un chiffre d'affaires quotidien de 500 millions à 2 milliards de dollars. De même que les Etats-Unis sont les premiers clients du Japon pour les biens manufacturés, ils sont son premier client pour les emprunts.

En 1985, les épargnants japonais auront acheté pour 20 milliards de titres libellés en dollars, dont quelque 13 milliards sont allés directement au Trésor américain pour l'aider à financer son déficit. Il en résulte que les rapports nippo-américains sont, si l'on peut dire, de plus en plus équilibrés malgré le déficit croissant.

JACQUELINE GRAPIN.



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

22 octobre

Nouvel effritement

L'effritement était de nouveau au rendez-vous mardi, jour de réponse des primes, à la Bourse de Paris. Très peu d'entre ces primes ont été levées en raison du bilan négatif, le quatrième consécutif, de ce mois boursier. Ce sont surtout les ajustements de positions faits en prévision de la liquidation générale du 23 octobre, qui ont relativement pesé sur les cours. Relativement, car quelques achats étrangers ont été enregistrés, qui ont, pour partie, donné au marché des moyens de résister. A la clôture, l'indicateur instantané s'établissait à 0,15 % au-dessous de son niveau précédent.

D'une façon générale, la Bourse n'a pas manifesté beaucoup d'ardeur au travail. Les affaires, il est vrai, ont été assez calmes dans l'ensemble. Seul Total a fait l'objet de longues négociations. Finalement l'action a monté de 1 %. Les magasins et grandes surfaces (Printemps, CFAO, Carrefour, La Redoute, Darty) ont été plutôt bien orientés, Midi a été ferme, de même que Beghin. En revanche, Elf, Esso, Peugeot, Moët, Leroy-Somer ont perdu du terrain.

Enfin, SCREG, Bic et Penarroya se sont inscrits à leurs plus bas niveaux de l'année.

Calme aussi sur le marché obligataire, où l'intérêt s'est néanmoins concentré sur les titres d'emprunt à taux fixe remboursables « in fine ». Les spécialistes s'attendent à trois nouvelles émissions d'un montant global de 3,5 milliards de francs, dont une du Crédit national, à 10,90 %, disait-on, mais qui serait proposée au-dessous du pair.

Les actions Razel ont été introduites ce jour sur le second marché, offertes à 450 F, elles ont été cotées 520 F.

La devise-titre a peu varié pour s'échanger entre 8,06 F et 8,10 F (contre 8,06 F/8,08 F).

Léger fléchissement de l'or à Londres : 325,90 dollars l'once contre 326,15 dollars.

A Paris, le lingot a regagné 300 F à 84 800 F, tandis que le napoléon reproduisait son précédent cours de 532 F.

NEW-YORK

Ventes bénéficiaires

De nouvelles ventes bénéficiaires se sont produites, lundi, à Wall Street. Contrairement à vendredi, elles ont, cette fois, un peu érodé les niveaux de cours. A la clôture, l'indice des industrielles accusait un modeste repli de 4,70 points, à 1 364,13. Les « Blue Chips » n'ont pas été seules à devoir céder du terrain, comme en témoigne le bilan de la journée. Sur 1 977 valeurs traitées, 874 ont baissé, 662 ont monté et 441 n'ont pas varié.

Comme au cours des précédentes séances, les avis étaient très partagés sur les motivations du marché. Pour les uns, les opérateurs, qui ont récemment fait leur plein d'actions, chercheraient progressivement à se dégager, aucun élément particulier ne les incitant pour l'instant à maintenir leurs positions. Pour d'autres, en revanche, résolument haussiers, ce recul ne serait qu'un intermède avant un nouveau mouvement de reprise. Ces optimistes estiment que les résultats des entreprises pour 1986 seraient plus importants que prévu, grâce à l'amélioration de la conjoncture attendue pour le dernier trimestre de l'année, enfin, que la multiplication des OPA était un facteur de dynamisme, dont la Bourse continuera de profiter.

Pour l'instant, en tout cas, l'activité est restée assez faible, avec 95,68 millions de titres échangés (contre 107,08 millions vendredi).

VALEURS	Cours du 18 oct.	Cours du 21 oct.
Alcoa	32 3/8	32 1/4
A.T.T.	20 7/8	20 7/8
Boeing	45 3/8	44
Chase Manhattan Bank	56 1/2	56 3/8
Du Pont de Nemours	59 1/8	59
Eastman Kodak	43 1/2	42 7/8
Exxon	52 3/4	53 1/8
Ford	47 1/8	47 1/4
General Electric	59 7/8	59 5/8
General Foods	119 5/8	119 3/4
General Motors	69 1/4	68 3/8
Goodyear	25 1/8	25 7/8
I.B.M.	127 5/8	127 1/2
I.T.T.	35 3/8	35
Mobil Oil	30 1/8	30 1/4
Pfizer	44 1/2	45 1/4
Schlumberger	33 3/8	33 1/4
Texaco	38 1/8	38 1/4
U.A.L. Inc.	48 3/4	48 5/8
Union Carbide	60	58 7/8
U.S. Steel	30 3/4	30 3/4
Westinghouse	39 3/8	39 1/2
Xerox Corp.	48 1/4	47 3/8

AUTOUR DE LA CORBEILLE

MAISONS PHÉNIX : LA SITUATION SE DÉTÉRIORE. – La société a enregistré une perte de 114,4 millions de francs pour le premier semestre, près de trois fois plus importante que celle subie pour la période correspondante de 1984 (30,9 millions), après, il est vrai, la constitution d'importantes provisions au titre des filiales (74,6 millions de francs, contre 28,7 millions de francs).

Maisons Phénix annonce un chiffre d'affaires de 416 millions de francs au 30 juin dernier (contre 565,2 millions de francs).

LYONNAISE DES EAUX : A CAUSE DU FROID. – La vague de froid de l'hiver dernier a quelque peu affecté les résultats de la société. Le résultat d'exploitation, pour le premier semestre, n'augmente que de 3,4 % à 59,2 millions de francs, et le bénéfice net atteint 54,5 millions de francs (+ 7,4 %). Si le chiffre d'affaires progresse de 16 % (1,45 milliard de francs), c'est, en grande partie, en raison de l'accélération de l'activité « *assainissement, travaux et prestations de services* » imputable au gel de nombreuses canalisations. Les ventes d'eau ont augmenté de 10,2 %.

Au niveau du groupe, le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 14,8 % (13,8 % à structures constantes).

OPA SUR CHAFFOTEAUX ET MAURY. – La SIDAM (Société d'investissement pour le développement des appareils ménagers) lance une OPA sur le capital de la société au prix de 20 F. L'offre est valable du 22 octobre au 20 novembre. SIDAM est filiale des firmes luxembourgeoises, Spiralstream et Gem Petroleum, affaires à capitaux arabes (*le Monde* du 22 février).

En fait, il revient à ces sociétés de prendre le contrôle à 100 % de Chaffoteaux et Maury. Jusqu'ici, le capital de la firme était détenu à 78 % par GIMMO, émanation de ces sociétés luxembourgeoises, regroupant un pool d'investisseurs arabes du Maghreb et du Moyen-Orient, dirigé par l'Algérien, M. Djillali Mehri.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	18 oct.	21 oct.
Valeurs françaises	112,9	112,7
Valeurs étrangères	93,3	93

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	18 oct.	21 oct.
Indice général	211,6	211,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 22 octobre .... 9 1/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	21 oct.	22 oct.
1 dollar (en yens)	214,35	215,65

BOURSE DE PARIS — Comptant — 22 OCTOBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Actions au comptant

Étrangères

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV 21/10

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
280	Ford Motors	377	378	378	+ 0 26
187	Free State	165 20	158	158	– 4 35
87	Gencor	76 60	67 50	67 60	– 11 97
520	Gén. Electr.	485	482	482	– 0 61
275	Gén. Belgique	307	323 10	323 10	+ 5 24
600	Gen. Motors	558	548	548	– 1 79
62	Goldfields	52 20	50 50	50 50	– 3 25
38	GdMetropolitain	41 20	40 30	40 30	– 2 18
90	Harmony	77 30	70	71 40	– 7 63
23	Hitachi	26 10	25 80	25 80	– 1 14
695	Hoechst Akt.	735	742	740	+ 0 68
148	T.D.K.	148 40	148 40	148 30	– 0 73
12	Toshiba Corp.	14 10	14 05	14 05	– 0 35
940	Unilever	900	900	900	....
330	Unit. Techn.	324	320 20	320 20	– 1 17
615	Vaal Reefs	499	464	460	– 7 81
245	Volvo	228	232	232	+ 1 75
295	West Deep	249	230	230	– 7 63
230	West Hold.	198	189 50	189 50	– 4 29
455	Xerox Corp.	386	380	380 20	– 1 50
1 62	Zambia Corp.	1 42	1 31	1 32	– 7 04

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 22/10	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 029	8 053	7 700	8 300
ECU	6 744	6 745	....	....
Allemagne (100 DM)	306 010	304 920	294 500	309 500
Belgique (100 F)	15 064	15 064	14 450	15 300
Pays-Bas (100 fl.)	270 300	270 220	262	277
Danemark (100 krd)	84 150	84 170	79	87
Norvège (100 k)	101 980	101 730	97 500	103 500
Grande-Bretagne (£ 1)	11 528	11 548	11 100	11 800
Grèce (100 drachmes)	5 197	5 198	4 100	5 600
Italie (1 000 lires)	4 517	4 522	4 200	4 700
Suisse (100 fr.)	371 520	371 350	3 610	3 770
Suède (100 krs)	101 410	101 480	96 500	102 500
Autriche (100 sch)	43 400	43 410	42 450	44 400
Espagne (100 pes.)	4 989	4 988	4 850	5 200
Portugal (100 esc.)	4 932	4 932	4 400	5 200
Canada ($ can 1)	5 887	5 895	5 680	6 080
Japon (100 yens)	3 734	3 731	3 630	3 780

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22/10
Or fin (kilo en barre)	84400	84800
Or fin (en lingot)	84500	84800
Pièce française (20 fr)	532	532
Pièce française (10 fr)	420	.....
Pièce suisse (20 fr)	550	547
Pièce latine (20 fr)	494	495
Souverain	610	608
Pièce de 20 dollars	3340	3400
Pièce de 10 dollars	1900	1900
Pièce de 5 dollars	1300	.....
Pièce de 50 pesos	3170	3180
Pièce de 10 florins	507	506
Or Londres	326 50	325 90
Or Zurich	329 50	326
Or Hongkong	327 95	327 95
Argent Londres	6 16	6 13

Le Monde

LA CRISE DU PROCHE-ORIENT ET LES SUITES DE L'AFFAIRE DE L'« ACHILLE-LAURO »

L'émissaire de M. Reagan à Tunis

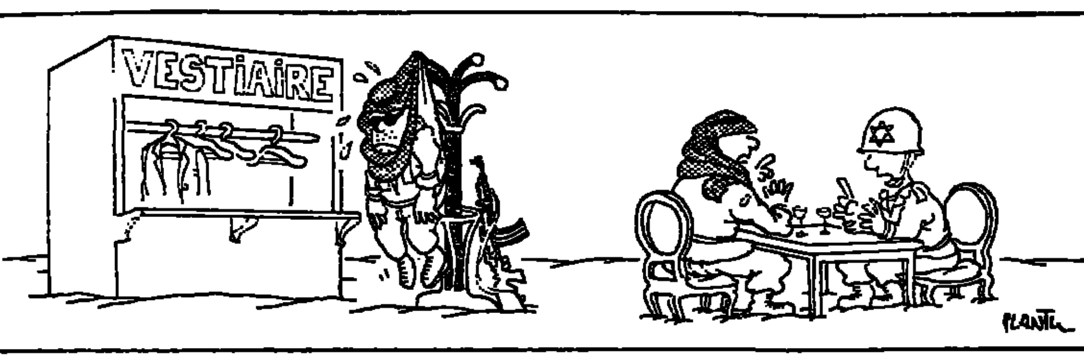
Le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. John Whitehead, est arrivé le lundi soir 21 octobre à Tunis où il entend, cette fois, apaiser le climat de tension qui s'est instauré entre les Etats-Unis et la Tunisie à la suite de l'affaire de l'*Achille-Lauro* et du raid israélien contre l'OLP dans la banlieue tunisoise le 1er octobre dernier.

M. Whitehead venait du Caire où il a été longuement reçu, lundi, par le président Moubarak à un moment où les relations américano-égyptiennes traversent une phase très difficile après l'interception par la chasse américaine du Boeing égyptien transportant les pirates de l'*Achille-Lauro*. « *Un premier pas a été franchi en vue de resserrer les relations égypto-américaines* », a assuré M. Whitehead à l'issue de ces entretiens, au cours desquels, rapporte notre correspondant, Alexandre Buccianti, il a remis un message de M. Reagan au président Moubarak.

M. Whitehead a souligné que M. Reagan exprimait dans ce message « *le souhait que les deux pays puissent maintenant dépasser leur différend* ». Les Etats-Unis, a relevé M. Whitehead, « *regrettent que les événements aient pris cette tournure. Leur seul but était de déférer en justice des criminels, et nous apprécions les efforts déployés par l'Egypte en vue de sauver les otages* » (du paquebot).

● *Des armes pour la Jordanie.* — Le président Reagan a officiellement notifié, lundi 21 octobre, au Congrès son intention de vendre pour 1,9 milliard de dollars d'armements à la Jordanie : une quarantaine de chasseurs F-16 ou F-20, 300 missiles air-air, des batteries de missiles antiaériens Hawk et Stinger ainsi que plusieurs autres matériels. Le Pentagone a assuré que ces ventes « *n'affecteraient pas l'équilibre militaire dans la région* ».

D'ores et déjà, le Congrès a fait part de son opposition à ce projet de vente d'armes : plus de 70 sénateurs et 225 membres de la Chambre des représentants — soit la majorité dans les deux Chambres — ont annoncé qu'ils s'opposeraient à la vente des chasseurs et missiles antiaériens si Amman ne s'engageait pas à entamer des négociations de paix directes avec Israël.



● *Le sort de Michel Seurat.* — L'Association française des arabisants partage l'inquiétude des collègues et des amis de Michel Seurat qui voient sa détention au Liban se prolonger. Elle souhaite que tout soit mis en œuvre pour qu'il soit libéré et retrouve sa place dans la communauté scientifique. Les membres de l'association transmettent à Michel Seurat et à ses compagnons de détention l'expression de leur amitié et de leur soutien.

NOUVELLES BRÈVES

● *Rétablissement des relations entre Cuba et l'Uruguay.* — L'Uruguay et Cuba ont annoncé le 17 octobre le rétablissement de leurs relations diplomatiques, rompues depuis septembre 1964, deux ans après que les Etats-Unis eurent obtenu l'exclusion de Cuba de l'Organisation des Etats américains (OEA). Après douze ans de régime militaire, le président uruguayen, M. Julio-Maria Sanguinetti, lors de sa prise de fonctions en mars dernier, avait annoncé le rétablissement des liens avec Cuba. — *(Reuter.)*

● *Huit militaires et dix guérilleros tués dans un combat au Guatemala.* — Deux officiers et six soldats de l'armée guatémaltèque ainsi que dix guérilleros sont morts au cours d'un combat dans le département du Quiché (nord-ouest du Guatemala), a annoncé un porte-parole de l'armée le samedi 19 octobre. Une colonne de la guérilla des pauvres (EGP) avait été localisée au nord de Nebaj, dans une région montagneuse du Quiché, par les militaires. — *(AFP.)*

A B C D E F G

LA SITUATION EN AFRIQUE DU SUD

L'ANC veut étendre l'insécurité dans les zones résidentielles blanches

De passage à Lisbonne, où il a eu un entretien avec le président Eanes, M. Oliver Tambo, président du Congrès national africain (ANC), a annoncé lundi 21 octobre un durcissement de la lutte de son organisation et son extension aux zones résidentielles des villes d'Afrique du Sud. Il a demandé à l'importante communauté portugaise d'Afrique du Sud (quelque 800 000 personnes venues le plus souvent d'Angola ou du Mozambique) de « *manifester son opposition au régime d'apartheid* ». Il a d'autre part pressé M. Eanes d'accepter l'ouverture d'un bureau de l'ANC à Lisbonne, le Portugal étant un des rares pays européens où celle-ci n'est pas représentée.

A Soweto, de violents incidents ont opposé lundi des Zoulous, résidents temporaires de la cité noire proche de Johannesburg, partisans du chef Gathsa Buthelizi, à d'autres Noirs, résidents permanents, favorables au Front démocratique uni. Au moins trois personnes, accusées de « *collaboration* », ont été brûlées vives.

Au Cap, des Noirs ont mis le feu à une vingtaine de voitures appartenant à des Blancs ; l'un de ceux-ci a échappé de peu à la mort après l'envoi d'une torche enflammée sur son véhicule.

A Johannesburg, le procès de seize personnes, actuellement en liberté sous caution, s'est ouvert lundi en présence d'observateurs diplomatiques. Certains des accusés appartiennent au Front démocratique uni, parti d'opposition légale ; ils ne sont pas jugés pour cela, mais pour appartenance à une « *alliance révolutionnaire* » secrète.

La compagnie South African Airways (SAA) a annoncé l'annulation de son vol hebdomadaire vers l'Australie en raison d'un mot d'ordre de boycottage des syndicats locaux. La compagnie australienne avait pour sa part interrompu ses vols vers l'Afrique du Sud il y a plusieurs années. — *(AFP, AP, Reuter.)*

LE CONFLIT DU SAHARA

Les attachés militaires en poste à Alger ont rencontré le président de la RASD près de Tindouf

De notre correspondant

Alger. — Un groupe de dix-huit attachés militaires auprès d'ambassades accréditées à Alger a, à l'invitation du ministre algérien de la défense nationale, visité, vendredi 18 octobre, une partie de la IIIe région militaire, qui inclut notamment Béchar et Tindouf.

Les attachés militaires occidentaux (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Espagne, France, RFA, Italie, etc.) et des pays socialistes ont gagné Tindouf, à 2 000 kilomètres au sud-ouest d'Alger, à bord d'un C-130 de l'armée de l'air algérienne. Dans la région de Tindouf, comme pour abriter le Polisario et ses camps de réfugiés, ils ont vu des cliniques, des écoles, des panoplies d'équipements militaires pris par le Front Polisario aux troupes marocaines. Certaines sources laissent entendre qu'ils ont également vu des prisonniers marocains. Le seul point sur lequel s'accordent les sources diplomatiques concerne leur rencontre avec le président de la « République arabe sahraouie démocratique » (RASD), M. Mohamed Abdelaziz, et son « ministre de la défense », M. Brahim Ghali, dans un camp de réfugiés sahraouis, à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Tindouf.

L'Algérie a-t-elle voulu mettre les attachés militaires devant le fait accompli, profitant d'un voyage qualifié *d'information* pour leur faire rencontrer le président de la RASD ? A-t-elle essayé de faire pendant à la visite d'attachés militaires accrédités à Rabat, organisée au printemps dernier dans la partie du Sahara occidental contrôlée par le Maroc ? En réponse à cette dernière question, des diplomates occidentaux font valoir que la visite du 18 octobre à Tindouf s'est déroulée « *uniquement en territoire algérien à l'intérieur de frontières internationalement reconnues* » et mettent l'accent sur le fait que, contrairement au Sahara occidental, « *cette région n'est le théâtre d'aucun affrontement* ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

LE COLONEL ARNAUBEC (SPARTACUS) POURSUIVI POUR ATTEINTE A LA DÉFENSE NATIONALE

Le colonel d'aviation Gérard Arnaubec, cinquante ans, a été inculpé, lundi 21 octobre, d'atteinte à la défense nationale par M. Yves Granger, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

Cette poursuite est consécutive à la plainte du ministre des armées, M. Paul Quilès, et concerne des renseignements ou documents publiés dans l'ouvrage *Opération Manta Tchad 83-84 : les documents secrets* signé par le colonel Arnaubec, sous le pseudonyme « Spartacus ». Une première plainte du ministre des armées avait conduit le même magistrat à inculper le colonel Arnaubec, le 26 septembre dernier, d'injures publiques envers l'armée et envers le général Jeannou Lacaze. Il a choisi pour avocat Me Georges Wagner.

L'inculptation d'atteinte à la défense nationale signifiée à l'officier se réfère aux articles 75, 76 et 78 du code pénal, qui répriment notamment le fait d'avoir « *sans intention de trahison ou d'espionnage* » porté à la connaissance du public des renseignements dont la diffusion « *pourrait conduire à la découverte d'un secret de défense nationale* ». Pour un militaire « *dépositaire par fonction ou par qualité* » de tels renseignements, les peines encourues sont de dix à vingt ans de réclusion criminelle.

M. SERGE GONDEL EST NOMMÉ CHEF DU SERVICE CENTRAL DES CRS

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a nommé, lundi 21 octobre, chef du service central des Compagnies républicaines de sécurité (CRS), M. Serge Gondel, commissaire divisionnaire, en remplacement de M. Jacques Dewatre, nommé mercredi dernier en conseil des ministres, directeur de la défense et de la sécurité civile au ministère de l'intérieur et de la décentralisation.

[Né le 5 janvier 1935 à Neufchâteau (Vosges), M. Serge Gondel est entré dans la police nationale en qualité d'officier des CRS en 1957, après des études de droit à Nancy. Il a occupé successivement des postes aux CRS de Saint-Brieuc et de Tours. Affecté en 1975 en qualité de chef de bureau de la formation du service central des CRS, il a été nommé adjoint au chef du service central le 26 octobre 1981.]

Après la mort de son mari

L'ÉPOUSE DE NAWAZ BHUTTO EST PLACÉE EN GARDE A VUE A NICE

Mme Rehana Bhutto, épouse de Shah Nawaz Bhutto, retrouvé mort le 18 juillet à Cannes (*le Monde* daté 21-22 juillet), a été placée en garde à vue dans les locaux de la police judiciaire de Nice.

Mme Bhutto avait expliqué qu'elle avait découvert le corps de son mari (fils d'Ali Bhutto, ancien premier ministre pakistanais exécuté en 1979) dans leur luxueux appartement de Cannes. Le cadavre présentait des symptômes d'asphyxie, et une autopsie avait été ordonnée. Dans les milieux de l'opposition pakistanaise en exil, dont la victime était l'une des principales figures, on avait aussitôt parlé d'assassinat politique.

Le corps de Shah Nawaz Bhutto avait été rapatrié au Pakistan. Ses obsèques, le 21 août, conduites par sa sœur, Mlle Nenazir Bhutto, dirigeante du Parti du peuple pakistanais, avaient donné lieu à une imposante manifestation. Mlle Bhutto, qui est en résidence surveillée au Pakistan, a demandé l'autorisation de quitter le pays pour répondre, le 6 novembre, à une convocation du juge d'instruction de Grasse chargé d'enquêter sur la mort de son frère.

Mardi 22 octobre, les autorités pakistanaises n'avaient toujours pas fait connaître leur réponse.

Le numéro du « Monde » daté 22 octobre 1985 a été tiré à 516915 exemplaires

Sur le vif

Honni soit qui rit

Si on ne peut même plus rigoler au boulot, franchement c'est le bagne. Ils ne doivent pas s'amuser, les huit cents British employés par une compagnie taiwanaise implantée à l'ouest de l'Angleterre. Une boîte qui fabrique des ordinateurs domestiques. Les chefs de service et les contremaîtres — j'ai lu ça dans le *Financial Times* — ont reçu des directives draconiennes, histoire d'obtenir la concentration indispensable à la fabrication de produits sans défaut.

Interdit de rire sur les lieux de travail. Les éclats (de rire) risqueraient de faire péter les composants. C'est fragile et ça coûte cher. Interdit de porter la barbe. Des fois que des poils follets, en chatouillant les puces, inciteraient les circuits à se gondoler. Interdit de quitter son poste avant la sonnerie. Interdit de flâner dans l'usine. Interdit de fumer dans les toilettes. Prière de relever le siège et d'éteindre sa cigarette. Interdit de boire et de manger près des chaînes d'assemblage. Planquez vos sandwiches et vos canettes de bière.

Et attendez, c'est pas fini. On n'a pas non plus le droit de jouer dans les ateliers. Jouer à quoi ? Au poker ? A colin-maillard ? A saute-mouton ? A la bête à deux dos ? A je-te-tiens-par-la-barbichette ? A... A rien ! Ouvriers pas faire joujou. Verboten ! Compris ?

Qu'est ce que vous dites de ça ? Oui, je sais... Je sais. Je vous entends d'ici : Au *Monde* ces recommandations seraient superflues. Avec votre réputation de constipés, caleçons longs et vacances bretonnes, on ne doit pas se marrer souvent dans les salles de rédaction. Quant à jouer à la marelle dans les couloirs ! Eh bien, vous vous trompez. On se bidonne sans arrêt, on se tirebouchonne. Il n'y a pas un journal plus rigolo. Au *Canard*, c'est des bonnets de nuit, comparés aux mecs d'ici. Comment c'est pas vrai ? Rappelez-vous ce mot de de Gaulle à Beuve-Méry : Je vous lis... Je m'amuse !

CLAUDE SARRAUTE.

Les forces de l'ordre ont fait évacuer les usines Ducellier

De notre correspondant

Issoire. — Peu avant 6 heures ce mardi 22 octobre, les forces de l'ordre ont investi sans heurts les usines Ducellier à Issoire, Sainte-Florine et Vergongheon, qui étaient occupées depuis le 29 septembre par les militants de la CGT.

Cette intervention faisait suite au jugement d'évacuation prononcé par le tribunal des référés à Clermont-Ferrand et au Puy, les unités de production se trouvant réparties dans les départements du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire.

Depuis que Valéo, groupe auquel appartient Ducellier, avait obtenu gain de cause auprès des tribunaux, le 3 octobre, la population était en attente de l'opération de police.

A Issoire, une heure à peine avant l'arrivée des deux compagnies de CRS mobilisées, les militants de la CGT avaient effectué une ronde d'alerte, mais n'avaient rien remarqué. Ils n'étaient qu'une trentaine dans l'usine au moment de l'intervention. Ils ont quitté les lieux dans le calme pour s'installer à l'extérieur et invectiver le directeur et le chef du personnel venus reprendre possession des ateliers et accueillir vers 7 h 30 l'encadrement convoqué pour établir un état des lieux avant l'ouverture des portes à l'ensemble du personnel prévue pour 13 heures.

A Sainte-Florine, les quelques militants cégétistes présents ont quitté également les lieux sans heurts en chantant *le Drapeau rouge*. A Vergongheon, l'atmosphère n'était pas plus tendue. Cependant, les forces de l'ordre ont molesté un photographe de l'AFP, qui a décidé de porter plainte.

La CGT a surtout réagi en appelant la population à manifester dans les rues d'Issoire ce mardi après-midi. En occupant les trois usines du val d'Allier, le syndicat espérait contraindre les pouvoirs publics et la direction de Valéo à renégocier le plan de restructuration industrielle qui prévoit notamment la fermeture de l'unité d'Issoire le 31 octobre. Ces dernières semaines, M. Jacques Guérin, préfet de la région Auvergne, avait échoué dans sa tentative de trouver une solution négociée au conflit.

LLIBERT TARRAGO.

● *Réélection du président de la Croix-Rouge.* — M. Enrique de La Mata (Espagne) a été réélu le 21 octobre à Genève président des sociétés de la Croix-Rouge. M. de La Mata avait été élu pour un premier mandat de quatre ans en 1981 lors d'une réunion à Manille. On lui a reproché d'avoir introduit la politique dans une organisation humanitaire qui s'est engagée à rester neutre. M. de La Mata avait notamment pris position en 1982 en faveur de l'un des dirigeants de la junte salvadorienne (*le Monde* du 4 mars 1982).

Les candidats au championnat du monde d'échecs

SMYSLOV ET KORTCHNOI BATTUS

Lundi noir pour Smyslov et Kortchnoï, respectivement battus avec les blancs, par Nogueiras et Vaganian ; bonne journée pour Tchernine et Sokolov, vainqueurs de Spraggett et de Portisch, et quatre nulles seulement : personne ne s'est fait de cadeau dans la septième ronde du Tournoi des candidats de Montpellier, où douze joueurs sur seize se tiennent en un point et demi.

SEPTIÈME RONDE. — Sokolov-Portisch, 1-0 (55) ; Smyslov-Nogueiras, 0-1 (34) ; Tchernine-Spraggett, 1-0 (37) ; Beliavsky-Seïrawan, 0,5-0,5 (44) ; Short-Youssoupov, 0-5-0,5 (28) ; Spassky-Tal, 0-5-0,5 (21) ; Kortchnoï-Vaganian, 0-1 (50) ; Ribli-Timman, 0,5-0,5 (76).

CLASSEMENT. — 1. Youssoupov, 4,5 pts ; 2. Nogueiras, Tal, Sokolov, 4 ; 5. Timman, Vaganian, 3,5 (1 ajourn.) ; 7. Short, Beliavsky, Tchernine, Smyslov, Seirawan, Portisch, 3, etc.

